

COMMISSION DES SERVICES PUBLICS  
PROCES VERBAL DE LA REUNION DU 17 AVRIL 1959



M.M. les Membres de la Commission des Services Publics se sont réunis à la Mairie de Lille, le 17 avril 1959, sous la présidence de M. WALKER, Adjoint au Maire.

Etaient présents : M.M. DEAN, HENAU, LUBREZ, ROUSSEAU, SIMOENS, VIRON, WALKER.

Excusés : M.M. BERTRAND, COQUART, VAN WOLPUT.

Assistaient à cette réunion, à titre consultatif :  
M.M. AUREL, Ingénieur en Chef des Services Techniques,  
MORIN, Ingénieur Subdivisionnaire des Services Publics.



---

M. WALKER souhaite la bienvenue aux membres de la nouvelle Commission des Services Publics et leur exprime ses regrets de n'avoir pu, en raison de l'urgence de la question inscrite à l'ordre du jour, les convoquer à une réunion préparatoire.

Il se déclare prêt à examiner les propositions qu'ils pourraient faire quant au jour et à l'heure qui leur conviendraient le mieux pour les réunions futures.

---

TRANSPORTS EN COMMUN.

- Examen : a/ des propositions, en date du 24 mars 1959, de la C.G.I.T. relativement au rajustement des tarifs;  
b/ du rapport de M. l'Ingénieur des Mines, chargé du contrôle des V.F.I.L., en date du 9 avril 1959, sur ces propositions.

M. WALKER expose la situation créée par les revendications du personnel de la C.G.I.T.

Il indique que la Ville ne peut intervenir dans la gestion de la Compagnie et que, si son avis est demandé sur les aménagements de tarifs destinés à faire face aux charges nouvelles, il appartient au Préfet de se prononcer en dernier ressort à ce sujet.

Les propositions de la C.G.I.T. ne sont parvenues à l'Hôtel de Ville que le 24 mars. Pour être fixée sur leur bien fondé, la Ville les a immédiatement soumises, par l'intermédiaire du Préfet, au Service du Contrôle des V.F.I.L., seul organisme ayant un pouvoir d'investigation dans les comptes de l'exploitant.

Le rapport du Service du Contrôle n'a pas encore été communiqué aux Services Municipaux, mais une copie en a été remise à titre officieux; ce rapport permettrait de conclure au bien fondé de la demande de majoration des tarifs.

.....



M. WALKER procède ensuite à l'analyse des propositions de la Compagnie. Il donne toutes indications utiles sur les nouvelles charges qui résulteront tant de l'augmentation des salaires du personnel que de la réalisation d'une nouvelle tranche de modernisation du réseau.

Après avoir fourni toutes les précisions demandées par la Commission, il fait connaître que, selon son opinion personnelle, la Ville ne peut émettre un avis défavorable à la demande de la C.G.I.T.

Il indique alors à la Commission les différentes combinaisons de tarifs correspondant aux hypothèses ci-après :

- 1<sup>re</sup> - Compensation des charges supplémentaires ayant grevé l'exploitation de la C.G.I.T. depuis le 2 février 1958, date du dernier relèvement des tarifs - Majoration de 4,5% des salaires de base du personnel de la C.G.I.T.
- 2<sup>de</sup> - Compensation des charges supplémentaires comme ci-dessus - Majoration des salaires de base du personnel de la C.G.I.T. de 5,22% - Fusion-transformation des lignes D et G, la nouvelle ligne exploitée par autobus et service à un seul agent.

Tous les chiffres avancés ont fait l'objet d'une discussion serrée avec la C.G.I.T. et n'ont été acceptés par les Services que sur justification.

Après un dernier échange de vues, à l'exception des membres communistes, la Commission, dans le seul désir de résoudre le conflit, et pour permettre à la Compagnie de faire face :

- aux charges nouvelles grevant son budget annuel depuis le 2 février 1958 ..... 42.129.000 Fr
- aux charges annuelles découlant de la transformation-fusion des lignes D et G ..... 16.000.000 Fr
- à une augmentation des salaires de base de son personnel de 5,22%, avec une rétroactivité de 3 mois à 4,5% ..... 55.682.000 Fr

au total : 93.811.000 Fr

donne son accord pour l'application des tarifs ci-après :

#### I - TARIF GENERAL.

	Proposé	- Actuel	- % de hausse
a/ Billets au détail: 1 <sup>ère</sup> Sect.	40 Fr	35 Fr	14,28
b/ Cartes de voyages "	37,50	28,57	31,20
c/ Carnets de tickets "	18,75	16,66	12,50

#### II - DEMI-TARIF et TARIF REDUIT.

1 <sup>ère</sup> Sect.	18,75	14,28	31,20
------------------------	-------	-------	-------

#### III - TARIF DE SERVICE.

1 <sup>ère</sup> Sect.	30,-	20,-	50
------------------------	------	------	----

qui procureraient à la Compagnie, à très peu près, sauf chute de trafic, un supplément de recette de 93.190.000 Fr, légèrement inférieur au montant des charges.

.....



Elle regrette toutefois que la législation en vigueur ne permette pas à la Ville un contrôle direct des comptes de la Compagnie.

Le groupe communiste, tout en étant d'accord sur la nécessité d'augmenter les salaires du personnel, déclare qu'il ne peut se prononcer sur la majoration des tarifs.

---

Avant le lever de séance, M. VIROM demande à la Commission de se prononcer en faveur du transport gratuit des militaires.

Il lui est indiqué que cette gratuité de transport, qui n'est pas prévue au contrat, peut être difficilement envisagée. Toutefois, cette demande pourrait être soumise, pour l'avenir, au Syndicat Mixte d'Exploitation qui doit prochainement se substituer à la Ville en tant que pouvoir concédant.

SEANCE LEVEE à 20 HEURES 10.

l'Ingénieur en Chef  
des Services Techniques,

Vu : Le Président  
de la Commission,

P. AUREL,

M. WALKER.





## COMMISSION DES SERVICES PUBLICS

Réunion du 29 Septembre 1959

MM. les membres de la Commission des Services Publics se sont réunis à l'Hôtel de Ville, le 29 Septembre 1959, à 18 h 30, sous la présidence de M. Georges HENNAUX, Adjoint au Maire.



Etaient présents : MM. HENNAUX et ROUSSEUX, Adjoint au Maire.  
MM. DEAN, MEURA, SIMOENS, VIRON, Conseillers Municipaux.

Excusés : MM. BERTRAND, COQUART, VAN WOLPUT, Adjoint au Maire.  
M. LUBREZ, Conseiller Municipal.

Assistait également à la réunion : M. MORIN, Ingénieur Principal, Chef des Services Publics.

M. HENNAUX prend d'abord la parole pour s'excuser auprès de ses Collègues de la confusion qui s'est produite dans l'envoi des convocations.

La réunion, prévue à l'origine pour le 22 Septembre, puis reportée au 29, avait déjà été annoncée, et le rectificatif n'est pas parvenu aux membres de la Commission.

Une enquête est en cours pour déterminer les causes de cet incident.

M. MORIN précise que le Service avait envoyé en temps utile la deuxième convocation, et qu'il ne peut être tenu pour responsable de ce contretemps.

### DISTRIBUTION D'EAU.-

A la demande de M. ROUSSEUX, le Service donne quelques explications sur les nouvelles stations de pompage établies dans la région d'EMMERIN. Trois sont déjà en service et la quatrième le sera incessamment. Ces forages ont aidé le Service à faire face à l'augmentation de consommation de l'eau en cette période de sécheresse exceptionnelle. La moyenne de Juillet qui s'élevait à 35.649 m<sup>3</sup> par jour en 1958, est passée à 40.118 m<sup>3</sup> en 1959. D'une manière générale, la moyenne journalière des six premiers mois de cette année dépasse d'environ 10 % celles des années précédentes (38.822 m<sup>3</sup> par jour au lieu de 36.157 m<sup>3</sup> en 1958 et 36.383 m<sup>3</sup> en 1957).

M. ROUSSEUX a d'ailleurs remarqué qu'aucun appel n'a été fait à la population pour limiter la consommation. Le Service confirme le fait en signalant toutefois que la situation est susceptible de s'aggraver durant l'automne.

Après avoir pris connaissance des rapports établis par le Service, la Commission donne un avis favorable :

- à la conclusion d'un contrat avec Electricité de France pour la fourniture d'énergie électrique à l'une des stations nouvelles.

- à la passation d'un marché avec Electricité de France pour la fourniture des appareils de comptage nécessaires à l'application du triple tarif prévu dans les contrats d'énergie électrique fournie aux installations du Service des Eaux, approuvés par la délibération n° 58/6019 du 10 Mars 1958.

Les rapports seront transmis à l'Administration Municipale.



REGLEMENTATION DE L'EXPLOITATION DES TAXIS ET DE LA PROFESSION DE CHAUFFEUR DE TAXI.-

Le projet de réglementation de l'exploitation des taxis et de la profession de chauffeur de taxi adopté par la Commission des Services Publics le 18 Octobre 1955, puis frappé de léthargie administrative, revient après quatre ans, approuvé dans son ensemble par la Commission du Contentieux, devant la Commission des Services Publics pour mise au point définitive.

Le Président de la Commission donne toutefois lecture des quelques modifications ou précisions de détail que la Commission du Contentieux désirerait voir apporter au texte qui lui a été soumis.

1°) Article 168, page 2.- (Délivrance des autorisations de stationner).-

La Commission du Contentieux conteste la deuxième partie du quatrième alinéa visant les entreprises de taxis, et ainsi conçue :

"..... En outre, elles seront délivrées compte tenu de ce que le nombre des "autorisations accordées aux exploitants de plusieurs voitures ne pourra dépasser ".... % du nombre total d'autorisations".

Cette disposition a été jugée très illégale, puisqu'elle porte atteinte à l'exercice du commerce.

M. HENAUX propose donc de la supprimer, ce que regrettent MM. SINOENS et VIRON, que rassure pourtant le paragraphe deux de l'article, qui stipule :

"Les demandes multiples ne seront satisfaites qu'à raison d'un seul numéro à la "fois, le demandeur étant, s'il le désire, réinscrit en fin de liste pour les demandes "restant à satisfaire".

La Commission est d'accord pour supprimer l'alinéa contesté.

2°) Article 169, page 2.- (Mise en service des voitures).-

Il est proposé de compléter l'énumération des conditions requises pour la mise en service d'un taxi par l'obligation de faire visiter chaque année le véhicule par les agents qualifiés du Service des Mines.

Le Service des Mines, consulté, ne voit pas d'inconvénient à l'adoption de cette mesure.

L'énumération des conditions requises pour la mise en service d'un taxi, deviendrait alors la suivante :

- 1°) - justifié qu'il a fait visiter le véhicule par les agents qualifiés du Service des Mines, cette opération devant être renouvelée chaque année ;
- 2°) - donné le numéro d'immatriculation du véhicule et soumis son compteur "taximètre" à la vérification du Commissariat Central de Police ;
- 3°) - justifié qu'il a contracté une assurance auprès d'une Compagnie agréée, garantissant, sans limitation de somme, les droits et recours des tiers qui seraient victimes d'accidents provoqués par l'usage du véhicule ;
- 4°) - acquitté le premier versement des droits de stationnement.

La Commission accepte cette modification.

3°) Article 170, pages 2 et 3.- (Obligations imposées aux bénéficiaires d'un permis de stationnement).-

M. HENAUX propose une nouvelle rédaction de l'article, ainsi conçue :

"Pour chaque voiture bénéficiant de l'autorisation de stationner, il sera délivré "une plaque portant le numéro de contrôle et un permis de stationnement indiquant ce "numéro, le numéro d'immatriculation et le signalement de la voiture.

.../...



"Tout changement de véhicule doit être immédiatement déclaré à la Mairie de LILLE, (Bureau des Services Publics), pour que le matricule du nouveau véhicule soit porté sur le permis de stationnement.

"Les permis de stationnement attribués antérieurement à la promulgation du présent règlement, seront échangés dans le délai d'UN MOIS à dater du jour de la promulgation, contre les permis du nouveau modèle adopté.

"La plaque de contrôle sera délivrée après versement, par le propriétaire, d'un dépôt de garantie fixé par un arrêté du Maire.

"Cette plaque devra être fixée à demeure à l'avant de la voiture, de manière à être parfaitement visible. Tout dispositif de fixation rendant la plaque facilement amovible, sera prohibé.

"Le numéro de contrôle devra aussi figurer en caractères peints uniformes, au bas de l'aile arrière gauche de la voiture.

"En outre, les propriétaires de taxis devront apposer à l'intérieur de leurs voitures, une plaque toujours bien visible, reproduisant en rouge sur fond blanc, les indications de la plaque de contrôle, en caractères de dimensions au moins égales à ceux de ladite plaque ; il sera ajouté à ces indications la mention très lisible : toutes les réclamations concernant le service des taxis devront être adressées à la Mairie de LILLE, Bureau des Services Publics.

"La cessation du paiement du droit de stationnement, quelle qu'en soit la cause, entraînera la remise du permis de stationnement et de la plaque de contrôle. La Trésorerie Principale remboursera alors la somme versée en dépôt pour la plaque, sauf si elle est détériorée.

"Les bénéficiaires d'autorisation qui ne mettront pas leur véhicule en service dans le délai d'un mois, suivant la date de l'autorisation, se verront retirer celle-ci, quand bien même ils auraient acquitté le droit de stationnement.

"La même mesure sera prise contre ceux qui feront l'objet d'une peine correctionnelle ou qui, en dehors des cas de maladie dûment justifiés par des certificats médicaux, réparation de voiture, ou autre raison majeure reconnue valable par la Commission visée à l'article 186, auront interrompu leur exploitation pendant plus de trois mois et ce quand bien même ils auraient pendant cette période acquitté le droit de stationnement.

"Le permis de stationnement est intransmissible à des tiers, même par voie de succession après décès.

"Toute infraction à cette interdiction, ouverte ou déguisée, sera sanctionnée par le retrait pur et simple dudit permis.

"Les droits de stationnement seront payables par trimestre et d'avance, le défaut de paiement dans les délais prescrits entraînera ipso-facto le retrait de l'autorisation de stationner."

MM. DEAN et MEURA soulignent l'intérêt de la déclaration des échanges de véhicules ; MM. SIMOENS et VIRON, la facilité de contrôle apportée par l'indication du numéro d'ordre à l'arrière.

Le Président confirme que le Syndicat des Chauffeurs de Taxis, à propos duquel MM. ROUSSEAU, SIMOENS et HENAUX échangent quelques appréciations, approuve entièrement ces deux réformes destinées à neutraliser les éléments troubles de la profession.

4°) - Article 174, page 4. - (Obligation de répondre aux demandes de transports). -

Il est proposé de terminer le premier alinéa de cet article de la façon suivante :  
"..... de satisfaire à toute demande de transport formulée par un voyageur, quelle que soit la distance à parcourir et quel que soit le rang occupé par la voiture sur le lieu de stationnement".

Cette ajoute est adoptée.

.../...



- 5°) - Article 175, page 5. - (Emploi de la gaine noire indiquant que le conducteur ne prend pas de voyageurs à l'heure des repas).-

Le terme "en station" serait remplacé par "aux endroits réservés au stationnement des taxis".

Modification adoptée.

- 6°) - Article 176, page 5. - (visant la composition de la Commission d'Examen).-

Il est demandé de préciser quels seraient les délégués des organisations syndicales, d'ajouter qu'en cas de partage des voix, la voix du Président sera prépondérante, de spécifier quand auront lieu les réunions de la Commission.

La rédaction deviendrait alors la suivante :

"Ce livret sera délivré par le Maire, après l'avis d'une Commission d'Examen présidée par le Maire ou son représentant et comprenant :

- Un délégué de l'Administration Municipale -
- Le Commissaire Central de Police ou son représentant -
- Un représentant patronal des entreprises de taxis -
- Un représentant des organisations syndicales ouvrières -

et, à titre consultatif, l'Ingénieur en Chef des Services Techniques et l'Ingénieur, Chef des Services Publics.

"En cas de partage des voix, celle du Président sera prépondérante.

"La Commission d'Examen se réunira toutes les fois que cela sera nécessaire à la bonne marche du service public et, au minimum, tous les trois mois".

Cette nouvelle rédaction est adoptée.

- 7°) - Article 177, page 5. - (Conditions requises pour l'obtention du livret de chauffeur)

La Commission du Contentieux estime qu'un examen étant imposé, il conviendrait d'établir un programme indiquant les matières sur lesquelles porteront les interrogations

L'établissement de ce programme ne nous apparaît pas nécessaire, puisqu'il est précisé au deuxième alinéa de l'article :

"La Commission d'Examen interrogera les candidats au livret de chauffeur afin de juger s'ils ont une connaissance suffisante des rues de la Ville, des principaux édifices et sièges des administrations ou services publics, du règlement municipal sur la "circulation".

Le Président propose donc de ne pas retenir cette suggestion.

La Commission en décide ainsi.

- 8°) - Article 181, page 6. - (Transport des bagages).-

La Commission du Contentieux voudrait que soient précisés quels sont les bagages que les chauffeurs sont tenus d'admettre, avec indications des dimensions et poids approximatifs, car, pense-t-elle, le taxi ne peut être assimilé à une entreprise de transports de marchandises.

Les Services estiment fort difficile de définir quels sont les bagages qu'un chauffeur doit admettre, d'ailleurs cet article précise que le chauffeur ne sera pas tenu d'accepter :

"..... ceux dont la tenue ou les bagages pourraient salir ou détériorer la voiture et ceux qui seraient accompagnés d'animaux....."

.../...



"de transporter des bagages qui, par leur poids ou leurs dimensions, compromettent la conduite, la solidité ou l'équilibre de la voiture, ou ne pourraient être facilement logés à la place prévue pour eux".

La Commission ne retient pas cette suggestion.

9°) - Article 186, page 7.- (Commission de Discipline).-

A ce sujet, il est fait la même proposition que pour la Commission d'Examen. Le Président propose de l'accepter.

Par ailleurs, la Commission du Contentieux juge illégal le retrait, à titre de sanction, de l'autorisation de stationner.

Elle juge aussi illégale l'obligation de verser au Bureau d'Aide Sociale, une somme pouvant atteindre cinq fois le trop perçu en cas de majoration de mauvaise foi du tarif.

Le retrait de l'autorisation de stationner peut être supprimé de l'énumération des sanctions à proposer ; ce retrait étant déjà prévu au septième alinéa de l'article 170 à l'encontre de "ceux qui feraient l'objet d'une peine correctionnelle".

En ce qui concerne "l'amende", la disposition peut être supprimée, la sanction proposée serait le retrait du livret de chauffeur pour une durée en rapport avec l'importance de la faute commise.

La Commission estime devoir retenir la proposition de la Commission du Contentieux.

-----

Par ailleurs, la Commission du Contentieux a eu connaissance que des chauffeurs agréés par la Commission d'Examen se révèlent, par la pratique, mauvais chauffeurs, et font l'objet d'une mesure de licenciement par leur employeur. Leur remplacement se trouve retardé par suite des formalités à remplir pour faire agréer leur successeur.

La Commission du Contentieux émet le vœu que soient rétablies les autorisations provisoires qui auraient l'avantage :

- 1°) d'assurer la continuité d'un service public qui ne se trouverait pas privé d'un ou plusieurs taxis en cas du licenciement du chauffeur ;
- 2°) de sauvegarder les intérêts du salarié maintenu en chômage en attendant la réunion de la Commission d'Examen ;
- 3°) d'éviter de causer préjudice à l'entreprise de taxis qui se voit contrainte d'immobiliser un ou plusieurs taxis.

M. HENAUX rappelle que les autorisations provisoires ont été supprimées en 1955 et qu'une instance a été engagée devant le Tribunal Administratif par une entreprise de taxis en vue d'en obtenir le rétablissement.

Le Conseil de Préfecture ayant donné gain de cause à la Ville, le Président pense qu'il n'y a pas lieu de revenir sur cette question.

D'ailleurs, l'expérience prouve que le provisoire est toujours source d'abus et qu'il permet, le plus souvent, de tourner les règlements d'une manière définitive.

La Commission d'Examen se réunissant chaque fois que nécessaire, il n'y a pas lieu de créer d'exception.

Le Président de la Commission du Contentieux, alerté par M. HENAUX, se propose d'ailleurs de revoir la question.

Avec son Président, la Commission des Services Publics regrette donc de ne pouvoir reprendre à son compte le vœu de la Commission du Contentieux puis, à l'unanimité, elle se prononce en faveur du texte de règlement proposé avec les quelques remaniements entérinés, de la Commission du Contentieux.

-----

.../...



Le règlement adopté, le Président de séance fait une importante proposition concernant les emplacements réservés au stationnement des taxis. Il en existe vingt, dont trois seulement sont fréquentés (Gare-Molinel, abords du grand théâtre, Grand' Place), et sursaturés par un nombre de voitures parfois double de celui autorisé, embouteillant la circulation.

Cette situation absolument anormale crée des injustices flagrantes. Les habitants des quartiers excentriques sont contraints à des frais inutiles et des candidats au permis de stationnement, depuis des années refoulés, en sont réduits à la contemplation des emplacements abandonnés qui pourraient être leur gagne-pain.

M. le Préfet du Nord et M. le Maire ont été saisis de réclamations. M. HENAUX également. Celui-ci a donc tenté de remédier à cette anomalie.

Dans ce but, il suggère que les actuels titulaires de permis de stationnement soient invités, par priorité, à se fixer aux emplacements abandonnés, d'une manière exclusive et constante ; les postes restant vacants après cette offre seront proposés dans les mêmes conditions et dans l'ordre chronologique, aux candidats qui attendent depuis 1955 l'autorisation de stationner.

MM. ROUSSEAU, DEAN et MEURA appuient la proposition qui a reçu aussi l'approbation des Services de Police, trop heureux de voir se décongestionner le centre de la Ville.

M. HENAUX déclare que les représentants du Syndicat, mis au courant de ses intentions, ne lui ont pas caché, au premier abord, leur désapprobation. Ils font maintenant preuve de beaucoup plus d'esprit de compréhension, le caractère illogique et peu équitable de leur position ne leur échappant plus.

A la demande de plusieurs Commissaires, le Président confirme que cette proposition sera faite au cours d'une réunion générale des possesseurs de livrets de chauffeurs non salariés - réunion qui permettra également de commenter le nouveau règlement, et à laquelle assistera M. le Commissaire Central de Police ou son représentant.

MM. ROUSSEAU, DEAN et MEURA donnent leur total accord au projet.

MM. SIMOENS et VIRON déclarent en accepter le principe, se réservant le droit de revenir sur les modalités d'application après avoir pris contact avec les représentants du Syndicat que M. HENAUX confirme avoir reçus à plusieurs reprises.

Enfin, la Commission donne son accord à l'organisation, par les Services Municipaux compétents, de l'élection des représentants, prévue au nouveau règlement, des titulaires non salariés du livret de chauffeur.

#### PROPRETE PUBLIQUE.-

M. HENAUX fait ensuite part à la Commission, des réformes qu'il a l'intention d'apporter au fonctionnement des Services de la Propreté Publique.

Après avoir fait le point dans chacun des domaines de sa délégation, il a estimé que c'était là la tâche la plus urgente qui s'imposait à son activité - car la malpropreté de la Ville est notoire. L'hygiène publique qui est ici en cause, engage la responsabilité de l'Administration Municipale.

Depuis de longues années, T.R.U., Services Municipaux, Police et usagers, se reprochent mutuellement le déplorable état de nos rues. En effet, tous les rapports antérieurs sur la question, ne donnent pas l'impression d'un effort de sincérité. Or, si le public est le grand responsable, une enquête objective laisse apparaître un laisser-aller aussi général qu'ancien. N'analysons ces négligences que pour y remédier, sans donner dans les regrets stériles.

En fait, le public s'est laissé glisser sur la pente qu'insensiblement, qu'involontairement aussi, lui ménageaient les responsables, c'est-à-dire :

.../...



- la Police d'abord, qui se désintéresse d'autant plus aisément des règlements Municipaux que ses effectifs sont insuffisants ;
- la T.R.U., qui n'observe pas le Cahier des Charges ;
- les édiles et nos Services, qui ont laissé se rouiller un mécanisme essentiel de la machine Municipale.

Une rapide comparaison de nos effectifs "Propreté Publique" avec ceux des Villes questionnées (premières réponses), convaincra de nos déficiences dans le domaine.

Avec 200.000 habit, et 300 kms de chaussée, LILLE	emploie 75 cantonniers et 21 bennes
" 112.000 "	263 " " DIJON " 87 " 18 "
" 100.000 "	65 " " BOULOGNE-BILLANCOURT 55 " 15 "
" 260.000 "	140 " " BORDEAUX " 131 " 44 "
" 250.000 "	250 " " NICE " 250 " 50 "
" 125.000 "	170 " " NANCY " 215 " 16 "
" 160.000 "	290 " " LE HAVRE " 145 " 31 "
" 470.000 "	400 " " LYON " 326 " 52 "
" 100.000 "	90 " " MONTPELLIER " 36 " 15 "
" 113.000 "	90 " " CLERMONT-FERRAND 45 " 10 "
" 116.000 "	140 " " GRENOBLE " 50 " 12 "
" 116.000 "	167 " " ROUEN " 200 " 21 "

LILLE est la Ville la moins bien outillée pour assurer la propreté de ses voies.

Mais là ne se bornaient pas nos difficultés : sur des effectifs déjà nettement insuffisants, l'habitude était prise de prélever à toutes occasions et pour n'importe quel office : la confection des colis de fin d'année par exemple...

Quand M. HENAUX a commencé son enquête dans les secteurs de nettoyage, et quelques jours après encore, lorsqu'il a réuni tous les chefs-cantonniers, il y avait un seul cantonnier fonctionnant à LILLE-SUD pour 23.000 habitants, et aucun au Bois-Blancs.

La discipline se relâchait ; depuis longtemps, les chefs-cantonniers ne signalaient plus les nombreux abus qui n'étaient jamais sanctionnés, leurs rapports restant lettres mortes.

L'irrigation des fils d'eau ne se faisait plus, même avec les bouches branchées sur le secteur industriel.

M. HENAUX s'ouvrit de cet état de choses à M. le Maire et lui proposa un plan de redressement qui fut approuvé.

C'est ce plan que le Président soumet à la Commission en lui recommandant la plus grande discrétion car, dans une "opération-choc", l'effet de surprise est nécessaire.

Deux principes président au déroulement du plan :

- 1°) Effort préalable et spectaculaire des responsables de la Propreté Publique destiné à entraîner l'adhésion et le concours des Lillois ;
- 2°) Campagne de "bonne volonté" avant l'intervention des sanctions, à laquelle seront associés la Police, la Presse et le Personnel.

#### EFFORT PREALABLE :

- a) T.R.U. : Depuis le 1er Octobre, le relèvement des ordures ménagères ne se fait plus au pas de course. La vitesse horaire qui atteignait, avec une équipe jeune, 8 à 9 kilomètres, a retrouvé le rythme imposé par le Cahier des Charges : 3 kms 500. Il va de soi que le travail est plus soigné. Les mouvements de mécontentement que craignait M. DEHOVE, ne se sont pas produits ; le chiffonnage se fait sur les lieux de décharge et non plus en Ville.

.../...



b) Services Municipaux : On commence à procéder à l'embauchage d'auxiliaires et certains secteurs ont été renforcés, mais très insuffisamment. Ces secteurs ont été réorganisés et les chefs-cantonniers et surveillants mis en face de leurs responsabilités. Ils ont repris confiance et les compte-rendus d'activité commencent à nous parvenir. Les cantonniers, dans leur majorité, font également un effort et on note déjà une légère amélioration dans l'état de certaines rues. L'irrigation se fait quotidiennement dans les fils d'eau du secteur industriel ; elle est suspendue en eau potable à cause de sa pénurie.

CAMPAGNE DE BONNE VOLONTE :

Une conférence de presse présidée par M. le Maire, qui fera appel à l'esprit de compréhension et à la bonne volonté des Lillois, ouvrira cette campagne. M. HENAUX parlera des réalisations obtenues et de celles à venir : corbeilles à papiers, etc...

Le jour de cette conférence de presse, les 21 bennes de la T.R.U. sortiront avec de grands placards latéraux comportant le slogan : "Aidez-nous à rendre notre Ville propre".

Les nouveaux horaires et itinéraires du passage des bennes seront remis aux journalistes.

Enfin et surtout, les cinq commandements (prescriptions des règlements municipaux) du citoyen propre et sociable seront solennellement rappelés pour être ensuite répercutés par voie d'affiches comme les impératifs de la Propreté Publique :

- Nettoyement des fils d'eau et trottoirs, obligatoire -
- Poubelles réglementaires à ne sortir qu'une heure avant le passage des releveurs et à rentrer aussitôt -
- Interdiction de déposer des ordures sur la Voie Publique et de remplir les poubelles de déchets industriels ou commerciaux -
- Chiffonnage proscrit -
- Divagation interdite des chiens qui devront se soulager dans les fils d'eau (les déjections canines sur les trottoirs sont considérées par la presse locale et parisienne, comme des "spécialités Lilloise").

Durant la campagne de "bonne volonté", qui durera jusqu'à la fin de l'année, toutes occasions seront exploitées, d'enfoncer ces "clous".

A partir du 1er Janvier 1960, M. le Commissaire Central de Police, qui nous accorde son total appui, fera pénaliser les récalcitrants.

Cet exposé du Président, qui souligne pour terminer qu'il a l'accord et l'appui complets des Cadres et du Personnel intéressés, est suivi d'un intéressant échange de vues.

M. VIRON insiste sur la malpropreté des alentours des H.L.M. et notamment sur des tas de matériaux trop souvent abandonnés par les entrepreneurs.

M. MORIN signale que le nouveau souterrain du Boulevard de Belfort n'a jamais été nettoyé depuis sa mise en service.

M. MEURA s'informe du règlement concernant le battage des tapis et M. SIMOENS insiste sur la nécessité d'interdire de cracher sur la Voie Publique.

Le Président déclare ne pas perdre de vue ces questions, mais il affirme qu'il serait maladroit, après des années de laisser-aller, de vouloir entreprendre toutes les réformes à la fois. Le retour à une élémentaire hygiène publique se fera progressivement. C'est la condition de son efficacité.

Tous les Commissaires en conviennent et le plan de "l'Opération Propreté", est adopté à l'unanimité.

.../...



SERVICE DES TRANSPORTS - RENOUELEMENT DU MATERIEL.-

Des rapports relatifs à l'acquisition d'un camion "CITROEN" 2 T 5, destiné au Service des Cantines, et d'une voiture "PEUGEOT 403", en remplacement de la voiture de même marque mise hors d'usage à la suite d'un accident, sont soumis à la Commission.

Celle-ci donne un avis favorable pour ces deux acquisitions.

Les rapports seront transmis à l'Administration Municipale.

-----

Avant de lever la séance, M. VIRON rappelle qu'il a fait un certain nombre de propositions concernant les transports en commun.

Au moment d'en aborder l'étude, le Président confirme à M. VIRON ce qu'il lui a déjà dit au Conseil Municipal. A une diminution sensible de recette, la C.G.I.T., qui doit équilibrer son budget, répondra infailliblement par une demande de compensation qui se traduira par une augmentation de tarifs.

Il ne sert à rien d'épiloguer sur une possible réduction des bénéfices de la Compagnie, puisque nous n'avons aucun pouvoir de contrôle et qu'il nous faut, en tout état de cause, faire confiance au Comptable des Ponts et Chaussées habilité à vérifier le bilan et le compte d'exploitation de la Compagnie.

Dans l'intérêt de la cause qu'il défend, M. VIRON est donc prié par le Président de ne pas se montrer "trop gourmand".

Le Service rappelle en outre que la convention provisoire maintenant le pouvoir concédant à la Ville expire le 31 Décembre 1959. Toutefois, la Commission, après échange de vues, émet un avis favorable pour que M. HENAUX soumette au Directeur de la C.G.I.T. qu'il doit rencontrer prochainement, les différents problèmes suivants :

- vente de tous les tickets dans les autobus -
- demi-tarif pour les élèves du Conservatoire -
- tarif spécial pour les Vieux Travailleurs : section simple quel que soit le parcours -
- relèvement du plafond donnant droit au tarif ouvrier -
- tarif spécial pour les soldats du contingent -

Enfin, M. VIRON signale que le quartier Mont-de-Terre, Petit-Maroc, Boulevard de Belfort, semble mal desservi par l'autobus A.

M. HENAUX fera exercer un contrôle des horaires de cette ligne et des pointages seront effectués.

La séance est levée à vingt-et-une heures.

L'Ingénieur Principal  
Chef des Services Publics,

VU : Le Président de la Commission,

G. HENAUX

L. MORIN



SERVICES TECHNIQUES

*Archives municipales*  
*21/11/59*

COMMISSION DES SERVICES PUBLICS

Je vous prie de bien vouloir assister à la réunion de la COMMISSION DES SERVICES PUBLICS qui se tiendra le 22 Septembre à 18 h 15 dans le Bureau des Services Publics (4ème pavillon, rez-de-chaussée, porte 66).

Hôtel de Ville, le 10 Septembre 1959

Le Président de la Commission

G. HENAU

ORDRE DU JOUR

DISTRIBUTION D'EAU

Fourniture d'énergie électrique aux stations de pompage -  
Remplacement de groupes de comptage - Marché avec Electricité de France.

TAXIS AUTOMOBILES

Projet de règlement - Observations du Contentieux.

QUESTIONS DIVERSES



- SERVICES PUBLICS -

REGLEMENTATION DE L'EXPLOITATION DES TAXIS  
ET DE LA PROFESSION DE CHAUFFEUR DE TAXI

Le

Mon Cher Collègue,

Le 18 octobre 1955, la Commission des Services Publics a émis un avis favorable à l'adoption du projet de règlement qui lui était soumis.

La Commission du Contentieux qui vient d'examiner ce projet, a donné son accord sur son ensemble, en proposant toutefois d'y apporter les modifications ou précisions suivantes :

1<sup>o</sup> - Article 168.- (délivrance des autorisations de stationner)

Supprimer la deuxième partie du 4<sup>ème</sup> alinéa, visant les entreprises de taxis, ainsi conçue :

" ... En outre, elles seront délivrées compte tenu de ce que le nombre des autorisations accordées aux exploitants de plusieurs voitures ne pourra dépasser ...% du nombre total d'autorisations. "

Cette disposition a été jugée très contestable et illégale même puisqu'elle porte atteinte à l'exercice d'un commerce.

Je vous propose donc de la supprimer.

2<sup>o</sup> - Article 169.- (mise en service des voitures)

Il est proposé de compléter l'énumération des conditions requises pour la mise en service d'un taxi par l'obligation de faire visiter chaque année le véhicule par les agents qualifiés du Service des Mines.

Le Service des Mines consulté ne voit pas d'inconvénient à l'adoption de cette mesure.

L'énumération des conditions requises pour la mise en service d'un taxi deviendrait alors la suivante :

- 1<sup>o</sup> - justifié qu'il a fait visiter le véhicule par les agents qualifiés du Service des Mines, cette opération devant être renouvelée chaque année;
- 2<sup>o</sup> - donné le numéro d'immatriculation du véhicule et soumis son compteur "taximètre" à la vérification du Commissariat Central de Police;
- 3<sup>o</sup> - justifié qu'il a contracté une assurance auprès d'une Compagnie agréée, garantissant, sans limitation de sommes, les droits et recours des tiers qui seraient victimes d'accidents provoqués par l'usage du véhicule;
- 4<sup>o</sup> - acquitté le premier versement des droits de stationnement.

Je vous propose d'accepter cette modification.

3<sup>o</sup> - Article 174.- (obligation de répondre aux demandes de transports)

Il est proposé de terminer le premier alinéa de cet article de la façon suivante : "..... de satisfaire à toute demande de transport formulée par un voyageur, quelle que soit la distance à parcourir et quel que soit le rang oc-

.....



cupé par la voiture sur le lieu de stationnement.

Je vous propose d'accepter cette rédaction.

4° - Article 175.- (emploi de la gaine noire indiquant que le conducteur ne prend pas de voyageurs à l'heure des repas)

Le terme "en station" serait remplacé par "aux endroits réservés au stationnement des taxis".

Je vous propose d'accepter cette modification.

5° - Article 176.- (visant la composition de la Commission d'Examen)

Il est demandé de préciser quels seront les délégués des organisations syndicales, d'ajouter qu'en cas de partage des voix la voix du Président sera prépondérante, de spécifier quand auront lieu les réunions de la Commission.

La rédaction deviendrait alors la suivante :

" Ce livret sera délivré par le Maire, après l'avis d'une Commission  
" d'Examen présidée par le Maire ou son représentant et comprenant :

" Un délégué de l'Administration Municipale,

" Le Commissaire Central de Police ou son représentant,

" Un repré<sup>t</sup>sentant patronal des entreprises de taxis,

"vUn représentant des organisations syndicales ouvrières,

" et à titre consultatif, l'Ingénieur en Chef des Services Techniques et l'Ingé-  
" nieur, Chef des Services Publics.

" En cas de partage des voix, celle du Président sera prépondérante.

" La Commission d'Examen se réunira toutes les fois que cela sera né-  
" cessaire à la bonne marche du service public et au minimum tous les trois mois. "

Je vous propose d'adopter cette rédaction.

6° - Article 177.- (conditions requises pour l'obtention du livret de chauffeur)

La Commission du Contentieux estime qu'un examen étant imposé, il conviendrait d'établir un programme indiquant les matières sur lesquelles porteront les interrogations.

L'établissement de ce programme ne nous apparaît pas nécessaire puisqu'il est précisé au 2ème alinéa de l'article :

" La Commission d'Examen interrogera les candidats au livret de chauffeur afin de juger s'ils ont une connaissance suffisante des rues de la ville,  
" des principaux édifices et sièges des administrations ou services publics, du  
" règlement municipal sur la circulation. "

Je vous propose de ne pas retenir cette suggestion.

7° - Article 181.- (transports des bagages)

La Commission du Contentieux voudrait que soient précisés quels sont les bagages que les chauffeurs sont tenus d'admettre, avec indications des dimensions et poids approximatifs, car, pense-t-elle, le taxi ne peut être assimilé à une entreprise de transports de marchandises.

Nous estimons fort difficile de définir quels sont les bagages qu'un chauffeur doit admettre, d'ailleurs cet article précise que le chauffeur ne sera

.....



pas tenu d'accepter :

- " ... ceux dont la tenue ou les bagages pourraient salir ou détériorer la voie et ceux qui seraient accompagnés d'animaux ...
- " de transporter des bagages qui, par leur poids ou leurs dimensions compromettent la conduite, la solidité ou l'équilibre de la voiture, ou ne pourraient être facilement logés à la place prévue pour eux. "

Je vous propose donc de ne pas retenir la suggestion.

82 - Article 186. - (Commission de Discipline)

A ce sujet, il nous est fait la même suggestion que pour la Commission d'Examen; je vous propose de faire la même modification.

Par ailleurs, la Commission du Contentieux juge illégale le retrait, à titre de sanction, de l'autorisation de stationner.

Elle juge aussi illégale l'obligation de verser au Bureau d'Aide Sociale une somme pouvant atteindre 5 fois le trop perçu en cas de majoration de mauvaise foi du tarif.

Le retrait de l'autorisation de stationner peut être supprimé de l'énumération des sanctions à proposer; ce retrait étant déjà prévu au 7ème alinéa de l'article 170 à l'encontre de "ceux qui feraient l'objet d'une peine correctionnelle".

En ce qui concerne " l'amende " la disposition peut être supprimée, la sanction proposée serait le retrait du livret de chauffeur pour une durée en rapport avec l'importance de la faute commise.

---

Par ailleurs, la Commission du Contentieux a eu connaissance que des chauffeurs agréés par la Commission d'Examen se révèlent par la pratique mauvais chauffeurs et font l'objet d'une mesure de licenciement par leur employeur. Leur remplacement se trouve retardé par suite des formalités à remplir pour faire agréer leur successeur.

La Commission du Contentieux émet le vœu que soient rétablies les autorisations provisoires qui auraient l'avantage :

- 1<sup>o</sup> - d'assurer la continuité d'un service public qui ne se trouverait pas privé d'un ou plusieurs taxis en cas du licenciement du chauffeur,
- 2<sup>o</sup> - de sauvegarder les intérêts du salarié maintenu en chômage en attendant la réunion de la Commission d'Examen,
- 3<sup>o</sup> - d'éviter de causer préjudice à l'entreprise de taxis qui se voit contrainte d'immobiliser un ou plusieurs taxis.

Je crois devoir rappeler que les autorisations provisoires ont été supprimées en 1955 et qu'une instance a été engagée devant le Tribunal Administratif par une entreprise de taxis en vue d'en obtenir le rétablissement.

Le Conseil de Préfecture ayant donné gain de cause à la Ville, je pense qu'il n'y a pas lieu de revenir sur cette question.

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION.

G. HENAUX.



01/11/9

- PROJET -

Nous, Maire de la Ville de Lille,

Vu la loi du 5 avril 1884, article 97,

Vu les dispositions du Code des Arrêtés Municipaux portant règlement de l'exploitation des voitures et taxis de place et de remise sur le territoire de la Ville de Lille,

Considérant que ce règlement, élaboré depuis de nombreuses années, ne répond plus aux conditions actuelles de transport de personnes par voitures publique dites "taxis", qu'il y a lieu de le modifier en conséquence,

Sur la proposition de la Commission des Services Publics réunie le

#### A R R E T O N S :

##### Article 1.-

Les articles 166 à 200 du Chapitre III du Code des Arrêtés Municipaux sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

#### - CHAPITRE III -

##### I - Définition du taxi.

Article 166.- Le taxi automobile est un véhicule de louage destiné au transport de voyageurs, autorisé à stationner et à charger sur la voie publique.

Il est pourvu d'une plaque de contrôle justifiant sa destination et d'un compteur spécial indiquant aux usagers le prix des transports effectués.

Le nombre des taxis admis à stationner sera fixé compte tenu des exigences de la circulation et des disponibilités d'emplacements sur la voie publique.

La mise en service, l'exploitation, le stationnement en des points fixés par un arrêté municipal, seront réglés dans les conditions énumérées ci-après :

##### II - Conditions requises pour l'exploitation des taxis

###### Stationnements

Article 167.- Toute personne, âgée de 21 ans, voulant exploiter un ou plusieurs taxis devra adresser au Maire une demande d'autorisation sur papier libre.

Elle énoncera les nom, prénoms, profession et domicile du postulant; y seront joints: un extrait d'acte de naissance sur papier libre, un extrait n°3 du casier judiciaire ayant moins d'un mois de date et une justification de la nationalité française.

Si la demande est présentée par une Société, elle indiquera: les nom, prénoms et domicile de la personne responsable de l'entreprise ainsi que le numéro de l'inscription au Registre du Commerce, et sera accompagnée d'un exemplaire des statuts.



Article 168. - Les demandes d'autorisations adressées au Maire seront consignées sur une liste et numérotées suivant l'ordre chronologique de leur réception; un accusé de réception indiquant ce numéro d'inscription sera envoyé aux intéressés.

Les demandes multiples ne seront satisfaites qu'à raison d'un seul numéro à la fois, le demandeur étant, s'il le désire, réinscrit en queue de liste pour les demandes restant à satisfaire.

Aucun pétitionnaire ne pourra figurer sous plusieurs inscriptions sur la liste des demandes d'autorisations.

10 Les autorisations seront accordées suivant les vacances et l'ordre chronologique des demandes. En outre, elles seront délivrées compte tenu de ce que le nombre des autorisations accordées aux exploitants possesseurs de plusieurs voitures ne pourra dépasser du nombre total d'autorisations.

Leur délivrance entraînera le paiement du droit de stationnement prévu au tarif des droits de voirie.

Les taxis mis en circulation sans autorisation préalable du Maire seront conduits en fourrière, sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées contre leurs propriétaires.

Article 169. - Toute voiture qui aura fait l'objet d'un permis de stationnement ne pourra être mise en service qu'après que le propriétaire aura :

- 20
- 1<sup>o</sup> - donné le numéro d'immatriculation et la description du véhicule qui sera soumis à une visite préalable et à l'essai du compteur par les soins du Commissariat Central de Police;
  - 2<sup>o</sup> - justifié qu'il a contracté une assurance auprès d'une Compagnie agréée, garantissant, sans limitation de somme, les droits et recours des tiers qui seraient victimes d'accidents provoqués par l'usage du véhicule;
  - 3<sup>o</sup> - acquitté le premier versement des droits de stationnement.

Dans le cas où un véhicule en service serait remplacé par un autre, les formalités reprises en 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> devront être remplies à nouveau avant la substitution.

Article 170. - Pour chaque voiture bénéficiant de l'autorisation de stationner, il sera délivré une plaque portant le numéro de contrôle et un permis de stationnement indiquant ce numéro, le numéro d'immatriculation et le signallement de la voiture.

La plaque de contrôle sera délivrée après versement par le propriétaire, d'un dépôt de garantie fixé par un arrêté du Maire.

Cette plaque devra être fixée à demeure à l'avant de la voiture, de manière à être parfaitement visible. Tout dispositif de fixation rendant la plaque facilement amovible sera prohibé.

Les propriétaires de taxis devront, en outre, apposer à l'intérieur de leurs voitures une plaque, toujours bien visible, reproduisant en rouge sur fond blanc les indications de la plaque de contrôle, en caractères de dimensions au moins égales



à ceux de ladite plaque; il sera ajouté à ces indications la mention, très lisible: " Toutes les réclamations concernant le service des taxis devront être adressées à la Mairie de Lille, Bureau des Services Publics ".

La cessation du paiement du droit de stationnement, quelle qu'en soit la cause, entraînera la remise du permis de stationnement et de la plaque de contrôle. ~~La Recette Municipale~~ le remboursera alors la somme versée en dépôt pour la plaque, sauf si elle est détériorée.

Les bénéficiaires d'autorisation qui ne mettront pas leur véhicule en service dans le délai d'un mois, suivant la date de l'autorisation, se verront retirer celle-ci, quand bien même ils auraient acquitté le droit de stationnement.

~~X~~ La même mesure sera prise contre ceux qui feront l'objet d'une peine correctionnelle ou qui, en dehors des cas de maladie dûment justifiée par des certificats médicaux, réparation de voiture, ou autre raison majeure reconnue valable par la Commission visée à l'article 186, auront interrompu leur exploitation pendant plus de trois mois et ce quand bien même ils auraient pendant cette période acquitté le droit de stationnement.

Le permis de stationnement est intransmissible à des tiers, même par voie de succession après décès.

Toute infraction à cette interdiction, ouverte ou déguisée, sera sanctionnée par le retrait pur et simple dudit permis.

Les droits de stationnement seront payables par trimestre et d'avance, le défaut de paiement dans les délais prescrits entraînera ipso-facto le retrait de l'autorisation de stationner.

Article 171. - Les titulaires d'autorisations de stationner, pour une ou plusieurs voitures, qui feront appel au concours de commis-chauffeurs, seront tenus :

- 1° - de faire élection de domicile à Lille, au cas où leur principal établissement serait situé en dehors du territoire de la Ville de Lille;
- 2° - de ne prendre à leur service que des chauffeurs en possession du livret professionnel;
- 3° - d'inscrire sur ce livret les dates d'embauchage, de départ ou de licenciement du chauffeur et de viser ces inscriptions;
- 4° - de tenir un registre sur lequel seront inscrits les nom, prénoms et domicile de chacun des chauffeurs, le numéro d'ordre de leur livret professionnel, la date de l'embauchage, du départ ou du licenciement, ainsi que le numéro de la plaque de contrôle fixée sur la voiture conduite.

Ce registre sera préalablement paraphé par le Commissaire Central de Police.

- 5° - de présenter ce registre à toute réquisition des agents de l'autorité et de le soumettre le premier jour de chaque mois au visa du Commissaire Central de Police;

*La Bessorelle  
principale*



6° - d'aviser le Maire et le Commissaire Central de Police de tout changement dans la composition de leur personnel participant à la conduite de leurs taxis.

Article 172.- Les véhicules affectés au service de taxi devront être propres et commodes, leur état d'entretien devra assurer au maximum la sécurité des personnes transportées.

En particulier, ils seront pourvus uniquement de glaces de sécurité.

Ils pourront être soumis, par les soins du Commissaire Central de Police, à tous essais ou visites en vue de vérifier que ces conditions sont bien remplies.

L'autorisation de stationner sera retirée si le véhicule est reconnu impropre au service de taxi.

Article 173.- Le compteur horo-kilométrique, dont sera pourvu chaque taxi, sera d'un des modèles agréés par la Ville de Paris.

Il sera toujours disposé de façon que le voyageur puisse, de sa place, à l'intérieur de la voiture, lire facilement, à tout moment, les indications dudit appareil enregistreur. Il sera, dès la chute du jour, éclairé de façon suffisante pour répondre aux prescriptions ci-dessus.

Il devra obligatoirement être placé à hauteur du pare-brise de la voiture, le drapeau devant, dans toutes ses positions, être visible de l'extérieur pour permettre un contrôle facile, efficace et constant par les Services de Police. Ce drapeau, de couleur rouge, sera de plus fixé à demeure sur le compteur et ne pourra être enlevé ni supprimé pour quelque cause que ce soit.

Le compteur et son installation seront vérifiés et, en cas d'acceptation, poinçonné par les soins du Commissaire Central de Police ou toute autre personne désignée par lui. Ces vérification et poinçonnage seront entièrement gratuits.

La vérification sera assurée par les soins du Commissaire Central de Police toutes les fois qu'il le jugera utile. Aucun trou, si petit soit-il, aucune trace anormale ou suspecte sur la peinture, ne pourront exister sur les parois latérales du compteur.

En cas de bris de glace du compteur, le chauffeur devra, avant de se rendre à son lieu de stationnement, faire procéder au remplacement de ladite glace.

Article 174.- Toute voiture au stationnement sera considérée comme immédiatement disponible. En conséquence, il sera formellement imposé aux chauffeurs, sous peine de contravention et de mesures disciplinaires, de satisfaire à toute demande de transport formulée par un voyageur, quel que soit le rang occupé par la voiture sur le lieu de stationnement.

Lorsqu'ils seront au stationnement, les conducteurs devront rester près de leur voiture ou sur leur siège.

Toute voiture au stationnement ayant son drapeau baissé sera considérée comme étant en contravention.

Dès la fin d'une course, et que le drapeau sera relevé, le stationnement devra être réduit au minimum et la voi-



ture devra regagner une station autorisée.

Hors de la station, lorsque le drapeau sera relevé, et que la voiture circulera, le conducteur aura l'obligation stricte de répondre à l'appel des voyageurs et de les conduire où ils le désirent.

40 Article 175.- L'emploi d'une gaine noire couvrant le drapeau pour indiquer que le conducteur ne prend pas de voyageurs sera permis en station pendant que le conducteur prendra ses repas. En ce cas, la voiture devra être placée en queue de station sur un emplacement où il y aura au moins trois voitures prêtes à charger. Toutefois, l'emploi de la gaine ne sera permis qu'entre 12 et 14 heures et de 18 à 20 heures.

#### Conditions requises pour la conduite d'un taxi.

##### Commission d'Examen - Livret de chauffeur

##### Obligation des chauffeurs

Article 176.- Nul ne pourra conduire un taxi s'il n'est titulaire du livret de chauffeur de taxi.

Ce livret sera délivré par le Maire, après l'avis d'une Commission d'Examen présidée par le Maire ou son représentant et comprenant :

- 50
- Un délégué de l'Administration Municipale,
  - Le Commissaire Central de Police ou son représentant,
  - Deux délégués des organisations syndicales.

et, à titre consultatif, l'Ingénieur en Chef des Services Techniques et l'Ingénieur Chef des Services Publics.

Article 177.- Toute personne, âgée de 21 ans, voulant obtenir le livret de chauffeur de taxi devra adresser au Maire une demande sur papier libre; cette demande énoncera les nom, prénoms et domicile du postulant. Un extrait n°3 du casier judiciaire ayant moins d'un mois de date, une justification de la nationalité française et deux photographies du format "identité" y seront joints. La demande indiquera aussi le numéro du permis de conduire les automobiles du postulant (permis de la catégorie B délivré dans les conditions fixées par le décret n° 54.724 - Code de la Route, articles 125 à 129), la date de sa délivrance et la Préfecture d'origine. La production, devant la Commission d'Examen, de ce permis et du certificat mentionné à l'article 127 du décret ci-dessus rappelé, sera obligatoire.

60 La Commission d'Examen interrogera les candidats au livret de chauffeur afin de juger s'ils ont une connaissance suffisante des rues de la ville, des principaux édifices et sièges des administrations ou services publics, du règlement municipal sur la circulation.

A toute époque, les titulaires du livret de chauffeur pourront être convoqués à nouveau devant la Commission d'Examen pour juger s'ils sont toujours aptes à l'exercice de la profession.

Article 178.- Le conducteur de taxi, dans l'exercice de sa profession, devra toujours être en mesure de présenter, à toute réquisition des agents de l'autorité, outre les pièces régle-



mentaires pour tout véhicule en circulation :

- 1<sup>o</sup> - le permis de stationnement du véhicule,
- 2<sup>o</sup> - son livret de chauffeur,
- 3<sup>o</sup> - la police d'assurance et le reçu constatant le dernier versement de la prime,

Tout chauffeur de taxi devra porter, en service, une tenue propre et convenable.

Article 179. - Il est interdit aux chauffeurs :

- 1<sup>o</sup> - de fumer en conduisant des voyageurs, à moins qu'ils ne soient séparés de ceux-ci par une porte ou un vitrage fermé,
- 2<sup>o</sup> - de faire monter quiconque à coté d'eux sans le consentement des voyageurs qu'ils conduisent,
- 3<sup>o</sup> - d'offrir, par paroles ou par gestes, leur voiture au public,
- 4<sup>o</sup> - d'effectuer en station toute manoeuvre, pour resserrer les voitures, autrement qu'au ralenti,
- 5<sup>o</sup> - les chauffeurs devront dégager la station lorsqu'il y aura nécessité et qu'ils en seront régulièrement requis par les représentants de l'autorité.

Article 180. - Le conducteur devra visiter sa voiture après chaque course, dès que les voyageurs l'auront quittée, afin de s'assurer que ces derniers n'y ont rien oublié. Il sera tenu de remettre dans la journée, au Bureau Central de Police, les objets qui, malgré la précaution ci-dessus, auraient été laissés dans sa voiture.

Article 181. - Le conducteur ne sera pas tenu :

- 1<sup>o</sup> - d'admettre à l'intérieur de sa voiture plus de voyageurs qu'elle ne comporte de places, strapontins compris,
- 2<sup>o</sup> - d'admettre un voyageur à coté de son siège,
- 3<sup>o</sup> - de prendre des voyageurs à l'effet de suivre un cortège marchant au pas,
- 4<sup>o</sup> - de transporter les voyageurs en état d'ivresse manifeste, ceux dont la tenue ou les bagages pourraient salir ou détériorer la voiture et ceux qui seraient accompagnés d'animaux, mais s'il les a d'abord acceptés, il devra les conduire à destination,
- 5<sup>o</sup> - de transporter des bagages qui par leur poids et leurs dimensions compromettraient la conduite, la solidité ou l'équilibre de la voiture, ou ne pourraient être facilement logés à la place prévue pour eux,
- 6<sup>o</sup> - le conducteur d'une voiture sans galerie ne sera --- tenu d'accepter que les bagages et colis pouvant facilement être transportés à la main, mais il ne pourra plus se refuser à transporter tous autres bagages dès qu'il les aura acceptés.

#### IV - Tarifs.

Article 182. - Le tarif des transports par taxis automobiles, dans la Ville de Lille, sera fixé par arrêté spécial.

Si le taxi est prix en dehors d'un stationnement, la distance pour le retour sera calculée jusqu'à la Gare de Lille.



Tout conducteur ayant à transporter un ou des voyageurs dans un lieu ou dans un établissement offrant plusieurs issues, ou à proximité duquel il est interdit de stationner pour des raisons de circulation, pourra exiger immédiatement, s'il lui est demandé d'attendre le ou les voyageurs, le prix indiqué au compteur pour le transport effectué et, en outre, à titre d'arrhes, le prix de l'attente pour une demi-heure.

Article 183. - Le tarif devra être affiché de façon apparente dans les voitures.

Les compteurs devront être agencés pour permettre le décompte des prix des courses suivant le tarif en vigueur.

Toutefois, il pourra, en cas de changement de tarif, être fait usage, sur l'autorisation de l'Administration Municipale, de compteurs réglés à l'ancien tarif et d'un tableau de correspondance permettant de calculer les sommes dues par les voyageurs. Ce tableau devra être apposé de façon apparente dans le véhicule, à côté du tarif, ou être incorporé au tableau de tarif.

Le titulaire du permis de stationnement se-ra responsable de l'exécution de ces prescriptions.

Article 184. - En cas de panne, le voyageur pourra quitter la voiture en payant la somme due jusqu'au moment où la panne s'est produite, sans indemnité de retour. Il pourra aussi la garder en exigeant que le conducteur fasse apparaître l'indication "panne" dans le voyant "tarif" pour arrêter le taximètre pendant la durée de la réparation.

#### V - Discipline - Commission de Discipline.

Article 185. - Tout conducteur de taxi en état d'ivresse, ou coupable du refus de conduire des voyageurs dans les conditions régulières, de majoration de tarif, de manque d'égards envers les voyageurs, de scandale sur la voie publique ou qui, d'une manière générale, contrevient à ses obligations professionnelles envers le public et aux dispositions des articles de ce règlement, sera l'objet de mesures disciplinaires.

De même, tout propriétaire de taxi qui contreviendra au présent règlement sera l'objet de mesures disciplinaires.

Article 186. - Les mesures disciplinaires seront prononcées par le Maire, après avis d'une Commission de Discipline qui, sous la présidence du Maire ou de son délégué, comprendra :

- 8°
- trois Conseillers Municipaux,
  - le Commissaire Central de Police ou son représentant,
  - trois délégués, titulaires ou suppléants, des organisations syndicales intéressées.

Cette Commission comprendra, en outre, à titre consultatif, l'Ingénieur en Chef des Services Techniques et l'Ingénieur, Chef des Services Publics de la Ville.

A la condition que les convocations aient été notifiées cinq jours au moins avant la date de la réunion de la Commission, celle-ci pourra siéger quel que soit le nombre des membres présents.

La Commission aura compétence pour examiner toutes



infractions à la présente réglementation, ainsi que les contraventions ou délits commis à l'occasion de l'exercice de leur profession par les chauffeurs ou les propriétaires de taxis.

La Commission soumettra à l'agrément du Maire l'une ou l'autre des mesures disciplinaires ci-après :

- 1<sup>o</sup> - l'avertissement,
- 2<sup>o</sup> - la réprimande,
- 3<sup>o</sup> - le retrait temporaire du livret de chauffeur,
- 4<sup>o</sup> - le retrait définitif du livret,
- 5<sup>o</sup> - le retrait de l'autorisation de stationner.

Les deux premières mesures pourront être prises à la diligence du Président de la Commission sans qu'il soit nécessaire que celle-ci se réunisse.

~~X~~ Les deux dernières mesures pourront être cumulées.

Il n'existe pas de corrélation entre les diverses mesures disciplinaires prévues au présent règlement; les conducteurs et propriétaires de taxis pourront, par suite être frappés d'une peine plus sévère si la première faute commise justifie l'application de cette mesure.

En cas de majoration de mauvaise foi du tarif, la restitution du trop perçu sera obligatoire. En outre, le coupable pourra être obligé à verser au Bureau d'Aide Sociale de Lille une somme pouvant atteindre cinq fois le trop perçu, le tout indépendamment de l'application de l'une des peines prévues ci-avant.

Le retrait provisoire ou définitif du livret sera la sanction infligée au conducteur s'adonnant à l'ivrognerie dans l'exercice de sa profession.

La peine proposée par la Commission ne pourra être aggravée.

Article 187. - Il sera constitué un dossier contenant tous les actes se rapportant à la carrière professionnelle des propriétaires et chauffeurs de taxis (admissions, mutations, peines disciplinaires, etc...).

Sauf en ce qui concerne les deux premières mesures disciplinaires, qui pourront être appliquées comme prévue à l'article précédent, le propriétaire ou le chauffeur d'un taxi ne pourra être frappé des peines prévues au présent règlement sans avoir comparu devant la Commission de Discipline. La convocation qui lui sera adressée à cet effet devra lui parvenir au moins cinq jours avant la date de la réunion.

L'intéressé pourra se faire assister d'un défenseur de son choix, avocat inscrit au Barreau ou tout autre mandataire, à la condition que ce dernier soit français et jouisse de ses droits civils et politiques. Dans ce cas il aura à faire connaître les nom, prénoms et domicile de son défenseur dans les 48 heures qui suivront la réception de la convocation.

L'intéressé, ou, s'il le juge utile, son défenseur, pourra, du jour où il aura reçu sa convocation, prendre connaissance de son dossier à la Mairie de Lille, Bureau des Services Publics, pendant les heures d'ouverture au public.

-----





COMMISSION DES SERVICES PUBLICS

PROCES VERBAL DE LA REUNION DU 2 DECEMBRE 1959.

M.M. les Membres de la Commission des Services Publics se sont réunis le 2 décembre 1959, à 18 heures 15, sous la présidence de M. HENAU, Adjoint au Maire.

Etaient présents :

M.M. COQUART, HENAU et ROUSSEAU, Adjoints au Maire,  
MEUR, SIMONIN et VIRON, Conseillers Municipaux.

Excusés :

M.M. BERTRAND et VAN WOLPUT, Adjoints au Maire,  
DEAN et LUBREZ, Conseillers Municipaux.

Assistaient en outre à cette réunion, à titre consultatif :

M.M. COURTHEOUX, Ingénieur-Conseil de la Ville de Lille  
MORIN, Ingénieur Principal, Chef des Services Publics.

Avant d'ouvrir la séance, M. HENAU donne à la Commission la raison de la présence de M. COURTHEOUX, Ingénieur Conseil de la Ville.

Cette présence est motivée par l'important problème des ressources en eau potable qui seront recherchées dans le Vallon d'Houplin. Elle l'est également par les problèmes que pose la substitution du Syndicat Mixte à la Ville de Lille pour l'exercice du Pouvoir Concédant dans l'exploitation des transports en commun.

M. HENAU propose à la Commission de se réunir le mercredi 9 décembre à 18 h 15 pour entendre l'exposé que fera M. COURTHEOUX sur cette dernière question.

La Commission serait informée sur un différent entre la C.G.I.T. et son personnel et de quelques litiges existant entre la Ville et la C.G.I.T. au sujet du sectionnement des lignes et de l'organisation du service.

La Commission donne son accord sur la date proposée pour cette réunion.

M. HENAU ouvre ensuite la séance et la Commission procède à l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour.

DISTRIBUTION D'EAU - SITUATION ACTUELLE - INFORMATION.

A l'heure actuelle, la situation est des plus précaire. Elle semble confirmer les craintes exposées lors de la réunion du 29 septembre 1959, au cours de laquelle le Service signalait que : " ... la situation est susceptible de s'aggraver durant l'automne. "



Le 6 octobre un appel a été fait dans la presse pour obtenir que le public réduise sa consommation d'eau. Les résultats sont maintenant connus.

La moyenne journalière qui était de 39.974 m<sup>3</sup> en septembre a été de 39.763 m<sup>3</sup> pour octobre.

La sécheresse des derniers mois n'est pas seule en cause. Depuis plusieurs années la pluviosité sur notre région a été inférieure à la moyenne de 770 m/m d'eau par an.

Il est tombé en 1953	:	479 m/m, soit un manque de	291 m/m
1954	:	594	176
1955	:	513	257
1956	:	549	221
1957	:	572	198
1958	:	639	131
1959	:	349	356

Nous parcourons un cycle d'années sèches, auquel succédera normalement un cycle d'années humides, comme cela a été constaté depuis longtemps.

Le Service a cherché depuis plusieurs années à augmenter les ressources en eau potable, les mesures suivantes ont été prises :

- aux Forages-Nord, toutes les pompes ont été descendues plus profondément,
- en 1950, le forage n° 6 bis (rue du Guet) a été curé, retubé, acidifié et doté d'une nouvelle pompe, cette même année le puits de Guermanez a été curé, débarrassé des vieux matériels qui l'encombraient, doté de deux nouvelles pompes et remis en service,
- en 1957 et 1958, les forages n° 9 et n° 3 ont été curés, acidifiés pour augmenter leur débit - Si les crédits le permettent, la même opération sera effectuée sur d'autres forages,
- en 1956, un projet d'extension des captages d'Emmerin a été présenté au Conseil Municipal (21 décembre). Quatre forages ont ainsi pu être mis en service en 1959 et ont permis de traverser la période critique de cette année.

D'autre part, il est constaté une augmentation générale de 10% de la consommation pour 1959 par rapport à celle de 1958 et il semble vain de faire appel à l'économie.

Si l'hiver ne nous apporte pas une abondance de pluie ou de neige les nappes aquifères continueront à s'appauvrir peu à peu et il faut souligner que les incidents de ces temps derniers, d'origine mécanique, électrique ou autre, sont mineurs en regard de l'abaissement des nappes.

Au printemps la situation pourra être catastrophique, car le Service ne fabrique pas l'eau, il la puise et tout le monde sait que d'une citerne vide on ne peut rien tirer.

#### DISTRIBUTION D'EAU - NOUVELLES EXTENSIONS DE CAPTAGES A EMMERIN, HOUPLIN et LILLE.

Après présentation du rapport établi sur cette question, M.M. COQUART et VIRON demandent des précisions sur le projet.

Dans le Vallon de Bargues il serait creusé quatre nouveaux forages, dont deux sur des terrains dont nous sommes déjà propriétaires.

Les ressources aquifères du Vallon d'Houplin ont fait l'objet d'une étude de M. le Professeur WATERLOT de la Faculté des Sciences de Lille.

.....



Ce site est actuellement exploité par une galerie captante établie en 1876-1878 à la profondeur, relativement faible de 5 à 6 mètres, ce qui limite évidemment la quantité d'eau captée.

M. le Professeur WATERLOT estime que par des forages d'une profondeur d'environ 40 mètres, il pourrait être extrait 150 m<sup>3</sup>/h par jour par forage, ce qui, pour dix forages et compte tenu des intermittences de fonctionnement, permettrait d'extraire pratiquement 22.000 m<sup>3</sup>/jour.

La réalisation de ce projet ne paraît pas devoir rencontrer de réelles difficultés techniques.

L'eau à provenir de ces forages serait amenée, par refoulement, jusqu'à l'aqueduc principal au pavillon de la Source Billaut.

D'un autre côté, il est envisagé de soulager la distribution d'eau potable de la fourniture nécessaire au Jardin d'Enfants de la Citadelle et au Zoo en ayant recours à un forage creusé à proximité immédiate.

Des sondages entrepris entre 1925 et 1932 au abords de la Citadelle, ont permis de constater qu'il était possible de trouver là des quantités d'eau appréciables. Un des forages d'étude est actuellement utilisé pour l'alimentation du cantonnement de pêche des fossés de la Citadelle.

M. COQUART expose les difficultés de financement d'un projet trop vaste et aienrait ne voir réaliser en 1960 que les travaux urgents ne nécessitant pas une longue et difficile procédure.

M. HENJUX est entièrement d'accord, mais il estime que ce programme d'urgence doit s'incorporer dans le plan général des travaux de captage et en constituer le point de départ.

La Commission estime, en conséquence, qu'il y a lieu de procéder dans l'immédiat à l'exécution de quatre forages dans le Vallon de Bargues, deux sur des terrains appartenant déjà à la Ville, deux autres sur des terrains dont l'acquisition ne semble pas devoir présenter de difficultés, et un cinquième à proximité du Jardin d'Enfants de la Citadelle (eau industrielle).

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

#### DISTRIBUTION D'EAU - RELEVEMENT DES TARIFS.

Les tarifs en vigueur pour la distribution de l'eau, votés par le Conseil Municipal le 23 novembre 1951, ne permettront pas d'assurer l'équilibre financier de l'exploitation pour l'exercice 1960, par suite de la hausse des salaires, du prix de la main d'oeuvre, de l'énergie électrique, des matières et de l'eau fournie par la Société des Eaux du Nord.

Les prévisions budgétaires pour 1960 sont les suivantes :

#### Section d'exploitation:

##### Recettes:

constatées en 1958 .....	128.000.000	
réévaluation 1960 (augmentation du débit : 500.000 m <sup>3</sup> à 16 Fr) .....	8.000.000	
		<hr/>
		136.000.000

.....



Recettes ..... 136.000.000

Dépenses:

a/ Personnel

exploitation 1959 ..... 38.000.000  
 rajustement base 1960 ..... 41.500.000

b/ Matériel

constatées en 1958 ..... 84.000.000  
 rajustement base 1960 (10% x 60.000.000) ..... 6.000.000  
 augmentation du poste achat d'eau à la Sté  
 des Eaux du Nord ..... 6.000.000  
 eaux non potables ..... 1.500.000

c/ Dépenses générales

locaux administratifs, chauffage, éclairage,  
 entretien, nettoyage, téléphone, fournitu-  
 res de bureau : évaluation ..... 4.000.000

101.500.000

143.000.000

Déficit d'exploitation : 7.000.000

D'un autre côté, si l'on examine la structure du réseau, on constate qu'elle n'a pratiquement pas changé depuis l'origine en 1870. Si des extensions ont été réalisées, les conduites principales sont toujours celles du projet primitif; elles avaient été calculées pour un débit journalier de 22.500 m<sup>3</sup> avec, fort heureusement, une marge assez grande.

Cependant, aujourd'hui, aux heures de pointes les conduites entre le Réservoir de l'Arbrisseau et la Ville en sont au point où les pertes de charge sont excessives.

Si des quantités d'eau supplémentaires sont amenées au Réservoir de l'Arbrisseau, il y aurait lieu de prévoir une nouvelle liaison entre le Réservoir et la Ville. Les auteurs du projet primitif l'avaient d'ailleurs prévue.

De même, il y aurait lieu de renforcer le réseau intérieur par des liaisons supplémentaires.

Il a été avancé que, même quand les niveaux des réservoirs sont au plus haut, la pression est insuffisante à certaines heures, plusieurs jours par semaine, pour assurer le fonctionnement des appareils sanitaires des étages supérieurs.

Il faut, à ce sujet, apporter quelques précisions:

La hauteur à laquelle l'eau peut être distribuée ne peut dépasser la cote des trop-pleins des réservoirs. En fait elle est inférieure par suite de la perte de charge qui se produit dans les canalisations.

Le niveau maximum que l'eau peut atteindre au Réservoir de l'Arbrisseau et au Réservoir de La Louvière est à la cote + 49 (N.G.F.).

Les points les plus bas de la Ville sont à environ + 21, en ces points on dispose donc d'une charge théorique de 28 mètres et les étages peuvent être alimentés jusqu'au cinquième.

Il n'en est pas de même là où le sol se relève, ou là où les immeubles atteignent une grande hauteur. Dans ces cas, il est fait usage,



par les abonnés, de surpresseurs qui doivent être calculés pour assurer les hauteurs et débits convenables.

Il existe nombre d'immeubles dont les étages les plus élevés sont alimentés de jsutesse et où il n'est pas fait appel à la surpression. Dans ces cas les chutes de pression dans la distribution générale sont ressenties facilement et, aux heures chargées, l'eau n'arrive plus aux derniers étages.

L'augmentation des ressources, en permettant de tenir assez élevés les niveaux des réservoirs, pallierait ces inconvénients.

Toutefois, il appartient aux constructeurs d'immeubles de tenir compte de la hauteur maxima possible de la distribution et de prendre les mesures qui conviennent.

Les réservoirs ont une capacité totale de 21.000 m<sup>3</sup> (12.000 à l'Arbrisseau et 9.000 à La Louvière) cela correspondait à l'origine sensiblement à une journée de consommation.

Aujourd'hui les consommations des journées les plus chargées atteignent 49.000 m<sup>3</sup>.

La construction de nouveaux bassins est à envisager dans l'avenir. Outre l'amélioration qu'elle apporterait dans la régularité de la distribution, cette augmentation de capacité permettrait d'utiliser plus largement le pompage pendant les heures creuses de la distribution d'énergie électrique.

L'aménagement de la fortification dérasée et la création d'un boulevard périphérique vont nécessiter le déplacement des conduites principales d'amenée de l'eau en Ville à l'ancienne Porte des Postes. Il y aurait lieu, en particulier, de construire un ouvrage permettant la traversée du boulevard en galerie accessible.

Le programme des travaux, dans les années à venir, doit donc comprendre :

- a/ de nouveaux captages,
- b/ l'aménagement des canalisations d'amenée à l'ancienne Porte des Postes,
- c/ les liaisons supplémentaires entre le Réservoir de l'Arbrisseau et la Ville,
- d/ le renforcement du réseau,
- e/ l'augmentation de la capacité des réservoirs,
- f/ la déferrisation des eaux des Forages-Nord.

En ce qui concerne les nouveaux captages, un projet d'établissement de points d'eau dans les Vallons de Bergues et d'Houplin est présenté à l'Administration Municipale.

La dépense à prévoir est de l'ordre de 280.000.000 de Fr.

L'aménagement des canalisations principales entre le Faubourg des Postes et la Place Barthélémy Dorez, comportant un passage en galerie sous le boulevard périphérique entraînera une dépense de 20.000.000 de Fr.

La liaison supplémentaire entre le Réservoir de l'Arbrisseau et la Ville serait réalisée par une canalisation de 700 m/m de diamètre traversant le Faubourg d'Arras et le quartier de Moulins-Lille, pour aboutir au carrefour des rues de Douai et de Valenciennes.

: Dépense évaluée à 170.000.000 de Fr.



Le renforcement du réseau comprendrait la pose de canalisations de diamètre moyen (200 m/m) pour desservir des quartiers écartés ou pour renforcer la desserte des quartiers défavorisés par suite de leur développement.

Dépense prévue : 75.000.000 de Fr.

La construction d'un bassin supplémentaire de 5 à 6.000 m<sup>3</sup>, réalisée en béton, de forme probablement circulaire, coûtera 50.000.000 de Fr environ.

L'eau livrée par le Réservoir de La Louvière et provenant des Forages-Nord contient parfois du fer et du manganèse. Bien que potable, l'eau présente alors de nombreux inconvénients. Ces métaux se présentent en général sous forme de composés solubles qui donnent au contact de l'air naissance à des précipités brunâtres tachant le linge et rendant l'eau impropre à certains usages.

Bien que la teneur en fer soit inférieure à la teneur limite, il serait prudent de prévoir une déferrisation de cette eau par oxydation, qui coûterait, bâtiments compris, 50.000.000 de Fr.

#### RECAPITULATION DES DEPENSES

a/ Nouveaux captages .....	280.000.000
b/ Aménagement des canalisations principales	20.000.000
c/ Liaisons supplémentaires Réservoir-Ville.	170.000.000
d/ Renforcement du réseau .....	75.000.000
e/ Construction d'un réservoir supplémentaire	50.000.000
f/ Déferrisation .....	50.000.000
	<hr/>
	645.000.000

Ce programme serait réalisable par tranches échelonnées et nécessiterait la création d'une section "Investissements" qui devrait être alimentées par le produit de la vente de l'eau.

Basée sur une consommation annuelle de sept millions de mètres cubes, et sous réserve que l'exploitation soit stabilisée aux conditions économiques actuelles, une majoration de 10 Fr par m<sup>3</sup> produirait 70.000.000 qui compenserait le déficit d'exploitation et fournirait la couverture du plan par la mise en réserve annuelle de crédits d'investissement.

Le Prix de l'Eau passerait de 16 Fr + 2 Fr = 18 Fr à 16 + 10 + 2 = 28 Fr le mètre cube

M. COQUART estime qu'il faut justifier la demande d'augmentation par la présentation d'un budget pour 1960 tenant compte des travaux prévus pour l'an prochain. Ce budget serait alors nettement déficitaire.

Le Service propose la rédaction suivante :



" Les tarifs en vigueur pour la distribution de l'eau, votés par le Conseil Municipal le 23 novembre 1951, ne permettront pas d'assurer l'équilibre financier de l'exploitation pour l'exercice 1960, par suite de la hausse des salaires, du prix de la main d'oeuvre, de l'énergie électrique, des matières et de l'eau fournie par la Société des Eaux du Nord.

" D'autre part, l'augmentation des besoins d'eau potable de la population lilloise oblige le Service des Eaux à entreprendre des travaux de captage dans la région des Vallon de Bargues et d'Houplin.

" Un projet de recherches portant sur quinze points d'eau :

- " 10 dans le Vallon d'Houplin,
- " 4 dans le Vallon de Bargues,
- " 1 au Jardin d'Enfants (eau industrielle),

" a été accepté par votre Commission des Services Publics qui a proposé, devant l'urgence qu'il y avait de pallier l'abaissement des nappes aquifères, la réalisation en 1960 d'une première tranche de cinq forages dont les emplacements ne semblent pas devoir apporter de grandes difficultés d'acquisition.

" La dépense à envisager est de l'ordre de 50 millions.

" En outre, pour cette même année, la réalisation de projets de lotissement en différents points de la Ville rend nécessaire le renforcement de la distribution d'eau, par la pose de conduites de gros diamètre, dans certains secteurs :

" Boulevard de Strasbourg .....	12.000.000
" Gassendi .....	500.000
" Rue Fontaine dol Saulx .....	4.000.000
" Fives - Saint Maurice .....	6.500.000
" Boulevard de la Moselle .....	3.000.000
	<hr/>
	26.000.000

" soit environ 15 millions de plus que les exercices précédents.

" Les prévisions budgétaires pour 1960 sont les suivantes :

" Section d'exploitation:

" Recettes:

" constatées en 1958 .....	128.000.000	
" réévaluation 1960 (augmentation de débit		
" 500.000 m <sup>3</sup> à 16 Fr) .....	8.000.000	136.000.000

" Dépenses:

" a/ Personnel:

" exploitation 1959 .....	38.000.000
" rajustement base 1960 .....	41.500.000

" b/ Matériel:

" constatées en 1958 .....	84.000.000
" rajustement base 1960 (10% x 60.000.000)	6.000.000
" augmentation du poste achat d'eau à la	
" Société des Eaux du Nord .....	6.000.000
" Eaux non potables .....	1.500.000



" Recettes .....	136.000.000
" <u>Dépenses:</u> report .....	97.500.000
" c/ Nouveaux captages .....	50.000.000
" d/ Extension et renforcement .....	15.000.000
" e/ Dépenses générales: locaux administra-	
" tifs, chauffage, éclairage, entretien,	
" nettoyage, téléphone, fournitures de	
" bureau : évaluation .....	4.000.000
	<hr/>
	166.500.000
	<hr/>
	208.000.000
	<hr/>
Déficit d'exploitation :	72.000.000
	<hr/>

" Basée sur une consommation annuelle de sept millions de mètres cubes et  
 " sous réserve que l'exploitation soit stabilisée aux conditions économi-  
 " ques actuelles, une majoration de 10 Fr par m<sup>3</sup> produirait 70.000.000 de Fr  
 " qui compenserait le déficit d'exploitation de l'année 1960 et fournirait  
 " pour les années à venir, la couverture du programme d'amélioration de la  
 " distribution. "

Les Services ont pensé qu'il serait judicieux de rechercher, à titre officieux, l'avis et l'accord des Services Préfectoraux. La Commission est d'accord.

M. VIRON pense qu'il est nécessaire de prévoir la mise en vigueur d'un tarif progressif, visant surtout les gros consommateurs d'eau à usage commercial ou industriel. C'est, selon lui, le seul moyen efficace d'obtenir une économie appréciable dans l'usage de l'eau potable.

M. HENNAUX attire l'attention des Membres de la Commission sur l'économie qui pourrait être obtenue en demandant à certains gros utilisateurs industriels de s'alimenter en eau par des forages personnels.

Toutefois, l'extension à notre département du décret-loi du 8 avril 1935 sur la protection des eaux souterraines, obligerait les industriels à solliciter l'autorisation d'exécuter de tels forages. De l'avis de M. COURTHEOUX, il semble peu probable que cette autorisation soit accordée.

Le Président signale en outre son intention d'améliorer les forages d'eau industrielle. Un crédit a été demandé au budget primitif de 1960 à cet effet. Cela permettra de soulager d'autant nos ressources en eau potable.

Après un échange de vues, au cours duquel le Service est invité à étudier et à proposer les moyens propres à prévenir le gaspillage de l'eau, plus particulièrement, comme le souligne M. HENNAUX, dans les bâtiments communaux, la Commission émet un avis favorable à l'augmentation des tarifs proposée.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

.....



PROPRETE PUBLIQUE - RAMASSAGE DES ANIMAUX ERRANTS - INFORMATION.

M. HENAUX informe la Commission que la Société Prosectrice des animaux, pressentie pour s'intéresser au ramassage des animaux errants, a fait parvenir des propositions à ce sujet.

Ces propositions vont être étudiées par les Services qui soumettront à la Commission les résultats de leurs travaux.

L'avis de M. l'Adjoint aux Abattoirs sera sollicité en ce qui concerne l'aménagement du refuge de la rue du Guet.

PROPRETE PUBLIQUE - EFFECTIF DU PERSONNEL - RENFORCEMENT.

Un rapport tendant à l'augmentation des effectifs des cantonniers municipaux est présenté à la Commission.

M. ROUSSEAU demande qu'une plus grande facilité soit donnée au personnel pour l'accomplissement de sa tâche par l'adoption d'un matériel moderne.

Il déclare qu'il est regrettable que la voie publique serve de garage d'automobiles et que la T.R.U. ne puisse faire concorder ses horaires de collecte avec l'horaire de travail des cantonniers.

M. COQUART dit partager l'essentiel de l'avis de M. ROUSSEAU, mais ne pas être d'accord sur l'augmentation des effectifs.

M. HENAUX maintient la proposition du Service. On a constaté en effet que dans les quelques secteurs où le personnel avait pu être renforcé la situation s'était sensiblement améliorée.

Le Président, répondant à M. ROUSSEAU, annonce qu'il envisage d'équiper un secteur, à titre d'essai, avec des engins plus modernes.

Le Service précise que l'agent supplémentaire demandé pour chaque secteur est destiné à remplacer les agents placés en repos compensateurs.

Que la mise en service d'engins motorisés T.R.U. avait fait passer de 140 à 68 le nombre de cantonniers, mais que le nombre d'engins ayant été ramené de 8 à 4 en 1954, il paraît logique que le nombre de cantonniers soit dès lors insuffisant.

De plus, le Service doit faire face à l'extension et à la création de chaussées dans les groupes d'habitations :

- en 1954 : Porte d'Ypres, Foire Commerciale, Groupe du Buisson, Square du Portugal,
- en 1955 : Secteur de la Cité Hospitalière, Petit Maroc, Rue Berthelot, Groupe Louis Spriet,
- en 1956 : Rue du Vaisseau le Vengeur, Groupe Finlande, Avenue Emile Zola, Groupe du Chevalier Français, Groupe Gassendi,
- en 1957 : Groupe des Margueritois,
- en 1958 : Groupe Emile Rouzé,
- en 1959 : Groupe Belfort, Groupe Concorde, Cité de Relogement des Bois-Blancs.

Enfin, en regard des renseignements recueillis auprès d'autres Villes, notre demande ne semble pas excessive.

La moyenne de cantonniers utilisés par ces Villes est de :

56 cantonniers pour 100 km de chaussées

69 cantonniers pour 100.000 habitants.

.....



Elle donnerait à Lille :

124 cantonniers dans le premier cas,

136 cantonniers dans le second cas.

Or, nous n'en demandons que 102.

Après une discussion, au cours de laquelle sont évoqués : l'organisation du service dans d'autres villes et les difficultés rencontrées chez nous pour l'exécution de ce service, à l'exception de M. COQUART qui ne prend pas part au vote, la Commission émet un avis favorable à l'augmentation d'effectif proposé.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

#### TRANSPORTS AUTOMOBILES - Vente de Véhicules - Admission en recette.

Par suite d'un événement imprévu, le Service n'est pas en mesure de faire connaître le résultat de l'appel d'offres et la Commission décide de remettre l'examen de la question à sa prochaine réunion.

Après intervention de M. ROUSSEAU, qui s'étonne que la voiture 5129.AN.59 soit maintenue en service, la Commission propose l'acquisition d'une nouvelle "Peugeot 403" pour unifier le parc tourisme mis à la disposition des élus.

Par ailleurs, elle exprime le vœu d'être appelée à se prononcer sur toute acquisition de véhicule automobile, quel qu'il soit.

En outre, elle s'étonne qu'il ne soit pas procédé plus rapidement à la vente des huiles usées, des pneus et vieux métaux dont le Service des Transports n'a plus l'usage.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

#### TRANSPORTS EN COMMUN - LIGNE X - SUBSTITUTION D'AUTOBUS AUX TRAMWAYS.

La Commission est informée de la proposition de la C.G.I.T.

Dés précisions sont demandées sur cette substitution et l'inconfort des autobus est évoqué, ainsi que les imperfections constatées dans le service des lignes G et L notamment.

M. ROUSSEAU estime que le terminus de la ligne L est mal placé et souhaite que la possibilité d'un parcours en boucle par les places du Théâtre et du Général de Gaulle soit étudié. Il s'étonne que l'exploitation à un seul agent ne permette pas de maintenir dans l'exploitation par autobus le même sectionnement que sur les lignes de tramways, le raccourcissement des sections équivalant à une augmentation des tarifs.

M. VIRON proteste contre la non rentabilité qu'invoque constamment la C.G.I.T. et constate que la Ville est plus mal desservie. Il pense que l'adoption de véhicules plus petits permettrait une utilisation plus rentable, notamment pendant les heures creuses. Une économie appréciable serait réalisée et la desserte, comme la circulation, s'en trouveraient améliorées.

M. COQUART déplore l'erreur qui s'est glissée dans l'information donnée au sujet de la transformation de la ligne E et estime que cette ligne devrait être maintenue en traction électrique aussi longtemps que possible pour pallier les déficiences de la ligne G entre la Place Sébastopol et la Gare. Il se déclare hostile au modèle d'autobus choisi, qui provoque un mécontentement certain chez les usagers.

.....



M. HENAUX confirme que toutes ces questions seront débattues le mardi 8 courant, avec les dirigeants de la C.G.I.T.

La Commission prend acte de l'information.

DIVERS SERVICES MUNICIPAUX - RENOUELEMENT DE MARCHES DE FOURNITURES POUR 1960.

La Commission émet un avis favorable au renouvellement des marchés passés avec :

- Les FONDERIES Jean DEVETTE, pour exécution de pièces de fonderies sur modèles fournis;
- La SOCIETE LILLOISE D'OUTILLAGE MECANIQUE, pour fournitures de sa spécialité;
- M. FRANCE MONTAGNE, pour fourniture de produits industriels.

Rapports transmis à l'Administration Municipale.

SEANCE LEVEE A 22 HEURES.

l'Ingénieur Principal,  
Chef des Services Publics,

L. MORIN.

Vu :

Le Président de la Commission,

G. HENAUX.





COMMISSION DES SERVICES PUBLICS

PROCES VERBAL DE LA REUNION DU 9 DECEMBRE 1959.



M.M. les Membres de la Commission des Services Publics se sont réunis le 9 Décembre 1959, à 18 h 15, sous la présidence de M. HENNAUX, Adjoint au Maire, délégué aux Services Publics.

Etaient présents :

M.M. COQUART, HENNAUX et VAN WOLPUT, Adjoints au Maire,  
DEIN, MEURA, et VIRON, Conseillers Municipaux.

Excusés:

M.M. BERTRAND, et ROUSSEAU, Adjoints au Maire,  
LUBREZ, et SIMOENS, Conseillers Municipaux.

Assistaient en outre à cette réunion :

M.M. COURTHEOUX, Ingénieur-Conseil de la Ville,  
MORIN, Ingénieur Principal, Chef des Services Publics.

==

En ouvrant la séance, M. HENNAUX rappelle que c'est après avoir assisté pour la première fois à une réunion du Syndicat Mixte d'Exploitation des Transports en Commun de Lille et de sa Banlieue, qu'il a décidé, en accord avec M. COURTHEOUX, Ingénieur-Conseil de la Ville, d'informer ses collègues de l'état d'avancement des délibérations du Syndicat.

La présence de M. VAN WOLPUT qui, avec M. COURTHEOUX, a vu naître le Syndicat, donne un surcroît d'intérêt à cette séance de documentation.

M. COURTHEOUX trace ensuite les grandes lignes de la future exploitation des transports ainsi que des convention et cahiers des charges qui lieront le nouveau pouvoir concédant et la C.G.I.T.

Au cours de cet exposé, qui est joint en annexe, diverses interventions se produisent.

C'est d'abord le Président qui demande si les textes présentés engagent la Ville. Il paraît que oui, le Conseil Municipal restant pourtant juge en dernier ressort.

A M. COQUART, qui s'étonne de n'avoir pas été tenu informé, M. VAN WOLPUT répond qu'il appartenait à M. le Maire, régulièrement documenté, de prendre cette initiative. Il est aussi précisé à M. l'Adjoint aux Finances, qui regrette l'absence d'un expert juridique et financier, que la substitution des autobus aux tramways est liée à l'évolution de la situation du personnel.

Plusieurs Membres déplorent aussi que pour le parc automobiles, il soit encore prévu du matériel de grande capacité, de caractéristiques analogues à celles des autobus de 100 places mis en service. M. HENNAUX s'est entendu confirmer que la standardisation des transports envisagée par les grandes compagnies, dont la R.A.T.P., s'orientait vers l'emploi généralisé de ces mastodontes.

.....



M. COQUART, qui déplore encore que les terminus des lignes soient reportés à la périphérie - avis que d'aucuns ne partagent - déclare après l'exposé de M. COURTHEOUX qu'il ne prendra pas position. M. HENNAUX lui précise qu'il n'y a pas à en prendre, deux heures ne suffisant pas pour apprécier un texte dont l'élaboration a demandé près de trois ans. Il est simplement regrettable que dès les premières transformations de lignes le problème n'ait pas été posé.

Lorsque les Membres de la Commission auront étudié le rapport qui va leur être envoyé et compulsé les documents à leur disposition dans les services, leur jugement sera éclairé. Aujourd'hui, l'on informe.

Il est aussi fait allusion à la Commission Spéciale qui, créée par l'arrêté du 2 juillet 1955, n'a pas été reconduite en mars 1959, après l'élection du nouveau Conseil Municipal. A ce sujet, M. VIRON craint que les Commissions Spéciales, qui souvent se substituent aux Commissions normales, ne fonctionnent pas et qu'en fait, comme cela se constate aujourd'hui, ni les unes ni les autres ne soient consultées.

M. MEURA se fait désigner les communes parties prenantes à la convention. M. VIRON regrette de n'y pas voir figurer la commune de Lezennes mal desservie à son gré. M. HENNAUX précise à ce sujet que la C.G.I.T. envisage dans son étude quelques prolongements souhaitables à terme: Emmerin, Templemars, Lesquin, Lezennes, Pérenchies, etc...

A propos des tarifs préférentiels, M. COURTHEOUX indique que certains réseaux, notamment celui de l'E.L.R.T., peuvent accorder des faveurs parce qu'ils reçoivent de leurs pouvoirs concédants des indemnités compensatrices. Tel n'est pas le cas de la C.G.I.T.

M. VAN WOLPUT estime qu'il faut maintenir les tarifs scolaires et ouvriers; tous ses collègues partagent cet avis.

Il est enfin précisé à la Commission que les crédits à dégager pour poursuivre la transformation du réseau ne seront lieu à des emprunts contractés par le Syndicat.

#### ENTREVUE : VILLE - C.G.I.T.

Une rencontre entre les représentants de la Ville et ceux de la C.G.I.T. a eu lieu le 8 décembre dans le bureau de M. HENNAUX. Le procès-verbal de cette réunion est donné en annexe.

Le président qui en commente les résultats se déclare peu satisfait de l'entrevue.

Selon lui, cela tient à la nature même de la société exploitante: une entreprise capitaliste dont la raison d'être est le profit. L'intérêt général est servi dans la mesure même où il se subordonne à des intérêts particuliers; on conçoit mal qu'un service public puisse efficacement fonctionner dans de telles conditions.

Ainsi, chaque fois qu'une mesure est proposée, tendant à une augmentation de dépenses ou à une diminution de recettes, le leit-motiv revient: "Majorez les tarifs en compensation"... "Nous ne pouvons nous permettre aucun effort dans ce domaine".

Le prétexte d'un déséquilibre financier est peut-être justifié, mais les représentants de la Ville n'ont pas la possibilité de s'en assurer et les entrevues Ville-C.G.I.T. deviennent de véritables dialogues de sourds.

Sur cet impossible contrôle, les pouvoirs du Syndicat Mixte marquent un progrès.

.....



Une autre considération entache nos relations avec la Société exploitante. Toutes les réactions de celle-ci apparaissent dans l'optique "Syndicat Mixte" ce qui donne un autre aspect aux problèmes.

M. HENNAUX ne conçoit d'ailleurs pas qu'en cette période transitoire, il puisse en être autrement.

Il n'empêche que la position des représentants de l'Administration Municipale soit en porte à faux.

--

#### VENTE DE VEHICULES AUTOMOBILES - ADMISSION EN RECETTE.

La Commission après avoir entendu le Service et pris connaissance du rapport établi par celui-ci, émet un avis favorable à la cession des véhicules suivant les offres reçues et à l'admission en recette de la somme de 841.700 Fr que produirait cette vente.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

#### DISTRIBUTION D EAU - ETABLISSEMENT DE NOUVEAUX FORAGES DANS LE VALLON DE BARGUES.

Cette question, déjà examinée le 2 décembre, a été revue par le Service. En raison de l'urgence qui s'attache à la création de nouvelles ressources en eau potable, il est proposé de terminer le projet d'exploitation du Vallon de Barges par l'établissement de quatre nouveaux forages.

Il est aussi proposé d'améliorer les ressources en eau industrielle par la réalisation d'un forage à proximité du Jardin d'Enfants le la Citadelle.

Après avoir pris connaissance du rapport, la Commission émet un avis favorable à la réalisation du projet qui lui est soumis et invite le Service à prendre toutes dispositions pour réduire au minimum le temps nécessaire à l'accomplissement des formalités d'adjudication et de marchés.

Le Président de la Commission exposera cette question au Conseil d'Administration.

Un rapport sera transmis à l'Administration Municipale.

#### DISTRIBUTION D'EAU - EXPLOITATION DU VALLON D'HOUPLIN.

Afin de permettre une réalisation plus rapide du projet visant à terminer l'exploitation du Vallon de Barges, le projet concernant le Vallon d'Houplin, qui y était lié, en a été dissocié.

Le Service propose néanmoins la création de forages d'essais dans ce Vallon d'Houplin et, après avoir examiné le nouveau rapport présenté à ce sujet, la Commission donne un avis favorable à cette recherche de nouvelles ressources en eau potable.

Le projet sera soumis à la Commission des Finances pour avis.

#### SEANCE LEVEE à 21 heures 15.

Vu :  
Le Président de la Commission,

l'Ingénieur Principal,  
Chef des Services Publics,

L. MORIN,

G. HENNAUX.



TRANSPORTS EN COMMUN - SYNDICAT MIXTE D'EXPLOITATION

Par délibération (N° 56/6124) du 21 décembre 1956, le Conseil Municipal a décidé l'adhésion de la Ville de Lille à un Syndicat Mixte d'exploitation des transports en commun à Lille et dans sa Banlieue.

Cette décision a été prise à la suite de pourparlers avec les représentants des communes de la banlieue qui, depuis plusieurs années, avaient manifesté le désir de participer, au même titre que la Ville de Lille, à l'exercice du pouvoir concédant en matière de transports en commun à Lille et dans sa banlieue.

Un Syndicat Mixte avait, en conséquence, été constitué, il groupe : le Département, le Syndicat des communes desservies, la Ville de Lille.

La constitution de ce Syndicat n'a pas encore reçu l'approbation de l'Autorité supérieure, le Ministère consulté officieusement a fait savoir que cette approbation marcherait de pair avec celle de la convention à passer entre le Syndicat et la Compagnie exploitante.

Depuis, des simplifications ont été apportées dans la procédure d'approbation et celle-ci interviendra peut-être avant celle de la convention.

-:-

La première besogne du Comité du Syndicat était de mettre sur pied une convention assortie de deux cahiers des charges (un pour l'exploitation par tramways - un pour l'exploitation par autobus).

Dans ce but, le Comité a tenu à ce jour 12 réunions, la première remontant au 15 février 1957.

Au cours des premières réunions diverses directives furent dégagées, en particulier :

- que l'exploitation se ferait aux risques et périls de la Compagnie,
- que les tarifs seraient simplifiés par la suppression des tarifs préférentiels dans une large mesure,
- que les techniciens du Département, de la Ville de Lille et du Syndicat des communes desservies, discuteraient directement avec la Compagnie des termes d'une convention et des cahiers des charges, qui seraient ensuite soumis au Comité.

Les techniciens ont dès lors tenu des réunions (11 en 1959) avec les représentants de la C.G.I.T.

A l'origine, un projet de convention fut établi en s'inspirant largement d'une convention récente mise en vigueur, après approbation, à Saint-Etienne.

Au cours des discussions, elle a été assez modifiée pour l'adapter aux conditions locales.

-:-



Les pourparlers avec la Compagnie ont été longs et souvent difficiles, au départ la Compagnie entendait en particulier recevoir un salaire d'exploitant, ce qui allait à l'encontre des directives du Syndicat.

Au cours des dernières réunions du Comité du Syndicat, des textes, presque définitifs ont été présentés; ils ont été communiqués officiellement au Ministère.

--:

Déjà consulté à ce sujet, le Ministère avait fait observer que l'exploitation ne devait plus être considérée comme une concession, mais comme un affermage.

--:

#### EXPOSE SUCCINCT DE LA CONVENTION.

L'exploitation serait affermée pour une durée de 30 ans, avec mission de transformer progressivement le réseau de tramways en un réseau d'autobus, la durée de la transformation serait d'environ 8 ans.

L'exploitation se ferait aux risques et périls du fermier.

Le Syndicat s'engage à contracter les emprunts nécessaires à la transformation du réseau.

Il est créé un fonds spécial de travaux et de renouvellement alimenté par :

- une dotation de x % des recettes brutes d'exploitation,
- les émissions d'obligations et d'emprunts effectuées tant par la C.G.I.T. que par le Syndicat,
- les avances éventuelles du Syndicat,
- le produit des ventes de mitrailles et de vieux matériels appartenant au Syndicat.

Sur ce fonds seront imputés les travaux de renouvellement et de grosses réparations - les frais d'études et de projets - les dépenses de la transformation.

En fin d'exploitation, ou en cas de rachat, le solde de ce compte revient au Syndicat.

La discrimination du matériel et de l'outillage, très discutée, a finalement fait l'objet des dispositions suivantes :

Les approvisionnements, le petit outillage et les biens meubles consommables en moins de deux ans, restent la propriété de la Compagnie.

Les autobus, l'outillage, le mobilier, sont rachetés par le Syndicat moyennant une indemnité calculée sur les bases ci-après :

- valeur totale d'usage établie par expertise,
- intérêt de 5%,

.....



- durée de la transformation prévue au cahier des charges,
- réévaluation suivant indice des prix de la construction automobile.

Les travaux d'appropriation des biens immeubles seront rachetés moyennant une indemnité annuelle calculée sur les bases ci-après :

- valeur égale au montant des sommes effectivement exposées et non encore amorties,
- intérêt de 5%,
- durée de la transformation.

Il sera tenu compte des coefficients de réévaluation légaux.

Il sera établi chaque année un compte d'exploitation qui sera soumis à la vérification du Service du Contrôle dans les trois mois de la clôture de l'exercice.

Au crédit : les recettes brutes d'exploitation, sauf les ventes de mitrailles.

Au débit :

- les dépenses d'exploitation, y compris les taxes et impôts, excepté l'impôt sur les sociétés au taux actuel (50%) - la variations de l'impôt seront portées au compte,
- les engagements dont le paiement est différé,
- le remboursement des avances du concédant,
- les frais d'administration centrale,
- les redevances pour jouissance des installations fixes,
- la dotation du fonds spécial de travaux et de renouvellement,
- les intérêts des fonds versées par la C.G.I.T. éventuellement,
- l'amortissement du rachat du matériel,
- les annuités des emprunts émis soit par la C.G.I.T., soit par le Syndicat.
- l'intérêt des capitaux avancés par le Syndicat,
- les travaux et achats non prélevés sur le fonds spécial.

Il est créé un fonds de garantie qui sera employé à l'extinction éventuelle de la balance du compte d'exploitation. Il reviendra à la Compagnie en fin d'affermage, sous déduction des sommes qui seraient dues au Syndicat sur les avances versées au titre des exercices antérieurs aux deux derniers.

Si le solde de ce compte est débiteur, il est à la charge de la Compagnie à concurrence de son actif net.

La C.G.I.T. ne peut réduire son actif sans autorisation. Cet actif sera évalué à la mise en vigueur de la convention.

Le fonds de garantie est alimenté par le versement de la moitié de l'excédent éventuel du compte d'exploitation jusqu'à concurrence de 5% du montant des recettes brutes.

Si à la clôture d'un exercice excédentaire le fonds présente un solde débiteur, le versement à ce fonds ne pourra être inférieur aux trois quarts de l'excédent.

.....



Si la balance du compte d'exploitation fait ressortir une insuffisance, elle est inscrite au débit du fonds de garantie. Si ce fonds devient débiteur le Syndicat avance le montant de l'insuffisance. Ces avances sont remboursables et portent intérêt à 3%.

Les tarifs sont homologués par le Préfet après avis du Bureau du Syndicat. Ils doivent assurer l'équilibre du compte d'exploitation.

Si le résultat du compte d'exploitation est inférieur à 3% des recettes brutes, des mesures seront prises dans un délai de 3 mois suivant le mois d'établissement du compte.

Si les dépenses croissent de 3% du montant moyen des 12 mois précédents les mêmes mesures seront prises dans le délai d'un mois. Ce délai est porté à trois mois si l'accroissement des dépenses ne dépasse pas 3%.

Il en sera de même si une chute du trafic entraîne les mêmes conséquences.

Mise en jeu du fonds de garantie, avec s'il y a lieu avance du Syndicat, si les mesures ne sont pas appliquées dans le délai imparti.

Si pendant deux années consécutives l'excédent du compte d'exploitation dépasse 6% des recettes brutes, et si le fonds de garantie est créateur, il sera pris des mesures d'amélioration.

Si l'excédent dépasse 6% des recettes brutes pendant plus de deux années, à partir de la 3ème année le surplus devient la propriété du Syndicat qui décide de son affectation dans le cadre de la convention.

Si l'équilibre financier ne peut se rétablir, les parties, dans un délai de quatre mois, devront apporter tous aménagements nécessaires aux traités et convention.

Si l'accord n'intervient pas dans les quatre mois, les parties devront avoir recours à un arbitrage et la décision devra intervenir dans les trois mois.

En outre, la convention prévoit :

- les possibilités de résiliation,
- la poursuite de l'exploitation en régie,
- le contrôle de l'exploitation par des agents du Syndicat avec l'assentiment du Directeur du Service du Contrôle,
- des rapports mensuels sur la situation et l'évolution du fonds spécial.

Enfin, dans les cinq années précédant le terme de l'affermage, le Pouvoir concédant aura la faculté de se substituer au fermier pour maintenir en bon état d'entretien les biens devant lui revenir en fin d'affermage, si le fermier ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement à cette obligation. Les dépenses correspondantes seraient portées au débit du compte d'exploitation.



### CAHIER DES CHARGES

La transformation du réseau aboutira aux lignes d'autobus ci-après :

- N° 1 - de Mons en Baroeul à Lomme (Calvaire, Cité de la Délivrance, Marais).
- N° 2 - d'Hellemmes à Haubourdin.
- N° 3 - de Wattignies (Place de Wattignies ou gare de Wattignies) ou Fâches Thumesnil (Mairie) à Wambrechies et Quesnoy-sur-Deûle.
- N° 4 - Marcq en Baroeul (Place du Général de Gaulle ou Avenue Clémenceau) ou Marquette (Mairie) à Ronchin (Place de la République).
- N° 5 - de Flers-Bourg à Loos lez Lille.
- N° 6 - de Lambersart (Cité Familiale, Bourg, Ancienne Mairie) à Hellemmes (P.N. de Lezennes).
- N° 7 - Place Catinat au Buisson.

#### TARIFS:

En dernier lieu le Comité du Syndicat a demandé que les traifs soient ramenés à :

- un tarif au billet de détail (billet simple)
- un tarif "carnet de tickets" pour usagers réguliers
- un tarif de nuit.

avec :

- gratuité pour les enfants au dessous de quatre ans,
- tarifs particuliers compensés.

#### FIXATION DES TARIFS:

Unité tarifaire = U

$$U = U_0 \frac{N_0}{N} \times \frac{1 - t_0}{1 - t} \left( 0,04 + 0,6 \frac{S}{S_0} + 0,1 \frac{G}{G_0} + 0,1 \frac{E}{E_0} + 0,26 \frac{M}{M_0} \right)$$

#### ORDRE D'ECHELONNEMENT DE LA SUBSTITUTION.

- 1960 - Janvier la ligne V devient la ligne n° 7
- 1961 - Juillet la ligne C devient la ligne n° 3
- 1962 - Janvier les lignes J et E deviennent la ligne n° 4  
les lignes K et G deviennent la ligne n° 5
- 1964 - Janvier la ligne I devient la ligne n° 1 (addition à la ligne X - fusion d'une partie de A avec X pour former la ligne n° 6)
- 1968 - Juin fusion des lignes B et H pour former la ligne n° 2.

.....



MATERIEL.-

Le parc comprendra 125 autobus.

Il y aura, en service normal, 100 voitures.

Il est prévu que :

- 3 voitures seront en grande révision mécanique,
- 3 " en révision de caisse,
- 3 " en entretien périodique,
- 7 " seront immobilisées par suite d'accidents,
- 9 " seront en réserve.

AMENAGEMENT DES INSTALLATIONS.-

Pour l'aménagement des installations les crédits suivants devront être dégagés :

1960 -	54.870.000 de Fr
1960 - Juin	58.995.000
1961 - Juin	106.555.000
1963 - Juin	11.110.000
1967 - Juin	29.755.000
Total	261.285.000

ACHAT D'AUTOBUS NEUFS.

Pour l'achat des autobus neufs - 84 voitures, les crédits nécessaires sont de l'ordre de 966.000.000 de francs.

ECHELONNEMENT DES EMPRUNTS.

fin 1959 .....	125.000.000 de Fr
avant juin 1960 .....	110.000.000
fin 1960 .....	40.000.000
avant juin 1961 .....	30.000.000
fin 1961 .....	155.000.000
fin 1963 .....	230.000.000
avant juin 1968 .....	185.000.000
fin 1968 .....	55.000.000
fin 1969 .....	50.000.000
fin 1971 .....	35.000.000
TOTAL :	1.015.000.000

Les textes de la convention n'étant pas encore arrêtés définitivement, il est possible que les chiffres donnés ci-dessus soient légèrement modifiés.



Les recettes devront être augmentées de 10 à 11 % - les tarifs subiront une augmentation supérieure pour tenir compte de la chute probable de trafic et des charges sur les recettes.

0  
0 0

# EVOLUTION DES EFFECTIFS DU PERSONNEL.

	Au 1 janvier 1960	A partir de 1968.
Directeur, Ingénieurs, Cadres	11	9
Maîtrise	39	28
Employés et assimilés	39	37
Inspecteurs et Contrôleurs	35	44
Wattmen, Chauffeurs, Receveurs	322	---
Chauffeurs-receveurs	77	221
Ouvriers {	matériel roulant	159
	voies et bâtiments	59
	réseau électrique	17
	sous-stations	7
	divers	7
	772	496



PROPOSITIONS et PREVISIONS de la C.G.I.T.

		1960	1962	1964		1968
Voitures en service	{ tramways	77	52	30		
	{ autobus	38	59	75	P :	100
					a :	+ 25 en
					u :	réserve
					s :	
Nombre de places kilométriques offertes par jour	{ tramways	900.000	520.000	350.000	e :	
	{ autobus	520.000	1.000.000	1.375.000		1.760.000
					d :	
					e :	
Kilomètres voitures quotidiens	{ tramways	12.000	8.250	4.670		
	{ autobus	6.000	10.000	13.800	1 :	17.700
					9 :	
					6 :	
Programme d'achat des autobus	{ équipement	20 (V-C)	13 (J-E)	20 (I)	5 :	31 (B-H)
	{ renouvellement	4	13	17		31
					à :	
Variation des effectifs		770	710	625	1 :	495
					9 :	
					6 :	
Main d'œuvre (en millions)	{ tramways	450	325	190	7 :	
	{ autobus	210	300	400		525
Recettes brutes (en millions)	{ tramways	860	650	380		
	{ autobus	420	650	890		1.275
Dépenses d'exploitation (en millions)	{ tramways	675	500	280		
	{ autobus	400	525	780		1.030



- SERVICES PUBLICS -

TRANSPORTS EN COMMUN

Le 8 Décembre 1959 se trouvaient réunis dans le Cabinet de M. Georges HENNAUX, Adjoint au Maire, délégué aux Services Publics, pour l'examen de différentes questions relatives aux Transports en commun :

M.M. HENNAUX et VAN WOLPUT, Adjoint au Maire,  
LAUDAT et COUWEZ, respectivement Directeur et Ingénieur de  
la C.G.I.T.  
MORIN, Ingénieur Principal, Chef des Services Publics.

---

REVENDICATIONS DU PERSONNEL DE LA C.G.I.T.

M. HENNAUX informe les représentants de la C.G.I.T. qu'une lettre a été adressée à M. le Maire par les délégués syndicaux au sujet des revendications de salaires du personnel.

M. LAUDAT précise qu'il n'a pas refusé de recevoir la délégation syndicale, mais que celle-ci a été avisée qu'en raison de la situation actuelle il ne pouvait y avoir de perspective d'augmentation de traitements pour le moment.

En effet, la situation financière du réseau n'a pas cessé d'être préoccupante depuis la dernière augmentation des tarifs, la chute de trafic allant en s'accroissant. Cette chute de trafic est à présent de l'ordre de 5% par rapport au trafic constaté au moment de l'affaire de Suez. Elle pèse notamment sur les services de nuit et du dimanche.

Il expose que le cas n'est pas particulier au réseau de Lille et qu'il affecte, pour des causes difficiles à discerner, tous les réseaux du Nord et de l'Est.

Il ajoute qu'il n'est pas possible d'envisager dans l'immédiat une augmentation des salaires, qu'il serait nécessaire de rechercher des économies nouvelles et qu'il accepterait une entrevue avec le personnel si celle-ci était jugée nécessaire.

M. HENNAUX souligne la nécessité d'éviter un conflit et demande à M. LAUDAT de le tenir informé du développement de la question. Il évoque la nouvelle majoration des tarifs envisagée pour la mise en route de la transformation du réseau.

M. LAUDAT précise que cette majoration ne permettra, tout au plus, que le relèvement de la prime de recettes.

Pour ne pas provoquer une évasion du trafic, cette majoration ne peut être brutale, elle se ferait en deux étapes: 7,5% au début, elle serait portée à 12% ensuite et serait principalement affectée à l'autofinancement de la transformation du réseau.

MATERIEL AUTOMOBILE EMPLOYE.-

M. HENNAUX indique qu'il a été saisi par ses collègues de propositions tendant à faire assurer le trafic des heures creuses par des autobus moins grands que ceux actuellement en service; il demande s'il n'est pas possible d'étudier cette question en prévision des achats de matériel pour



l'équipement des lignes à transformer. Il serait ainsi possible de réduire certains longs intervalles.

M. VAN WOLPUT insiste sur les difficultés de circulation et souhaite voir adopter un modèle d'autobus plus maniable.

M. LAUDAT expose alors le problème des transports aux heures de pointes, qui nécessitent, ou des véhicules de grande capacité, ou un nombre plus élevé d'autobus plus petits. Il expose également qu'il est impossible d'entretenir deux parcs de matériel, ce qui entraînerait de gros frais.

M. HENNAUX demande néanmoins qu'il soit envisagé l'emploi de véhicules plus petits lorsque le trafic des lignes transformées le permettra.

M. VAN WOLPUT remarque que trop d'autobus marquent les arrêts sans se ranger en bordure des trottoirs.

M. LAUDAT se plaint alors de ce que 70% des emplacements réservés aux arrêts d'autobus sont constamment occupés par des voitures particulières et propose que les contrôleurs de la C.G.I.T. soient habilités, comme ceux des réseaux d'autres villes: Marseille et Bordeaux notamment, à relever les infractions.

Il signale qu'il a entretenu M. le Colonel BONNAUD, Commandant le Corps Urbain de Police, de cette question et que ce dernier n'est pas opposé à cette manière de faire, mais qu'il doit en référer à son Administration.

Il est précisé à ce sujet que les contrôleurs ne pourraient que signaler les faits aux Services de Police afin que ceux-ci puissent verbaliser.

#### TARIFS.-

M. HENNAUX fait part des demandes qu'il a reçues concernant les tarifs réduits pour les écoliers, les ouvriers et les économiquement faibles.

M. LAUDAT rappelle que la politique du Syndicat Mixte s'oriente vers la suppression des tarifs réduits.

M. VAN WOLPUT dit que, bien qu'il soit opposé aux tarifs de faveur, il lui semble peu indiqué d'abandonner les tarifs "ouvriers" et "scolaires".

M. LAUDAT pense qu'il serait exact de dire que la généralisation du tarif "tickets", similaire à un abonnement, étend à tous les usagers réguliers le bénéfice du demi-tarif. Il ne peut aller plus loin que le Syndicat Mixte.

#### SECTIONNEMENT DE LA LIGNE G.

Les représentants de la C.G.I.T. sont informés des nombreuses réclamations qui parviennent à l'Administration Municipale au sujet de l'établissement d'une section Gare-Place Barthélémy Dorez au lieu de : Gare-P.N. des Postes.

M. LAUDAT indique que ce nouveau sectionnement est en concordance avec le projet de transformation du réseau, qu'il se justifie par le développement de la ligne G, alors que l'ancien sectionnement n'était admissible que par le fait que la ligne D n'allait pas au delà du P.N.

Le Service insiste pour l'établissement d'un chevauchement de section : Place Sébastopol- Cinetière.

.....



M. LAUDAT n'est pas partisan des chevauchements de sections, procédé susceptible d'amener des complications et de favoriser des fraudes assure-t-il.

M. HENAUX proteste contre la situation qui est faite à la Ville de Lille, qui est obligée d'endosser une responsabilité qui normalement incombe au Syndicat Mixte, alors que celui-ci n'exerce pas encore le Pouvoir concédant. Il s'agit notamment des nouveaux sectionnements.

M. LAUDAT insiste sur les avantages résultant pour les habitants du Faubourg des Postes de la fusion des lignes D et G.

Au sujet des navettes Gare-P.N. des Postes, il est précisé que ce service, organisé en prévision d'une desserte possible du Grouped'H.L.M. "Concorde" par la ligne G, pourra, si cette desserte s'avère peu utile, être converti et assurer le service Gare-Cimetière du Sud.

Une autre réclamation, relative à l'arrêt au P.N., point où les voyageurs ne sont pas admis à prendre place dans les voitures en station devant l'ex-gare des Postes, est évoquée.

M. HENAUX demande le rétablissement de l'arrêt du P.N. à l'emplacement de celui de l'ancienne ligne D.

M. COUWEZ explique que le stationnement, portes fermées, est nécessité par certaines manœuvres à effectuer (réglage de l'appareil oblitérateur, changement de l'indication de parcours) avant la remise en course de la voiture et il précise que si le battement dépasse trois minutes la voiture se place au point d'arrêt avant la fin du battement.

Quant à l'établissement d'un arrêt spécial aux navettes Gare-P.N. il est difficile de l'envisager en raison de la confusion qu'il pourrait créer.

Enfin, une demande de report à l'entrée de la rue de l'Arbrisseau (trottoir du Cimetière) de l'arrêt existant sur le terre-plein face au Cimetière est examinée favorablement.

Par ailleurs, la possibilité de faire passer par le Boulevard J.B. Lebas quelques voitures G, à des heures déterminées, sera étudiée par la C.G.I.T.

#### SUBSTITUTION D'AUTOBUS AUX TRAMWAYS SUR LA LIGNE X.

Un accord est donné à la proposition de la C.G.I.T. Toutefois, le Service fait des réserves au sujet du sectionnement.

Le passage des autobus par la rue Esquermoise est examiné et il est reconnu qu'il n'est guère possible de faire autrement.

#### SERVICE DE LA LIGNE E ASSURE PAR AUTOBUS LE SOIR ET LE DIMANCHE.

Un accord est également donné à ce sujet, les autobus passeront par la rue de Béthune le dimanche, l'itinéraire étant ainsi conservé.

#### LIGNE B - SUPPRESSION D'UNE VOITURE DANS LE SERVICE DU DIMANCHE.

La demande de la Compagnie est accueillie favorablement.

#### LIGNE V - RETABLISSEMENT D'UNE NAVETTE LE SAMEDI à 12 H 10.

La C.G.I.T., qui n'est pas convaincue que cette navette ait existé dans le passé, examinera la question.

#### DESSERTE DE LA CITE HOSPITALIERE.

De nombreuses doléances sont parvenues à l'Administration Municipale du fait que la Cité Hospitalière n'est plus desservie par la ligne G dans la soirée.

.....



Les résultats d'un essai de desserte, tenté dernièrement, sont évoqués.

Néanmoins, M. HENNAUX invite les représentants de la C.G.I.T. à prendre contact avec les représentants syndicaux du personnel de la Cité, comme ceux-ci le souhaitent, afin d'étudier la question.

#### RETARDS SUR LES HORAIRES.

De nombreux retards ont été constatés sur les horaires de plusieurs lignes; M. HENNAUX en signale de très importants.

Les représentants de la C.G.I.T. affirment qu'ils sont dus aux embarras de circulation dans le centre de la Ville.

L'excuse est incontestablement valable.

#### VENTE DES CARNETS DE TICKETS.

De nombreux usagers se plaignent d'être obligés d'acheter ces carnets dans les débits de tabac ou cafés.

La C.G.I.T. annonce qu'elle envisage d'installer des distributeurs automatiques.

-----





COMMISSION DES SERVICES PUBLICS -

PROCES VERBAL DE LA REUNION DU 16 FEVRIER 1960

M.M. les Membres de la Commission des Services Publics se sont réunis le mardi 16 février 1960, à 18 heures 15, sous la présidence de M. G. HENAU, adjoint au Maire, délégué aux Services Publics.

Etaient présents :

M.M. BERTRAND, HENAU, MEURA, SIMOENS, VIRON et VAN WOLPUT.

Excusés:

M.M. COQUART, DEAN, LUBREZ, ROUSSEAU.

Assistaient en outre à cette réunion, à titre consultatif :

M.M. COURTHEUX, Ingénieur-Conseil de la Ville,

MORIN, Ingénieur Principal, Chef des Services Publics.

Le Président ouvre la séance et demande à ses collègues s'ils ont des observations à présenter sur le procès-verbal de la précédente réunion.

Aucune observation n'étant présentée, ce procès-verbal est adopté à l'unanimité.

DISTRIBUTION D'EAU.

SITUATION DES RESSOURCES EN EAU POTABLE ET EN EAU INDUSTRIELLE.

Le Service expose qu'à l'examen des quantités d'eau potable, envoyées dans notre réseau, durant les cinq dernières années :

12.531.225 m <sup>3</sup>	en 1955
12.555.681	1956
13.280.050	1957
13.148.778	1958
14.023.129	1959

on s'aperçoit que 1959 a été, pour le Service des Eaux, l'année de la plus forte consommation et la moyenne journalière, qui paraissait se stabiliser vers les 36.000 m<sup>3</sup> en 1957 et 1958, est passée brusquement à 38.530 m<sup>3</sup>, soit 200 litres par habitant et par jour.

L'eau consommée l'année dernière provenait pour :

49 %	d'Emmerin,
35 %	des Forages Nord
16 %	de la Société des Eaux du Nord

A Emmerin, le débit des sources avait augmenté durant les premiers mois de l'année, puis avait diminué progressivement comme suit :

.....



Hauteur de l'eau arrivant des sources dans l'aqueduc de l'usine :

1er Janvier	année 1959	0,80	année 1960	0,00
1er Février	"	1,90	"	0,00
1er Mars	"	1,90		
1er Avril	"	1,90		
1er Mai	"	1,85		
1er Juin	"	1,45		
1er Juillet	"	0,60		
1er Août	"	0,15		
1er Septembre	"	0,10		
1er Octobre	"	0,05		
1er Novembre	"	0,00		
1er Décembre	"	0,00		

Au fur et à mesure que les sources tarissaient, le Service mettait en marche les forages d'appoint : tout d'abord le forage dit de Wattignies et le forage n° 4, puis les forages n° 1 et 3, ensuite le puits de Guernanez et enfin le forage n° 2. Pour ce dernier, les travaux de pose de la conduite de raccordement, qui avaient dû être interrompus en mars 1959 par suite de l'inondation continue des tranchées par l'eau du sous-sol, ne furent repris qu'en septembre-octobre.

Dans ces forages, où les pompes fonctionnent 24 heures sur 24, sans arrêt, depuis leur mise en service, le niveau de l'eau ne cesse de baisser.

Niveau de l'eau dans les forages d'Emmerin (en pompage, par rapport au niveau de la mer)

		Guernanez	Wattignies	N° 1	N° 2	N° 3	N° 4
1er Août	1959 :	:	+ 8,88	:	:	:	+ 13,89:
1er Septembre	:	:	+ 8,91	:	+ 13,49:	:	+ 13,61: + 14,34:
1er Octobre	:	+ 3,54 :	+ 0,31	:	+ 11,71:	:	+ 12,12: + 11,61:
1er Décembre	:	+ 4,38" :	+ 0,68	:	+ 10,39: + 1,30:	:	+ 9,96: + 10,94":
1er Janvier	1960 :	+ 4,98" :	+ 0,93	:	+ 10,89: - 0,44:	:	+ 9,76: + 10,62":
1er Février	:	+ 3,43" :	- 1,08	:	+ 9,79: + 3,02:	:	+ 8,67: + 9,76":

Dans certains cas (") il a fallu réduire le débit des pompes pour provoquer une remontée du niveau de l'eau

---

Dans les Forages-Nord, la situation de la nappe aquifère n'est guère plus brillante. Dans ces Forages la marche des pompes est continue depuis plus d'un an et on note les niveaux suivants :

En pompage (par rapport au niveau de la mer)

		F. n°1	F. n°3	F. n°5	F. n°7	F. n°8	F. n°9	n°6bis
Janvier	1959 :	- 26,70 :	- 11,60 :	- 13,90 :	- 13,60 :	- 10,80 :	- 14,60 :	- 32,42
Avril	:	- 27 :	- 12,50 :	- 14,70 :	- 14,20 :	- 12,80 :	- 15,60 :	- 32,42
Juillet	:	- 28,60 :	- 14,40 :	- 15,60 :	- 15,20 :	- 15,30 :	- 17,70 :	- 32,42
Octobre	:	- 29,60 :	- 15,80 :	- 17,40 :	- 17,20 :	- 15 :	- 19,55 :	- 32,22
Janvier	1960 :	- 29,80 :	- 16,80 :	- 18,70 :	- 18 :	- 16,65 :	- 20,20 :	- 32,22

Nos réservoirs ayant leur trop plein à la cote + 50, cela représente pour certains forages la nécessité d'élever l'eau à plus de 80 mètres de hauteur

Pratiquement, toutes les pompes sont descendues au maximum dans les puits. Le Service vient de descendre de 15 mètres la pompe du forage n° 6 bis, de 13 mètres celle du forage n° 2, de 0 m,40 celles de Guernanez. Il va descendre de 3 mètres celle du forage n° 4.

.....



D'autre part, le Service a prévu l'acidification et le curage de deux forages, un à Emerin (n° 2) et un au Nord (n° 1), qui accusent par rapport à leurs semblables une dénivellation anormale.

Que peut-on espérer pour 1960 ?

Jusqu'à ce jour la réalimentation des nappes aquifères par la pluie et la neige semble nulle pour notre région et la remontée des eaux, qui s'amorce toujours en début d'année, ne s'est pas encore manifestée.

En outre, le rendement des pompes se ressent de l'abaissement du niveau de l'eau; c'est ainsi qu'à Emerin, où le débit de chaque forage peut être connu avec exactitude, on note :

au forage n° 1	-	pour un débit théorique de 120m <sup>3</sup> /h	un débit réel de 110 m <sup>3</sup> /h.
"	2	"	120 " 95
"	3	"	120 " 95
"	4	"	120 " 90
à Wattignies		"	200 " 100
à Guermanez		"	400 " 170

Il en est de même aux Forages-Nord.

Actuellement la capacité de pompage de nos stations est :

Forages d'Emerin	: 15.000 m <sup>3</sup> /jour
Forages-Nord	: 14.000 m <sup>3</sup> /jour

L'apport de la Société des Eaux du Nord est de 11.000 m<sup>3</sup>/jour, ce qui met à notre disposition 40.000 m<sup>3</sup> par jour (tout fonctionnant 24 heures sur 24).

Cette quantité est juste suffisante pour satisfaire les besoins actuels des lillois, qui à cette époque consomment de 37 à 41.000 m<sup>3</sup> par jour.

Cela ne sera plus valable dès le début d'avril, où la consommation journalière augmente sensiblement; surtout si le printemps n'est pas pluvieux. Mais on peut, toutefois, espérer une légère remontée de la nappe aquifère, qui améliorera le débit des pompes et la situation serait alors la suivante :

Emerin	18.000 m <sup>3</sup> /jour
Forages-Nord	15.000 m <sup>3</sup> /jour
Eaux du Nord	12.000 m <sup>3</sup> /jour
	<hr/>
	45.000 m <sup>3</sup> /jour

48.000 m<sup>3</sup> si les sources donnent quelques centimètre de plus.

Avec cette prévision des plus optimiste, la Ville de Lille ne connaît que des chutes de pression en fin de semaine, sauf, évidemment, en cas d'incidents, car il ne faut pas oublier que tout le matériel est soumis depuis un an à un régime de marche continu, que nous sommes toujours à la merci d'une chute de tension E.d.F., d'une rupture de grosse canalisation, que l'abaissement des nappes augmente considérablement la teneur en matières organiques et microbiennes de l'eau et risque ainsi de créer des perturbations désagréables.

Certes, les quatre nouveaux forages prévus dans la région d'Emerin apporteront une très sensible amélioration dans la distribution d'eau. Les dossiers de leur équipement complet et les cahiers des charges des adjudications ont été remis à la Préfecture.

Dès que l'autorité de tutelle aura donné son accord et déclaré d'utilité publique nos travaux, le Service lancera les adjudications. Pour ces der-

.....



nières il serait souhaitable, étant donné l'urgence des travaux, que la Ville obtienne, soit la dispense, soit la réduction au minimum du délai d'affichage.

L'eau apportée par ces forages permettra, d'une part, de maintenir d'une façon quasi permanente la pression dans notre réseau, et d'autre part, d'arrêter une pompe pour réparation et entretien sans créer des perturbations dans la fourniture de l'eau.

Le Service donne quelques explications complémentaires et il est fait observer que le département du Nord a été, récemment, déclaré département sinistré par la sécheresse.

M. HENAUX informe ensuite la Commission qu'une entrevue a eu lieu entre lui et les représentants du Service des Eaux, d'une part, et le Maire d'Emmerin, d'autre part, au cours de laquelle la création de nouveaux forages a été discutée.

Les résultats de cette entrevue ont été satisfaisants. M. le Maire d'Emmerin demande que la Ville de Lille fasse poser les conduites nécessaires à l'alimentation en eau des maisons voisines de nos forages existants, ce qui, d'ailleurs, avait été prévu par le Service. Il ~~se~~ propose en outre que la Ville de Lille participe aux dépenses pour la desserte des "écarts" qui seront probablement privés d'eau du fait de la création de nouveaux forages. Pour cette dernière partie, il propose que la dépense soit pour 1/3 à la charge de la Commune d'Emmerin, 1/3 à la charge du S.I.D.E.N., le dernier tiers étant supporté par la Ville de Lille. M. le Maire d'Emmerin se chargerait d'obtenir la participation du S.I.D.E.N.

M. HENAUX pense que la Ville a tout intérêt à accepter cette participation qui s'élèverait à moins d'un million d'anciens francs et propose à la Commission d'émettre un avis favorable à ce projet.

Après un échange de vues, la Commission se prononce en faveur de cette participation.

M. HENAUX promet à M. VIRON, qui insiste sur la nécessité de gagner du temps, de faire auprès des Services Préfectoraux toutes les démarches propres à activer la procédure et, après avoir résumé la situation, dit qu'il fera l'impossible afin que l'exploitation puisse commencer en septembre prochain.

Le Service continue son exposé en abordant la question de l'eau industrielle.

En ce qui concerne l'eau industrielle, il ne semble pas que le service des abonnés soit perturbé. Il faut quand même signaler que dans le sous-sol de la Ville la nappe aquifère a accusé une baisse de niveau de plus de trois mètres pendant l'année 1959 et qu'il est peu probable que l'irrigation des fils d'eau puisse être envisagée avec beaucoup d'ampleur pour 1960.

En outre, l'abandon de certains groupes de pompage doit être envisagé car les stations en Ville sont équipées de pompes centrifuges classiques dont les possibilités d'aspiration sont limitées dans les conditions normales d'utilisation à huit mètres environ.

Actuellement il arrive que le niveau de l'eau dans les puits dépasse, pendant la marche des pompes, cette profondeur limite. Aussi le Service va se trouver dans l'obligation d'équiper certains puits de pompes de forages, dont le fonctionnement est, au rendement près, indépendant de la profondeur de l'eau.

Le Service complète son exposé en indiquant que le forage des Halles Centrales se trouve ensablé et qu'il sera nécessaire de le faire curer, qu'en attendant la station du Palais des Beaux Arts devra être remise en service. Il insiste sur la nécessité de trouver de nouvelles ressources en eau industrielle.

La Commission prend acte de ces informations.

.....



M. HENLAUX demande ensuite à M. COURTHEOUX de faire un exposé sur l'exploitation des ressources du Vallon d'Houplin.

M. COURTHEOUX indique qu'il a procédé à une reconnaissance des lieux et dressé une liste des propriétaires à contacter dans le but d'acquérir les parcelles de terrain nécessaires, qu'il a déjà pris contact avec certains d'entre eux. Il ne dissimule pas que les tractations seront laborieuses.

Il évoque la question des crédits et la nécessité d'en obtenir de plus importants.

Le Service donne alors un aperçu des crédits déjà votés.

M. HENLAUX demande une prévision en ce qui concerne les délais d'exécution.

M. COURTHEOUX dit qu'ils sont imprévisibles et annonce que des démarches commenceront incessamment pour obtenir les autorisations d'occuper les terrains en évoquant au besoin la déclaration d'utilité publique.

M. HENLAUX résume la situation et pense que les forages d'Houplin ne pourront être mis en service que dans deux ans.

M. COURTHEOUX indique les années 1962-1963.

#### TARIF PROGRESSIF.

Le Service rappelle que l'hypothèse a été émise, lors de la dernière réunion, d'instaurer à Lille un tarif progressif du prix de vente de l'eau potable.

Il pense que dans l'établissement d'un tel tarif, quant à l'aspect à la fois économique et social, il serait nécessaire d'admettre :

- 1<sup>o</sup> - que tout abonné doit pouvoir jouir, sans réserve, d'un minimum de consommation capable de faire face aux nécessités d'hygiène les plus élémentaires.
- 2<sup>o</sup> - qu'il soit permis de dépasser la consommation minimum fixée moyennant un prix légèrement supérieur à celui résultant de l'abonnement fixant la consommation.
- 3<sup>o</sup> - que tout gros consommateur dépassant les quantités ci-avant est censé utiliser l'eau à des fins industrielles et lucratives et que, par conséquent, il doit payer l'eau à un prix qui permet de maintenir à une valeur acceptable celui de l'eau utilisée pour les usages domestiques.

Etablie sur une telle base, la progressivité du prix de l'eau permettrait de mettre à la portée de toutes les classes de la Société les avantages hygiéniques issus de la distribution de l'eau sous pression dans le cas où le prix de revient très élevé du mètre cube d'eau serait une gêne pour les classes les moins favorisées.

Or, il ne semble pas qu'à Lille, le prix du m<sup>3</sup> récemment établi puisse être considéré comme de nature à léser certaines classes malheureuses qui, par ailleurs, bénéficient de ristournes sur leurs consommations d'eau.

---

Quant à l'aspect financier, il y a lieu de tenir compte de l'équilibre budgétaire du Service. Or, celui-ci vient d'être établi pour 1960 et, pour autant que les conditions économiques actuelles ne varient pas, pour les années suivantes.

.....



De cet équilibre, un prix uniforme de vente de l'eau a été retenu en tenant compte de son prix de revient et des investissements à prévoir. Il est donc normal d'admettre que toute augmentation de ce prix serait actuellement source de bénéfice net et non autorisé, et de conclure, en conséquence, qu'en cas de tarif progressif, le gros consommateur paierait le mètre cube d'eau plus cher que le prix actuel et que les autres le paieraient à un prix beaucoup plus faible.

--

Si l'on rappelle maintenant que l'hypothèse d'une progressivité du prix de vente a été émise surtout pour limiter la consommation d'une eau qui n'existe pas en abondance, il faut reconnaître que le but ne sera pas atteint, car deux cas vont se présenter :

- 1<sup>o</sup> - les nouveaux prix restent voisins du prix actuel : cela n'apportera guère de changement dans les quantités d'eau consommée,
- 2<sup>o</sup> - les nouveaux prix sont nettement différents du prix actuel : les gros consommateurs freineront certes leurs consommations d'eau, mais tous les autres abonnés, qui disposeront à ce moment là d'eau à un prix dérisoire, seront portés au gaspillage.

Or, si le Service peut, par des interventions directes, limiter la consommation chez quelques gros clients, il n'a aucune action contre un gaspillage étendu chez une multitude de petits abonnés.

En conclusion, le tarif progressif du prix de vente de l'eau ne paraît pas pour l'instant présenter un grand intérêt pour le Service. Un tel tarif serait même, à l'heure actuelle, considéré par les lillois comme une hausse analogue à celle que l'on observe sur les marchés lors d'une rareté relative des produits.

De plus, il ne faut pas omettre que le rôle du Service des Eaux se termine au relevé des compteurs. Si une tarification multiple est établie, il appartiendra aux Services Financiers d'en étudier la répercussion possible sur les travaux administratifs qui, probablement, deviendront plus difficiles et plus complexes qu'ils ne le sont à l'heure actuelle.

M. HENAUX pense qu'il est incontestable que si l'Autorité de tutelle est saisie d'une demande d'approbation de ce projet, il pourrait en résulter un retard dans la procédure de déclaration d'utilité publique demandée pour l'exécution des nouveaux forages.

M. VAN WOLPUT estime que l'avis du Contentieux doit être demandé. Il souligne qu'aux termes des règlements administratifs, la Ville n'a pas le droit d'établir des taxes et que ce tarif peut être assimilé à une taxe.

M. BERTRAND déclare partager l'avis du Service sur le peu d'intérêt que présente le tarif progressif.

M. HENAUX dit qu'il <sup>serait</sup> nécessaire de soumettre le projet au Service des Finances et au Contentieux si la Commission adoptait le principe de la progressivité des prix.

M. VIRON rappelle que l'avis qu'il avait émis précédemment était surtout motivé par la nécessité de mettre un frein au gaspillage et d'économiser les ressources en eau potable.

M. VAN WOLPUT estime très difficile de déterminer les bases d'un tel tarif et son mode d'application et que, d'autre part, les industries grosses consommatrices n'ont pas intérêt au gaspillage de l'eau.

M. BERTRAND signale que le gaspillage est notoire dans certains immeubles H.L.M. et plus particulièrement dans ceux occupés par des personnes de faibles ressources.



Par exemple, dans l'immeuble de l' "Opération Million", il est consommé actuellement 500 litres d'eau par jour et par personne, alors que la moyenne pour l'ensemble des Lillois n'est que de 200 litres.

Après échange de vues, la Commission est unanime pour le maintien de la tarification uniforme.

M. HENNAUX indique alors qu'il se propose d'alerter ses collègues, dans les délégations desquels des établissements communaux sont inclus, pour obtenir une économie. Il en fera de même pour tous les gros consommateurs.

#### ACQUISITION DE FONTES DE CANALISATIONS.

La Commission émet un avis favorable à la passation d'un marché avec la Sté des FONDERIES de PONT à MOUSSON, pour la fourniture de tuyaux, raccords et pièces de fontainerie en 1960.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

#### COLLECTE DES ORDURES MENAGERES.

##### COLLECTE HERMETIQUE DANS LES H.L.M. - Information.

La Commission est informée de ce que la Société T.R.U. qui a passé une convention spéciale avec les H.L.M. pour la fourniture des poubelles nécessaires à divers groupes de logements, a instauré pour ceux-ci une nouvelle méthode de collecte dans le but de réduire au minimum le dégagement des poussières et la projection des ordures hors des poubelles ou des véhicules. Cette opération pourrait servir de test à une modification éventuelle de l'ensemble de la collecte.

La Commission prend acte de cette information.

#### PROPRETE PUBLIQUE.

##### POSE DE QUELQUES CORBEILLES A PAPIERS A TITRE D'ESSAI.

La Commission est informée du projet de pose, à titre d'essai, d'une dizaine de corbeilles en des points à déterminer.

Le modèle de ces corbeilles, qui est celui adopté par la Ville de Paris, lui est présenté et son prix est indiqué.

M. VAN WOLPUT s'étonne que cette question ait été mise à l'ordre du jour et rappelle qu'elle avait été évoquée à la Commission de la Voie Publique, à l'occasion de l'examen d'une proposition faite par une Société d'affichage, qu'un avis défavorable avait été émis.

M. HENNAUX dit être toujours défavorable à la pose de corbeilles servant à la publicité, tel que le problème avait été posé à la Commission de la Voie Publique.

M. VAN WOLPUT fait ressortir que cette Commission a surtout discuté du principe de l'inutilité des corbeilles à papier, que trois essais ont déjà été tentés sans résultat, le public négligeant de s'en servir, il n'est pas indiqué de faire un quatrième essai.

Tel n'est pas l'avis de M. BERTRAND qui estime que quelque chose doit être fait pour améliorer la propreté de la Ville.

M. VAN WOLPUT maintient sa position et renouvelle sa protestation au nom de la Commission de la Voie Publique. Il demande à M. HENNAUX de prendre l'engagement de faire vider ces corbeilles tous les jours.

.....



M. HENNAUX se déclare disposé à représenter la question devant la Commission de la Voie Publique et donne lecture d'une lettre dans laquelle M. le Maire émet un avis favorable à ce nouvel essai.

M.M. BERTRAND, MEURA, SIMOENS, et VIRON se déclarent également partisans de ce nouvel essai.

Le Service pense que les corbeilles devraient surtout être posées aux points d'arrêt les plus importants du service des transports en commun, afin que les chaussées ne soient plus jonchées, à ces endroits, de tickets périmés et de papiers divers.

L'interdiction de distribuer des prospectus sur la voie publique est ensuite évoquée et M. MEURA demande que des mesures soient prises pour empêcher les marchands fréquentant le marché Sébastopol d'abandonner des papiers et emballages divers sur le carreau.

M. HENNAUX lui répond que cela dépend surtout de la bonne volonté des intéressés, mais que dans le cadre de l'Opération Propreté, il sera fait application des articles du Code des Arrêtés Municipaux concernant cette question.

#### RAMASSAGE DES ANIMAUX ERRANTS.

Le Service expose que le ramassage des bêtes errantes dans les rues de la Ville a fait l'objet de propositions de la part de la Ligue Protectrice des Animaux qui, pour deux ou trois millions par an et le transfert, ou l'agrandissement, du refuge de la rue du Guet, assurerait un ramassage quasi quotidien, le gardiennage et la sacrification des chiens.

En fait, il semblerait que la propreté de la Ville puisse être améliorée par un service beaucoup moins étoffé.

Les chiens errants peuvent être classés en trois catégories :

- a/ ceux qui n'ont pas de maîtres et dont l'errance est permanente,
- b/ ceux qui se sont échappés accidentellement, qui rentrent seuls ou parfois s'égarent,
- c/ ceux que leurs maîtres mettent délibérément dehors en vue d'une promenade hygiénique et qui rentrent au bout d'un temps plus ou moins long.

Si une opération de ramassage est effectuée d'abord assez fréquemment, la catégorie a/ va disparaître assez rapidement, en tout cas diminuer considérablement.

Les catégories b/ et c/ vont également diminuer et tendre à disparaître par suite de la surveillance plus serrée qu'exerceront les propriétaires quand il sera bien connu que le ramassage s'effectue.

Des passages irréguliers, et auxquels une certaine publicité serait donnée, amèneraient les propriétaires de chiens à surveiller leurs animaux.

Le matériel, camionnette et remorque aménagée, pourrait être fourni par le Garage Municipal, la première n'étant pas spécialement affectée à cet objet. Quant au personnel, qui doit être de deux ou trois unités en plus du chauffeur, comme il n'aurait à intervenir que par intermittence, il pourrait être prélevé sur du personnel municipal (compte tenu des aptitudes physiques requises) ou pris en régie à une entreprise.

L'hébergement des animaux ramassés, ainsi que leur sacrification, seraient assurés par la fourrière municipale.

M. HENNAUX précise que son collègue, M. DOYENNETTE, est favorable à une remise en état du chenil des Abattoirs.

.....



Il se déclare persuadé que quelques opérations spectaculaires suffiront pour amener un résultat et qu'un service régulier ne sera pas nécessaire.

Il se propose d'ailleurs de donner une certaine publicité à cette question.

La Commission se déclare favorable à la solution proposée et demande que soit examiné avec les Services de Police comment ils participeraient à l'opération, et avec le Service des Abattoirs quelles seraient les formalités de restitution des animaux réclamés par leurs propriétaires et le montant de la redevance journalière.

#### TRANSPORTS EN COMMUN.

##### DEMANDE DE CARTES JUSTIFICATIVES DU DROIT AU "TARIF-SERVICE"

Une demande formulée par le Bureau d'Aide Sociale, en faveur de trois membres de son personnel, est soumise à la Commission.

Le Service donne lecture d'une lettre adressée à cet organisme pour l'informer que le tarif "tickets" présentait maintenant les mêmes avantages que le tarif-service.

M. VAN WOLPUT confirme sa position de toujours, hostile aux réductions de tarif, sauf en ce qui concerne les ouvriers et les écoliers.

La Commission émet un avis défavorable à la demande du Bureau d'Aide Sociale.

##### ADMISSION DES CHIENS DANS LES VOITURES DES TRANSPORTS EN COMMUN.

La Commission est informée de la demande formulée à la C.G.I.T. par la Ligue Protectrice des Animaux et tendant à faire admettre, sous certaines conditions, les chiens dans les tramways et les autobus.

Après échange de vues, la Commission émet un avis défavorable.

#### TRANSPORTS AUTOMOBILES.

##### RENOUVELLEMENT DU MATERIEL.

Sur proposition du Service, la Commission émet un avis favorable aux acquisitions de véhicules suivantes :

- 1 voiture de tourisme "Peugeot 403", destinée à remplacer une voiture "Simca" datant de 1953.
- 1 fourgon "Renault" de 600 kgs de charge utile, destiné au Service du Zoo, en remplacement d'une camionnette 2 cv. "Citroën", laquelle serait affectée au Service des Transports.
- 1 camionnette 2 cv. "Citroën" pour le Service de la Voie Publique.
- 2 camions bennes "Citroën" de 2 t,5 de charge utile, affectés aux transports nécessaires au Service du Pavage.
- 1 camion "Citroën" de 5 t. de charge utile, à plateau à ridelles, chassis long, affecté aux transports nécessaires au Service des Travaux en Régie.

Les marchés nécessaires seront soumis à l'approbation de l'Administration Municipale.

##### LOCATION DE BENNES.

La Commission émet un avis favorable à la passation d'un marché avec M. Léopold WALTERS, pour des transports par bennes basculantes à effectuer en



renfort des moyens dont dispose le Service Municipal.

Le marché sera soumis à l'approbation de l'Administration Municipale.

TAXIS AUTOMOBILES.

Remplacement des plaques de contrôle.

La Commission, faisant siennes les conclusions du rapport qui lui est soumis, émet un avis favorable au remplacement des plaques de contrôle.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

Commission d'Examen - Demande de la Ville de Marcq en Baroeul.

Par lettre du 12 février 1960, la Ville de Marcq en Baroeul demande s'il est possible que la Commission d'Examen prévue au Règlement pour la Ville de Lille puisse examiner les candidats à la profession de chauffeur de taxi qui désirent exercer à Marcq.

La Commission émet un avis défavorable à ce sujet.

SEANCE LEVEE à 20 heures 05.

l'Ingénieur Principal,  
Chef des Services Publics,

L. MORIN.

vu : Le Président de la Commission,

G. HENLUX.





COMMISSION DES SERVICES PUBLICS

PROCES VERBAL DE LA REUNION DU 17 FEVRIER 1960.

M.M. les Membres de la Commission des Services Publics se sont réunis le 17 février 1960, à 18 heures 15, sous la présidence de M. HENAU, Adjoint au Maire, délégué aux Services Publics.

Etaient présents : M.M. BERTRAND, HENAU, MEURA, VAN WOLPUT, VIRON.

Excusé : M. DEAN.

Assistaient en outre à cette réunion, à titre consultatif :  
M.M. GRANGEON, Secrétaire Général de la Mairie,  
AUREL, Ingénieur en Chef des Services Techniques,  
MORIN, Ingénieur Principal, Chef des Services Publics,  
COURTHEUX, Ingénieur-Conseil de la Ville.

§

TRANSPORTS EN COMMUN - PROJETS DE CONVENTION ET DE CAHIER DES CHARGES.

M. HENAU ouvre la séance et donne lecture du procès-verbal de la dernière réunion du Comité du Syndicat Mixte, tenue le 12 février à la Préfecture, à laquelle il n'a pu assister se trouvant loin de Lille.

M. VAN WOLPUT fait immédiatement observer qu'ayant reçu trop tardivement la convocation il n'a pu assister à cette réunion et, que de ce fait, la Ville n'a été représentée que par M.M. GRANGEON et COURTHEUX.

La lecture du procès-verbal terminée, M. VAN WOLPUT signale qu'il n'en a pas reçu d'exemplaire. M. HENAU se propose de faire toutes réserves utiles sur le fait que ledit P.V. n'indique pas que les représentants de la Ville sont excusés. M. VAN WOLPUT insiste et renouvelle sa protestation, afin que l'on ne puisse supposer que les représentants de la Ville se désintéressent de la question.

M.M. GRANGEON et COURTHEUX sont invités à présenter leurs commentaires sur le projet de convention et il est indiqué que ce document a perdu beaucoup de son intérêt puisque, la constitution du Syndicat Mixte venant d'être approuvée, il est envisagé de conclure une convention provisoire, valable jusqu'à la fin de l'année 1960.

M. GRANGEON fait remarquer qu'il ne lui semble pas possible d'accepter le sectionnement des lignes tel qu'il est établi, celui-ci étant au désavantage des usagers lillois.

M. HENAU rappelle qu'il avait été entendu que, dans toute la mesure du possible, on se serait efforcé d'établir des sections de longueurs sensiblement pareilles.

Cette question a fait l'objet d'une réunion avec les représentants des communes

M. GRANGEON pense qu'elle pourrait être revue à l'occasion de l'étude de la convention définitive.

M. COURTHEUX estime qu'il sera difficile de revenir sur le sectionnement qui a été arrêté, les représentants des communes y attachant beaucoup d'importance.

...



M. VAN WOLPUT pense que le volume de l'exploitation sur le territoire de Lille, beaucoup plus élevé qu'en banlieue, est un argument à faire valoir.

M. COURTHEOUX rend compte de la réunion tenue ce jour même avec les techniciens du département et des communes, au cours de laquelle les observations de la Commission Spéciale des Transports en commun ont été examinées et adoptées en général. Bien que le premier projet de convention soit annulé, il lui semble utile de donner un aperçu de l'état d'esprit du Syndicat Mixte.

M. COURTHEOUX fait ensuite connaître qu'au texte de décembre 1959, les modifications suivantes seraient apportées :

Préambule :

2ème alinéa : indiquer la date du Conseil: 9 décembre 1959.

5ème alinéa : remplacer: "et ce selon les clauses ..." par "après une période d'essai se terminant le 31 décembre 1960, et ce selon les clauses, les une provisoires, les autres définitives ...".

Article 1.-

2ème ligne: après "expirant le" mettre "31 décembre 1960 après une période provisoire s'étendant jusqu'au 31 décembre 1960".

après "à l'article 4" insérer: "et sur la relation Lille-Quesnoy sur Deûle".

après "au présent traité" mettre un point et supprimer: "avec mission de transformer progressivement ;...".

puis introduire deux nouveaux alinéas ainsi rédigés :

" Au cours de la période provisoire les deux parties pourront modifier d'un commun accord les clauses de la présente convention et des cahiers des charges y annexés. Si l'accord ne se réalisait pas, chacune des deux parties aura la faculté de résilier la présente convention dans les conditions fixées au 4ème alinéa de l'article 17. Au cours de cette période les contrats engageant l'exploitant au-delà du 31 décembre 1960 pour un montant supérieur à 10.000 N.F. seront communiqués au bureau du Syndicat qui pourra formuler une opposition dans le délai de 15 jours à dater de la communication".

" Pendant la période provisoire, le C.G.I.T. soumettra de même au Syndicat ses achats susceptibles de couvrir les besoins de l'exploitation pour une durée excédant 6 mois après la fin de cette période. Seront considérés comme ayant satisfait à cette obligation, pour le rachat éventuel par le Syndicat de biens de ce genre, les achats effectués avant la date de prise d'effet de la présente convention avec l'accord de la Ville, ainsi que les acquisitions faites en 1956 des biens repris sur la liste annexée à ladite convention ".

Mettre ensuite en 4ème alinéa :

" L'exploitation par tramways sera progressivement transformée en exploitation par autobus en conformité ... ".

Article 2 et 3.- pas de changement.

Article 4.-

Après: "dans la mesure où les textes légaux le permettent et ..." ajouter: "notamment".

après: "par arrêté" insérer: "et en outre entre Lille et Quesnoy-sur-Deûle" (ceci étant justifié par le fait que Quesnoy-sur-Deûle est hors du pré-mètre urbain).

...



après: "dudit périmètre" insérer: "ou de la zone agglomérée de Quesnoy-sur-Deûle".

remplacer: "à l'intérieur de cette zone" par: "à l'intérieur de ces zones".

in fine, ajouter un alinéa ainsi conçu :

" Toute proposition de services, notamment scolaires, devant desservir tout ou partie du périmètre ci-dessus défini ou de Quesnoy-sur-Deûle, dont les collectivités, membres du Syndicat, auront eu connaissance, sera portée sans délai à la connaissance de la C.G.I.T., pour lui permettre de faire valoir ses droits éventuels ".

Article 5.- sans changement.

Article 6.-

remplacer: "pour cent (x%)" par "un pourcentage" et après "du réseau affermé" ajouter: "fixé à x% pour le reste de la durée de l'affermage après fixation des modalités de la transformation du réseau".

Article 7.-

insérer un avant-dernier alinéa ainsi conçu :

" Sont de même imputés sur ce fonds, d'une part l'amortissement annuel au profit de la C.G.I.T. et les indemnités annuelles définies à l'article 10 ci-dessous; d'autre part les annuités d'intérêt et d'amortissement aux taux et durée fixés par convention particulière avec le Syndicat, des capitaux avancés par celui-ci à ce fonds à titre de participation aux frais de la transformation envisagée du réseau, et, à leurs taux et durée réels, des emprunts contractés par le Syndicat ou les collectivités membres de celui-ci dans le même but ".

ajouter un dernier alinéa ainsi rédigé :

" Tous les biens achetés ou construits sur les disponibilités de ce fonds seront propriété du Syndicat ".

Articles 8 et 9.- pas de changement.

Article 10.-

au lieu de: "compte d'exploitation défini à l'article 11" mettre: "Fonds Spécial de travaux et de renouvellement".

Article 11.-

paragraphe Débit 6°, supprimer: "de x% sur les recettes brutes" et au lieu de "Fonds Spécial" mettre: "au profit du Fonds Spécial".

supprimer les 8° et 10° et numéroté 8 à 10 les 9° à 12°.

Au sujet de l'avis émis par la Commission Spéciale: M. DUPAIGNE, Directeur Général de la C.G.I.T. ne peut donner son accord sur la fixation des frais d'administration centrale. Il aura à exposer son point de vue devant le Comité du Syndicat.

Article 12.-

La C.G.I.T. demande le maintien de "actif net"; question à porter devant le Comité du Syndicat.

Articles 13, 14 et 15.- pas de changement.

Article 16.-

supprimer: "par suite de circonstances indépendantes de la volonté de la C.G.I.T."

Il est fait allusion à certaines dispositions qui ne pourraient être appliquées par suite de circonstances indépendantes de la volonté de la C.G.I.T.

...



La Commission Spéciale avait proposé " en cas de force majeure ". Finalement le texte serait limité à: " qui ne pourrait jouer ".

/remplacer

Article 17.-

3ème ligne: " de l'actif net " par " du capital ".

à l'avant dernier alinéa, au lieu de "le versement de l'annuité fixée à l'article 10" mettre: "le versement des annuités et de l'amortissement fixés à l'article 10".

Article 18.-

entre les 3ème et 4ème alinéas, introduire le suivant:

" Dans les mêmes conditions et par des moyens de son choix, le Syndicat pourra faire vérifier au cours des cinq dernières années de l'affermage que l'entretien des biens lui appartenant est assuré dans des conditions normales".

à l'avant dernier alinéa, remplacer "ne pourront l'être qu'au Président du Syndicat" par: "ne pourront être communiqués qu'au Président du Syndicat".

Articles 19 et 20.- sans changement.

Article 21.-

remplacer le texte actuel par:

" En fin d'affermage, les dispositions de l'article 20 du cahier des charges autobus et de l'article 35 du cahier des charges tramways seront appliqués ".

Article 22.- sans changement.

Article 23.-

La modification proposée, relative aux grèves éventuelles, est refusée.

Articles 24 à 30.- sans changement.

Quelques précisions de détail sont demandées par les membres de la Commission, celles-ci sont données par le Service.

M. HENLUX demande alors aux membres de la Commission s'ils sont disposés à donner leur accord à ces modifications sous certaines réserves; il obtient une réponse affirmative. La Convention provisoire ne serait acceptée que sous les réserves déjà faites par la Commission Spéciale des Transports en commun.

§

EXAMEN DU PROJET DE CAHIER DES CHARGES.

Avant qu'il soit procédé à cet examen, M. MEURA demande si ce document a été élaboré par le Syndicat Mixte; il lui est répondu affirmativement.

M. VAN WOLPUT intervient au sujet de la transformation de la ligne V, qu'il souhaite aussi rapide que possible. Il indique que l'itinéraire proposé pour cette ligne, exploitée par autobus, a été reconnu par le Service de la Voie Publique et accepté. Une légère variante a toutefois été demandée afin d'assurer la desserte de la piscine de la rue d'Armentières.

M. VAN WOLPUT propose ensuite qu'au cours de l'exploitation sous le régime de la convention provisoire la transformation de la ligne C soit examinée. A ce propos, il revient sur la question du sectionnement, il pense qu'une décision doit être prise pour obtenir, dans la mesure du possible, des longueurs de sections uniformes.

...



Le Service estime qu'au départ il serait préférable d'adopter le sectionnement arrêté comme il a déjà été dit. Un nouvel examen pouvant être fait ultérieurement.

La demande de M. MEURA, quelques explications sont données sur le parcours en boucle effectué par l'autobus K au terminus de la rue Delvau (navette)

Il est alors procédé à l'examen des modifications proposées au texte de décembre 1959.

Article 1.- sans changement.

Article 2.-

Le sectionnement devant demeurer durant la période provisoire celui en vigueur actuellement, les pages 4 et 5 du tirage de décembre 1959 doivent être maintenues aux lieux et places de leurs substituées.

L'itinéraire de la ligne 7 (ex ligne V) reste à préciser.

Immédiatement après, remplacer "Le sectionnement des lignes du réseau ainsi transformé sera le suivant" par: "Le sectionnement des lignes transformées sera le suivant".

Article 3.-

remplacé par: "Le programme de la substitution, le résultat prévisible de chaque exercice, les crédits à mobiliser et la valeur de la dotation prévue à l'article 6 de la convention seront définis pendant le cours de la période provisoire".

Article 4.-

ajouter un second alinéa ainsi conçu :

"Le Syndicat demandera aux Maires des villes et communes représentées au Syndicat de prendre les arrêtés municipaux utiles pour dispenser les véhicules de la C.G.I.T., en application du 3ème alinéa de l'article R 41 du Code de la Route, des obligations de signalisation édictées par les deux premiers alinéas du même article".

Article 5.-

M. MEURA demande que les horaires affichés aux têtes de lignes et aux terminus soient plus clairs, il cite l'exemple de Valenciennes.

M. VIRON estime que la fréquence sur certaines lignes d'autobus est trop espacée et renouvelle les protestations qu'il a déjà élevées à ce sujet.

M. VAN WOLPUT estime qu'il est difficile de discuter de cette question mais, que néanmoins, une formule devra être trouvée.

M. BERTRAND pense que le Syndicat Mixte peut toujours demander que des modifications soient apportées aux services assurés.

M. VAN WOLPUT dit qu'il est loisible aux Maires des communes intéressées de proposer ces modifications dans l'intérêt général des usagers, mais que celles-ci devront être acceptées par le Syndicat Mixte, qu'un délai d'exécution est à fixer. Il souligne, toutefois, que l'on rencontrera des difficultés en raison des intérêts divers des usagers et que, d'autre part, d'autres difficultés auront pour origine l'opposition du personnel de l'exploitation aux services à coupures.

M. BERTRAND pense que les observations de M. VIRON doivent tomber en raison de la nouvelle organisation.



Articles 6 à 11.- pas de changement.

Article 12.-

à la liste des tarifs, supprimer le tarif-service et ajouter: "pendant la période provisoire, le tarif écolier et le tarif privilégié (ex tarif "ouvriers et employés")", dont les conditions d'attribution resteraient les mêmes qu'actuellement.

M. VAN WOLPUT intervient au sujet du tarif "ouvriers et employés" dont il demande le maintien. Il souhaite que le plafond des salaires limitant le bénéfice de ce tarif soit mis en harmonie avec le plafond des salaires retenu pour la Sécurité Sociale, réduit à un pourcentage à fixer.

Il souhaite également que le tarif "scolaire" soit inférieur au tarif "ouvriers et employés".

Après échange de vues, il est décidé que les représentants de la Ville essayeront de faire valoir ce point de vue lors de l'établissement de la convention définitive.

Article 13.-

au 2ème alinéa, après: "à circuler gratuitement" ajouter: "ou à tarif réduit".

Article 14.-

supprimer la ligne concernant le tarif de service et la remplacer par:

" D x 0,60 pour le tarif écolier  
D x 0,60 pour le tarif privilégié ".

Article 15.- sans changement

Article 16.-

à la dernière ligne de l'alinéa a/, remplacer: "10 F" par: "0,10 N.F."

Les membres de la Commission ne peuvent donner leur approbation au paragraphe c/ de cet article, qui prévoit l'imposition de la vente des titres de transport.

M. VIRON rappelle qu'il a toujours demandé que tous les titres de transport soient vendus dans les voitures. Le Service indique que le personnel de la C.G.I.T. a demandé la suppression de cette vente en raison des responsabilités qu'il encourait.

M. MEURA demande que le délai de remboursement des titres de transport périmés soit porté à trois mois au moins. La Commission, après échange de vues, n'est pas favorable à cette prolongation de délai.

Article 17.-

préciser que Uo est pris égal à "0,17 NF" et exprimer en nouveaux francs les valeurs de So, Go et Eo.

Article 18.- sans changement.

Article 19.-

porter la date du 31 décembre 1990 et ajouter "sauf résiliation dans les conditions fixées à la convention".

Articles 20 à 29.- sans changement.

.....



Une nouvelles réunion du Syndicat Mixte étant prévue pour le 19 février, les représentants de la Ville reçoivent mandat de présenter les propositions adoptées ci-dessus, en s'attachant à obtenir le maintien des clauses propres à assurer le maximum de garantie quant au respect par la Compagnie de ses obligations.

SEANCE LEVEE à 22 HEURES 10.

l'Ingénieur Principal,  
Chef des Services Publics,

L. MORIN.

vu : Le Président de la Commission,

G. HENNAUX.



- COMMISSION DES SERVICES PUBLICS -

Pour information

J'ai l'honneur de vous informer que la Commission des Services Publics se réunira (dans le Bureau des Services Publics, 4ème pavillon, rez-de-chaussée, porte 66) le MARDI 10 MAI 1960, à 18 heures 15.

Je vous serais obligé de bien vouloir assister à cette réunion.

Hôtel de Ville, le 26 avril 1960.

Le Président de la Commission,  
Georges HENNAUX.



- ORDRE DU JOUR -

TRANSPORTS EN COMMUN.

Majoration des tarifs - Information.

Directives à suivre en vue de la rédaction du cahier des charges de la convention définitive (itinéraires, sectionnements, tarifs réduits).

COLLECTE DES ORDURES MENAGERES ET PROPRETE PUBLIQUE.

Collecte hermétique - Information.

Ramassage des chiens errants (collaboration des Services des Abattoirs et de Police) - Information.

DISTRIBUTION D'EAU.

Fourniture de fontes de canalisations - Adjudication.

Extension de captages à Emmerin - Demande de subvention.

Extension de captages à Houplin - Demande de subvention.

Entretien des canalisations et branchements - Adjudication des travaux.

Contrat avec E.d.F. pour fourniture d'énergie électrique - Réservoir "Saint-Maurice".

Curage et acidification de forages d'eau industrielle - Marché.

Fourniture de pompes de forages - Marché.

Appel d'offres pour la pose de conduites.

TRANSPORTS AUTOMOBILES.

Acquisition éventuelle d'une camionnette à l'usage du Service des Jardins pour le transport d'appareil de motoculture - Demande de crédit.

Marché pour la réparation de véhicules - Marché avec la Société Industrielle automobile du Nord.

VENTE DE VIEUX MATERIAUX ET DE VEHICULES REFORMES. Appel d'offres.

QUESTIONS DIVERSES.

P.J. - Propositions de la Société T.R.U. concernant la collecte hermétique.



NOTE VISANT L'APPLICATION SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE  
DE LA VILLE DE LILLE

DU SYSTEME DE COLLECTE DITE " HERMETIQUE "

I. - CONSIDERATIONS GENERALES

1<sup>o</sup>) Ce qu'est la collecte hermétique :

Essentiellement, un mode d'enlèvement des ordures ménagères consistant :

- d'abord dans l'utilisation, par les habitants, de poubelles métalliques, généralement tronconiques, avec couvercle articulé sur la poubelle,
- ensuite, dans le vidage de ces poubelles par un système mécanique de renversement qui assure, à un moment donné de ce dernier, l'ouverture du couvercle de la poubelle et le vidage de celle-ci alors que son ouverture supérieure est en contact avec un plateau circulaire qui s'oppose à la projection de poussière à l'extérieur de la benne.

2<sup>o</sup>) Ses avantages au point de vue de l'hygiène et de la propreté :

Ils sont évidents :

- d'abord dans les immeubles et appartements, pour les habitants qui disposent d'un récipient complètement clos supprimant, non seulement le dégagement de toute odeur, mais encore la visite des mouches, des souris ou même des rats,
- ensuite, dans les rues, sur les trottoirs, où les poubelles, déposées avant le passage des véhicules, n'offrent aucune prise soit au vent, soit aux chiens errants.

Tel Ingénieur d'une Ville de plus de 200.000 habitants où la collecte hermétique n'est encore que partiellement pratiquée, nous déclarait que le balayage des voies, dans lesquelles ce mode de collecte est appliqué, a pu être réduit de 80 %.

- enfin, pour le personnel de collecte qui évite, par là, les dangers de coupure ou de blessure diverses qui le menacent quotidiennement.

3<sup>o</sup>) Où est-elle pratiquée ?

Très largement dans les pays nordiques, DANEMARK, SUEDE, NORVEGE, et particulièrement en HOLLANDE où 90 % des Villes connaissent ce mode de collecte.

Egalement dans beaucoup de Villes Allemandes et Suisses.

En FRANCE, très peu de Villes se sont intéressées à ce mode de collecte.

Seules les villes de la GARENNE-COLOMBES, COLMAR et SARREGUEMINES l'ont entièrement réalisé.

ROUEN en fait application à la plupart des immeubles à appartements multiples.

SAINT-DENIS commence, en cette fin d'année, la même pratique.

PARIS l'a mis à l'essai très timidement dans un secteur réduit.

STRASBOURG, dont la population voisine 220.000 habitants, en fait application à un secteur d'environ 50.000 habitants.

4<sup>o</sup>) Les conditions qu'elle postule :

- a) D'abord la fixation d'un rythme de collecte approprié



D'une manière générale, les Villes s'en tiennent à la collecte bi-hebdomadaire qui, selon les Ingénieurs des Services Techniques, est tout à fait suffisante dès l'instant que le type de poubelles choisi offre une capacité convenable.

Ce rythme implique toutefois le lavage fréquent de l'intérieur des poubelles afin d'éviter la fermentation des résidus restant collés sur les parois.

Certaines Villes Allemandes et Suisses font assurer cette opération par une équipe municipale munie d'un réservoir d'eau sous pression et qui, passant après le véhicule de collecte, procède, en quelques secondes, au lavage de l'intérieur des poubelles par un jet d'eau puissant.

b) Ensuite le choix des types de poubelles à utiliser

Deux méthodes président au choix de ces types, inspirées de considérations opposées:

- adoption de divers types répondant aux besoins des différents foyers et des immeubles à appartements multiples, construits d'une manière très robuste pour assurer un usage prolongé, et organisation, corrélative, d'un service de réparation et d'entretien
- adoption d'un type standard adapté aux besoins d'un foyer de quatre personnes et généralisation à l'ensemble des immeubles de la Ville.

Dotation de plusieurs poubelles au même foyer lorsque l'importance de celui-ci le justifie.

Cette formule permet d'obtenir des prix de fabrication fort intéressants conduisant à supprimer tout service d'entretien et de réparation, par le remplacement des poubelles hors d'usage après cinq années d'utilisation.

c) Autre point important : le mode d'acquisition et d'attribution des poubelles

A cet égard, chaque Ville a institué une méthode particulière :

- 1) Tout à fait exceptionnellement, achat direct par les habitants, auprès des quincailleries locales, sur prix de vente fixé par le Maire, du ou des types de poubelles agréés par l'Administration Municipale.
- 2) Achat par la Municipalité sur fonds d'emprunt et couverture des frais d'amortissement par un aménagement des taxes municipales.
- 3) Fourniture, entretien éventuel et remplacement par l'Entreprise chargée du service de la collecte, du ou des types de poubelles agréés par l'Administration Municipale.

Puis remise à chaque foyer :

- soit gratuitement
- soit contre versement d'une redevance trimestrielle ou annuelle.

d) Enfin, dernière décision à intervenir pour ce qui concerne les résidus industriels et commerciaux

Là encore, les positions administratives varient d'une Ville à l'autre :

- ou les industriels et commerçants prennent, à titre individuel, toutes dispositions pour faire évacuer les résidus de leur industrie ou de leur commerce,
- ou ils prennent, à l'abonnement, un nombre de poubelles de capacité convenable parmi les types agréés correspondant à leur besoins, et l'évacuation en est assurée à la diligence du service de la collecte tel jour de la semaine qui est fixé d'avance,
- ou encore, l'évacuation est assurée, en vrac, par un camion du service de la collecte, tel jour de chaque semaine préalablement fixé, contre versement d'une redevance évaluée à l'unité de volume ou de poids.

.../



## II. - DE L'APPLICATION EVENTUELLE DU SERVICE HERMETIQUE A LILLE

Sous réserve des décisions d'ordre public, indiquées ci-dessus, qui devraient être prises pour fixer le choix du type de poubelles, les modalités d'attribution de celle-ci et les conditions d'évacuation des résidus industriels et commerciaux, le service de la collecte hermétique pourrait, sans difficulté majeure, être mis en pratique dans notre Ville.

Nous avons dit que cette transformation pourrait s'opérer sans dépense supplémentaire pour la Ville, même si la fourniture des poubelles était assurée gratuitement.

Nous en faisons, ci-après, la démonstration, dans la mesure où le nombre de poubelles à manipuler n'excéderait pas 60.000 et que celui des poubelles supplémentaires à acquérir au titre de la marge de sécurité ne dépasserait pas 10 % de ce nombre.

Nous posons les éléments fondamentaux ci-après :

- 1) Toutes les poubelles utilisées par les habitants seraient du type standard 33 litres.
- 2) Les groupes H.L.M. ainsi que la plupart des immeubles à appartements multiples, étant desservis par des poubelles collectives à grande capacité, d'un type à fixer, le nombre de poubelles à commander, du type standardisé, serait de 66.000 (soixante six mille) compris les poubelles de réserve.
- 3) Elles seraient remises gratuitement à la population.
- 4) La durée minima de leur utilisation serait de cinq années.

Toute poubelle mise hors d'usage ou dégradée avant ce délai, étant remplacée ou réparée aux frais de son utilisateur.

- 5) Dans les conditions économiques actuelles, le prix le plus bas que l'on puisse retenir, pour la livraison d'une poubelle insonorisée, s'établit à :

- 2.500 Frs - (deux mille cinq cents francs)

sans qu'il soit tenu compte du pourcentage correspondant à la couverture des frais généraux de distribution et de répertoire.

Dans cette perspective optima, le montant de l'investissement atteindrait :

- 165.000.000 Frs (cent soixante cinq millions de francs)

dont la charge annuelle, pour un amortissement en cinq ans, au taux de 7 % serait de 40.000.000 Frs environ.

- 6) Cette somme représenterait la seule dépense à compenser pour que la Ville n'ait à supporter aucune charge nouvelle du fait de l'adoption de la collecte hermétique.
- 7) Dans le cadre d'une collecte hermétique appliquée à l'ensemble du territoire et en retenant la composition des redevances et leur mode d'évaluation actuellement prévus par le marché, les économies suivantes pourraient être réalisées si le rythme de la collecte adopté par la Ville passait du rythme quotidien actuel au rythme tri-hebdomadaire.

Les groupes H.L.M. et la plupart des immeubles à appartements multiples étant desservis par une benne spéciale, la collecte des autres immeubles de la Ville serait assurée par quinze bennes au lieu de vingt actuellement.

L'économie résultant de cette réduction serait, dans les conditions économiques d'octobre courant, de :

-  $29.000 \times 6 = 174.000$  Frs par jour, soit environ :

- 43.500.000 Frs - (quarante trois millions cinq cent mille francs)

par an, économie supérieure au montant de l'amortissement annuel indiqué ci-dessus.

.../



- 8) La collecte hermétique exige, en outre, la mise en oeuvre de véhicules à tassement permanent.

Il resterait, dès lors, à régler, en accord avec l'Entreprise chargée de la collecte la question de la fourniture des véhicules nécessaires (quinze en service et deux en réserve) et celle de l'utilisation des vingt trois bennes à tassement intermittent qui ont été mises en service depuis 1950.

Il s'agit là de problèmes importants sans doute, mais dont la solution pourrait n'apporter aucune charge financière pour la Ville.

Ainsi l'opération de mutation du mode de collecte qui placerait, en FRANCE, la Ville de LILLE à la première place dans le domaine de l'évacuation des ordures ménagères aurait été réalisée dans des conditions financières exceptionnelles par le simple jeu de la réduction du rythme de la collecte.



ETUDE SCHEMATIQUE DES CONDITIONS DU PASSAGE DE LA COLLECTE ORDINAIRE A LA COLLECTE HERMETIQUE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DE LA VILLE DE LILLE, SANS QUE LA DEPENSE ANNUELLE CONSACREE AU SERVICE DE LA COLLECTE DES ORDURES MENAGERES SOIT DEPASSEE.

### I. - CONSIDERATIONS LIMINAIRES

Le service de la collecte hermétique est largement appliqué en SUISSE, en ALLEMAGNE en HOLLANDE et dans les pays nordiques.

Il est à peine amorcé dans notre pays, alors qu'en HOLLANDE notamment, 90 % des Villes connaissent ce mode d'exploitation depuis de longues années.

Il est, le plus souvent, pratiqué au moyen des poubelles collectives à grande capacité, dites poubelles d'immeubles (80 l. - 110 l. - 120 l. - 150 l. )

Un seul pays à notre connaissance, la HOLLANDE, applique la formule généralisée de la poubelle par foyer dans l'intention :

- d'abord de répondre au sentiment individualiste de la famille
- ensuite, pour obtenir, par l'usage d'un type uniforme de poubelles, des conditions de prix extrêmement avantageuses et supprimer, par là, les frais onéreux d'entretien des poubelles,
- enfin, pour faciliter les opérations de manipulation des poubelles par le personnel de collecte, et, par là, réduire très sensiblement les dépenses fort importantes nécessitées par les manoeuvres de sortie et de rentrée des poubelles d'immeubles, toujours prises en charge par l'Autorité Municipale.

S'agissant de l'introduction éventuelle de la collecte hermétique à LILLE, nous pensons que le nombre des immeubles aménagés de manière à permettre l'usage de la poubelle collective est inexistant en dehors des groupes construits par l'Office Municipal ou Départemental d'H.L.M. ou encore par le C.I.L., et que l'usage de la poubelle par foyer serait de nature à répondre, localement, aux préoccupations des habitants et à leur souci de large indépendance touchant notamment la sujétion qui nous occupe.

Observons que dans toutes les Villes de HOLLANDE et dans la plupart des villes importantes d'ALLEMAGNE dotées de la collecte hermétique, le rythme du service est bi-hebdomadaire et aucun des Ingénieurs à qui nous avons exprimé notre étonnement du large espacement de ce service ne nous a donné l'impression qu'il envisageait de provoquer son accélération.

A la rigueur, il s'agit, au cas particulier :

- d'abord d'une habitude fort ancienne à laquelle la population est faite de longue date,
- ensuite d'une adaption convenable de la capacité des poubelles aux besoins de la population,
- enfin, d'un service dont les conditions d'hygiène sont optima, dans le même temps où son exécution est assurée aux moindres frais, comme nous aurons l'occasion de le montrer plus loin.

### II. - LES DECISIONS NECESSAIRES A LA TRANSFORMATION DU SERVICE DE LA COLLECTE A LILLE.

La collecte ordinaire, effectuée quotidiennement jusqu'ici, offre, du point de vue financier, un avantage fort important qui permet d'envisager sa transformation en collecte hermétique dans les conditions les plus favorables.

Le "préalable" indispensable à cette transformation comprend impérieusement :



- a) le choix d'un type de poubelles offrant un volume suffisant pour répondre aux besoins d'un foyer de quatre personnes,
- b) la décision de standardiser ce type, les foyers comprenant plus de quatre personnes étant dotés d'une ou, s'il était besoin, de deux poubelles supplémentaires,
- c) la décision d'un rythme de collecte permettant d'assurer l'évacuation des résidus selon les besoins ou les désirs de la population et, tout ensemble, dans le souci de réduire, autant qu'il se pourra, la charge financière que le service exige,
- d) la substitution de véhicules de collecte à grande capacité et à chargement continu, aux bennes à tassement intermittent actuellement en service et fixation du nombre de ces nouveaux véhicules en fonction du choix qui aura été fait, concernant le rythme de la collecte.

Certaines de ces décisions, notamment celles qui touchent le rythme de la collecte et le nombre de véhicules à mettre en service peuvent néanmoins être prise à posteriori, après examen des conditions qui touchent le côté financier de la transformation qui nous occupe.

### III. - L'ASPECT FINANCIER DE LA TRANSFORMATION DU SERVICE

Posons quelques chiffres :

L'intérêt évident de la Ville est de faire choix d'un type de poubelles répondant aux impératifs indiqués plus haut et livrées aux meilleures conditions de prix.

En posant comme acquis, pour les besoins de notre développement,

- d'abord que le type "33 litres" sera retenu,
- ensuite que les spécifications complémentaires s'en tiendront à l'expérience des Villes ayant pratiqué la collecte hermétique depuis plusieurs lustres,
- enfin, que l'insonorisation des poubelles sera exigée tant pour le jeu du couvercle que pour les chocs de la poubelle sur le sol.

Dans cet ensemble de conditions, il est indispensable d'évaluer à 25 NF le minimum extrême du prix de fourniture d'une poubelle.

Par ailleurs, les spécialistes sont très partagés sur la durée d'utilisation des poubelles. Néanmoins, la limite de cinq années sans entretien est généralement considérée comme étant raisonnable.

Enfin, le chiffre communément admis comme marquant le rendement journalier d'une benne hermétique à tassement continu desservie par trois redevables, dans la limite d'un service de 8 heures est de 2.000 poubelles.

Sur les bases ci-dessus, l'amortissement annuel d'un groupe de 2.000 poubelles portant sur cinq années d'utilisation, serait de 12.150 NF.

Retenons enfin, pour permettre de dresser un projet au moins schématique de transformation de la collecte ordinaire en collecte hermétique que la redevance pour une benne-tasseuse ordinaire et son équipe de trois redevables s'élève, pour Janvier 1960, à 7.500 NF.

La question qui se trouve alors posée est d'adopter un rythme de collecte qui établisse un équilibre entre le montant de l'amortissement à verser annuellement pour l'ensemble des poubelles à utiliser, et celui des économies résultant de l'élimination corrélative d'un certain nombre de véhicules rendus disponibles par l'adoption d'un rythme de collecte, soit tri-hebdomadaire, soit bi-hebdomadaire.

.../



IV. - LES ELEMENTS FONDAMENTAUX QUE POSTULE LA RECHERCHE d'un EQUILIBRE ENTRE LES ECONOMIES REALISEES ET LES DEPENSES D'AMORTISSEMENT DES POUBELLES HERMETIQUES.

Ecartons d'abord du champ de nos investigations la question des poubelles utilisées dans les groupes d'H.L.M.

Jusqu'ici, la collecte des ordures ménagères dans ces groupes a été assurée par la participation de trois bennes-tasseuses parmi les vingt-et-une qui assurent le service pour l'ensemble du territoire.

Nous avons demandé - et cela nous a été accordé - l'autorisation de placer lesdits groupes en dehors du service général de la collecte et d'affecter une benne spéciale exclusivement à ce service. Cette modification est appliquée, pour quelques semaines, à titre d'essai, par une benne que nous avons équipée, très provisoirement, d'un dispositif de chargement inspiré du système en vigueur dans la collecte hermétique.

Cette formule tout à fait provisoire permet d'utiliser les poubelles hermétiques, insonorisées, qui ont été disposées, ces dernières semaines, dans le Groupe de Belfort en particulier, en prévision de la transformation du mode ordinaire de collecte en système hermétique.

Nous comptons recevoir, en Mars courant, une benne hermétique à tassement continu que nous affecterons au service exclusif des H.L.M., ce qui permettra, toutes les poubelles actuellement en service dans ces groupes ayant été entretemps remplacées par des poubelles hermétiques, de réaliser, sans aucune dépense supplémentaire, ni pour la Ville, ni pour les H.L.M., la collecte hermétique dans tous les groupes en question.

Cette réalisation sous-entend néanmoins l'intervention d'un accord préalable entre l'Administration Municipale et la T.R.U. concernant la substitution du véhicule nouveau au véhicule actuellement en service.

En outre, et dans le même temps, le reste du territoire de la Ville sera divisé géographiquement en deux secteurs offrant, du point de vue des besoins à satisfaire : parcours, tonnage, durée du service quotidien, un équilibre aussi satisfaisant que possible et chacun de ces deux secteurs, sera, à son tour, divisé en dix tournées offrant, autant qu'il sera possible, les mêmes conditions d'équilibre.

Jusque là, rien ne sera modifié pour la population en dehors du changement d'horaire que celle-ci constatera le jour de la mise en application des vingt nouveaux itinéraires.

Ces opérations préalables ayant été réalisées, il importe de rechercher la solution au problème de l'équilibre que nous avons posé sous le présent titre IV.- de notre étude.

Essayons d'abord de lever la grande inconnue devant laquelle nous sommes placés : le nombre de poubelles à mettre en service.

Et d'abord, quelle est la population actuelle de la Ville ?

D'aucun avancement 222.700, d'autres 205.000.

Retenons, pour nous permettre de continuer notre étude, le chiffre conventionnel de 215.000 habitants, duquel nous pouvons diminuer 15.000 habitants pour tenir compte de la population des H.L.M. desservie comme nous l'avons indiqué ci-dessus.

Il resterait, par conséquent, 200.000 habitants répartis en un nombre de foyers qu'un recensement pourrait seul préciser, mais qui, selon toute vraisemblance, se situe entre 60.000 et 70.000

.../



Notons que ce nombre doit être affecté d'abord par le nombre de poubelles supplémentaires à distribuer aux foyers comptant plus de quatre personnes et, ensuite, par la nécessité de constituer une réserve de 5 à 10 % permettant de faire face à des besoins nouveaux ou imprévus, notamment au remplacement immédiat de poubelles mises accidentellement hors d'usage.

V. - LES POINTS D'EQUILIBRE ENTRE LES CHARGES NOUVELLES ET LES ECONOMIES A REALISER.

Pour les besoins de notre étude, nous situons la variable, actuellement imprécisée, que constitue le nombre des poubelles à mettre en service, entre 60.000 et 70.000 et nous retiendrons une marge supplémentaire variant de 3.000 à 5.000 poubelles.

Partant de ces données et aussi de l'économie annuelle de 90.000 NF que représente l'élimination d'une benne-tasseuse actuellement en service, nous observerons qu'à toute suppression d'une benne, correspond la possibilité d'amortir environ 15.000 poubelles (exactement 14.814 en partant d'une valeur unitaire de 25 NF.)

C'est donc, en définitive, au tableau ci-après qu'il convient de se reporter pour fixer le nombre de véhicules qui, dans l'organisation nouvelle, pourra être retenu, et déterminer par là, le rythme de la collecte à observer :



Poubelles en service par multiple de 2.000	Poubelles en réserve	Ensemble	Amortissement annuel	Nombre de véhicules à supprimer pour couvrir cet amortissement	Nombre de véhicules restant alors disponibles	Nombre de véhicules nécessaires à l'exécution de la collecte tri-hebdomad. (I)	Nombre de véhicules nécessaires à l'exécution de la collecte bi-hebdomad. (2)	Rythme de collecte à retenir
60.000	3.000	63.000	382.725 NF	5	I5	I5		tri-hebdomadaire
62.000	3.000	65.000	394.875 NF	5	I5	I6	II	bi-hebdomadaire
64.000	4.000	68.000	413.100 NF	5	I5	I6	II	bi-hebdomadaire
66.000	4.000	70.000	425.250 NF	5	I5	I7	II	bi-hebdomadaire
68.000	5.000	73.000	443.475 NF	5	I5	I7	I2	bi-hebdomadaire
70.000	5.000	75.000	455.625 NF	6	I4	I8	I2	bi-hebdomadaire

(I) la Ville étant divisée en deux secteurs dans lesquels la collecte est effectuée par alternat, un jour sur deux

(2) la Ville étant divisée en trois secteurs dans lesquels la collecte est effectuée un jour sur trois.



Ainsi donc, pour rester dans les limites de la dépense actuellement consacrée pour la collecte, le choix en faveur de la collecte tri-hebdomadaire - en tenant compte du nombre de poubelles à mettre en service et des possibilités de travail ouvertes à chaque véhicule - est limité à la seule éventualité où l'effectif des poubelles à manipuler n'excède pas 60.000 pour l'ensemble de la Ville.

Dès l'instant que ce nombre sera supérieur à 60.000, la collecte bihebdomadaire s'imposera si l'on veut rester dans la limite des économies réalisées.

Par contre, la consultation du tableau ci-dessus montre que la collecte bi-hebdomadaire permettrait de réaliser une économie annuelle substantielle variant dans la mesure ci-après :

- 360.000 NF dans le cas de la manipulation de 62.000 à 66.000 poubelles
- 270.000 NF dans le cas de la manipulation de 68.000 poubelles
- 180.000 NF dans le cas de la manipulation de 70.000 poubelles

#### VI. - LES NOUVEAUX VEHICULES A METTRE EN LIGNE

C'est un point essentiel dont nous n'avons pas parlé parce qu'il doit trouver sa solution dans un arrangement à intervenir entre la Ville et la T.R.U. - arrangement qui devrait régler, en outre, le sort à réserver aux véhicules actuellement en service et qui deviendront progressivement sans utilité - au moins pour la Ville - au fur et à mesure que se développerait la substitution à réaliser.

Nous ne suggérerons, à priori, aucune solution, celle-ci devant apparaître au cours des pourparlers à engager sur l'ensemble de la question.

Disons seulement que celle-ci nous apparaît d'importance mineure au regard de celles qui sont examinées plus haut.

#### VII. - CONCLUSION

Nous nous excusons de la longueur de cette étude, qui, nous y insistons, doit être considérée comme un canevas pour le développement des entretiens à ouvrir sur l'ensemble du problème à résoudre.

Nous ne marquons, au départ, aucune préférence pour l'un ou pour l'autre des deux rythmes à mettre en jeu.

L'expérience réalisée dans d'autres Villes importantes pourrait, à cet égard, être déterminante.

Enfin, il restera à prendre une décision de principe concernant la prise en charge de la fourniture et de la répartition des poubelles soit par la Ville, soit par l'Entreprise.

Il n'existe, dans ce domaine, aucun critère auquel nous puissions nous référer.

Ce choix est, en réalité, beaucoup plus aisé à fixer qu'il n'apparaît à priori.



- COMMISSION DES SERVICES PUBLICS -

PROCES VERBAL DE LA REUNION DU 10 MAI 1960



M.M. les Membres de la Commission des Services Publics se sont réunis le 10 mai 1960, à 18 heures 15, sous la présidence de M. G. HENAU, Adjoint au Maire, délégué aux Services Publics.

Etaient présents : M.M. BERTRAND, HENAU, MEURA, SIMOENS.

Excusés : M.M. ROUSSEAU, VIRON.

Assistaient également à cette réunion, à titre consultatif :

M.M. AUREL, Ingénieur en Chef des Services Techniques,  
MORIN, Ingénieur Principal, Chef des Services Publics,  
COURTHEOUX, Ingénieur-Conseil.

En ouvrant la séance, M. HENAU a formé la Commission qu'il a l'intention de proposer à M. le Maire, qu'en raison de la pénurie d'eau qui se fait à nouveau sentir, des mesures soient prises afin de restreindre la consommation, ces mesures pouvant aller jusqu'à la fixation d'un horaire de distribution.

Le Service signale les inconvénients pouvant résulter de l'arrêt de la distribution pendant certaines heures de la journée. Il faut en effet craindre les difficultés qu'il y aurait à combattre un incendie se déclarant pendant l'interruption du service de l'eau, la remise en charge des conduites étant très longue.

Il serait, quant à lui, partisan du statu-quo, mais signale qu'il serait possible de provoquer des chutes de pression comme cela a déjà été fait dans le passé. Cette dernière solution présente l'inconvénient de gêner toujours les mêmes usagers, situés principalement à une cote élevée.

Il préconise également la pose de compteurs dans les établissements communaux afin de surveiller les consommations.

M. BERTRAND qui suggère la remise en état et l'extension de la distribution de l'eau industrielle, qui pourrait être employée à certains usages de préférence à l'eau potable, M. HENAU répond que la question est prévue à l'ordre du jour.

-:-

TRANSPORTS EN COMMUN.

MAJORATION DES TARIFS, ITINERAIRES, SECTIONNEMENTS, TARIFS REDUITS - INFORMATION.

M. COURTHEOUX commente la majoration des tarifs accordée par l'arrêté préfectoral du 31 mars 1960. Il souligne que les tarifs préférentiels (scolaire et ouvrier) ont été maintenus provisoirement mais que leur maintien sera remis en cause lors de la discussion de la convention définitive.

.....



M. BERTRAND pense qu'il ne peut être question de les supprimer.

Après un échange de vues sur le tarif écolier, M. COURTHEOUX suggère que la Caisse des Ecoles pourrait distribuer des billets de tramways aux enfants dont la situation des parents serait reconnue intéressante et compte tenu également de la distance à parcourir pour se rendre à l'établissement d'enseignement.

M. BERTRAND demande que les représentants de la Ville au Syndicat Mixte fassent l'impossible pour obtenir le maintien de l'ancienne situation.

Au sujet du sectionnement, M. MEURA rappelle le problème posé par les nombreuses réclamations reçues au sujet de la ligne " G " et souhaite que la première section soit rétablie comme elle était sur la ligne " D ".

M. HENJUX pense qu'il sera difficile de faire revenir la C.G.I.T. sur cette question, son principal argument étant le sectionnement équilibré.

M. COURTHEOUX propose d'adopter comme position de repli, au cours de la discussion de la convention définitive, l'établissement d'un chevauchement de section (Place de la République ou Place Sébastopol - Cimetière du Sud).

M. MEURA expose ensuite que les habitants des Bois Blancs souhaitent l'établissement d'une relation directe entre leur quartier et celui du Cimetière du Sud.

Il est fait observer qu'un tel service ne pourrait être que déficitaire et que les habitants des Bois Blancs doivent accepter, pour se rendre au Cimetière du Sud ou à la Cité Hospitalière, d'utiliser les services existants, comme le font d'ailleurs les habitants d'autres quartiers.

Après discussion, la Commission se prononce :

- pour le maintien des tarifs réduits,
- pour l'établissement d'un chevauchement de section (Place de la République ou Place Sébastopol - Cimetière du Sud) s'il s'avère impossible de revenir à l'ancien sectionnement.

Elle donne mandat aux représentants de la Ville au Syndicat Mixte de faire aboutir ces demandes.

#### LIGNE " V " - SUBSTITUTION D'AUTOBUS AUX TRAMWAYS - INFORMATION.

La Commission est informée que le 22 mai les tramways seront remplacés par des autobus pour l'exploitation de la ligne " V ".

M. COURTHEOUX donne toutes indications utiles à ce sujet. Une modification de l'itinéraire, arrêtée en accord avec le Service de la Voie Publique, permettra une meilleure desserte du quartier de Moulins-Lille, la desserte du Groupe H.L.M. "Belfort" et de l'Ecole de Natation de la rue d'Armentières. Aux heures de pointe le service régulier sera doublé par des navettes dans les conditions suivantes :

Catinat - Marché de Fives et vice versa .....	7
Place des 4 Chemins - Marché de Fives et vice versa .	5
Catinat - Rue de Douai et vice versa .....	2

La ligne " V " comportera trois sections au lieu de deux. Son parcours qui était de 8 km 120 passe à 9 km 100.

.....



Avant que M. COURTHEUX ne se retire, la Commission demande où en est la question du captage des eaux du Val d'Houplin.

Il est indiqué que l'on procède à la constitution du dossier pour obtenir la déclaration d'utilité publique.

--

COLLECTE DES ORDURES MENAGERES - PROJET D'ORGANISATION D'UNE COLLECTE HERMETIQUE.

La Commission prend connaissance du projet présenté par la Société T.R.U. et le Président donne lecture d'une lettre de M. COQUART, Adjoint aux Finances, qui pense qu'il serait prématuré d'avancer dès à présent des conclusions sur le plan financier, en raison de la relative imprécision de certains points du projet, notamment l'acquisition des véhicules et la prise en charge de la fourniture des poubelles, mais se déclare néanmoins partisan d'un essai restreint, suffisamment prolongé et probant, dans un secteur comprenant un ensemble H.L.M. et des artères urbaines.

Le Service, dont la position est conforme à celle de M. COQUART, indique que la question se pose de savoir si la collecte hermétique sera organisée dans le cadre de la convention actuelle ou d'une convention nouvelle.

M. HENLUX propose que l'essai envisagé soit effectué dans le centre de la Ville.

Le problème des poubelles spéciales est ensuite abordé, l'adoption du type d'une capacité de 33 litres est souhaitable et, en raison de la difficulté d'imposer leur achat par les habitants, la fourniture gratuite de ces récipients doit être envisagée.

Le Service fait aussi observer que la collecte tri-hebdomadaire paraît suffisante mais qu'il faut prévoir un minimum de 70.000 poubelles car 68.130 foyers ont été recensés le 10 mai 1954.

Il fait toutes réserves sur la cadence indiquée pour l'exécution de la collecte, le temps fixé pour la manutention d'une poubelle lui semblant nettement insuffisant.

M. MEURA demande des précisions sur l'enlèvement des résidus provenant de l'exercice d'un commerce (emballages, cartonnages, etc...) Le Service fait observer que ces produits ne sont pas considérés comme ordures ménagères et que, aux termes des dispositions du Code des Arrêtés Municipaux, les commerçants doivent faire leur affaire personnelle de leur évacuation, que ces produits sont néanmoins acceptés par le service de collecte lorsqu'ils sont présentés en petites quantités. Dans le cas d'une collecte hermétique les cartonnages devront être réduits en menus morceaux afin de ne pas gêner le vidage des poubelles.

Après discussion, la Commission émet un avis favorable de principe à la mise à l'essai de la collecte hermétique dans un secteur restreint du centre de la Ville.

M. HENLUX désire en tout cas éviter le retour des errements de 1950, qui ont fait que le Service Municipal intéressé n'a pas été consulté avant l'intervention de l'avenant n° 4 du 2 février 1950 qui constitue la base des modalités de la collecte actuelle.

.....



#### RAMASSAGE DES CHIENS ERRANTS - INFORMATION.

M. HENLUX fait connaître à la Commission la réponse de M. l'Adjoint DOYENNETTE à la demande de collaboration qui lui a été faite. Le Service des Abattoirs pourrait se charger de l'hébergement, de la sacrification et, éventuellement de la restitution des animaux. Pour ce dernier cas, il devrait être fixé une redevance à payer par les propriétaires des animaux réclamés.

De leur côté, les Services de Police acceptent de faire accompagner les équipes par un gardien de la paix afin d'éviter qu'elles ne soient prises à partie aussi bien par les propriétaires de chiens que par toute personne susceptible d'être choquée par l'opération.

Le Service pose alors la question du personnel à employer. En raison de diverses sujétions qui découleraient de l'emploi d'un personnel municipal, notamment en ce qui concerne la qualification, la rémunération et l'assurance accident, il lui semble préférable d'employer du personnel d'une entreprise privée (Société T.R.U. par exemple).

La Commission prend acte de cette information.

--

#### DISTRIBUTION D'E.U.

##### EXTENSIONS DE CAPTAGES à EMERIN et à HOULIN - DEMANDES DE SUBVENTION.

Le Service expose dans quelles conditions les travaux de captages pourraient être subventionnés par l'Etat; la Commission émet un avis favorable aux projets de demandes de subventions qui lui sont soumis.

Rapports transmis à l'Administration Municipale.

##### FOURNITURES DE FONTES DE CANALISATIONS - ADJUDICATION.

En raison de l'importance des achats à réaliser, il est nécessaire de recourir à l'adjudication.

La Commission émet un avis favorable au cahier des charges dressé à cet effet.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

##### ENTRETIEN GENERAL DES CANALISATIONS ET DES BRANCHEMENTS - ADJUDICATION.

Le marché en cours venant à expiration le 31 décembre 1960, le Service propose la mise en adjudication des travaux pour les exercices 1961 - 1962 et 1963. La Commission émet un avis favorable à ce sujet.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

##### FOURNITURE D'ENERGIE ELECTRIQUE - NOUVEAU TARIF - RESERVOIR DU CHEVALIER FRANCAIS.

Après examen du rapport qui lui est soumis, la Commission émet un avis favorable à la passation du contrat proposé par E. d. F.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

##### CURAGE ET TRAVAUX POUR L'AMELIORATION DU DEBIT DE CERTAINS FORAGES.

Après l'exposé du Service sur la nécessité d'exécuter certains travaux pour obtenir une amélioration du rendement de certains forages (situés aux Halles Centrales et au Palais Rameau en particulier) la Commission émet un avis favorable à la passation du marché proposé après appel d'offres, avec la S.A.R.L. CHARTIEZ & Fils.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

--

.....



En ce qui concerne la situation des ressources en eau potable, le Service ne peut que rappeler l'absence totale de remontée des eaux.

La moyenne journalière de l'eau pompée durant le mois de mars 1959 était de 40.557 m<sup>3</sup> et l'eau provenait de :

Emmerin-Sources .....	22.967 m <sup>3</sup>	
Emmerin-Forages .....	0	
Forages-Nord .....	17.063	
Eaux du Nord .....	527	40.557 m <sup>3</sup>

en mars 1960 la moyenne est de 39.356 m<sup>3</sup>, l'eau venant de :

Emmerin-Sources .....	0 m <sup>3</sup>	
Emmerin-Forages .....	12.834	
Forages-Nord .....	13.259	
Eaux du Nord .....	13.263	39.356 m <sup>3</sup>

Il est à noter que seul le niveau des nappes est responsable du manque d'eau aux sources (0 m<sup>3</sup> au lieu de 22.967 m<sup>3</sup>) et du mauvais rendement des Forages-Nord (13.259 m<sup>3</sup> au lieu de 17.063 m<sup>3</sup>) avec le même matériel mis en oeuvre.

M. HENNAUX informe les Membres de la Commission du desir exprimé par M. le Maire de voir étudier l'extension du réseau d'eau industrielle afin de permettre l'irrigation normale des fils d'eau et d'économiser l'eau potable. Il rappelle que cette question avait déjà été soulevée lors de la mise sur pied de l' "Opération Propreté" et manifeste son total accord ainsi que tous les Membres de la Commission.

Le Service ne dissimule pas que la dépense sera très élevée et que l'augmentation des ressources en eau potable pourrait donner des résultats identiques, sinon meilleurs.

L'étude demandée sera entreprise immédiatement.

-:-

#### REMPLACEMENT DES POMPES DES STATIONS DES HALLES CENTRALES ET DU PALAIS RAMEAU

En raison de l'abaissement de la nappe aquifère, les pompes centrifuges à axe horizontal ne s'amorcent plus; il devient nécessaire de les remplacer par des pompes à axe vertical susceptibles d'être descendues dans les forages pour suivre les dénivellations de la nappe. Un appel d'offres a été lancé pour la fourniture de deux pompes et, après avoir entendu le Service à ce sujet, la Commission émet un avis favorable à la passation du marché avec la Société Anonyme P.E.M.E.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

#### POSE D'UNE CONDUITE D'EAU - APPEL D'OFFRES ET MARCHÉ.

Aux termes de son cahier des charges, l'adjudicataire de l'entretien des canalisations et des branchements n'est pas tenu d'exécuter les travaux de pose de conduites dont l'importance, évaluée sur la base du bordereau des prix annexé au marché, est supérieure à 5.000 N.F.

Le Service des Eaux sera appelé à faire exécuter des travaux de cette importance lors de l'exécution des forages d'Emmerin. Il propose donc qu'il soit procédé à un appel d'offres en vue de la conclusion d'un marché avec une entreprise spécialisée. La date des travaux étant fonction du creusement des forages la Commission émet, dès à présent, un avis favorable à la réalisation du projet qui lui est soumis. Un rapport sera transmis en temps opportun à l'Administration Municipale.

.....



TRANSPORTS AUTOMOBILES.ACQUISITION D'UNE CAMIONNETTE POUR LES BESOINS DU SERVICE DES JARDINS

Le Service fait connaître qu'il ne dispose pas présentement des crédits nécessaires pour l'achat de la camionnette demandée par le Service des Jardins pour le déplacement de ses appareils de motoculture. Il serait nécessaire de demander l'inscription d'un crédit spécial au Budget supplémentaire.

Sur proposition de M. HENLUX, la Commission décide qu'il appartient à la Commission des Jardins de juger au préalable de la nécessité de ce véhicule.

REPARATIONS DE VEHICULES DE MARQUE " PEUGEOT ".

En raison de l'achat antérieur d'un véhicule "Peugeot", les sommes qui seront dues à la SOCIETE INDUSTRIELLE AUTOMOBILE DU NORD sont susceptibles de dépasser pour l'exercice 1960 la maximum pouvant être réglé sur simples factures. La passation d'un marché devient nécessaire.

La Commission émet un avis favorable à ce sujet.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

VENTE DE VEHICULES - PNEUS - HUILES DE RECUPERATION.

Le résultat d'un appel d'offres en vue de cette vente est communiqué à la Commission qui émet un avis favorable à la cession du matériel et à l'admission en recette.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

SEANCE LEVEE à 20 HEURES 40.

l'Ingénieur Principal,  
Chef des Services Publics,

Vu : Le Président de la Commission,

L. MORIN.

G. HENLUX.







- COMMISSION DES SERVICES PUBLICS -

PROCES VERBAL DE LA REUNION DU 23 SEPTEMBRE 1960



M.M. les Membres de la Commission des Services Publics se sont réunis le 23 septembre 1960, à 18 heures 30, sous la présidence de M. G. HENAU, Adjoint délégué aux Services Publics.

Etaient présents : M.M. COQUART, DEAN, HENAU, MEURA, SIMOENS, et VIRON.

Excusés : M.M. BERTRAND et ROUSSEAU.

Assistaient en outre à cette réunion, à titre consultatif :  
M.M. AUREL, Ingénieur en Chef des Services Techniques,  
MORIN, Ingénieur Principal, Chef des Services Publics,  
COURTHEOUX, Ingénieur-Conseil de la Ville pour les questions relatives aux transports en commun et le captage des eaux potables et industrielles.

---

En ouvrant la séance, M. HENAU signale que le procès-verbal de la séance précédente ne mentionne pas, par suite d'une omission, que M. DEAN s'était fait excuser de ne pouvoir y assister.

---

SYNDICAT MIXTE POUR L'EXPLOITATION DES TRANSPORTS EN COMMUN.

M. HENAU demande aux Membres de la Commission s'ils ont des observations à présenter sur les procès-verbaux des réunions du Syndicat Mixte, dont des copies leur ont été remises.

Aucune observation n'est présentée.

M.M. VIRON et SIMOENS rappellent leurs précédentes interventions au sujet des divers tarifs proposés par la C.G.I.T. et la capacité de transport des autobus. Ils insistent sur les réclamations des usagers qui se plaignent des différences existant dans la tarification et le nombre réduit des voitures à certaines heures.

M. HENAU indique qu'en matière d'organisation des tarifs il faut envisager le statu quo jusqu'à l'expiration de la convention provisoire et annonce que de nouveaux modèles d'autobus sont à l'étude.

M. COURTHEOUX précise que l'étude porte sur un type normalisé susceptible de donner satisfaction dans toute la mesure du possible.

M. VIRON s'étend sur les caractéristiques que doit présenter un service de transport en commun.

M. COURTHEOUX expose qu'il ne peut être envisagé d'entretenir à la fois un parc d'autobus moyens pour le service des heures normales avec une fréquence convenable et un autre parc de voiture à grande capacité pour le service des heures de pointe. Les dépenses de personnel et les capitaux à investir seraient beaucoup plus élevés.

En ce qui concerne la rapidité du service, il pense qu'il s'agit de savoir si une priorité doit être accordée aux transports en commun dans l'organisation de la circulation en général.

.../...



M. SIMOENS rappelle le mécontentement du public, il se déclare opposé à des tarifs et à des mesures susceptibles d'amener une désertion des usagers des transports en commun. Il estime que le système actuel d'exploitation est vicié et doit être revu.

De l'avis de M. VIRON il serait intéressant d'étudier les avantages d'une exploitation en régie avant la mise au point de la convention définitive.

M. COQUART abonde en ce sens et M. MEURA demande quelle est la position des autres municipalités membres du Syndicat.

M. COURTHEOUX indique que le Syndicat a, dès le début, opté en faveur de l'exploitation aux risques et périls par un concessionnaire qui, depuis, est devenu un fermier, le mode d'exploitation est en somme une régie intéressée.

M. COQUART pense qu'il n'y a rien à perdre à procéder à l'étude demandée par M. VIRON, le résultat obtenu pourrait être un argument utile à opposer à la C.G.I.T. avant la signature de la convention définitive.

M. HENNAUX propose alors de demander au Syndicat s'il accepte de faire cette étude.

M.M. COQUART et VIRON sont d'avis qu'en cas de refus de la part du Syndicat, l'étude pourrait être faite par la Ville sur le plan de l'information.

M. COURTHEOUX indique que si une conclusion favorable peut être obtenue, elle sera bien fragile, qu'il faut en effet compter sur l'incidence des tarifs préférentiels qu'une régie directe serait amenée à consentir, des transports gratuits, et aussi sur les dépenses de personnel qui pourraient être plus importantes.

D'autant plus fragile fait remarquer M. HENNAUX que la baisse du trafic, dans la région lilloise comme partout, s'accroît, les unités vendues entre le 1er juillet 1959 et le 30 juin 1960 s'élèvent à 105.980.671, celles vendues entre le 1er juillet 1958 et le 30 juin 1959 s'élevaient à 116.128.156, d'où une chute de 8,74 %.

Finalement la Commission décide de donner mandat aux techniciens de rechercher le maximum de renseignements sur l'exploitation en régie directe.

--

#### DISTRIBUTION D'EAU - NOUVEAUX CAPTAGES D'HOULPIN.

M. COURTHEOUX indique que ce projet, qui a fait l'objet de la délibération n° 60/6031 du Conseil Municipal en date du 7 mars 1960, a été établi après que M. le Professeur WATERLOT eut donné son avis sur les possibilités aquifères de cette région.

Ce site est actuellement exploité pour notre Service par une galerie captante établie en 1876-78.

Le projet prévoit le creusement de dix forages d'une quarantaine de mètres de profondeur. Le débit espéré est de 150 m<sup>3</sup>/h par forage ce qui, pour les dix forages et compte tenu des intermittences de fonctionnement, permettrait d'extraire pratiquement environ 22.000 m<sup>3</sup> par jour.

Chaque forage serait placé au centre d'un terrain de 30 m x 30 m, clos et planté.

.../...



Des pompes spéciales, à raison d'une par forage, refouleraient l'eau dans une canalisation aboutissant au pavillon de la source Billaut d'où elle gagnerait l'usine par l'actuel aqueduc principal.

L'énergie électrique fournie par E. d. F. sous 15.000 volts serait transformée dans des postes de transformation où la tension serait ramenée à 380 volts.

Les formalités d'autorisation de creuser des forages et de déclaration d'utilité publique sont en cours.

Les parcelles dans lesquelles seront prélevés les terrains des forages sont indiqués dans un état joint au dossier. Il y aura lieu également d'acquérir quelques propriétés tréfoncières pour le passage des canalisations.

Le Service intéressé est entré en relations avec les propriétaires sans attendre la déclaration d'utilité publique.

M. COURTHEUX donne ensuite quelques précisions sur l'avancement de la procédure relative à la déclaration d'utilité publique et à l'autorisation d'exécution. Il indique que cette autorisation doit être obtenue du Service des Mines, en application des dispositions sur la protection des eaux souterraines récemment étendues à la région du Nord, ce qui demande un certain temps.

La Commission prend acte de l'information.

--

L'examen des questions relatives aux transports en commun et au captage de nouvelles eaux étant terminé, M. le Président autorise M. COURTHEUX à se retirer.

--

#### DISTRIBUTION D'EAU - SITUATION DES RESSOURCES EN EAU POTABLE.

Lecture est donnée de la note préparée par le Service à ce sujet et annexée au présent procès-verbal.

Des précisions complémentaires sont données, notamment sur le niveau des nappes et les dépenses supplémentaires qu'entraîne la nécessité de pomper l'eau à une plus grande profondeur et d'augmenter les achats d'eau à la Société des Eaux du Nord.

M. SIMOENS rappelle le projet CHARTIEZ sur le captage des eaux de la région de La Bassée-Douvrin et pense que la nécessité de changer de nappe s'impose, il évoque à ce sujet une récente conférence de M. le Professeur WATERLOT et propose qu'une étude soit faite en ce sens.

M. AUREL donne quelques précisions sur la position des nappes aquifères de notre région. Il rappelle que le projet du Service des Eaux actuellement en cours dans le Val de Barges, et sous peu dans le Vallon d'Houplin, est conforme aux études de M. le Professeur WATERLOT, qui a écrit dans un rapport du 25 août 1958 :

" ... la Ville de Lille a décidé d'améliorer les prises d'eau  
" par forages en utilisant la nappe sur toute son épaisseur. Le Forage de  
" Wattignies peut fournir 4.500 m<sup>3</sup> par jour. Quatre autres forages ont été  
" réalisés en 1956 dans le Vallon de Barges, à la Grande Platière, à la  
" Neuve-Voie, au Parc à Jones, au Faubourg; ils pourront fournir respecti-  
" vement 200 à 230 m<sup>3</sup>/h, 140 m<sup>3</sup>/h, 200 m<sup>3</sup>/h, 150 m<sup>3</sup>/h, soit au total 700m<sup>3</sup>/h  
" environ; trois autres forages sont encore prévus. Tous ensemble, ils  
" pourront fournir 15.000 m<sup>3</sup> par jour environ. On peut estimer que le  
" Vallon de Barges sera alors à peu près normalement utilisé.



" Au sud du Vallon de Bargues, un vallon semblable existe, celui d'Houplin qu'utilise le parcours du Canal de Seclin. D'anciennes sources émergeait au sud-est d'Houplin, analogues à celles d'Emmerin. La structure du sous-sol est semblable à celle du Vallon de Bargues, avec une épaisseur de craie plus importante encore. Il y a toute chance que l'on obtienne dans ce vallon, entre Seclin et la Deûle, des résultats identiques à ceux qui viennent d'être obtenus dans le Vallon de Bargues; c'est-à-dire que l'on pourrait installer en ce lieu, et vers l'axe du vallon, une batterie de 8 à 10 forages, profonds de 40 m. environ, alignés parallèlement au Canal de Seclin, à 100 mètres de lui et distants entre eux de 150 m. environ. Chaque ouvrage pourrait fournir un débit moyen de 150 m<sup>3</sup>/h, ce qui représente une exhaure possible de 1.500 m<sup>3</sup>/h, soit 20.000 m<sup>3</sup> par jour avec un pompage de 14 heures par jour environ. "

En ce qui concerne le projet CHARTIEZ, il est précisé que la Ville ne possède qu'un seul terrain et forage d'essai, que les conditions actuelles ne sont plus les mêmes que celles d'avant 1914 et qu'il est fort probable que le département du Pas de Calais soit opposé à la reprise de ce projet pour l'alimentation de notre Ville.

M. COQUART rappelle qu'il avait déjà été question des consommations anormales des établissements publics et des groupes d'H.L.M., il demande si le Service est en mesure de fournir plus de renseignements à ce sujet.

Il pense que le comptage global des consommations d'eau, comme il sera encore pratiqué dans la Cité des Logements Universitaires de l'avenue Denis Cordonnier, est une tolérance du gaspillage et se déclare partisan de la pose d'un compteur par appartement.

Le Service expose les difficultés que présente une telle mesure qui n'est pas prévue dans le règlement actuel de la distribution d'eau potable. Il estime que la surveillance des consommations incombe aux organismes constructeurs de logements collectifs.

Après discussion, la Commission émet un avis favorable à la demande de crédits présentée par le Service, sauf M. COQUART qui, après avoir défini le caractère du Budget supplémentaire, déclare faire des réserves en ce qui concerne l'attribution des crédits supplémentaires demandés pour 1960.

#### DISTRIBUTION D'EAU - FOURNITURE D'ENERGIE ELECTRIQUE AUX STATIONS DE POMPAGE DES HALLES CENTRALES ET DU PALAIS RAMEAU.

Le Service expose que les contrats proposés par E. d. F. ne font que sanctionner l'adoption du "Tarif-Pilote" qui, tout en offrant des avantages comparables au tarif Haute Tension, le dispense de remplacer des transformateurs vétustes ne répondant plus aux normes actuelles, l'énergie étant fournie en Basse Tension.

La Commission, après examen, émet un avis favorable à la signature de ces contrats.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

—

#### OPERATION PROPRETE.

M. le Président expose que cette opération, comme son nom l'indique, tend à obtenir une plus grande propreté de nos voies et places publiques en essayant de supprimer le plus possible les sources de malpropreté : poubelles, fils d'eau, papiers, animaux errants .....

.../...



Elle comprend une série de propositions, déjà approuvées dans leur principe il y a un an, sur :

- la collecte des ordures ménagères,
- l'irrigation des fils d'eau,
- le ramassage des animaux errants,
- l'entretien des urinoirs,
- le matériel des cantonniers,
- les papiers sur les marchés (le problème des papiers dans les rues a été évoqué lors d'une précédente réunion réglant la mise à l'essai de corbeilles à papiers).

Elle implique une certaine publicité pour obtenir le concours des lillois et le respect des obligations prescrites par le Code des Arrêtés Municipaux, dont certains articles devront être revus.

Il serait nécessaire que M.M. les Membres de la Commission se prononcent sur chacune de ces propositions, afin de permettre aux Services Publics de les mettre définitivement au point et d'envisager les demandes de crédits nécessaires.

COLLECTE DES ORDURES MENAGERES - PROPOSITIONS DE LA SOCIETE  
T.R.U. VISANT A L'ADOPTION DU SYSTEME DIT "COLLECTE HERMETIQUE"

La Commission prend connaissance des propositions de la Société T.R.U. annexées au présent procès-verbal.

M. COQUART rappelle que lors de l'examen de cette question, il avait demandé qu'une expérience soit faite dans un secteur de la Ville. L'essai actuellement en cours dans les groupes d'H.L.M. n'est valable que pour les immeubles collectifs. Il faut pouvoir juger si l'adoption d'un type déterminé de poubelle ne présente pas d'inconvénients en raison de la diversité des foyers, de la fréquence de la collecte, etc...

M. HENLUX précise que M. le Maire lui a demandé le 23 mai dernier un projet complet de règlement comportant toutes les mesures à envisager au titre de l'Opération Propreté. Une expérience partielle devait donc s'intégrer dans un plan général.

Mais cette expérience prévue peut être maintenant abandonnée, en effet, la Ville de Lambersart va pratiquer la collecte hermétique dès le 1er janvier 1961. Cette commune pourra servir de champ d'expérience, à la seule différence près que la collecte y sera bi-hebdomadaire alors qu'elle est prévue tri-hebdomadaire à Lille. Cela évite en outre l'achat d'une nouvelle benne.

Il restera, compte tenu de cette expérience et de quelques autres, à préciser pour l'Administration le temps nécessaire pour parvenir à la substitution complète du nouveau système à l'actuel, ainsi que les caractéristiques du matériel à employer.

Le Service craint que les pénalités prévues pour le cas où les poubelles devraient être remplacées avant l'expiration de la durée d'utilisation conventionnelle, se heurtent à un obstacle juridique.

M. JUREL attire l'attention de M.M. les Membres de la Commission sur le problème de la prolongation du marché T.R.U.

.../...



M. VIRON signale les nombreux tas d'ordures subsistant dans les fosses des H.L.M. après le passage des bennes hermétiques. Des cas précis seront soumis à M. HENNAUX, à l'intention de M. le Président de l'Office.

M. MEUR. souhaite qu'études et expériences soient vivement menées pour que ne soit pas reculée indéfiniment l'heure de la réalisation.

La Commission réitère en conclusion son approbation de principe en attendant que lui soit soumis un projet tenant compte des expériences en cours ou prévues et solutionnant les questions posées par ses Membres.

M. HENNAUX regrette que l'Administration Municipale tolère que des riverains, notamment ceux du centre, sortent le soir des poubelles dont chiens et noctambules éparpillent trop souvent le contenu sur le sol, ce qui donne à nos voies un aspect indigne d'une ville comme Lille.

#### IRRIGATION DES FILS D'EAU.

Le Service donne lecture du rapport qu'il a établi sur cette question, rapport annexé au présent procès-verbal.

Après avoir entendu quelques explications complémentaires et en avoir discuté, la Commission fait siennes les conclusions du rapport.

M. VIRON, qui signale la malpropreté des fils d'eau bordant les groupes d'H.L.M., le Service indique qu'aux termes des dispositions des articles 496 et 497 du Code des Arrêtés Municipaux, les riverains sont tenus de les nettoyer, mais, qu'en raison du caractère spécial de ces groupes, des mesures seront prises dès que l'effectif des cantonniers le permettra.

#### RAMASSAGE DES ANIMAUX ERRANTS.

Après lecture du rapport établi par le Service et repris en annexe, la Commission émet un avis favorable à la réalisation du projet.

#### MOTORISATION DU SERVICE D'ENTRETIEN DES URINOIRS.

La Commission approuvant les propositions présentées dans le rapport repris en annexe, donne un avis favorable à un appel d'offres en vue de la passation d'un marché sur les bases d'un cahier des charges dont les grandes lignes ont été définies dans ledit rapport et qui serait mis au point en collaboration avec le Service du Contentieux.

#### MODERNISATION DU MATERIEL ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL DES CANTONNIERS.

Le rapport du Service, repris en annexe, expose les mesures envisagées pour améliorer l'efficacité du travail des cantonniers et notamment les conditions d'évacuation des produits du balayage.

La Commission, approuvant les propositions du Service, donne un avis favorable à la construction et à l'essai d'un prototype de nouveaux véhicules dont seraient dotés les cantonniers.

Un contact sera pris avec le Service des Halles et Marchés pour connaître le nombre de réceptacles à mettre à la disposition des marchands fréquentant les divers marchés de la Ville pour l'évacuation de leurs résidus.



#### TRANSPORTS AUTOMOBILES - ACHAT D'UN VEHICULE.

Sur la proposition du Service, la Commission émet un avis favorable à l'acquisition, sur les crédits alloués au fonctionnement du Service des Transports pour 1960, d'une camionnette "Citroën" 1.500 kgs, destinée au Service des Jardins.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

#### TRANSPORTS AUTOMOBILES - ACHAT DE VELO-SOLEX.

La délibération du Conseil Municipal, n° 60/6080 du 17 juin 1960, a autorisé l'acquisition de 7 vélo-solex à attribuer à des agents des services : Contrôle de Voirie, Signalisation, Assainissement.

A la suite de l'appel d'offres, les propositions les plus avantageuses ont été faites par la Société Lilloise de Motocycles, 53, Boulevard Carnot à Lille. Le Service propose de commander à cette Société les 7 engins, plus 3 autres pour le remplacement de ceux des plus anciens déjà en service et dont l'entretien s'avère onéreux.

La Commission émet un avis favorable à la commande de ces engins.

--

#### DISTRIBUTION D'EAU - EXTENSION DES CAPTAGES - ACQUISITION DE POMPES.

La délibération n° 59/2-6090 du 21 décembre 1959, relative à l'extension des captages dans le Val de Bergues et à l'établissement d'un forage dans le Jardin d'Enfants, à proximité de la Citadelle, avait prévu un appel d'offres en vue de la fourniture des pompes.

La Commission est informée du résultat obtenu. Les conditions les plus avantageuses ayant été faites par la S.A. "POMPES et PROCÉDES MODERNES d'ELEVATION d'EAU" (P.E.M.E.) 120, Boulevard Thiers à Béthune, elle émet un avis favorable à la passation d'un marché avec cette société pour la fourniture des pompes nécessaires à l'équipement des forages.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

--

#### ACHAT DE BOTTES EN CAOUTCHOUC POUR LES BESOINS DU SERVICE DES EAUX.

En moins de deux ans, le Service des Eaux aura réalisé huit stations de pompage éparpillées dans les bois et les champs. L'entretien de ces stations est assuré par les mécaniciens-électriciens de l'Usine d'Emmerin et les réparations par les ajusteurs-tourneurs de l'atelier de la rue Saint-Bernard.

La plupart du temps les chemins d'accès sont impraticables aux véhicules et tout le monde patauge dans 5 à 20 centimètres de boue. Le personnel, qui jusqu'ici n'a jamais manqué à sa tâche, commence à se plaindre et l'achat d'une dizaine de paires de bottes devrait être envisagé. Cette question ne devrait souffrir d'aucun retard car il ne sera plus possible d'exiger du personnel des travaux qui deviennent de plus en plus fréquents, sans lui donner, en plus de ses outils, une paire de bottes.

Le Service demande à M.M. les Membres de la Commission s'ils considèrent comme lui que les bottes en caoutchouc soient un outil plutôt qu'une attribution vestimentaire dans ce cas précis.

.../...



La Commission estime que ces bottes devraient en effet faire partie de l'outillage et émet un avis favorable à leur acquisition par le Service des Eaux.

Toutefois, en raison de la procédure suivie jusqu'ici pour l'attribution des effets de travail, elle juge nécessaire une prise de contact avec les Services de la 1ère Division afin de recueillir leur avis.

SEANCE LEVEE à 22 HEURES 15

l'Ingénieur Principal,  
Chef des Services Publics,

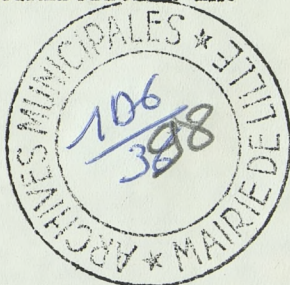
Le Président de la Commission,

L. MORIN.

G. HENNAUX.



DISTRIBUTION d'EAU



SITUATION DE NOS RESSOURCES EN EAU POTABLE

R A P P O R T

de l'Ingénieur Principal, Chef des Services Publics

Si la sécheresse exceptionnelle de 1959 n'a pas eu de répercussion bien grave sur les abonnés au Service des Eaux pendant le premier semestre 1960, elle a cependant augmenté considérablement nos dépenses de fonctionnement.

Lors de l'établissement des prévisions budgétaires de cette année, le Service escomptait de la pluie en automne et de la neige en hiver, en fait il n'y a eu ni pluie ni neige.

Les niveaux sont toujours très bas dans les forages et les sources sont à sec depuis octobre 1959. Les tableaux ci-après donnent une idée de la situation de la nappe d'une année à l'autre.

Dans le premier tableau, la colonne "Sources" donne la hauteur de l'eau arrivant par gravité (c'est à dire gratuitement) dans le collecteur long de 5 kms 400 aboutissant à l'Usine Elévatoire d'Emmerin.

Les quatre colonnes suivantes de ce tableau correspondent aux forages prévus par le projet de 1955, mis en service :

le 10 juillet 1959 - Forage n° 4

le 27 juillet 1959 - Forage n° 1

le 20 août 1959 - Forage n° 3

le 22 octobre 1959 - Forage n° 2

Le tableau suivant concerne les Forages-Nord.

x

x x



TABLEAU N° I - E M M E R I N

	HAUTEUR d'EAU dans le collecteur		PROFONDEUR de l'EAU en POMPAGE											
	<u>Sources</u>		<u>Forage n° 1</u>		<u>Forage n° 2</u>		<u>Forage n° 3</u>		<u>Forage n° 4</u>		<u>Wattignies</u>		<u>Guermanez</u>	
	1959	1960	1959	1960	1959	1960	1959	1960	1959	1960	1959	1960	1959	1960
Janv.	1,65	0		8,50		15,68		10,64		10,78	3,29	23,40	2,-	15,95
Févr.	1,66	0		8,45		17,23		10,60		10,60	3,10	23,40	2,05	15,-
Mars	1,66	0		8,15				10,39		10,86	3,10	24,-	1,80	15,30
Avril	1,61	0		8,18		11,25		10,28		10,65	3,50	23,80	1,98	15,50
Mai	1,20	0		8,20		13,03		10,26		10,30	3,75	23,75	2,20	14,82
Juin	0,70	0		10,-		13,05		10,44		10,38	4,32	23,75	2,90	14,74
Juil.	0,22	0		10,24		13,45		10,42	6,40	10,35	13,43	23,75	3,72	13,70
Août	0,30	0	4,53	10,08		13,85	3,55	10,37	6,65	10,25	13,40	22,90	4,10	14,05
Sept.	0,22	0	5,40				5,87		6,27		22,-		15,84	



TABLEAU N° 2 - FORAGES - N O R D

PROFONDEUR de l'EAU en POMPAGE														
	Forage n° 1		Forage n° 3		Forage n° 5		Forage n° 7		Forage n° 8		Forage n° 9		Forage n° 6 bis	
	1959	1960	1959	1960	1959	1960	1959	1960	1959	1960	1959	1960	1959	1960
Janv.	46,20	48,90	32,20	37,90	34,10	38,45	35,10	39,30	31,-	36,86	34,90	40,20		55,-
Févr.	46,20	49,30	33,20	48,40	34,10	38,90	35,10	39,50	31,-	36,85	34,90	40,50	52,80	54,-
Mars	46,20	49,15	33,20	38,40	34,10	38,80	35,10	39,60	31,-	36,90	34,90	40,50	53,20	60,20
Avril	44,20	38,90	33,20	38,10	34,10	38,65	35,10	39,20	31,-	36,55	34,90	40,10	53,20	60,40
Mai	46,50	39,40	33,20	38,30	34,10	38,85	35,10	39,60	31,-	36,50	34,90	40,60	53,20	59,90
Juin	46,50	39,60	33,20	38,30	34,10	39,-	35,10	39,70	33,-	36,65	34,90	40,70	53,20	59,80
Juil.	46,50	41,-	33,20	39,60	34,10	40,80	35,10	41,10	33,-	37,90	34,90	42,-	53,20	61,50
Août	46,50	40,45	33,20	36,40	34,10	40,-	35,10	41,60	33,-	37,75	34,90	41,45	53,20	61,60
Sept.	46,50	38,80	33,20	41,65	34,10	38,60	35,10	39,70	33,-	37,75	34,90	39,80	53,20	60,80



Il est à noter que certains forages ont vu remonter leur niveau, non pas naturellement, mais par suite d'une acidification ou à la suite d'un changement de pompe avec débit inférieur.

Cette situation a fait évidemment augmenter les consommations d'électricité

Janvier à Juillet 1959 - Janvier à Juillet 1960

Emmerin	670.914 kwh	975.840 kwh	soit en + 304.926 kwh
Forages-Nord	1.182.040	1.302.661	+ 120.621
Totalité du Service	1.884.674	2.311.918	+ 427.244

(voir annexe I)

pour obtenir cependant des quantités d'eau élevée inférieures du fait de l'augmentation de la hauteur d'aspiration et du tarissement de nos sources d'Emmerin :

Janvier à Juillet 1959 - Janvier à Juillet 1960

Emmerin	4.593.235 m3	2.711.260 m3	- 1.881.975 m3
Forages-Nord	2.851.275	2.789.977	- 61.298

L'appoint d'eau nécessaire à nos besoins a dû être demandé à la Société des Eaux du Nord :

Janvier à Juillet 1959	:	814.582 m3
Janvier à Juillet 1960	:	2.492.229

(voir annexe II)

En définitive, la sécheresse de 1959 se répercute sur nos dépenses de fournitures qui dépassent nos prévisions de 370.000 NF environ pour l'année 1960 (E.D.F. = 70.000 NF + S.E.N. = 300.000 NF).

Pour les mois à venir, l'alimentation en eau des lillois semble être assurée d'une part par l'appoint toujours possible de l'eau de la Société des Eaux du Nord, et d'autre part par l'équipement de nouveaux forages du projet de décembre 1959.

Si pour ces forages l'arrêté déclaratif d'utilité publique et d'autorisation n'est pas encore pris, il n'en reste pas moins vrai que les travaux se poursuivent activement.

Le forage d'eau industrielle du Jardin d'Enfants est creusé et a donné aux essais 140 m3/heure, mais il ne sera équipé que plus tard.

A Emmerin, le forage n° 7, dit de la "Source Billaut" est creusé, acidifié et actuellement les essais de débit se terminent et donnent 147 m3/heure. Ce forage sera le premier à être équipé, les travaux de génie civil viennent de commencer et la pose de la ligne électrique est imminente. Sa mise en service est prévue, sous toutes réserves, avant la fin octobre.

.../



Le creusement du forage n° 8 va commencer et les mises en route s'échelonnent régulièrement tous les mois.

En conclusion, il faut souligner que si le temps pluvieux de cet été n'a rien apporté aux nappes aquifères, il a cependant eu pour effet de réduire la consommation des habitants.

Il se confirme en outre que le Service n'a plus à espérer obtenir de l'eau gratuitement des sources d'Emmerin et que l'augmentation de 0,05 NF du prix de revient du m<sup>3</sup> d'eau constatée pour l'exercice 1960 risque de devenir définitive car la mise en service de nos nouveaux forages à Emmerin et ensuite à Houplin aura obligatoirement une répercussion sur le niveau statique de la nappe.

Il serait peut être prudent d'envisager la possibilité d'un rajustement de nos prix qui malgré la dernière augmentation restent parmi les plus bas de la région.

L'Ingénieur Principal,  
Chef des Services Publics,



ANNEXE I

CONSOMMATION ELECTRIQUE

TABEAU COMPARATIF POUR LES PREMIERS MOIS 1959 - 1960

	EMMERIN		FORAGES-NORD		CONSOMMATION TOTALE	
	1959	1960	1959	1960	1959	1960
	kwh	kwh	kwh	kwh	kwh	kwh
Janvier	83.860	143.203	149.680	192.213	238.010	340.566
Février	101.950	149.363	136.040	183.288	242.030	338.982
Mars	91.790	136.303	163.990	188.632	259.690	329.884
Avril	93.700	131.057	187.590	180.736	285.920	316.286
Mai	95.490	151.128	156.750	197.601	257.170	352.721
Juin	100.760	126.799	186.160	186.253	291.040	317.853
Juillet	103.363	137.987	201.850	173.938	310.814	315.626



ANNEXE II.

	Quantités d'eau élevée				Fournitures des		Consommations					
	<u>EMMERIN</u>		<u>FORAGES NORD</u>		<u>Eaux du Nord</u>		<u>Moyenne</u>		<u>Maximum</u>		<u>Minimum</u>	
	I959	I960	I959	I960	I959	I960	I959	I960	I959	I960	I959	I960
	m <sup>3</sup>	m <sup>3</sup>	m <sup>3</sup>	m <sup>3</sup>	m <sup>3</sup>	m <sup>3</sup>	m <sup>3</sup>	m <sup>3</sup>	m <sup>3</sup>	m <sup>3</sup>	m <sup>3</sup>	m <sup>3</sup>
Janvier	618.695	410.220	372.338	426.222	97.480	314.726	35.140	37.040	43.158	41.731	22.435	29.810
Février	744.450	374.060	311.664	399.259	9.698	320.306	38.013	37.780	41.258	40.477	30.697	31.499
Mars	712.000	397.870	528.982	411.040	16.343	411.158	40.294	39.496	45.744	43.797	31.109	32.811
Avril	625.770	366.070	424.250	402.572	134.715	358.163	39.424	37.196	42.878	40.992	33.057	27.810
Mai	664.650	392.740	403.897	400.639	157.140	365.190	39.587	37.688	48.359	42.603	32.421	29.859
Juin	647.430	400.390	405.769	374.946	164.042	361.991	40.476	37.920	46.230	41.688	26.624	30.343
Juillet	582.260	369.910	404.375	375.299	235.164	360.695	40.118	35.650	48.760	39.472	31.672	28.183
Août	438.190	321.810	364.945	360.206	309.379	348.595	35.924	33.276	42.508	39.974	28.678	25.863



APPLICATION



ENR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DE LA VILLE DE LILLE

DU SYSTEME DE COLLECTE DIT "HERMETIQUE"

PROPOSITIONS de la SOCIETE T.R.U.

I. - CONSIDERATIONS GENERALES

1<sup>o</sup>) Ce qu'est la collecte hermétique :

Essentiellement un mode d'enlèvement des ordures ménagères consistant :

- d'abord dans l'utilisation, par les habitants, de poubelles métalliques, généralement tronconiques, avec couvercle articulé sur la poubelle,
- ensuite, dans le vidage de ces poubelles par un système mécanique de renversement qui assure, à un moment donné de ce renversement, l'ouverture du couvercle de la poubelle et le vidage de celle-ci alors que son ouverture supérieure est en contact avec un plateau circulaire qui s'oppose à la projection de poussière à l'extérieur de la benne.

2<sup>o</sup>) Ses avantages au point de vue de l'hygiène et de la propreté :

Ils sont évidents :

- d'abord, dans les immeubles et appartements, les habitants disposent d'un récipient complètement clos supprimant, non seulement le dégagement de toute odeur, mais encore la visite des mouches, des souris ou même des rats,
- ensuite, dans les rues, sur les trottoirs, où les poubelles déposées avant le passage des véhicules n'offrent aucune prise, soit au vent, soit aux chiens errants,

Tel ingénieur d'une ville de plus de 200.000 habitants où la collecte hermétique n'est encore pratiquée que pour les immeubles à appartements multiples, déclarait que le balayage des voies, dans lesquelles ce mode de collecte est pratiqué a pu être réduit de 80 %.

- enfin, pour le personnel de collecte qui évite, par là, les dangers de coupure ou de blessure diverses qui le menacent quotidiennement.

3<sup>o</sup>) Où est-elle pratiquée ?

Très largement dans les pays nordiques, DANEMARK, SUEDE, NORVEGE, et particulièrement en HOLLANDE où 92 % des villes connaissent ce mode de collecte.

Egalement dans beaucoup de villes allemandes et suisses.

En FRANCE, sans doute par manque de documentation, très peu de villes se sont intéressées à ce mode de collecte.

Seules les villes de la GARENNE COLOMBES, COLMAR et SARREGUEMINES l'ont entièrement réalisée.

ROUEN en fait l'application à la plupart des immeubles à appartements multiples.

SAINT-DENIS a commencé cette pratique en 1959 et en poursuit la généralisation.

PARIS l'a mise à l'essai très timidement dans un secteur réduit.

STRASBOURG dont la population voisine 220.000 habitants, en fait application, par poubelles collectives, à un secteur d'environ 60.000 habitants.

.../



Nous en faisons nous-mêmes application par poubelles collectives, dans les groupes H.L.M. compris entre la Noble Tour et le secteur des Bois Blancs.

4<sup>e</sup>) Les conditions qu'elle requiert :

Pour l'instant nous n'étudierons par le détail que la collecte par poubelles individuelles.

La collecte actuellement pratiquée dans les groupes H.L.M. désignés ci-dessus relève de l'Office Municipal d'H.L.M. pour la fourniture et les opérations de déplacement des poubelles, la Ville n'ayant à fournir que le véhicule spécial pour le chargement des résidus et leur évacuation.

Le service est assuré suivant un rythme tri-hebdomadaire, ce qui nous donne une marge suffisante pour faire face à l'extension des différents groupes situés dans le secteur considéré.

La question de réception et de transport des résidus par poubelles collectives ne devra donc faire l'objet d'un nouvel examen qu'à partir du moment où cette marge de sécurité aura été absorbée par une extension suffisante du programme de construction actuellement en chantier dans ce secteur, ou encore si l'Administration municipale décidait d'étendre le mode de collecte hermétique par poubelles collectives à des groupes d'H.L.M. situés dans d'autres secteurs ou encore à divers immeubles à appartements multiples.

a) fixer d'abord un rythme de collecte approprié

D'une manière générale, les Villes qui pratiquent la collecte hermétique par poubelles individuelles s'en tiennent à la collecte bi-hebdomadaire qui, selon les ingénieurs des Services Techniques locaux, est tout à fait suffisante dès l'instant que le type de poubelle choisi offre une capacité convenable.

S'agissant de l'introduction éventuelle de la collecte hermétique à LILLE, nous pensons néanmoins que le choix du rythme tri-hebdomadaire, répondant aux habitudes et aux préoccupations d'hygiène des habitants, ne romprait pas trop lourdement avec la collecte quotidienne dont ils bénéficiaient depuis 1950.

b) choix du type de poubelle le mieux approprié

Deux conceptions peuvent alors être présentées :

- 1) Adapter le volume de la poubelle aux besoins des différents foyers ce qui revient à créer 4 ou 5 types de capacité différente, par exemple : 20 litres pour les personnes seules, 35 litres, 50 litres et 75 litres respectivement pour les foyers de 4, 6 et 8 personnes.
- 2) Adoption d'un type standard correspondant aux besoins d'une famille de 4 personnes et généralisation à l'ensemble des foyers, avec dotation de plusieurs poubelles aux foyers dont la composition numérique justifie cette mesure.

Cette deuxième formule est généralisée dans toutes les villes de HOLLANDE, de BELGIQUE et d'ALSACE-LORRAINE qui pratiquent le système de la poubelle par foyer, parce qu'elle permet d'obtenir des prix de fabrication exceptionnellement intéressants conduisant à supprimer tout service de réparation et permettant de remplacer, aux moindres frais, les poubelles devenues hors d'usage après un temps minimum d'utilisation à fixer.

Cette formule facilite, en outre, très largement les opérations de manipulation, de chargement, de vidage des poubelles, réalisant ainsi un gain de temps fort appréciable.

c) Mode d'acquisition et d'attribution des poubelles

A cet égard, les Administrations municipales ont appliqué des attitudes diverses :

.../



- 1) Tout à fait exceptionnellement (SARREGUEMINES), achat direct par les habitants, auprès des quincailleries locales, sur prix de vente fixé par le Maire, du type de poubelle agréé par l'Administration Municipale.
- 2) Achat par la Municipalité (LA GARENNE COLOMBES) sur fonds d'emprunt et couverture des frais d'amortissement par un aménagement des taxes municipales.
- 3) Fourniture, entretien éventuel et remplacement par l'Administration Municipale ou par l'entreprise chargée du service de la collecte, du type de poubelle agréé par l'Administration Municipale.

Puis remise à chaque foyer :

- soit gratuitement (LAMBERSART)
- soit contre versement d'une redevance trimestrielle ou annuelle (COLMAR, STRASBOURG la plupart des villes de HOLLANDE ...)

d) Décision à intervenir pour ce qui concerne les résidus industriels et commerciaux.

Là encore, les positions administratives varient d'une ville à l'autre :

- ou bien les industriels et commerçants prennent, à titre individuel, toutes dispositions pour faire évacuer, à leurs frais, les résidus de leur industrie, ou de leur commerce,
- ou ils prennent, à l'abonnement, un nombre de poubelles de capacité convenable parmi les types agréés correspondant à leurs besoins et l'évacuation en est assurée, à la diligence du service de la collecte, tel jour de la semaine qui est fixé d'avance,
- ou encore l'évacuation est assurée, en vrac, par un camion du service de la collecte, tel jour de chaque semaine préalablement fixé, contre versement d'une redevance évaluée à l'unité de volume ou de poids.

e) Dernière décision visant l'insonorisation des poubelles

Il s'agit là d'une disposition qui, jusqu'ici, n'a pas alourdi les préoccupations des Administrateurs locaux des pays étrangers qui pratiquent, depuis fort longtemps, la collecte hermétique.

Ni en HOLLANDE, ni en ALLEMAGNE, notamment, où ce service est très largement répandu, la question de l'insonorisation des poubelles n'a pas encore été posée. Des entretiens que nous avons eus avec les Ingénieurs des villes très importantes de ces deux pays, nous avons tiré l'impression qu'elle n'est pas là d'être posée.

Deux raisons semblent justifier cette attitude :

- d'abord le fait important que la manipulation des poubelles, dans le système hermétique, procède d'un rythme beaucoup moins rapide que dans le système ordinaire, et qu'il permet, dès lors, moins de hâte de la part des opérateurs.
- ensuite que le bruit occasionnel des manipulations n'est pas quotidien puisque - nous l'avons dit - le rythme de la collecte est bi-hebdomadaire seulement, dans l'immense majorité des villes qui pratiquent la collecte hermétique.
- en outre, ce bruit reste très largement moins intense et moins prolongé que d'autres qu'il est, ou qu'il sera, sans doute avant longtemps, impossible de supprimer ou de réduire :
  - passages de tramways ou de gros camions - démarrage d'autobus ou de gros véhicules - coups de frein - ouverture ou fermeture de portières - déchargement de fûts, de bidons ou de pièces métalliques, etc...
- enfin, le coût d'une insonorisation sérieuse augmente de plus de 50 % le prix de la poubelle, encore que nul ne peut avancer, à l'heure présente, en raison du manque d'expérience des constructeurs, un délai valable de durée d'utilisation des équipements insonorisants.

.../



Pour notre part, nous restons particulièrement réservés à ce sujet et notre position se trouve renforcée par les dispositions même de l'arrêté par lequel, le 23 juillet 1959, le Préfet de la Seine a prescrit l'insonorisation des poubelles à PARIS où la collecte ordinaire est toujours maintenue : "..... les boîtes à ordures ménagères doivent être d'un modèle permettant une manipulation insonore, tant en ce qui concerne le couvercle que le corps du récipient. Les modèles non insonores devront cesser d'être utilisés au plus tard le 1er janvier 1963".

"A titre transitoire, elles pourront être acceptées jusqu'au 1er janvier 1965 si elles ont été pourvues d'un dispositif d'insonorisation consistant, par exemple, en une bande de caoutchouc de section suffisante et fixée efficacement et solidement à la frotte inférieure de la boîte".

"A dater du 1er janvier 1965, seules seront admises les boîtes insonores dont les modèles auront été agréés par l'Administration".

Ce qui revient à dire que le Préfet de la Seine qui s'est gardé jusqu'ici de prendre position sur le choix d'un type de poubelle agréé, s'est donné six années pour fixer ce choix, ce qui apparaît hors de toute mesure avec la simplicité matérielle apparente de la question à trancher, à moins que ce délai ne souligne les difficultés techniques et les conséquences financières que soulève ou qu'entraîne la mesure envisagée.

Si l'Administration municipale estimait néanmoins souhaitable de faire un geste de principe dans ce domaine, nous pensons que seule l'insonorisation du couvercle devrait être prescrite tant pour des raisons d'efficacité que d'économie.

## II - DE LA MISE EN OEUVRE EVENTUELLE DU SERVICE HERMETIQUE A LILLE

Nous n'examinerons, dans cette partie de notre étude, nous l'avons dit plus haut, que la collecte par "poubelle familiale" puisque la collecte hermétique par poubelles collectives est déjà réalisée dans tous les immeubles H.L.M./ situés entre la Noble Tour et le secteur des Bois Blancs.

Dans la première partie de notre étude, nous avons indiqué les différentes modalités de fourniture des poubelles.

S'agissant des conditions psychologiques locales, il n'apparaît pas possible d'envisager d'imposer, à chaque foyer, l'achat d'une poubelle d'un type agréé.

Pas davantage de créer une taxe de location qui se superposerait à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères dont le taux a été relevé à l'occasion du vote du budget de 1960.

Il reste, dès lors, à poursuivre notre étude en retenant que les poubelles seront mises gratuitement à la disposition de chaque foyer, sous les conditions indispensables de bonne utilisation et la garantie de pénalités à fixer par arrêté.

Cette précision fondamentale étant posée, nous poursuivrons notre étude en retenant que l'Administration municipale sera sans doute guidée, dans son intention de moderniser le service de la collecte et de se placer à l'avant-garde des villes de France dans le domaine de l'hygiène et de la propreté publiques, en restant dans le cadre des crédits actuellement inscrits au budget pour assurer ledit service.

### A - Les charges nécessitées par un service de collecte hermétique :

I/ Les poubelles - Leur fourniture étant envisagée sans charge nouvelle pour les habitants, trois préoccupations retiendront notre attention : le prix unitaire, la durée d'utilisation, le nombre de poubelles à acquérir.

a) le prix unitaire : le choix d'un type standard unique pour toute la population est le seul - nous l'avons dit - qui permette d'obtenir un prix de fourniture particulièrement intéressant et, par là, de supprimer tout service d'entretien généralement fort onéreux.

.../



Cette notion fondamentale étant dégagée, nous pourrions déterminer aisément le volume du type à retenir.

Il est communément admis que le poids d'ordures ménagères à évacuer peut être évalué à 250 Kgs par habitant et par an, soit par journée de service :

$$\frac{250}{300} = 850 \text{ grammes environ}$$

Par ailleurs, la densité des ordures ménagères extrêmement variable d'une région à une autre, d'une saison à l'autre, d'un quartier à un autre peut, dans notre ville, être valablement fixée entre 0,25 et 0,5

Pour une famille de 4 personnes, le volume moyen journalier d'ordures ménagères à évacuer se situe, par conséquent, aux environs de :

$$\frac{850 \text{ grs} \times 4}{0,35} = \frac{3.400 \text{ Kgs}}{0,35} \text{ soit un peu moins de 10 litres}$$

Nous parlerons plus loin du rythme de la collecte, l'un des facteurs essentiels du prix de revient du service ; mais dès maintenant, nous pouvons établir que la poubelle familiale de 33/34 litres qui est le plus communément utilisée dans les pays où ce mode de collecte est réalisé et, dans notre pays, dans les villes de COLMAR et de SARREGUEMINES doit permettre, à un foyer de 4 personnes à consommation moyenne, de "tenir" pendant 3 jours.

Pour ne retenir que ces deux dernières villes qui sont placées du point de vue commercial dans les mêmes conditions que nous-mêmes, les prix pratiqués sont les suivants :

SARREGUEMINES : prix imposé : 35 NF - Vente par les quincailleries locales.

COLMAR : fourniture par la Municipalité contre versement d'un abonnement correspondant au prix de fourniture de 30 NF.

Nous verrons plus loin, dans la partie de notre étude relative à l'équilibre financier du service, le prix maximum que devra comporter la fourniture qui nous occupe.

b) la durée d'utilisation : les informations touchant cette partie de notre étude ne peuvent être trouvées que par référence aux villes qui, depuis de nombreuses années, pratiquent le mode de collecte qui nous intéresse et le font en fournissant, elles-mêmes, les poubelles sans avoir recours à un service d'entretien.

Notons au passage, que dans les villes en question, les renseignements statistiques sont souvent très incomplètement tenus et ne permettent pas de fixer avec rigueur la durée moyenne du service des poubelles.

Disons pourtant que les villes qui pratiquent la dotation à l'abonnement fixent généralement le montant de la taxe correspondante en retenant un délai d'amortissement de 7 à 8 ans, ce qui permet de penser que la durée moyenne d'utilisation dépasse ce délai que l'on peut considérer comme un délai de sécurité pour les finances locales.

Nous avons pu néanmoins obtenir deux informations précises sur le point qui nous intéresse.

A Nieuport (BELGIQUE) où le début du service remonte à 1953, le nombre de poubelles remplacées par mise hors d'usage, le plus souvent par accident, a été de 1,5 % en six ans.

A Deventer (HOLLANDE) où la collecte hermétique remonte à 1937, le pourcentage des poubelles remplacées a suivi les fluctuations suivantes :

- au cours des 10 premières années 7 %
- entre la 11ème et la 15ème année 27 %
- entre la 16ème et la 20ème année 50 %

Aucun remplacement n'a été opéré avant l'expiration de la 7ème année de service.

.../



Nous pourrions donc admettre localement pour les besoins de l'équilibre financier que nous examinerons plus loin ;

- que la durée d'utilisation minima serait de 5 ans, tout remplacement avant ce délai étant mis entièrement à la charge de l'utilisateur
- que le remplacement au cours des 6, 7, 8 et 9ème années d'utilisation donnerait lieu au versement, par l'utilisateur, des 4/5 de la valeur de la poubelle dans la 6ème année d'utilisation  
des 3/5 de la valeur de la poubelle dans la 7ème année d'utilisation  
des 2/5 de la valeur de la poubelle dans la 8ème année d'utilisation  
de 1/5 de la valeur de la poubelle dans la 9ème année d'utilisation
- le remplacement étant gratuit à partir de la 10ème année.

Rappelons cependant qu'un régime particulier devrait intervenir pour l'évacuation des résidus commerciaux ou industriels, par l'obligation faite aux établissements intéressés, soit de demander, contre paiement, la dotation de poubelles supplémentaires, soit de souscrire un abonnement pour l'évacuation de leurs résidus, par service spécial.

c) le nombre de poubelles à mettre en service : nous entrons là dans le domaine de l'hypothèse en raison du délai de 6 années qui s'est écoulé depuis le dernier recensement.

Nous avons montré plus haut que la poubelle 33/34 litres pouvait répondre aux besoins d'une famille de 4 personnes et que les familles comptant 5 personnes et plus recevront 2 ou 3 poubelles suivant l'importance de leur composition.

Ajoutons qu'en HOLLANDE où 92 % des villes pratiquent la collecte hermétique, le nombre des poubelles en service varie, suivant la composition des familles, entre 3,2 % et 3,4 % du chiffre de la population.

Nous avons cité plus haut la ville de Deventer :

Pour 56.000 habitants, le nombre de poubelles en service est de 18.000, ce qui donne 3,2 %.

A Nieuport pour 7.500 habitants, le nombre de poubelles est de 2.500, soit 3 %.

A Sarreguemines pour 17.000 habitants, 5.000 poubelles, soit 3,4 %

A Colmar pour 52.000 habitants, 17.000 poubelles, soit 3 %

Enfin, à Lambersart qui offre la particularité de ne compter qu'un pourcentage très réduit de foyers de 1 et 2 personnes et où un recensement a été effectué au début de 1960 en prévision de la mise en service de la collecte hermétique le 1er janvier 1961, pour 20.500 habitants, 7.800 poubelles, soit 2,7 %.

En retenant la moyenne de 3,04 % qui résulte des chiffres ci-dessus et en nous référant aux résultats sortis pour notre ville du recensement de 1954, nous obtiendrions les résultats suivants :

Population  $\frac{194.500}{3,04} = 64.000$  poubelles à mettre en service.

Mais ce recensement annonce 67.500 logements ou foyers comportant 86,3 % de foyers de 1 à 4 personnes et 13,7 % de foyers de 5 personnes et plus.

Ce serait, dès lors, en faisant jouer la règle que nous avons admise, de doter de 2 poubelles les familles d'au moins 5 personnes, 76.400 poubelles qu'il faudrait mettre en service.

.../



Nous pensons cependant qu'un correctif doit être apporté à cette évaluation.

Depuis 1954, les immeubles H.L.M. ont été multipliés. Les groupes Est-Sud-Est, actuellement desservis par la collecte hermétique comporteront, avant un an 3.800 foyers représentant au minimum 11.000 personnes.

Ce serait donc 183.600 habitants qui seraient à desservir.

En rapportant ce nouveau chiffre au nombre de poubelles déjà dénombré, nous obtiendrions :

$$\frac{76.400 \times 183.600}{194.600} \text{ soit } 72.000 \text{ poubelles à mettre en service.}$$

En tenant compte de la marge indispensable permettant de faire face aux créations d'appartements ainsi qu'aux mouvements de la population, ce serait sur un ensemble de 75.000 poubelles qu'il faudrait compter.

Il va de soi que les sources d'évaluation auxquelles nous nous sommes référés ne peuvent nous fournir qu'une indication quant au nombre rigoureux des poubelles à mettre en service.

Dans le cas de l'adoption du service hermétique, il serait indispensable - à défaut d'un prochain dénombrement officiel de la population - de faire procéder à un recensement officieux qui permettrait de connaître, pour chaque rue, le nombre et la composition des foyers, de manière à mettre rigoureusement au point l'organisation du nouveau service qui - nous le verrons plus loin - n'a, à cet égard, aucun rapport avec l'actuel service.

Dans le même ordre d'idées, il resterait à fixer le choix de l'Administration Municipale sur le point de savoir si elle prendrait directement en charge l'achat, l'immatriculation, la distribution et le remplacement des poubelles devenues hors d'usage, ou si elle confiera cet ensemble de charges, particulièrement lourdes, à l'entreprise, étant entendu que, dans cette dernière éventualité, la Ville deviendrait au plus tard en fin de marché, propriétaire des poubelles.

d) l'insonorisation des poubelles : nous entrons ici dans le domaine de l'inconnu, non pas en ce qui touche le montant de la dépense correspondant à l'équipement insonore, mais pour ce qui est du rythme du renouvellement de cet équipement.

Rappelons en effet que les pays qui pratiquent depuis de nombreuses années le mode de collecte hermétique ne se sont pas intéressés jusqu'ici pour les raisons que nous avons évoquées à l'insonorisation des poubelles.

Observons, en outre, qu'un équipement insonore haut et bas, de bonne qualité, représente, pour une poubelle de 33/34 litres, une majoration de plus de 50 % du prix de la fourniture.

Quoi qu'il en soit, et compte tenu de l'expérience que nous tentons localement depuis janvier dernier, par l'utilisation de poubelles insonorisées pour la collecte des ordures ménagères dans les groupes H.L.M. on peut admettre que la durée d'utilisation des dispositifs d'insonorisation ne dépassera pas trois années. Cela revient à dire que pendant la durée d'utilisation des poubelles, dont nous avons admis qu'elle pouvait être fixée à 10 années, le prix de la poubelle aura été plus que doublé par le fait du maintien de l'insonorisation.

Nous pensons, pour notre part, que, par souci financier et pour retenir les raisons que nous avons rappelées plus haut qui ont conduit jusqu'ici toutes les villes étrangères ou françaises à s'abstenir de toute formule d'insonorisation, que notre ville pourrait tenter une épreuve pratique dans la première tranche de sa réalisation en utilisant quatre catégories de poubelles :

- une première partie, de beaucoup la plus importante, non insonorisée
- une seconde dotée de l'insonorisation du couvercle
- une troisième présentant l'insonorisation basse
- la quatrième, de faible importance, une insonorisation totale.

.../



L'expérience permettrait ainsi, non seulement d'apprécier la valeur réelle de chaque forme d'insonorisation, mais de connaître, en outre, la durée possible d'utilisation de chaque fourniture.

A titre d'information, nous indiquons ci-après les prix correspondant aux quatre types dont la mise en service pourrait être envisagée.

Les chiffres ci-dessous sont donnés à titre indicatif, compte tenu d'une part des éléments recueillis auprès de divers constructeurs et d'autre part, des frais connexes couvrant le port, ainsi que les frais de manipulation, d'immatriculation et de répartition, enfin du nombre particulièrement important des poubelles à fournir.

- poubelles non insonorisées .....	20	NF
- poubelles avec insonorisation haute .....	25	NF
- poubelles avec insonorisation basse .....	26	NF
- poubelles entièrement insonorisées .....	31	NF

Les prix de revient, valables pour la durée d'utilisation des poubelles insonorisées, soit partiellement, soit totalement, ne pourront être connus qu'après une expérience portant sur plusieurs années suivant la mise en service.

2/ Le matériel roulant - Nous ne mentionnerons que pour mémoire les dépenses supplémentaires représentées par la mise en service de bennes spécialement équipées pour recevoir le déversement de poubelles dotées de couvercles articulés sur ces poubelles.

Nous considérons, en effet, que dans le cadre du marché qui lie la Ville et l'Entreprise actuellement chargée du service de la collecte, celle-ci pourrait, comme elle l'a fait en 1950, prendre en charge la fourniture du matériel s'il lui était assuré, dans le temps, le recul nécessaire à l'amortissement des capitaux à investir.

B - Les voies par lesquelles le service hermétique pourrait être réalisé dans le cadre des dépenses actuelles du service ordinaire :

1) Les dépenses à envisager pour l'achat des poubelles : Nous avons indiqué ci-dessus combien le système de l'insonorisation apparaissait tout ensemble artificiel quant aux avantages à en attendre, onéreux pour sa réalisation, et plein d'incertitude quant à la durée de l'équipement qu'il exige.

Nous avons suggéré de procéder à divers essais dans cette voie, mais nous ne retiendrons, pour la facilité de notre étude, que l'utilisation de poubelles non insonorisées.

Le chiffre de 75.000 poubelles auquel nous avons abouti dans la première partie du présent chapitre, compte tenu de la marge nécessaire à la satisfaction des imprévus, correspondrait à une dépense de 1.500.000 NF, dont l'amortissement annuel sur 10 années s'établirait, suivant le taux d'intérêt, aux environs de 220.000 NF.

2) Les économies correspondantes : Nous indiquons au début de notre étude que les pays qui pratiquent la collecte hermétique s'en tiennent au rythme bi-hebdomadaire, comme d'ailleurs les villes françaises d'ALSACE-LORRAINE que nous avons citées au cours de nos développements.

Nous avons ajouté que, pour tenir compte des habitudes de la population locale, il apparaissait souhaitable de pratiquer, dans notre ville, la collecte tri-hebdomadaire.

La pratique du service a permis d'observer que certains habitants ne sortent leurs poubelles que 1 ou 2 fois par semaine, en particulier le samedi et le lundi.

Il est, dès lors, permis de penser, sous réserve d'un recensement préalable, que le nombre de poubelles à manipuler journalièrement oscillera entre 65.000 et 70.000 ce qui représenterait un service quotidien moyen de 34.000 poubelles.

.../



Par ailleurs, il est communément admis qu'un relevour manipule 100 poubelles/heure pendant les 6 h.30 que dure la collecte proprement dite (compte tenu des temps de passage en décharge) ce qui donne un rendement quotidien de :

$$6,5 \times 3 \times 100 = 1.950 \text{ poubelles}$$

par équipe de trois relevours.

Pour assurer à ce rythme la manipulation d'environ 34.000 poubelles, il suffirait de 17 véhicules.

En conséquence, le service nouveau permettrait une réduction de 3 bennes et de 3 équipes sur le service actuel, représentant une économie annuelle d'environ 250.000 NF.

L'excédent permettrait, le cas échéant, soit de faire sortir un véhicule de renfort dont la mise en ligne apparaîtrait nécessaire, certain jour de semaine que l'expérience aurait permis de préciser, soit, à défaut, de procéder par étapes à l'insonorisation des poubelles, après que les épreuves que nous avons suggérées auraient permis d'évaluer la durée d'utilisation et l'efficacité des dispositions d'insonorisation.

### III - CONCLUSION

Sous réserve de la mise au point des questions de détail, après avoir défini les positions de principe que nous avons exposées tout au long de notre étude et notamment décidé d'abandonner le rythme quotidien actuel de la collecte pour passer au service tri-hebdomadaire, il apparaît que le mode hormétique pourrait être introduit dans notre ville sans augmenter les crédits budgétaires actuellement affectés à ce service.

Dans cette éventualité, la réalisation pourrait s'échelonner sur un délai qui serait à définir, en observant que la substitution devrait procéder, approximativement, par tiers de l'effectif, de manière à équilibrer les charges nouvelles par les économies correspondantes.

Dans cette intention, les 20 tournées actuelles seraient groupées en 6 secteurs dont 4 de 3 tournées et 2 de 4 tournées et révisées éventuellement de manière que chaque groupe de 3 ou de 4 tournées comporte un nombre de poubelles aussi rapproché que possible d'un multiple de 2.000.

La substitution des matériels comporterait, dans un premier stade, la suppression de 6 bennes anciennes et leur remplacement par 5 bennes nouvelles ; au second stade, une nouvelle substitution de 5 bennes nouvelles à 6 bennes anciennes ; enfin, au troisième et dernier stade, le remplacement de 8 bennes anciennes par 7 bennes nouvelles. A l'occasion de chaque substitution, le rythme quotidien serait remplacé, dans les 2 secteurs considérés, par le rythme tri-hebdomadaire, ce qui revient à dire qu'à chaque stade de la transformation et dans chacun des 2 secteurs de 3 ou de 4 tournées anciennes, le service serait assuré par 5 bennes nouvelles ou par 7 bennes nouvelles.

Le tableau ci-joint permet de saisir objectivement le jeu de cette substitution en trois stades.



1er stade : les bonnes anciennes I, 2, 3, II, I2, I3 sont remplacées par les bonnes nouvelles I, II, III, IV, V - Le service, de quotidien, devient tri-hebdomadaire dans les 6 tournées considérées, chaque bonne nouvelle assurant, chaque jour, le 1/5 du parcours du secteur alors que les bonnes anciennes en effectuaient chacune le 1/3.

2ème stade : les bonnes anciennes 4, 5, 6, I8, I9 et 20 sont remplacées par les bonnes nouvelles VI, VII, VIII, IX et X et les opérations se passent comme pour le 1er stade.

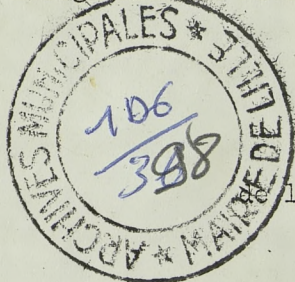
3ème stade : les bonnes anciennes 7, 8, 9, IO, I4, I5, I6 et I7 sont remplacées par les bonnes nouvelles XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI et XVII.

LILLE, le 31 Août 1960



OPERATION PROPRIETE

Irrigation des fils d'eau



R A P P O R T

L'Ingénieur Principal, Chef des Services Publics

L'irrigation des fils d'eau est suspendue depuis plusieurs années par suite de la diminution de nos ressources aquifères et de l'accroissement de la consommation d'eau potable.

Les points d'irrigation actuellement disponibles sont au nombre de 1.300 environ, dont un peu plus de 1.200 sur notre réseau d'eau potable. Ils sont quasi inexistantes pour les rues nouvellement ouvertes dans les lotissements.

Envisager une irrigation totale de nos fils d'eau c'est d'abord augmenter le nombre de ces points et ensuite ne pas retenir une cadence de fonctionnement inférieure à la manœuvre tri-hebdomadaire.

En ce qui concerne le nombre des bouches d'irrigation, il faut prévoir un minimum de 5 à 600 bouches à poser.

Au point de vue consommation, l'irrigation tri-hebdomadaire exigerait l'ouverture de 940 bouches par jour à 4 m<sup>3</sup> chacune et la quantité d'eau nécessaire s'élèverait à 3.760 m<sup>3</sup> par jour au minimum.

X

X X

L'utilisation de l'eau non potable est subordonnée à l'extension de notre réseau d'eau industrielle. A l'heure actuelle, quatre stations de pompage existent sur le territoire de la Ville ; elles sont établies dans les sous-sols :

- du Palais des Beaux-Arts,
- des Halles Centrales,
- du Palais Rameau,
- de l'ancien Gymnase de la place Philippe de Girard.

cette dernière station s'étant révélée impropre à une exploitation continue, seules sont utilisées les trois autres qui assurent un débit journalier de 6.000 m<sup>3</sup>, auquel viendra s'ajouter sous peu celui du forage du Jardin d'Enfants.

L'eau élevée est refoulée dans un réseau long d'environ 14.300 mètres, alimentant sur son parcours 90 bouches d'irrigation, 24 bouches d'incendie, le Jardin Vauban, les piscines en plein air, les véhicules affectés à l'arrosage de la voie publique et 14 abonnés.

La quantité d'eau vendue en 1959 s'est élevée à 81.474 m<sup>3</sup>.

.../



Le gros intérêt de cette extension serait de soulager le réseau de distribution d'eau potable, tout en permettant l'irrigation des fils d'eau et de renforcer nos moyens de défense contre le feu par la possibilité, dans chaque rue, de brancher les bouches d'incendie alternativement sur l'un ou l'autre réseau. A noter que l'alimentation correcte des bouches d'incendie exigerait alors des conduites d'un diamètre au moins égal à 150 m/m.

Pour desservir à peu près totalement la Ville en eau industrielle, il serait nécessaire de poser 210.000 mètres de nouvelles conduites (la longueur totale des rues est évaluée à 225 km)

Pour l'irrigation des fils d'eau, deux bouches seraient nécessaires dans chaque rue, soit  $9,0 \times 2 = 1.800$  bouches.

Pour le renforcement du réseau "incendie", 318 bouches existantes pourraient être transférées du réseau d'eau potable sur le nouveau réseau.

Compte tenu de la marche actuelle de nos forages et en supposant que les consommations de pointe soient compensées par le réservoir, il serait nécessaire de créer des ressources en équipant cinq nouveaux forages disséminés dans la Ville et capables de donner, chacun, 100 m<sup>3</sup>/heure.

Le Service disposerait ainsi d'un débit horaire de 900 m<sup>3</sup> et la consommation journalière pourrait atteindre 21.600 m<sup>3</sup>, rendant ainsi possible une irrigation prolongée en période de forte chaleur et assurant en temps normal une marge de sécurité acceptable.

Toutefois, la cote + 40,90 du fond de la cuve de 1.200 m<sup>3</sup> du réservoir de la rue Saint Bernard ne permettrait pas la desserte des rues ayant leur niveau supérieur à la cote + 30, ce qui est le cas pour toutes les rues périphériques des Faubourg des Postes et d'Arras, Fives, St Maurice ... Cela nous oblige donc à envisager l'utilisation d'un réservoir à une cote plus élevée.

Trois solutions seraient possibles :

- surélever le réservoir actuel à la cote + 50
- construire un nouveau réservoir à la cote + 50
- déclasser un réservoir du réseau d'eau potable.

Cette dernière solution semble être la meilleure. Bien entendu, la construction d'un nouveau réservoir pour eau potable serait la condition "sine qua non", mais si celui-ci était réalisé à la cote 72 ou 80, la distribution de l'eau potable gagnerait un peu plus de 2 kgs de pression.

Quant à la dépense à envisager, elle peut être évaluée sommairement :

#### RESEAU :

63.000 m. de conduite de 400 m/m à 150 NF 10 m.	8.190.000 NF
84.000 " " 250 75 "	6.132.000
63.000 " " 150 43 "	2.709.000
<u>210.000 m.</u>	<u>17.031.000 NF</u>
Inprévus : 10 %	1.700.000
126 robinets-vannes de 400 à 1.700 NF	21.000
420 " " 250 600	252.000
315 " " 150 300	94.500
80 décharges de 80 m/m à 300	24.000
	<u>584.500</u>
Inprévus : 5 %	30.000



report 19.345.500 NF

IRRIGATION :

1.000 bouches existantes à transférer	100.000 NF	
800 " à poser à 309 NF	247.200	
		347.200

INCENDIE :

318 bouches existantes à transférer (400 NF pièce)	127.200 NF	127.200
---	------------	---------

STATIONS DE POMPAGE :

Forages	45.000 NF	
Bâtiments	15.000	
Pompe	3.000	
Equipement électrique	5.000	
Chloration	2.000	
Soit pour un forage :	70.000	
pour 5 forages : (x 70.000)	350.000 NF	350.000

RESERVOIR POUR MEMOIRE

TOTAL 20.169.900 NF

Non compris le réservoir, l'extension du réseau de l'eau industrielle serait de l'ordre de 20 millions de nouveaux francs. Evidemment la réalisation s'étendrait sur plusieurs années mais l'opération est d'un amortissement quasi impossible car d'une manière générale l'usager n'aime pas utiliser l'eau non potable, les règlements en vigueur l'obligeant à avoir deux distributions intérieures bien distinctes, deux comptages, deux branchements. L'augmentation des frais d'établissement et d'entretien n'est, paraît-il, pas compensée par la différence des prix d'achat du mètre cube d'eau.

D'ailleurs, dans notre réseau actuel nous voyons disparaître peu à peu nos abonnés et ce malgré nos prix :

0 NF 13 pour les 1.000 premiers mètres cubes,  
0 NF 11 de 1.001 à 10.000 m<sup>3</sup>  
0 NF 09 pour les m<sup>3</sup> au delà de 10.000  
au lieu de 0 NF 29 le m<sup>3</sup> pour l'eau potable.

Par ailleurs, il faut remarquer qu'en exploitation, l'extension de ce réseau augmentera considérablement les risques d'interconnexion accidentelle et les dangers de pollution qui accompagnent ces erreurs pouvant être aussi bien le fait du Service lors des travaux sur la voie publique, que de n'importe quel plombier travaillant sur des installations intérieures.

D'autre part, la généralisation de l'irrigation par l'eau non potable ne permettra plus l'utilisation des bouches pour alimenter par cols de cygne les quartiers privés d'eau durant les réparations de fuites sur les conduites d'eau potable.

Enfin le coût de l'élévation d'un mètre cube d'eau est sensiblement le même qu'elle soit potable ou non.

x

x x

.../



La solution "eau industrielle" étant pratiquement à rejeter, reste celle de l'eau potable. Son utilisation amènerait le Service à attendre la création des stations de pompage ou de faire appel à la Société des Eaux du Nord avec laquelle la Ville est déjà liée par un contrat.

Il ne fait aucun doute que l'exploitation des nappes aquifères du Vallon d'Houplin améliorera les ressources du Service, mais seul l'avenir dira si les débits escomptés seront réels et s'ils peuvent faire face à la demande.

La dernière solution est celle de la facilité, mais aussi la plus rapide pour autant que la Société des Eaux du Nord soit consentante.

D'un autre côté, est-il bien indispensable que l'irrigation soit faite dans toutes nos rues à la cadence idéale de 5 fois par semaine ?

L'expérience montre que la propreté des fils d'eau est fonction de la présence d'égouts permettant l'évacuation directe des eaux usées. Dans une rue dotée d'un égout, le problème de l'irrigation devient moins important, sans toutefois disparaître totalement.

Elle est aussi fonction de l'état des fils d'eau; lorsque ceux-ci ont une pente suffisante et ne présentent pas d'affaissements, les eaux usées s'écoulent rapidement sans former de dépôts de boue ni de flaques nauséabondes.

En définitive, l'irrigation paraît nécessaire dans les rues dépourvues d'égout utile dans celles qui en sont pourvues mais dont leur fil d'eau est en mauvais état et seulement souhaitable dans les autres.

Dans le cadre de l'opération propreté, l'irrigation totale et, ipso facto, l'extension du réseau industriel pourraient donc être abandonnées.

Le Service aurait à utiliser l'eau non potable dans toutes les rues actuellement desservies par le réseau industriel et à limiter raisonnablement la quantité moyenne journalière d'eau potable consommée dans les autres rues. Une limite de 2.000 m<sup>3</sup> donnerait vraisemblablement une irrigation bi-hebdomadaire dans les rues les plus mauvaises et hebdomadaire dans la majorité des autres.

Provisoirement ces 2.000 m<sup>3</sup> seraient achetés à la Société des Eaux du Nord et la dépense à prévoir serait de :

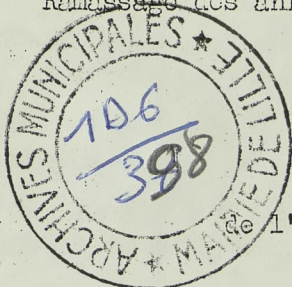
0,1711	x	2.000	=	342,2 NF	pour l'eau potable
0,1600	x	400	=	60 NF	pour l'eau industrielle

soit environ 120.000 NF par an de crédit supplémentaire à affecter au Service des Eaux.



OPERATION PROPRETE

Ramassage des animaux errants.



R A P P O R T

de l'Ingénieur Principal, Chef des Services Publics

Le Code des Arrêtés Municipaux dans ses articles 77, 79 et 80 stipule que :

"Article 77. - Il est formellement interdit, en tout temps, de laisser divaguer les chiens même munis du collier prescrit par l'article 9 du décret du 6 Octobre 1904, sur la voie publique, dans les bois ou dans les champs.

"Article 79. - Conformément à l'article 16 de la loi du 23 Juin 1898, tous les chiens errants munis d'un collier et tous ceux qui seraient trouvés sur la voie publique ou dans les champs non munis du collier portant le nom et le domicile de leur maître seront conduits à la fourrière et abattus après un délai de quarante-huit heures s'ils n'ont pas été réclamés et si le propriétaire reste inconnu.

"Le délai est porté à huit jours francs pour les chiens avec collier ou portant la marque de leur maître.

"Article 80. - Tout chien mis en fourrière ne sera rendu à son propriétaire que contre remboursement des frais de fourrière, soit cinq francs pour le premier jour, trois francs pour chacun des jours suivants et sur la production de la quittance de la taxe sur les chiens de l'année courante. Dans le cas où la déclaration de possession n'aurait pas été faite, le réclamant sera passible, conformément à la loi, de la triple taxe.

(Délibération du Conseil Municipal du 21 Octobre 1923 approuvée par M. le Préfet du Nord le 3 Novembre 1923. Arrêté Municipal du 26 Septembre 1923).

"Toute personne qui s'opposerait à la saisie des chiens ou qui outragerait les agents à raison de ce service, sera l'objet de poursuites ....."

Pour faire respecter ces prescriptions, la Commission des Services Publics, dans sa réunion du 16 Février 1960, s'est déclarée favorable à la mise sur pied d'un service de ramassage des chiens errants par les services municipaux et a exprimé le désir de connaître les formes de la participation de la police à cette opération.

Par lettre du 6 Avril, M. le Commissaire Divisionnaire, Chef du District de Lille, nous a fait savoir qu'un gardien de la paix pourrait être fourni pour chaque équipe de trappeurs, afin d'assurer la protection du personnel chargé du ramassage.



Le Service de la Propreté Publique fournira la remorque aménagée ainsi que le matériel de ramassage.

Le véhicule et le personnel (1 chauffeur + 3 hommes) seront pris en régie à une entreprise privée.

L'hébergement des animaux, leur sacrification, de même que la restitution aux propriétaires, seront assurés par les services des Abattoirs municipaux.

L'horaire et l'itinéraire de chaque sortie seraient établis par le service et l'équipe placée sous la direction d'un surveillant du service de nettoyage.

Tout d'abord le ramassage s'effectuerait le matin de 5 à 9 heures, chaque jour ouvrable pendant deux semaines, ensuite il y aurait une sortie hebdomadaire à des jours et heures irréguliers.

Cette façon de procéder devrait en principe éliminer dès les premiers jours une grande partie des animaux en errance permanente. Puis la publicité faite autour de l'opération et la crainte d'un ramassage toujours possible amèneraient les propriétaires de chiens à exercer une surveillance réelle de leur bête.

Chaque sortie de 4 heures s'élève à environ 110 NF.

- 1 camionnette	36,15
- 3 hommes	60
- 20 km à 0,65	13
	<hr/>
	109,15

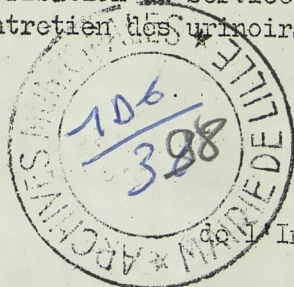
Sur les bases définies plus haut le coût de l'opération serait assez faible car dans une année le nombre de sortie serait voisin de 60 soit une dépense totale de 6 à 7.000 NF.

Cette somme ne tient pas compte des frais d'hébergement et des sacrifications incombant aux services des Abattoirs.



OPERATION PROPRETE

Motorisation du Service  
d'entretien des urinoirs.



R A P P O R T

de l'Ingénieur Principal, Chef des Services Publics

A ce jour, il existe 75 édicules publics. Leur nettoyage est assuré chaque jour. Pour ce faire, ils sont répartis en 6 groupes et un homme est affecté à chaque groupe.

Cet agent dispose d'une voiturette spéciale portant des coffres pour les ingrédients (crésyls, chlorate de chaux en particulier) et l'outillage. Il se déplace à pied et peut facilement visiter chacun des édicules de son secteur dans sa journée et parfois, au retour vers son dépôt de section, faire une seconde visite réduite au minimum.

Les dimanches et jours fériés, la visite est limitée à un certain nombre d'urinoirs du centre.

L'effectif nécessaire varie entre 8 et 10 hommes.

x

x x

Le fonctionnement actuel du service est handicapé par le temps perdu en longs déplacements d'un urinoir à l'autre et l'Administration Municipale dans sa réunion du Conseil d'Administration du 20 Octobre 1958 a demandé que les services publics renvoient de très près cette question qui fait l'objet de véhémentes critiques de la part de la population.

La solution proposée par le service est celle de l'appel d'offres sur les bases d'un cahier des charges stipulant :

Article 1. - OBJET du MARCHÉ -

Le présent marché a pour objet d'assurer le nettoyage systématique de tous les urinoirs publics édifiés soit sur les places et les voies publiques, soit à l'intérieur d'édicules édifiés sur les dites voies ou places, soit en certaines parties d'immeubles municipaux accessibles au public d'une manière permanente ou à durée limitée.

Article 2. - DEFINITION du SERVICE -

Le travail à assurer consistera - suivant des itinéraires et des horaires qui auront été fixés ou agréés par l'Administration Municipale, et suivant un rythme quotidien également défini par elle pour chaque urinoir - à procéder, à chaque passage, à toutes les opérations permettant d'assurer :

.../



- une utilisation normale de l'urinoir
- un nettoyage intérieur et extérieur satisfaisant
- une désinfection convenable du local

La fourniture des ingrédients ainsi que celle de l'eau nécessaire sera assurée par les Services Municipaux. Les appareils et accessoires portatifs indispensables seront fournis et entretenus par l'Entreprise sous réserve de leur agrément préalable par l'Ingénieur en Chef, Directeur des Services Techniques Municipaux.

Cet ensemble d'obligations exclut les travaux de réfection touchant le gros oeuvre et les parties accessoires ou annexes, ainsi que la peinture et la vitrerie. Toutefois, l'Entreprise devra, dans son rapport journalier, signaler, concernant ces diverses parties, les dégradations relevées, par ses agents, au cours de leurs tournées.

#### Article 3. - OBLIGATIONS de l'ENTREPRISE -

Outre les obligations définies ci-dessus, l'Entreprise assurera la fourniture quotidienne de la camionnette ou des camionnettes nécessaires à l'accomplissement des services définis à l'article 2 ci-dessus.

Ces véhicules, du type 2 CV CITROEN, devront recevoir l'agrément préalable de l'Administration Municipale. Ils porteront la mention extérieure :

"VILLE de LILLE - Service de nettoyage"

Ils seront dotés de tous les dispositifs permettant d'effectuer, dans les meilleures conditions, l'ensemble des obligations reprises ci-dessus. Ils comporteront en outre, un compteur kilométrique.

Le personnel employé par l'Entreprise, pour l'exécution de ces obligations sera de bonne tenue et doté d'un complet de travail uniforme pour tous les opérateurs.

#### Article 4. - REMUNERATION DE L'ENTREPRISE -

#### Article 5. - SERVICE DES DIMANCHES ET SERVICES EXCEPTIONNELS -

Pour les services effectués les dimanches, les jours fériés et les jours de fête chômés, la rémunération quotidienne définie ci-dessus sera majorée de .....

Pour les services d'urgence prescrits par l'Administration Municipale aucun supplément de rémunération ne sera alloué.

Toutefois, il sera tenu compte de la durée de ces services dans l'appréciation des retards ou des manquements qui en pourront résulter dans le cours ultérieur de la tournée normale, pour l'application des pénalités prévues à l'article 6.

#### Article 6. - PENALITES -

L'Entreprise subira éventuellement les pénalités ci-après :

- 1) pour défaut de mise en route de l'un des engins compris dans le service journalier normal ..... 5 NF
- 2) pour tout opérateur incorrect dans son comportement et ne remplissant pas son service dans des conditions normales ..... 1 NF
- 3) sous réserve des incidences prévues au dernier alinéa de l'article 5 pour tout urinoir compris dans l'itinéraire d'un opérateur et pour lequel il aura été constaté, au moins trente minutes, après le passage du véhicule, qu'il a échappé aux opérations de nettoyage ..... 3 NF
- 4) pour tout urinoir incomplètement nettoyé ..... 1 NF



Article 7. - DUREE DU MARCHE -

Le présent marché prendra effet le 1er jour du ..... mois suivant son approbation par l'Autorité de tutelle. Sa durée est fixée à 5 années.

Article 8. - CAUTIONNEMENT -

Article 9. - DISPOSITIONS DIVERSES -

Les clauses et conditions générales du cahier des charges type faisant l'objet de l'arrêté préfectoral du 7 Février 1949, sont applicables aux Entreprises pour autant qu'elles ne contrarient pas les dispositions du présent marché.

x

x            x

Les urinoirs seraient divisés en deux groupes :

Centre : 40 urinoirs à 3 visites quotidiennes

Périphérie : 33 urinoirs à 2 visites quotidiennes

ce qui donneraient :  $40 \times 3 = 120$

$33 \times 2 = 66$

---

186 visites quotidiennes

La durée à consacrer au nettoyage de chaque urinoir variera suivant le nombre de compartiments, l'importance de l'édifice qui les contient et les facilités d'accès.

On peut évaluer à 10 minutes environ le temps moyen consacré à chaque visite (parcours y compris) et par voie de conséquence, l'ensemble de ce service exigerait l'utilisation de trois véhicules et une dépense d'environ 250 NF par jour soit :

$250 \text{ NF} \times 300 = 75.000 \text{ NF}$

$2 \times 250 \text{ NF} \times 52 = 26.000 \text{ NF}$

---

101.000 NF environ par an.



Modernisation du matériel et  
des conditions de travail des  
cantonniers.

## R A P P O R T



de l'Ingénieur Principal, Chef des Services Publics

Le cantonnier municipal est doté d'une berline, d'un balai, d'une pelle et d'une raclette. Le produit du balayage est chargé dans la berline et placé dans des dépôts de cantonnage qui sont débarrassés chaque jour par une benne ordinaire de la société T.R.U.

Or, la berline est un véhicule très lourd qui ne semble plus convenir au revêtement actuel des chaussées. Les dépôts de cantonnages sont difficiles à entretenir car les ordures sont placées à même le sol et un début de fermentation est toujours possible et les bennes ordinaires laissent échapper de la poussière et des débris pendant les transports.

Pour remédier à ces inconvénients, le service propose que la berline soit remplacée par un châssis tubulaire léger monté sur roues caoutchouc et permettant le transport aisé de 2 poubelles de 120 litres du type hermétique. Les produits du nettoyage seraient enfermés et les cantonniers déposeraient dans les dépôts de cantonnage non plus des ordures à l'air libre mais des poubelles closes qui seraient ramassées chaque jour par une benne T.R.U. nettoyées et remises en place pour le lendemain.

Parallèlement, il serait souhaitable que sur les marchés, un certain nombre de poubelles municipales soient mises à la disposition des marchands. Chaque matin de marché un véhicule amènerait sur place un nombre important de poubelles empilées les unes dans les autres pendant le transport. Elles seraient déchargées aux quatre coins de la place. Dès que les hayons seraient installés, un agent municipal disposerait une poubelle à côté de chacun des étals des vendeurs qui disposeraient de ce fait d'un récipient pour déposer les papiers et les résidus de ses ventes évitant ainsi le spectacle navrant des envois de papiers divers poussés par le vent dans les rues voisines.

Lorsque le marché est terminé, un agent municipal transporterait les poubelles aux mêmes emplacements qu'au déchargement.

Une benne passerait pour vider les poubelles puis un camion les ramasserait.

Le travail restant aux cantonniers serait sûrement moins important et par conséquent mieux fait.

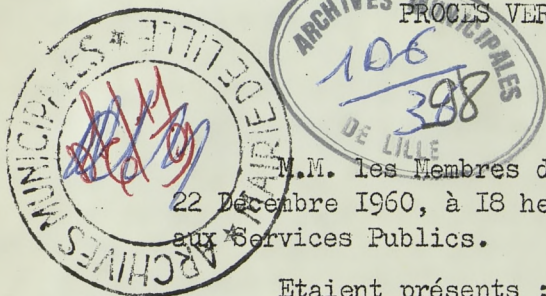
En ce qui concerne le coût de l'opération, il suffirait que les droits de places soient légèrement augmentés pour que l'achat, l'entretien et l'amortissement des poubelles soient acceptables car les mêmes poubelles pourraient servir à plusieurs marchés qui ont lieu à des jours différents.

Le service propose que cette dernière suggestion soit soumise au Service des Halles et Marchés pour avis et éventuellement fixer le nombre et la capacité des poubelles nécessaires à chaque marché afin que le prix de revient de l'opération puisse être établi.

Il propose, en outre, qu'un prototype de nouvelle berline soit exécuté par son atelier et mis à l'essai.



PROCES VERBAL DE LA REUNION DU 22 DECEMBRE 1960



M.M. les Membres de la Commission des Services Publics se sont réunis le 22 Décembre 1960, à 18 heures 15, sous la présidence de M. HENAU, Adjoint délégué aux Services Publics.

Etaient présents : M.M. HENAU, ROUSSEAU, SIMOENS et VIRON.

Excusés : M.M. DEAN, BERTRAND, COQUART, MEURA et VAN WOLPUT.

Assistaient en outre à cette réunion, à titre consultatif :

M.M. AUREL, Ingénieur en Chef des Services Techniques,  
MORIN, Ingénieur Principal, Chef des Services Publics,  
COURTHEOUX, Ingénieur-Conseil de la Ville pour des questions relatives aux transports en commun et le captage des eaux potables et industrielles.

En ouvrant la séance, M. HENAU demande à M.M. les Membres de la Commission s'ils ont des observations à présenter sur le procès-verbal de la réunion du Syndicat Mixte pour l'exploitation des transports en commun du 23 septembre 1960; dont une copie <sup>leur</sup> a été adressée.

Aucune observation n'est présentée.

EXPLOITATION DES TRANSPORTS EN COMMUN - REGIE DIRECTE.

La note annexée au présent procès-verbal (annexe<sup>n°</sup> I) avait été adressée aux Membres de la Commission avant la séance, afin de les documenter sur le mode d'exploitation dit "en régie".

M. VIRON déclare qu'il aurait souhaité obtenir plus de renseignements et déplore que la note soit trop succincte. Il lui semble que les revendications possibles du personnel, constamment mises en avant, ne sont pas un argument valable. Il demande que l'étude soit plus poussée afin que le Conseil Municipal soit en possession de tous les éléments d'appréciation lui permettant de s'engager en connaissance de cause lorsqu'il s'agira d'examiner la convention définitive engageant la Ville pour 30 ans.

Après avoir précisé qu'il n'a pas l'intention de laisser le Syndicat Mixte et par conséquent la Ville de Lille s'engager pour une période de trente ans sans que soient prévues des échéances (décennales par exemple) de dénonciation ou de reconduction, M. HENAU demande à M. VIRON et à M. SIMOENS qui interviennent dans le même sens, quels sont les compléments d'information qui les satisferaient.

M. COURTHEOUX confirme que de nombreux impondérables ne permettent pas de garantir à une régie directe, un fonctionnement normal et le Président rappelle, à cette occasion, le bilan catastrophique de la R.A.T.P. sollicitée par trop de surenchères.

Pour en terminer, M. HENAU demande à M.M. VIRON et SIMOENS de lui poser par écrit les questions concrètes auxquelles ils entendent obtenir réponse. Ceux-ci se déclarent d'accord et le Président met fin à la discussion.



### DISTRIBUTION D'EAU - RIGOLE DE BARGUES - DANGER DE POLLUTION

La Commission a été informée par une note (annexe n° 2) des inconvénients que présente l'écoulement d'eaux usées, provenant de la Commune de Wattignies, dans la rigole de Barges qui, en fait, n'était destinée qu'à recueillir les eaux drainées dans le Marais de Barges et celles en excès de l'usine élévatoire d'Emmerin.

M. COURTHEOUX donne quelques explications complémentaires sur cette question et signale que d'une réponse de M. le Ministre de la Santé Publique, à une question qui lui avait été posée par un parlementaire sur un cas semblable, il ressort que le déversement d'eaux usées provenant d'égouts communaux dans un cours d'eau non navigable et non flottable doit être autorisé par un acte déclarant d'utilité publique les travaux. Cet acte devant déterminer les conditions auxquelles le déversement est subordonné en vue de sauvegarder les intérêts généraux.

La Commission, après examen de la question émet un avis favorable à la proposition de réponse à faire à M. le Maire de Wattignies, proposition formulée dans la note soumise.

L'examen des questions nécessitant la présence de M. COURTHEOUX étant terminé, M. le Président l'autorise à se retirer.

### DISTRIBUTION D'EAU - SITUATION DES RESSOURCES EN EAU POTABLE.

Le Service expose :

La consommation de l'eau potable durant les mois de l'année 1960 est nettement inférieure à celle de l'année précédente.

#### Consommation moyenne journalière

	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Janvier	35.140	37.040
Février	38.013	37.780
Mars	40.294	39.496
Avril	39.424	37.196
Mai	39.587	37.688
Juin	40.476	37.920
Juillet	40.118	35.650
Août	35.924	33.276
Septembre	39.974	35.723
Octobre	39.763	35.584
Novembre	36.560	35.427
Décembre	37.088	-

La journée de consommation maximum d'eau a été en 1959 le 9 Juillet avec 48.760 m<sup>3</sup>, alors que celle de 1960 est le 21 Mars avec 43.797 m<sup>3</sup>.

Cette diminution de la consommation est due vraisemblablement à la période pluvieuse que nous traversons. Il est tombé entre janvier et octobre 1960, 671 mm d'eau contre 417 mm pour toute l'année 1959.

Cette pluie a même provoqué une remontée rapide et imprévue des eaux venant des sources d'Houplin et a permis la mise au repos de 4 forages sur 6.



La hauteur de l'eau dans l'aqueduc est passée de 0 le 29 Novembre à 60 cm le 6 Décembre interrompant les travaux d'étanchement qui étaient en cours. Il ne faut néanmoins pas croire qu'il y a abondance d'eau, la nappe aquifère semble seulement revenir dans les conditions normales des années moyennes.

x

x x

Dans le val de Bargues, la station n° 7 dite de Billaut est terminée et les conditions atmosphériques de ces derniers mois ont ralenti légèrement l'équipement des stations n° 8 et du Jardin d'Enfants. Le forage et l'acidification du forage n° 5 sont terminés et les essais de débit commenceront la première semaine de janvier.

Le projet du forage d'Houplin est actuellement mis à l'enquête d'utilité publique à Lille, Seclin et Houplin-Ancoisne du 13 au 27 Décembre.

L'enquête de commodo-incommodo pour l'autorisation de faire les forages se termine aujourd'hui dans la région de Seclin et Houplin.

Il semble que les arrêtés préfectoraux d'autorisation et de déclaration d'utilité publique soient pris pour la fin de Janvier 1961.

La Commission prend acte de cette information, de laquelle il résulte que la situation est moins critique que l'on pouvait le craindre. M. AUREL souligne que la Ville de Lille fut l'une des rares villes de France qui n'ont pas manqué d'eau durant la période de sécheresse.

#### DISTRIBUTION D'EAU - DEFERRISATION

Le Président demande à M.M. les Membres de la Commission leur avis sur le rapport qui leur a été remis sur la question (annexe n° 3). Il insiste sur le fait que la déferrisation de l'eau provenant des Forages-Nord, inscrite au Programme Décennal de 1959, présente maintenant le même caractère d'urgence que l'exécution des forages dans la région d'Houplin. Les crédits nécessaires devront être dégagés.

M. HENAUX informe ensuite la Commission de la visite qu'il avait déjà faite des installations similaires réalisées par la Société des Eaux du Nord.

Après examen, la Commission émet un avis favorable à la réalisation du projet qui lui est soumis.

#### COLLECTE HERMETIQUE DES ORDURES MENAGERES - INFORMATION

Un exposé sur la collecte hermétique dans les Villes de la Garonne-Colombes et de Saint Denis a été remis aux Membres de la Commission (annexe n° 4).

Le Service donne quelques indications complémentaires et souligne que ce procédé de collecte, qui interdit le chiffonnage, est très intéressant au point de vue de l'hygiène.

Le modèle de poubelle de 33 litres mis en service à Lambersart est présenté aux Membres de la Commission.

Le Service expose ensuite que :

La Société F.R.U. a fait connaître qu'à la demande du Service d'Architecture deux poubelles hermétiques de 80 litres devaient être livrées à la pouponnière de la rue des Nouniers et de prévoir la desserte du restaurant municipal.

.../



De plus cette société signale que certains groupes H.L.M. - C.I.L. ou immeubles à appartements multiples ont fait choix du type "container" de 500 litres et 1000 litres pour la réception de leurs ordures ménagères.

En conséquence, la société T.R.U. propose :

- a) de desservir par containers hermétiques le premier bloc du groupe H.L.M. à ouvrir à la fin de cette année à la porte d'Arras (environ 6 ou 8 containers de 500 litres au début : environ 70 à l'achèvement du groupe).
- b) de desservir par poubelles hermétiques du type standart les cantines, crèches et restaurants municipaux (environ 60 établissements).

Si les services municipaux et organismes de logements ont toute liberté pour commander des poubelles d'un modèle de leur choix pour autant qu'elles répondent aux spécifications du Code des Arrêtés Municipaux, nous ne pouvons que nous élever contre cette façon de procéder quand ce choix impose des obligations nouvelles au service de collecte des ordures ménagères.

En effet, l'enlèvement des containers exige un dispositif spécial de vidage qui nécessite la dépose de toute la partie arrière de la benne hermétique en atelier avec le concours d'un pont roulant.

Cet enlèvement ne pourra donc se faire que l'après midi en service supplémentaire créant ainsi une dépense nouvelle non prévue au budget de 1961.

D'autre part, il ne semble guère souhaitable d'étendre la collecte hermétique aux bâtiments communaux (cantines, crèches, restaurants) Il n'y a aucune raison de créer une catégorie de privilégiés qui aura pour conséquence d'augmenter le nombre de kilomètres payés à la T.R.U. en faisant sillonner de nombreuses rues de la Ville simultanément par trois bennes différentes :

la benne tasseuse - la benne hermétique - la benne à containers

sans pour cela améliorer la propreté de la voie publique. La Collecte hermétique est intéressante par l'absence de poussière et d'envol de papiers, par toutes ses poubelles closes et son influence sur la propreté et l'hygiène de la rue n'existe que si tout le quartier est doté de poubelles hermétiques. Quelle influence pourrait avoir l'enlèvement hermétique de deux ou trois poubelles dans une rue où, à quelques instants près, une centaine d'autres poubelles ordinaires sont collectées par bennes tasseuses.

M. HENAU propose donc de donner un avis défavorable à la desserte des bâtiments communaux et d'inviter les organismes H.L.M. - C.I.L. ou autres de soumettre leur choix d'enlèvement de leurs ordures ménagères à l'agrément préalable de l'administration municipale.

La collecte hermétique a de gros avantages et présente sans contestation la solution de demain mais son application demande néanmoins beaucoup de prudence si l'administration municipale veut la réaliser de façon économique.

M. VIRON fait remarquer que, d'après les photographies présentées par le service il semblerait que l'enlèvement des containers ne se fasse pas hermétiquement. Le service confirme cette remarque mais précise que l'envol de papiers et la chute de débris seront évités par l'adjonction de deux bas-joues en tôle de chaque côté de la bouche de chargement et que l'absence de cendres dans les ordures ménagères H.L.M. où le chauffage est collectif, exclut pratiquement le dégagement de poussière.

M. VIRON demande que les établissements scolaires qui se trouvent dans le périmètre des groupes d'H.L.M. déjà desservis par la collecte hermétique bénéficient de ce système.

.../



M. HENNAUX retient cette suggestion et propose, en conclusion, de n'autoriser la collecte hermétique que pour les bâtiments communaux inclus dans le périmètre actuel de desserte en poubelles de 80 l., les écoles par exemple.

Après l'acceptation par l'Administration de ce mode nouveau d'enlèvement des ordures ménagères, la réforme s'appliquera quartier par quartier.

Toute initiative séparée dans ce domaine risquerait de gêner les tractations futures, bien que la T.R.U. s'en défende. Une série de faits accomplis ne faciliterait pas la solution du problème.

Après discussion, la Commission unanime, se rallie à l'avis de son Président.

SITUATION ACTUELLE DU GROUPE T.R.U. - S.A.C.R.U. - S.A.R.U. - vis à vis de la VILLE DE LILLE.

La convention passée avec la société T.R.U. le 2 février 1943 comprend à ce jour 15 avenants.

La durée -

T.R.U. : l'article IV du 4ème avenant du 2 février 1950 a donné à la société T.R.U. la faculté de proroger sa convention jusqu'au 31 décembre 1965 inclus en contrepartie des investissements en bennes modernes à tassement mécanique.

S.A.C.R.U. : le 5ème avenant du 24 juillet 1950 confie à la filiale de la T.R.U. le soin de fournir le personnel de collecte. La durée est donc celle de la T.R.U.

S.A.R.U. : le 8ème avenant du 10 avril 1951 charge la S.A.R.U. :

- a) des opérations de balayage et d'arrosage des voies publiques
- b) du curage des cuvettes d'égouts (pour mémoire, dépend de la Commission de la Voie Publique)

La durée en ce qui concerne le a) est fixée au 31 décembre 1965 par le 10ème avenant de juillet 1952.

La résiliation -

"La résiliation peut intervenir à la suite de négligences graves renouvelées, soit à l'expiration des délais prévus. Dans ce cas, l'administration municipale disposerait du personnel, des matériels, des approvisionnements et des locaux de la société". Les articles 24, 25 et 35 du 6ème avenant de juillet 1950 en fixent les modalités. Il est précisé que sous réserve de notifier son intention à la Société T.R.U. au moins 1 an avant l'expiration du marché, la ville pourra prendre possession à cette dernière date des 23 bennes, à la condition de verser à la T.R.U. dans les 3 mois qui suivront cette prise de possession, une indemnité égale à 3 annuités d'amortissement décomptées, d'une part, sur la valeur d'achat du matériel dont il s'agit, et d'autre part, sur une durée d'amortissement de 10 années. Les matériels utilisés par la S.A.R.U. suivent la même règle (8ème avenant - g - article 30 XXI) d'avril 1951.

Les désaccords et les contestations concernant les conventions et avenants seront soumis à l'arbitrage de l'Ingénieur Général Chef des Services Techniques du Nettoiement de la Ville de Paris.

Le Fonctionnement - T.R.U. et S.A.C.R.U.

Le service sera exécuté conformément aux instructions et ordres de service donnés par l'Administration Municipale notamment concernant les horaires et les parcours (7ème avenant de février 1951).

.../



La convention est, dans ce même **avenant**, étendue :

1) à l'évacuation des résidus :

- a) des ordures ménagères, produits de nettoyage des Halles et Marchés, casernes cimetières, jardins publics et voie publique.
- b) le cas échéant à l'enlèvement des neiges et glaces
- c) occasionnellement aux transports d'autres matériaux.

2) à la mise en dépôts des produits de balayage dans des récipients clos, à leur évacuation hygiénique

3) à l'arrosage et au balayage des voies publiques (8ème avenant du 10 avril 1951)

Les matériels - T.R.U.

L'avenant/du 2 février 1950 fixait à 21 le nombre de bennes à tassement mécanique plus deux en réserve. En 1955, ce nombre fut ramené à 20 plus trois en réserve. En janvier 1957, l'administration municipale décidait de la remise en service de la 21ème benne. Actuellement une benne tasseuse de ce parc est remplacée par une benne hermétique à titre d'essai.

S.A.R.U.

Le 14ème avenant du 13 août 1955 fixe le nombre d'engins à :

5 arroseuses balayeuses  
5 balayeuses ramasseuses (dont 3 de chaque sorte mises en réserve par économie.

Les différents véhicules et engins appartiendront à la Ville à expiration du marché.

Ces matériels sont d'ailleurs "à l'entière disposition de l'autorité municipale" mais de son côté l'entreprise pourra utiliser pour le compte de tiers les véhicules ou engins, en dehors de leur affectation normale ou extraordinaire, moyennant une ristourne à verser à la ville.

Les primes et ristournes --

- a) les primes :

Le 6ème avenant du 24 juillet 1950 art. 16 fixe la rémunération de l'entreprise suivant le jeu de 4 primes :

- 1) prime de sortie - S
- 2) " d'entretien - J
- 3) " de collecte - T
- 4) " kilométrique - Km

Il convient d'y ajouter les redevances mensuelles versées à la T.R.U. pour la mise en service de la décharge contrôlée. Les modalités sont les mêmes pour les arroseuses balayeuses et les balayeuses ramasseuses de la S.A.R.U. où l'on fait intervenir également le nombre de sorties "S", l'entretien "J" le nombre de kilomètres "K" etc...

Le 12ème avenant de décembre 1952 fixe également les conditions de rémunération des engins à 3 roues des cimetières et des multibennes.

S.A.C.R.U. - le 5ème avenant de juillet 1950 art. 9 paragraphe VII fixe la redevance mensuelle à verser au personnel modifiée par l'art. 5 du 12ème avenant de décembre 1952.

.../



La rémunération et les primes tiennent compte des impôts, taxes et droits divers.

b) les ristournes :

Elles découlent de l'accord stipulé dans le 8ème avenant d'avril 1951 - art. I,8 elles concernent l'utilisation extérieure des engins et véhicules de la T.R.U. ou S.A.R.U.

1°) ristourne par journée d'utilisation extérieure : pour les bonnes tassuses, les balayuses ramasseuses et arroseuses ramasseuses.

Cas des bonnes tassuses utilisées au cours d'une collecte de la Ville mais sur une commune contigüe - 2 ristournes à verser par l'entreprise :

a) atténuation de l'amortissement financier

b) remboursement des kilomètres effectués en commune voisine.

M. HENAUX avait demandé qu'à l'ordre du jour de cette séance, le point soit fait des rapports de la Ville avec ce groupe, pour permettre à la Commission et à l'Administration Municipale de se documenter sur des conventions qui tôt (avec la collecte hor-métique) ou tard (en fin de contrat) seront remises en question.

La Commission prend acte de cette information.

COLLECTE ET NETTOIEMENT - GRATIFICATION SOLLICITEE PAR LES OUVRIERS AUPRES DES HABITANTS EN FIN D'ANNEE -

A la suite de plusieurs réclamations, M. le Président propose qu'il soit rappelé aux cantonniers de la Ville qu'il est interdit de solliciter cette gratification.

TRANSPORTS AUTOMOBILES - ADJUDICATION POUR LA FOURNITURE DE CARBURANTS.

La Commission émet un avis favorable à la remise en adjudication de la fourniture de carburants.

Un rapport sera adressé à l'Administration Municipale.

TRANSPORTS AUTOMOBILES - ACQUISITION D'UN VEHICULE.

La Commission émet un avis favorable à l'acquisition d'une camionnette "Renault Estafette" destinée au Service de la Désinfection.

TRANSPORTS AUTOMOBILES - MARCHÉ POUR TRANSPORTS PAR BENNES BASCULANTES.

La Commission est informée du résultat de l'appel d'offres. Elle émet un avis favorable à la passation du marché avec M. Léopold WAUTERS qui consent le rabais le plus élevé.

Un rapport sera adressé à l'Administration Municipale.

-----  
Avant de lever la séance, M. le Président donne lecture d'une lettre du Président de l'Office H.L.M. adressée à M. le Maire et demandant l'intégration des voies H.L.M. dans les secteurs de nettoyage de la Ville.

M. HENAUX rappelle que l'Administration Municipale a donné son accord sur la motorisation du service de nettoyage des urinoirs qui sera confié à l'entreprise privée après appel d'offres. Cette motorisation va libérer huit à dix cantonniers. Il propose donc de donner une suite favorable à la demande des H.L.M. dès que ces cantonniers seront disponibles pour le nettoyage des voies.

.../



A propos de l'entretien des urinoirs, M. ROUSSEAU attire l'attention de la Commission sur l'édicule en service à l'Opéra.

Après échange de vues, la Commission émet le vœu que cet urinoir soit purement et simplement supprimé et qu'une intervention en ce sens soit faite auprès des services d'Architecture.

SEANCE LEVEE à 20 HEURES 15.



N O T E

sur l'exploitation éventuelle en régie  
des Transports en commun

---

Au cours de la réunion du 23 septembre de la Commission des Services Publics, la question des transports en commun étant venue en discussion, il a été demandé que l'exploitation en régie soit étudiée bien que le Syndicat Mixte n'ait pas retenu cette solution.

Actuellement, les transports sont exploités en affermage par la C.G.I.T. aux termes d'une convention passée pour une période d'essai se terminant le 30 juin 1961 et susceptible d'être poursuivie jusqu'au 31 décembre 1990 sous réserve de modifications éventuelles.

La Compagnie fermière, aux termes de cette convention, est assurée de toucher une rémunération sous deux formes :

- 1<sup>re</sup> - par des frais généraux d'administration centrale portés au débit du compte d'exploitation et fixés à 1,5% du montant des recettes brutes (ils comprennent les appointements du directeur de l'exploitation).
- 2<sup>de</sup> - par l'excédent du compte d'exploitation après constitution d'un fonds de garantie, qui lui revient d'ailleurs en fin d'affermage.

Il est prévu que si le compte d'exploitation ne présente pas un excédent au moins égal à 3% des recettes brutes, des mesures doivent être prises pour y porter remède. Par contre, si pendant deux années consécutives l'excédent dépasse 6% des recettes brutes et si le fonds de garantie est créditeur, des mesures d'amélioration du trafic ou des tarifs doivent être prises. Si l'excédent persiste, au delà de deux années le surplus devient la propriété du Syndicat.

De ce chef, la rémunération du fermier doit osciller entre 3 et 6% des recettes brutes. La rémunération totale s'établirait donc entre 4,5 et 7,5 %, des recettes brutes.

--

En cas d'exploitation en régie directe, ces sommes deviendraient disponibles et comme la régie ne fait pas de bénéfices, elles permettraient d'augmenter certains postes du débit du compte d'exploitation ou de réduire certains postes du crédit.

Quelle serait d'abord l'importance de ces sommes ?

Dans la situation actuelle, le montant des recettes brutes s'établit, en chiffres ronds, à 13.000.000 N.F. (13.000.000 de frs).

Les frais d'administration centrale représentant donc 195.000 N.F. (19.500.000 frs).

.....



L'excédent du compte d'exploitation (à 4%) 520.000 N.F. (52.000.000 de frs).

Au total environ 720.000 N.F. (72.000.000 de frs).

--

Des renseignements fournis par le Service des Contributions Indirectes, il résulte qu'une régie ne serait pas dispensée de la taxe sur les prestations de service.

Comment disposer des 720.000 N.F. disponibles. La première proposition qui vient à l'esprit est de réduire les tarifs; à cette mesure entraînant la diminution des recettes brutes correspondrait une diminution de la prime de recette et des primes assimilées accordées aux agents.

Le personnel ne l'accepterait pas et il faudrait augmenter soit le taux des primes, soit les salaires pour conserver le pouvoir d'achat des agents.

Le nombre d'unités de perception vendues par an est de l'ordre de 110.000.000, on ne pourrait pratiquement pas répartir sur l'ensemble les 720.000 N.F., il faudrait les affecter à certaines catégories, par exemple aux usagers réguliers (tickets) qui représentent environ 81.400.000 unités de perception et aux ouvriers et écoliers, 5.500.000 unités, compte tenu des nécessités d'arrondissement des prix, on arriverait à des réductions de l'ordre de 2 frs pour la première section.

Affecter l'ensemble à des améliorations de salaires serait critiqué par les usagers.

Enfin ces 720.000 N.F. pourraient être vite absorbés par des aménagements des services.

--

Ces considérations sont théoriques, en fait, l'exploitation en régie est susceptible d'apporter dans l'exploitation des modifications profondes.

" L'expérience montre l'impérieuse nécessité :

- de garantir, dans la plus large mesure, la direction de l'administration en régie directe contre l'instabilité des assemblées élues, les préoccupations contraires au souci d'une gestion industrielle auxquelles elles sont parfois contraintes de satisfaire,

- de laisser aux dites exploitations l'autonomie financière la plus large "

(Délibération du Conseil Municipal de Lille - N° 2416 du 3.6.1932 - Distribution du Gaz - Concession).

Spécialement en matière de transports, le pourcentage des salaires et traitements avoisine 60% du montant des dépenses, c'est un facteur particulièrement important.

La transformation du réseau prévoit le fonctionnement à un seul agent par voiture. Si cette mesure était rapportée, les 221 chauffeurs-receveurs seraient doublés de 221 receveurs. Comme un de ces agents coûte, toutes charges comprises) environ 7.000 N.F. par an, le compte d'exploitation serait bouleversé.

--



Les régies directes sont très peu répandues en France. Si l'on excepte la R.A.T.P. dont il a été beaucoup parlé et Marseille (R.A.T.V.M.) on ne trouve guère que Montpellier, Nîmes, Béziers, St-Malo, Troyes, tous réseaux beaucoup moins importants que celui de Lille.

Il ne faut pas tenir compte des exploitations de Metz, Strasbourg, Comar, Forbach qui ont été créées sous le régime allemand entre 1870 et 1914.

Des questionnaires ont été adressés à Montpellier, Nîmes et Béziers en vue de récolter des renseignements :

A Montpellier, cinq lignes d'une longueur totale d'environ 32 km.

Le service fonctionne avec une subvention de 90.000 N.F. sur un budget de 2.472.337 N.F. Cette subvention constitue le remboursement du déficit provenant de l'exploitation de lignes non rentables entreprise à la demande de la municipalité.

A Nîmes, développement du réseau 46 km.

Le service fonctionne avec une subvention de la Ville dite "Subvention d'équilibre" de montant variable suivant le déficit annuel (le chiffre n'a pas été donné).

En outre, la Ville verse des prestations de service correspondant aux cartes de libre circulation et aux réductions aux économiquement faibles.

A Béziers, deux lignes urbaines et une ligne suburbaine d'une longueur totale de 31 km.

La régie à caractère industriel et commercial possède une autonomie financière complète. Elle établit son budget et doit vivre sur ses propres ressources. Si pratiquement elle ne reçoit pas de subvention, elle obtient le remboursement des charges résultant de l'application de tarifs réduits aux familles nombreuses, mutilés de guerre, écoliers, etc....



DEPARTEMENT DU NORD

ANNEXE N° 2

MAIRIE  
de  
WATTIGNIES-lez-LILLE  
-----

Wattignies, le 13 Septembre 1960

Le Maire  
Conseiller Général

à

Monsieur le Maire  
de LILLE

Objet : Becque de Wattignies

Monsieur le Maire et Cher Collègue,

Le curage de la Becque de Wattignies est toujours à l'ordre du jour.

Il vous souvient sûrement de la réunion du 4 Novembre 1957 à la Préfecture du Nord sous la présidence de M. le Secrétaire Général. On avait envisagé le déversement de la Becque de Wattignies dans la rigole de Bargues, M. COURTHEUX, au nom de la Ville de Lille, s'était opposé formellement à ce projet en raison de la proximité des sources Guermanez et Billaut.

Au cours d'une réunion récente à la Mairie de Wattignies du Syndicat Intercommunal pour l'étude des conditions d'exécution des travaux d'aménagement de la Becque, il a été proposé par le Génie Rural de reprendre ce projet de déversement après avoir bétonné le lit de la rigole de Bargues sur une longueur de cent mètres à proximité immédiate des deux sources.

Je vous serais obligé de vouloir bien examiner à nouveau cette question et de me faire connaître votre point de vue.

Veuillez croire, Monsieur le Maire et Cher Collègue, à l'assurance de mes sentiments distingués.

LE MAIRE,



SERVICES PUBLICS

---

Distribution d'eau potable

---

Captages d'Emmerin

---

Danger de pollution

R A P P O R T

---

Les eaux provenant de la commune de Wattignies doivent s'écouler normalement par un ruisseau désigné sous le nom de "Becque de Wattignies" ou de courant du Marais d'Haubourdin.

Ce ruisseau figure sur des plans très anciens. En particulier, d'après le plan dressé en 1868 lors de la constitution du syndicat de dessèchement des marais de la Haute Deûle, il est indiqué comme se déversant dans la rigole venant du marais d'Ancoisne et coulant vers le marais d'Haubourdin.

Au mépris des dispositions légales concernant les cours d'eau non navigables ni flottables, le curage de ce ruisseau a été négligé depuis fort longtemps au point que, à partir du point A du plan ci-joint, c'est à peine si on en retrouve la trace sur le terrain.

Les eaux ne trouvant plus d'écoulement inondent les terres en amont du point A ce qui a provoqué des réclamations des cultivateurs riverains.

A peu de distance de la Becque de Wattignies et presque parallèlement se trouve la rigole destinée à drainer les eaux du marais de Bargues et dépendant du syndicat de dessèchement.

Cette rigole passe à proximité de la source de Guermanez puis rejoint, près de la source Billaut, une rigole dite rigole des eaux en excès de l'établissement hydraulique d'Emmerin.

Cette dernière rigole a fait l'objet de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 1880 (art. 1). Elle est destinée à conduire en Haute Deûle les eaux en excès des captages de la Ville de Lille.

Aux termes de cet arrêté, la rigole doit recevoir les eaux du dessèchement du marais de Bargues et son entretien, entre la source Billaut et la Deûle, incombe à la Ville de Lille.

Bien que l'arrêté préfectoral susvisé n'en fasse pas mention, la becque de Wattignies rejoint la rigole des eaux en excès de la Ville de Lille à la traversée du chemin d'Emmerin à Ancoisne. La Ville ne pourrait admettre cet apport que s'il s'agissait d'eaux dont la composition n'amène pas de travaux de curage supplémentaires de la rigole.

Le Syndicat de dessèchement peut seul régler le débit de cette rigole par la manoeuvre d'une vanne située à la jonction avec la Deûle (art. de l'arrêté).

La Ville de Lille a toujours respecté les prescriptions de l'arrêté préfectoral, la rigole est en bon état. En 1926-27, la Ville a même fait construire un ouvrage en maçonnerie assez important pour le franchissement de la rigole du marais d'Ancoisne.

.../



En 1956, devant l'impossibilité d'évacuer les eaux de Wattignies, le service des Ponts et Chaussées procédant au curage du fossé de la RN 352 tenta de détourner ces eaux vers la rigole de Bargues (entre les points B et C du plan).

Or, les eaux provenant de Wattignies, par suite de l'urbanisation de cette commune et de l'installation d'industries, présentant de plus en plus l'aspect d'eaux d'égout.

En les dérivant dans la rigole de Bargues on les amènerait à passer à proximité immédiate des sources de Guernahez et de Billaut utilisées pour la distribution d'eau potable de la Ville de Lille, faisant ainsi courir à ces sources des dangers de pollution.

D'un autre côté, ces eaux seraient ramenées dans la rigole d'évacuation que la Ville entretient et dans laquelle elle n'est nullement tenue de les recevoir avec des sujétions de curage que cela entraînerait.

Des réclamations furent adressées en 1956 et 1957 au service des Ponts et Chaussées qui fit suspendre la dérivation des eaux.

Comme le curage de la Becque intéresse les communes de Wattignies, Noyelles, Emmerin et Houplin-Ancoisne, M. le Préfet du Nord, dont l'attention avait été appelée à plusieurs reprises sur cette question, provoqua une réunion, le 4 Novembre 1957, à laquelle étaient conviés les représentants des communes, du Génie Rural, des Ponts et Chaussées et de la Ville de Lille.

Au cours de cette réunion, M. ETIENNE, Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, après avoir fait l'historique de la question, exposa des solutions possibles.

Le représentant de la Ville de Lille, M. COURTHEUX, rappela l'opposition formelle de la Ville de Lille à la dérivation des eaux polluées provenant de Wattignies vers la rigole d'évacuation des eaux en excès de l'établissement hydraulique d'Emmerin.

M. le Secrétaire Général du Nord, président de la réunion, proposa enfin la création d'un syndicat d'études groupant les communes de Wattignies, Noyelles, Houplin-Ancoisne et Emmerin, qui examinerait comment il pourrait être apporté remède à la situation.

Le 13 Septembre 1960, M. le Maire de Wattignies a adressé, au nom du syndicat intercommunal, une lettre (dont copie est jointe au présent rapport) dans laquelle il informe que le Génie Rural propose de reprendre le projet de déversement des eaux de la Becque dans la rigole de Bargues après avoir bétonné le lit de la rigole sur une longueur de 100 mètres à proximité immédiate des deux sources.

Cette solution, disons de facilité, revient à admettre que la Becque n'ayant pas été tenue, en dépit des dispositions légales, en état d'assurer son écoulement, on lui substituera des rigoles qui ont été bien entretenues par les services qui en étaient responsables et qui ont une toute autre destination.

M. le Président du syndicat de dessèchement, informé par nos soins de cette proposition, nous a fait connaître qu'il s'opposerait formellement à tout déversement dans la rigole de Bargues.

La Ville de Lille de son côté ne peut que maintenir sa position en demandant que la Direction de la Santé soit saisie de la question.

Dans le cas où elle serait contrainte d'accepter la solution proposée par le syndicat intercommunal, elle devrait demander que l'arrêté du 23.I.1880 soit rapporté pour la décharger de tout entretien de rigole.

.../



Le déversoir de trop plein pourrait être supprimé, l'établissement d'Emmerin n'ayant, hélas, plus d'eau en excès.

En résumé, la Commission des Services Publics pourrait proposer de répondre à M. le Maire de Wattignies :

- 1<sup>o</sup> - que la Ville de Lille n'est pas tenue de recevoir dans la rigole dont elle assume l'entretien des eaux autres que celles provenant du syndicat de dessèchement.
- 2<sup>o</sup> - qu'elle maintient son opposition à l'écoulement d'eaux usées, polluées, à proximité des sources exploitées par son service de la distribution d'eau potable.
- 3<sup>o</sup> - qu'elle s'étonne qu'il n'apparaisse pas que le syndicat de dessèchement ait été consulté sur l'utilisation de la rigole de Bargues qui vient de déverser dans celle de la Ville.
- 4<sup>o</sup> - qu'elle va saisir de la question la Direction de la Santé.



Déferrisation de l'eau des Forages Nord

L'eau destinée à la consommation humaine doit posséder un certain nombre de qualités et ne pas avoir certains défauts.

D'après le Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France : " une eau potable doit ne présenter aucun indice de souillure suspect ; elle doit ne renfermer aucune substance capable d'occasionner des troubles dans un organisme sain. Elle doit être agréable au goût, ne dégager aucune odeur, demeurer limpide. Elle doit être autant que possible propre aux usages domestiques et industriels et avoir une température constante comprise entre 8° et 12° "

La circulaire n° 170 du 24 Novembre 1954 concernant les instructions générales relatives aux eaux d'alimentation fixe à 0,10 mg par litre la teneur au delà de laquelle le fer devient un élément indésirable.

L'eau peut en effet renfermer, surtout lorsqu'elle provient de nappes profondes, du fer sous forme de bicarbonate de fer qui précipite à l'air en donnant de l'hydrate ferrique, d'une couleur rouille caractéristique. Ces sels de fer ne sont pas nuisibles à la santé mais le goût et l'aspect de l'eau sont peu agréables. De plus, l'eau ferrugineuse provoque des tâches de rouille sur le linge.

Le traitement du fer dissout dans l'eau s'appelle la déferrisation. Elle consiste en une oxydation artificielle accélérée et catalysée convenablement afin de permettre la coagulation des hydrates colloïdaux produits par cette oxydation et faciliter leur élimination par filtration. Elle peut se faire par voie chimique, par filtration et par l'air.

Par voie chimique, on utilise une floculation énergique par l'addition de sulfate d'alumine et de chaux, puis ensuite on laisse décantier et on filtre.

Par filtration, on utilise des produits à base de manganèse qui sont susceptibles de provoquer l'oxydation et la coagulation des sels ferreux. On filtre à travers ces produits pour la déferriser.

Par l'air, on fait passer l'eau sur un lit de lave volcanique très dure et poreuse qui divise l'eau et lui assure par contact avec l'air une grande surface d'oxydation puis on filtre.

Le choix de méthode dépend de la teneur en fer de l'eau à traiter. Au dessus de 0,20 mg par litre, les deux premières méthodes sont peu utilisées car dans l'une la quantité de produits d'addition devient trop importante et dans l'autre le filtre se colmate trop vite.

La troisième méthode est la déferrisation classique des eaux d'origine profonde. C'est celle qui sera retenue dans notre cas.

x

x      x

Le Service des Eaux avait prévu dans son plan décennal, présenté le 2 Décembre 1959, la déferrisation de l'eau des Forages-Nord. Cette réalisation ne semblait pas alors présenter le même caractère d'urgence que la création de ressources d'eau potable. A cette époque les analyses de l'eau révélaient des teneurs en fer acceptables :

forage n° 1 -	0,06 mg par litre
"    n° 3	0,04 mg    "
"    n° 5	0,02 mg    "
"    n° 6 bis	0,04 mg    "

.../



forage n° 7	-	0,05 mg	par litre
"	n° 8	0,04 mg	"
"	n° 9	1,10 mg	"

Seul le forage n° 9 se distinguait par sa teneur assez forte mais comme son eau était mélangée avec celle des autres, la teneur globale demeurait inférieure à 0,10 mg par litre.

Or des analyses récentes effectuées avec le concours de l'Institut Pasteur ont fait apparaître une augmentation appréciable des sels ferreux :

forage n° 1	-	0,24 mg	par litre
"	n° 3	0,08 mg	"
"	n° 5	0,40 mg	"
"	n° 6 bis	0,06 mg	"
"	n° 7	0,06 mg	"
"	n° 8	0,06 mg	"
"	n° 9	13,10 mg	"

Le forage n° 9 se distingue toujours par sa teneur assez forte qui n'est cependant pas exceptionnelle puisque l'eau de forage peut contenir jusqu'à plus de 100 mg par litre de sels ferreux et la teneur globale dépasse largement les normes puisqu'il a été relevé :

0,52 mg	par litre	à La Louvière	le 17	Novembre
0,60 mg	"	"	18	"
0,64 mg	"	"	22	"
0,64 mg	"	"	23	"
0,48 mg	"	"	24	"

Evidemment cette eau demeure toujours potable mais sa limpidité est trop fréquemment troublée par les sels ferriques. Dans les quartiers proches de La Louvière, il devient très difficile d'avoir de l'eau claire pour faire la lessive, cuire les aliments et l'eau "rousse" fait son apparition dans toute la partie de la ville située au Nord-Est.

Il s'avère donc nécessaire de prévoir dans les plus courts délais la déferrisation de cette eau qui ne répond plus aux conditions déterminant le qualificatif d'eau potable.

Le Service des Eaux dispose depuis toujours d'un terrain situé rue du Chevalier Français qui pourrait parfaitement convenir pour l'édification de cette station.

Celle-ci pourrait être soit du type atmosphérique où l'oxydation se fait par ruissellement après pulvérisation à air libre soit du type fermé avec injection d'air comprimé, l'eau circulant alors sous la pression de refoulement du pompage.

Toutefois, la question du financement se pose avec beaucoup d'acuité car le fonds d'équipement et de modernisation du Service des Eaux va être consacré aux forages d'Houplin dont le montant de 2 millions de nouveaux francs ne pourra être réalisé que sur les tranches 1961 et 1962.

Il ne semble guère possible de distraire cinq cents à six cents mille nouveaux francs pour la déferrisation et de retarder la réalisation des forages d'Houplin d'une année sans prendre de gros risques quant à nos ressources en eau. D'autre part attendre

l'année 1963 serait difficile avec une eau aussi ferrugineuse. Aussi il apparaît comme nécessaire qu'un crédit de 500 à 600 mille nouveaux francs soit prévu au budget de 1961 afin de pouvoir mettre cette installation au concours par voie d'adjudication.



## ETUDE DE COLLECTE HERMETIQUE DES ORDURES MENAGERES

A - LA GARENNE COLOMBES.

Commune de 30.000 habitants environ  
 Superficie : 179 hectares  
 Longueur des voies : 35 km  
 Caractère du zoning : collectif et résidentiel  
 Nombre d'immeubles : 2.000 pavillons  
   1.000 immeubles collectifs.  
 Nombre total de poubelles : 4.500 environ  
 Tonnage annuel des ordures ménagères : 7.000 tonnes  
 Tonnage moyen journalier : été 17 tonnes  
   hiver 25 tonnes  
 Circulation moyenne - voies bien dégagées.

112

C'est à la suite d'un voyage à l'étranger, où il remarqué l'efficacité de la collecte hermétique, que M. le Maire demanda en 1956 la réorganisation du ramassage des ordures ménagères pratiqué jusqu'alors à l'aide de bennes tasseuses.

Après plusieurs voyages d'études, en particulier à Francfort sur le Main et à Strasbourg, l'adoption de la collecte hermétique fut décidé en juillet 1957 par le Conseil Municipal.

Une large publicité fut donnée à l'affaire et un recensement de tous les immeubles permit d'établir les besoins en poubelles de la commune.

Seules sont utilisées les poubelles de grandes capacités : 70 litres, 90 litres et surtout 110 litres, de fabrication française, valant respectivement : N.F. 90,80 - 93,20 - 96,45.

Elles sont propriété de la commune et distribuées chez tous les riverains moyennant le paiement d'une redevance annuelle de location-entretien actuellement fixée à 13,20 N.F. par an, quelle qu'en soit la capacité.

Il faut noter que commerçants et industriels peuvent demander l'enlèvement de leurs résidus moyennant une redevance location-entretien annuelle de 54 N.F. par poubelle de 110 litres.

La quantité de poubelles affectées à un immeuble est arrêtée par le service communal en accord avec le propriétaire, mandataire ou à défaut locataire principal qui en reste responsable.

Elle doivent être placées à un endroit accessible aux préposés de la ville les jours où la collecte a lieu car leur grande capacité et l'absence quasi générale de concierge ont rendu nécessaire leurs sortie et rentrée par le personnel municipal.

C'est ainsi que 7 hommes divisés en 3 groupes sont affectés à chaque itinéraire :



1er groupe : 2 hommes (partis une demi-heure avant la benne) sortent les poubelles des immeubles et les alignent sur le trottoir.

2me groupe : 1 homme pilote la benne et  
2 hommes y chargent les ordures.

3me groupe : 2 hommes replacent les poubelles vides dans les immeubles.

Le personnel des 1er et 3ème groupes est municipal. Celui du 2ème groupe appartient à l'entreprise concessionnaire.

Dans les voies privées où la benne ne peut accéder, les poubelles sont véhiculées par deux tri-porteurs municipaux de marque Lambretta jusqu'à la voie publique la plus proche.

Le rythme de la collecte est tri-hebdomadaire et la ville étant divisée en 4 secteurs, deux bennes sont mises en service chaque jour de la semaine. les bennes (2 en service et 1 en réserve) sont du type HELICO de 10 m<sup>3</sup> 500 pouvant absorber 16 à 17 m<sup>3</sup> d'ordures non comprimées représentant un tonnage de 7 tonnes environ.

Elles appartiennent à la commune et leur choix semble avoir été dicté par la forme aérodynamique de l'engin et surtout par la possibilité de crédits, échelonnés sur 10 années, accordée par le fournisseur des bennes et poubelles.

Le prix de revient de la tonne collectée est de 40 N.F.

--

#### B - SAINT-DENIS.

Commune de 90.000 habitants environ, St-Denis a commencé de pratiquer la collecte des ordures ménagères en novembre 1959 dans les immeubles collectifs et suivant les mêmes principes et modalités que la Garenne-Colombes.

1.500 poubelles hermétiques sont actuellement en service. La plupart sont de 110 litres mais il y a aussi quelques poubelles de 90 et 70 litres.

De marque SEMAT, elles sont insonorisées par un joint de caoutchouc et coûtent à l'achat 103,90 - 93,90 et 91,60 N.F. suivant leur capacité 110 l. - 90 l. - 70 l.

Un programme d'extension est prévu pour 3.000 poubelles à la fin de décembre 1960 et 6.000 en mars-avril 1961.

La redevance location-entretien est de 15 N.F. par an.

La benne utilisée est de marque SEMAT à tassement continu de 14 m<sup>3</sup> sur chassis Berliet et trois autres bennes de même type sont attendues pour mars 1961.

Hormis les quatre hommes supplémentaires nécessaires à la sortie et la rentrée des poubelles, le prix de la tonne collectée hermétiquement serait identique à celui de la collecte ordinaire pratiquée par les sept autres bennes du parc.

--



Ainsi seule la Garenne-Colombes applique la collecte hermétique sur l'ensemble de son territoire.

Saint-Denis, quant à lui, ne donne pas plus de renseignements que notre collecte dans les H.L.M. lilloises.

L'ensemble des habitants de la Garenne se plaint à reconnaître les avantages de la nouvelle méthode de collecte : peu de poussière, pas d'envol de papiers, aucun détritus jonchant le sol après le passage de la benne. L'hygiène est maximum pour le personnel de collecte et une personne peut se trouver auprès de la benne en action sans inconvénient.

L'Aspect général des rues s'en trouve amélioré car le fait de faire sortir et rentrer les poubelles par le personnel ne laisse les récipients qu'une demi-heure au plus sur le trottoir où il n'y a plus le lamentable spectacle offert par les contenants non réglementaires, de toutes formes, depuis le rare modèle autorisé jusqu'à la caisse, le seau hors d'usage ou le bidon en tôle ondulée restant des heures entières le long des fils d'eau. Le chiffonnage est totalement disparu.

Enfin la taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères étant inchangée malgré la nouvelle collecte, la redevance location-entretien apparaît comme faible en regard des avantages offerts : poubelle gratuite, entretenue, sortie quand elle est pleine et rentrée.

L'aspect financier de l'opération est assez vague. On déclare que "la réforme à laquelle la ville de la Garenne-Colombes vient de procéder représente un effort financier très important. Mais il est difficile d'exprimer par des chiffres le profit que les habitants et le personnel peuvent tirer de ces mesures d'hygiène. Il suffit de constater que ces mesures d'ordre et de propreté ont considérablement contribué à l'augmentation de l'hygiène dans les immeubles, mais aussi à la salubrité de la Ville.

\* non seulement

---

Comme il a été dit précédemment, les bennes et les poubelles sont la propriété de la Ville qui les répare et les entretient, Les manutentionnaires sont municipaux.

Le concessionnaire ne fournissant que les chauffeurs et les chargeurs, la transformation du mode de collecte a pu se faire en cours de contrat sans aucune difficulté et bien que la méthode hermétique soit pratiquée depuis plus de trois ans le nouveau cahier des charges vient seulement d'être achevé et va être présenté à l'approbation de l'autorité supérieure.

Le nouveau contrat serait d'ailleurs applicable dès janvier 1961 au concessionnaire actuel car la Ville de la Garenne ne semble pas vouloir faire appel à la concurrence.

En conclusion, il semble que la méthode de collecte pratiquée à la Garenne et à Saint-Denis ne puisse être retenue pour Lille par le seul fait qu'il sera quasi impossible de trouver dans tous les immeubles un emplacement facilement accessible de la rue pour y entreposer de grandes poubelles. C'est regrettable car bien que sa capacité soit triple, une poubelle de 110 litres est chargée et vidée dans le même temps que celle de 33 litres.

.....



De plus, affecter 4 hommes à une quinzaine de bennes serait une lourde charge financière.

Il n'en reste pas moins vrai que la collecte hermétique apporte de réels avantages, améliore considérablement l'aspect de la voie publique et constitue un grand progrès du point de vue hygiène.

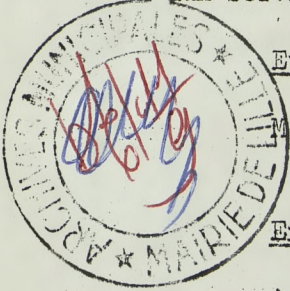


COMMISSION DES SERVICES PUBLICS



Procès-verbal de la réunion du 28 avril 1961

M.M. les Membres de la Commission des Services Publics se sont réunis le 28 avril 1961 à 18 heures 15, sous la présidence de M. HENAU, Adjoint au Maire, délégué aux Services Publics.



Etaient présents :

M.M. BERTRAND, HENAU, ROUSSEAU, Adjoints au Maire  
BEREAUX, DEAN, MEURA et SIMOENS, Conseillers Municipaux

Excusé : M. VIRON, Conseiller Municipal

Assistaient en outre à cette réunion, à titre consultatif :

M.M. MORIN, Ingénieur Principal, Chef des Services Publics  
COURTHEOUX, Ingénieur-conseil de la Ville pour les questions relatives aux Transports en commun et aux captages des eaux potables et industrielles.

x

x

x

En ouvrant la séance, M. HENAU souhaite la bienvenue à M. BERAUX, appelé à remplacer M. COQUART.

M. HENAU prie ensuite les Membres de la Commission de bien vouloir l'excuser des remises successives de la réunion, motivées par le fait que des renseignements demandés à la C.G.I.T. sur l'exploitation des transports en commun ne sont pas parvenus à temps, ces renseignements maintenant obtenus sont d'ailleurs incomplets.

x

x

x

Transports en commun - Prorogation de la convention provisoire entre le Syndicat Mixte et la C.G.I.T.

M. HENAU informe les Membres de la Commission qu'en l'absence d'éléments d'appréciation suffisants relatifs à la convention définitive, il a été amené à solliciter la prorogation de la convention provisoire jusqu'au 31 décembre 1961. Cette prorogation a été accordée, le délai pour la dénonciation de celle-ci ayant été fixé au 30 septembre.

Il donne ensuite lecture d'une lettre adressée le 12 avril 1961, à M. le Président du Syndicat Mixte, qui lui a confirmé son accord, dans le but d'obtenir :

.../



- 1<sup>er</sup> - un rapport des experts sur le compte d'exploitation de l'année 1960
- 2<sup>er</sup> - un rapport sur la période d'essai : 1<sup>er</sup> avril 1960 - 31 mars 1961
- 3<sup>er</sup> - un rapport sur l'ensemble de la gestion de la C.G.I.T. avec éventuellement des comparaisons avec celles d'autres exploitations (E.L.R.T. par exemple).
- 4<sup>er</sup> - une étude sur les formes de gestion qui pourraient être adoptées aux lieu et place d'un affermage (Sté d'Economie Mixte - Régie intéressée - Régie directe etc...)
- 5<sup>er</sup> - propositions pour l'établissement d'un sectionnement répondant au vœu du Comité et évaluation de la répercussion sur les tarifs.

M. HENAUX espère pouvoir faire connaître ces rapports au cours d'une prochaine réunion.

Le Procès-verbal de la réunion du Syndicat Mixte du 17 février a été communiqué aux Membres de la Commission et n'a pas appelé d'observations.

Au sujet des comparaisons à faire entre l'exploitation de la C.G.I.T. et celles d'autres réseaux, M. COURTHEOUX estime qu'elles ne sont guère possibles en raison de particularités propres à chacun des réseaux des grandes villes. Il ne voit de comparaison possible qu'entre les exploitations de la C.G.I.T. et de l'E.L.R.T.

Il signale que des rapports établis antérieurement par : M. BONIN, Inspecteur des Finances et M. LAFAYE, Expert appelé à en donner un avis sur un différend entre la Ville et la T.E.L.B. jugent l'exploitation du réseau de Lille correcte et économique.

Il pense qu'il n'y a pas lieu de craindre que la C.G.I.T. soit tentée de rechercher une augmentation de son salaire d'exploitant par l'artifice de la majoration des tarifs compensatrice d'une augmentation de dépenses qu'elle provoquerait. En effet, le poste de dépenses le plus important est constitué par les salaires du personnel et sur ce point la C.G.I.T. répond avec parcimonie aux revendications.

Quant aux postes de dépenses de renouvellement et d'entretien, la convention donne au Syndicat tous droits de regard.

M. HENAUX informe la Commission que le Syndicat Mixte a arrêté le type d'autobus qui fera l'objet de la prochaine tranche de fourniture ; à ce sujet M. COURTHEOUX fournit les renseignements suivants :

Il a été fait appel aux deux seuls constructeurs français d'autobus urbains la Sté SAVIEM (Régie Renault) et BERLIET et à un constructeur belge (BROSSEL) qui fournit en particulier les autobus en service à Bruxelles.

Compte tenu des prix, des garanties, des avantages techniques (entre autres, suspension, hauteur de plancher) des puissances et des consommations, le type belge a été reconnu le plus avantageux.

A une remarque de M. MEURA, M. COURTHEOUX précise que le type normalisé de construction française ne sera mis dans le commerce que dans quatre ans environ, la question sera alors revue.

.../



M. HENAUX donne ensuite quelques indications sur les biens de la T.E.L.B. à revenir à la Ville, question qui n'est pas encore résolue et qui n'est pas du ressort des Services Publics.

La Commission prend acte de cette information

Distribution d'eau - Captages d'Houplin -

Lecture est donnée du rapport établi par le Service sur l'avis donné par le Service des Mines.

La Commission fait sienne des conclusions de ce rapport et propose que M. le Maire intervienne auprès de M. le Préfet du Nord.

L'examen des questions nécessitant la présence de M. COURTHEOUX étant terminée, M. le Président l'autorise à se retirer.

Distribution d'eau - Déferrisation de l'eau des forages Nord -

Le Président informe la Commission que la construction de l'installation de déferrisation de l'eau provenant des Forages-Nord sera mise en adjudication-concours. Le cahier des charges particulières sera soumis au prochain conseil municipal.

Distribution d'eau - Contrat pour la fourniture d'énergie électrique

La Commission émet un avis favorable à la passation du contrat avec E.D.F.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

Distribution d'eau - Réparation de dommages présentée par M. Maurice DURIEZ, cultivateur à Emmerin

Lors de l'établissement d'une conduite pour le refoulement des eaux en provenance des nouveaux forages vers l'usine élévatoire, une tranchée a été creusée dans une prairie exploitée par M. DURIEZ.

La demande d'indemnité de I66 NF présentée par l'intéressé a été jugée raisonnable par les Services Agricoles du Département.

En conséquence, la Commission émet un avis favorable au paiement de cette indemnité.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

.../



Distribution d'eau - danger de pollution des Forages-Nord

Le Service expose que des traces d'ammoniaque ayant été décelées dans l'eau de l'un de ces forages, il est apparu que les agissements de certains vidangeurs déversant le contenu de leurs tonnes à proximité des forages constituaient un grave danger.

La Police alertée, n'a pu jusqu'à présent, prendre en flagrant délit aucun de ces vidangeurs.

Dans le but de mettre fin à ces agissements, le Service propose d'établir à chacune des extrémités de la Promenade du Préfet un dispositif empêchant le passage des véhicules.

La Commission émet un avis favorable à ce sujet.

Toutefois, M. ROUSSEAU propose qu'il soit examiné si l'évacuation des W.C. de l'Hospice Général vers le canal n'est pas susceptible de provoquer également une pollution des forages.

x

x

x

Propreté Publique - Opération Propreté

I<sup>o</sup> - Départ de l'Opération -

Le Président annonce que M. le Maire, appuyé par le Conseil d'Administration unanime, a décidé de donner le coup d'envoi à l'Opération Propreté, à l'occasion d'une Conférence de Presse qui se tiendra après la Foire Commerciale.

Les diverses étapes de l'opération et ses modalités sont rappelées aux Membres de la Commission qui les ont étudiées depuis un an et demi et approuvées.

M. HENAU ne cache pas sa satisfaction et insiste sur le fait que, grâce à l'Administration Municipale, un coup d'arrêt est donné pour la première fois depuis plus de vingt ans à la dégradation progressive du Service de la Propreté Publique qui était devenu le paria de tous les services municipaux, comme si l'hygiène ne devait pas être une des préoccupations dominantes des édiles.

Le Président cite quelques manifestations de ce déplorable état d'esprit contre lequel le devoir est de s'insurger.

C'est ainsi que dès qu'un élément valable accède au service de nettoyage, on l'affecte ailleurs tandis qu'on destine automatiquement à la Propreté Publique les laissés pour compte des autres services. C'est surtout pour cette raison que les hommes de la Propreté Publique se considèrent un peu comme des parents pauvres, dans la grande famille de notre Personnel.

.../



On puise aussi dans la Propreté Publique pour un oui ou pour un non et pour des besognes absolument étrangères à sa mission. C'est le service bouche-trou alors qu'il est, de très loin, le moins armé pour assumer sa tâche.

M. HENAUX signale un fait qui prouve surabondamment que notre Propreté Publique est passée à l'état chronique de bouc émissaire.

En 1954, dans un but d'économie, l'Administration propose une diminution de 5 % de tous les crédits des services. Devant les protestations de ceux-ci, il est purement et simplement décidé de supprimer 50 % des engins mécaniques de nettoyage, au moment où tout au contraire, il eût fallu en augmenter le nombre.

Il n'est pas étonnant qu'aujourd'hui, la tâche demandée à de simples cantonniers, soit absolument hors des possibilités humaines. D'une toute récente réunion des chefs-cantonniers, convoquée une nouvelle fois par M. HENAUX, se dégageait ce complexe d'impuissance et de résignation particulièrement contagieux.

A ceux qui ne réalisent pas encore cette ahurissante discrimination, passée dans les mœurs, M. HENAUX apporte quelques précisions chiffrées :

EVOLUTION DES DEPENSES DE LA PROPLETE PUBLIQUE

ANNEES	Dépenses "Matériel" Propreté Publique	Dépenses "Personnel"	Dépenses totales	Droits constatés de la section ordinaire
		Propreté Publique	de personnel	
		(y compris charges sociales 30 %)		
1952	3.400.000	70.720.000	1.107.274.991	2.400.000.000
1953	2.800.000	68.900.000	1.139.977.412	2.600.200.000
1954	2.200.000	67.080.000	1.196.266.690	2.550.000.000
1955	1.800.000	70.200.000	1.274.632.040	2.574.000.000
1960	1.700.000	96.850.000	2.253.792.353	4.440.000.000

Il résulte de ces données budgétaires qu'en neuf ans :

- 1° - les dépenses d'équipement (?) de la Propreté Publique ont diminué de 50 % tandis que le budget augmentait de 85 % et que quatre balayouses étaient retirées du service.
- 2° - les dépenses Personnel Propreté Publique augmentaient de 37 % (et ceci à cause des embauches de fin 1959-1960) tandis que les dépenses totales Personnel passaient à 103 %.

.../



3<sup>e</sup> - les dépenses Personnel Propreté Publique qui représentaient en 1952 6,3 % de la section Personnel tombaient en 1960 à 4,2 %.

Il n'est donc pas étonnant qu'à l'instar de ses services officiels dépourvus de moyens d'agir, la population lilloise se soit installée dans la facilité.

Il faut ou revaloriser la fonction et cesser de considérer le service de la Propreté Publique comme l'exutoire des indésirables et l'éternel sacrifié ou ne plus geindre sur la malpropreté de nos rues.

Qui veut la fin veut les moyens.

M. le Maire en a décidé ainsi et tous les Membres de la Commission lui savent gré de cette détermination.

M. HENAUX remercie aussi ses collègues, Mme LEMPEREUR, M.M. BERTRAND et ROUSSEAU pour le concours qu'ils lui ont déjà apporté dans leurs délégations respectives et qui ira s'amplifiant.

Il n'est pas question de mettre fin par un coup de baguette magique, à la négligence des lillois ou, d'emblée, d'adapter à son rôle un service qui est à l'image de ses berlines archaïques, vicillottes et peu pratiques.

M. le Maire laissera aux lillois le temps de réaliser sa volonté d'en finir avec de déplorables habitudes tandis que le service s'outillera pour oeuvrer efficacement.

Il faut créer le choc psychologique susceptible de se faire ressaisir nos concitoyens ..... et les affectés à notre Propreté Publique.

Le Président s'excuse d'avoir dû, pour démontrer cette nécessité, insister sur l'anomalie de certains procédés.

## 2<sup>e</sup> - Enlèvement des ordures ménagères - Collecte hermétique -

Comme suite au désir exprimé par la Commission des Services Publics et par l'Administration Municipale de voir la Ville de Lille équipée pour la collecte hermétique des ordures ménagères, le Service précise que la convention T.R.U. actuellement en vigueur, nous oblige à confier la nouvelle collecte à cette société.

Un rapport annexé au présent P.V. a été établi par le Service. Il comporte l'étude des modalités d'exécution et d'application de la collecte hermétique à un secteur de la Ville.

Il examine les différentes possibilités offertes par la Société T.R.U. pour aménager la convention actuelle.



Des explications supplémentaires sont données sur la fin de la convention le 31 décembre 1965 :

L'article 35 du 6ème avenant au marché du 2 février 1943 prévoit que la Ville pourra prendre possession des 23 bennes tasseuses de son parc le 31 décembre 1965 sous réserve qu'elle verse une indemnité égale à trois annuités d'amortissement. Car en 1950 la convention a été faite pour quinze ans (1950-1965) mais l'amortissement du matériel a été calculé sur 18 ans (1950-1968).

Pour compenser l'effort financier nécessaire à l'achat des quatre nouvelles bennes hermétiques, qui pourraient être mises gracieusement à la disposition de la Ville, la Société T.R.U. supprime l'éventualité de la reprise. En 1965, la Ville serait donc obligée de verser quelques 40.000.000 AF d'indemnité et prendrait possession de 23 bennes tasseuses d'une valeur vénale d'environ 25.000.000 AF.

Pour la Ville il y a donc intérêt à proroger la convention pour que l'amortissement soit complet et que les 23 bennes lui reviennent en pleine propriété le 31 décembre 1968 sans versement d'aucune indemnité.

Après discussion la Commission donne un avis favorable pour l'application de la collecte hermétique dans le secteur limité par les rues : Colbert, Léon Gambetta, de Béthune, Neuve, St Nicolas, des Ponts de Comines, des Arts, de Gand, de Thionville, et le canal de la Deûle entre le Pont Royal et le Quai Vauban, et retient pour cette collecte les modalités suivantes :

1<sup>re</sup> - les poubelles seront distribuées gratuitement aux familles suivant les quotas indiqués dans le rapport par le comptoir C.E.M....C. qui se charge du recensement, du stockage, de la distribution.

Ce comptoir garantira en outre la bonne utilisation et l'intégrité numérique des poubelles distribuées. La Ville n'aura pas à intervenir directement dans les litiges pouvant surgir par suite de vols, détériorations de poubelles, démnagements etc.....

2<sup>de</sup> - la Ville paiera au comptoir C.E.M....C. une redevance mensuelle tenant compte de l'amortissement des poubelles sur 8 ans et des obligations qui lui sont imposées.

3<sup>de</sup> - les 4 nouvelles bennes hermétiques seront mises à la disposition de la Ville par la Société T.R.U.

En contre-partie cette société pourra utiliser dans les communes voisines les quatre bennes tasseuses, de notre parc, devenues inutilisables.

4<sup>de</sup> - prorogation de la convention T.R.U. de 3 ans. Le 31 décembre 1968, les 23 bennes tasseuses deviendront propriété de la Ville et les quatre bennes hermétiques mises à notre disposition par la T.R.U. sans paiement d'amortissement, resteront à cette société.

.../



3° - Entretien des urinoirs publics - Marché -

Dans le but d'améliorer le nettoyage des urinoirs en multipliant les visites de ces édicules effectuées dans une même journée, il a été envisagé de confier ce service, à titre d'essai, à l'entreprise privée avec obligation pour celle-ci d'employer des véhicules automobiles afin d'accélérer les déplacements de son personnel.

La Commission prend connaissance du projet de marché établi à ce sujet et émet un avis favorable à sa passation avec la S.A.R.U.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

4° - Nettoyage des marchés -

M. HENAUX informe la Commission qu'après avoir pris contact à ce sujet avec M. DOYENNETTE, Adjoint délégué aux Halles et Marchés, il envisage de confier le nettoyage des marchés entièrement à la Société T.R.U. qui procède déjà à l'enlèvement des détritiques amassés par les cantonniers municipaux suivant les termes de la convention actuelle.

Il indique que cette manière de procéder libérerait un nombre appréciable de cantonniers qui doivent être habituellement prélevés sur les équipes de sections. Le nettoyage des fils d'eau et chaussées s'en trouverait fortement amélioré car l'embauche des nouveaux cantonniers se révèle très difficile.

M. ROUSSEAU intervient pour proposer qu'il soit demandé aux marchands de respecter les obligations auxquelles ils sont soumis quant à la propreté des marchés.

La Commission donne son accord à la proposition de son Président.

5° - Création d'un emploi supplémentaire de surveillant principal -

M. HENAUX expose que dans l'organisation actuelle du Service de la Propreté Publique les surveillants de sections obligés de se rendre soit à l'Hôtel de Ville, soit aux Halles Centrales, pour faire rapport aux Surveillants principaux, doivent abandonner durant un temps plus ou moins long la surveillance du personnel ce qui est préjudiciable à la bonne exécution du travail.

Par ailleurs, les surveillants principaux en fonction sont affectés l'un au contrôle de la collecte des ordures ménagères, l'autre au contrôle des surveillants de sections.

Il apparaît nécessaire de demander la création d'un emploi supplémentaire de surveillant principal, le titulaire de cet emploi serait chargé de renforcer le contrôle des surveillants ordinaires dans leur section, de coordonner leurs travaux, de recueillir et de transmettre leurs rapports au Chef de service. La Ville serait alors divisée en deux secteurs avec à la tête de chacun d'eux un surveillant principal.

.../



De plus, la surveillance des engins mécaniques de la T.R.U. ne serait plus fictive. Le Service pense, en effet, que la T.R.U., qui coûte près d'un million d'anciens francs par jour à la Ville, n'est pas assez surveillée.

M. ROUSSEAU n'est pas tout à fait de cet avis et pense qu'une organisation rationnelle du service doit permettre la surveillance désirée, il déclare faire des réserves utiles quant à la nécessité de création d'un emploi supplémentaire de surveillant principal car 2 adjoints techniques avaient été nommés à la Propreté Publique en 1957. Le Service tient à préciser que les adjoints techniques dont il est question n'étaient pas destinés uniquement au Service de la Propreté Publique mais à l'ensemble des Services Publics.

Un poste d'ingénieur subdivisionnaire toujours vacant a fait que ces adjoints techniques sont entièrement absorbés par le Service des Eaux : l'un au contrôle et à la facturation des travaux - l'autre à la surveillance de ces travaux.

La Commission donne son accord sur la proposition de son Président.

Un rapport sera transmis au Service du Personnel.

#### 6° - Attribution de vêtements de travail aux cantonniers -

Les cantonniers de la Propreté Publique perçoivent actuellement 1 cotte à bretelles, 1 veste et 1 paire de brodequins par an, un vêtement de toile genre canadienne tous les trois ans.

Or, ces effets sont mis à dure épreuve étant donné les conditions de travail des cantonniers, astreints à un parcours journalier de plusieurs kilomètres et exposés aux intempéries à longueur d'année.

Il serait donc souhaitable qu'ils puissent obtenir :

- 2 paires de brodequins et 2 paires de bleus (cotte et veste) par an comme leurs collègues de l'Assainissement.
- une casquette et une paire de gants tous les ans
- une canadienne de cuir à la place de celle en toile.

La Commission donne son accord sur cette proposition.

Un rapport sera transmis au Service du Personnel.

#### 7° - Modernisation du matériel -

M. le Président regrette que les crédits demandés à cet effet n'aient pas été accordés dans leur totalité (2 millions au lieu de 4) et présente aux Membres de la Commission une photographie d'un type de berline actuellement à l'essai.

.../



Transports automobiles - Achat de véhicules -

Après avoir fait l'exposé de l'état dans lequel se trouvent les véhicules de tourisme affectés au Service de M.M. les Adjoint, le Service propose qu'un marché soit présenté à l'Administration Municipale pour l'achat de 3 voitures Peugeot 403 pour remplacer la 7953 BT 59 (ayant presque 70.000 kms) et attribuer un véhicule aux deux chauffeurs qui ont été récemment affectés au garage tourisme.

D'autre part, la 203 immatriculée 7654 BW 59, achetée pour remplacer la traction avant 5129 AN 59 affectée aux services techniques et réquisitionnée pour le garage tourisme, pourra revenir à sa destination première.

M. ROUSSEAU estime que seul le remplacement de la 7953 BT 59 s'impose.

M. HENAU fait alors ressortir l'intérêt qu'il y a d'affecter une voiture à chacun des chauffeurs et à abandonner la conduite en banalité. Chaque chauffeur étant responsable de son véhicule, celui-ci serait mieux entretenu et il en résulterait une économie de réparations.

La Commission émet un avis favorable à l'acquisition de 3 nouveaux véhicules.

x

x

x

QUESTIONS DIVERSES

Taxis - Application des tarifs

M. DEAN intervient pour signaler que des chauffeurs n'appliquent pas strictement les tarifs fixés par l'arrêté préfectoral.

C'est ainsi que pour une même course, il a constaté que des prix différents étaient demandés. Il propose que des mesures soient prises pour faire respecter ces tarifs.

Plusieurs Membres de la Commission interviennent dans le même sens.

.../



M. HENAUX expose que les Services Publics reçoivent continuellement des réclamations des usagers.

Il annonce qu'il se propose de faire éditer des affichettes (dont un projet est annexé au présent procès-verbal) qui seront obligatoirement fixées à un endroit bien visible des usagers afin que ceux-ci aient la possibilité de vérifier les prix demandés et sachent qu'ils peuvent, en cas de contestation, adresser une réclamation à la Mairie.

La Commission émet un avis favorable à l'adoption de cette mesure.

Séance levée à 21 h.15

l'Ingénieur Principal,  
Chef des Services Publics,

Le Président de la Commission,

L. MORIN.

G. HENAUX.



## EXTENSION DE CAPTAGES DANS LE VALLON D'HOUPLIN

Examen de l'avis du Service des Mines

### Rapport à la Commission des Services Publics

Le projet de captage d'eau potable dans le vallon d'Houplin approuvé par le Conseil Municipal le 7 mars 1960, fait partie, bien que n'intéressant que la Ville de Lille, d'un ensemble de travaux étudiés à la demande du Ministère de la Construction pour l'alimentation de la région de Lille.

Il a été établi après avoir consulté le géologue officiel, M. le Professeur WATTERLOT de la Faculté des Sciences de Lille qui a donné l'avis suivant :

"Au Sud de Lille, il est possible d'obtenir un important volume d'eau supplémentaire en s'adressant à la nappe de la craie. L'avantage de cette nappe réside dans l'improbabilité d'un insuccès, lors du creusement des forages, du fait que les zones aquifères de la craie sont actuellement bien connues et que l'on est assuré d'y rencontrer une roche bien fissurée et aquifère. Un autre avantage se voit dans la faible profondeur à laquelle l'eau est atteinte."

"Dans la vallée de la Deûle, plusieurs régions pourraient être prospectées, ce sont :

- le vallon d'Houplin, dans lequel on pourrait vraisemblablement prélever un volume de 20.000 m<sup>3</sup> par jour,

- .....

La délibération du Conseil Municipal a été envoyée à la Préfecture le 29 mars 1960 aux fins d'approbation, d'autorisation et de déclaration d'utilité publique.

Pour ces deux dernières et conformément aux dispositions du décret du 3 octobre 1958 étendant aux départements du Nord et du Pas de Calais celles du décret-loi du 8 août 1935 et du règlement d'administration publique du 4 mai 1937, le Préfet a demandé l'avis de l'Ingénieur en Chef des Mines lequel on a conféré avec l'Ingénieur en Chef du Génie rural chargé de l'aménagement agricole des eaux pour la région.

M. l'Ingénieur en Chef des Mines de Douai vient de remettre son rapport à M. le Préfet, ce rapport est défavorable à la réalisation du projet de la Ville de Lille.

Pour établir ses conclusions, le rapporteur a traité le problème de l'alimentation en eau potable non pas de la Ville de Lille mais de toute l'agglomération lilloise dont la desserte en eau est assurée par les soins de la Société des Eaux du Nord et de notre service municipal. Le rapport examine successivement :

- les besoins en eau de la région lilloise ;
- les moyens de production ;
- la comparaison entre besoins et capacité de production ;
- le bilan du bassin d'alimentation ;

Certains chapitres appellent de notre part les observations suivantes :

I<sup>er</sup> - Il n'y a pas lieu de retenir les griefs présentés par la Commune de Seclin qui est desservie totalement par la Société des Eaux du Nord. D'autre part, le Conseil Municipal a pris l'engagement exigé par la loi d'indemniser ceux qui prouveraient avoir subi des dommages du fait des captages.

.../



2° - SUR LES BESOINS EN EAU DE LA REGION LILLOISE -

Dans ce chapitre sont considérées d'une part la Ville de Lille et d'autre part les 105 communes alimentées par la S.E.N. (page 3)

En ce qui concerne la Ville de Lille, il est fait état de l'appoint que pourrait apporter la distribution d'eau non potable en desservant certaines industries.

On ne peut attendre grand chose de ce réseau dont le développement n'est que de 12 kms alors que celui du réseau d'eau potable dépasse 220 kms.

L'extension serait trop onéreuse pour pouvoir être envisagée et d'un autre côté la coexistence de deux réseaux n'est pas sans présenter de gros inconvénients. A cet égard, on ne peut mieux faire que de citer M. Pierre KOCH, Ingénieur Général des Ponts et Chaussées, directeur des eaux à la Ville de Paris, membre du Conseil Supérieur d'Hygiène :

"Par ailleurs, sur le plan de la sécurité hygiénique, les leçons de l'expérience se traduisent par les prescriptions que formulent les Instructions générales du C.S.H."

"A Paris, on a reconnu la nécessité d'organiser un service spécial pour la recherche des intercommunications. On en est même arrivé à éviter le plus possible l'entrée de l'eau brute à l'intérieur des habitations et les restrictions pratiquement intervenues dans ce sens, par transfert sur le réseau privé d'un nombre appréciable de branchements, a freiné le développement de sa consommation qui "plafonne" malgré l'essor systématique de l'ensemble des besoins en eau."

"Même dans ces conditions, des précautions restent à prendre pour la surveillance de des branchements clandestins ou des dérivations de nature quelconque sur l'eau brute. Par ailleurs l'entretien doit porter, comme le premier établissement sur un linéaire double de conduites."

"On s'explique dès lors que la solution du double réseau ait conservé un champ d'application exceptionnelle et n'ait pas rallié la plupart des agglomérations françaises ou étrangères."

Les évaluations des besoins en eau que la Ville de Lille présente découlent de l'application des directives techniques de la circulaire interministérielle en date du 30 juillet 1948 sur l'alimentation en eau des agglomérations urbaines.

Nous nous étonnons donc que celles-ci soient contestées par le Service des Mines, d'autant plus que ce même service a admis sans la discuter, l'évaluation présentée par la Société des Eaux du Nord et établie sur les mêmes bases.

3° - SUR LA COMPARAISON DES BESOINS ET DE LA CAPACITE DE PRODUCTION -

La pointe de 70.000 m<sup>3</sup>/jour que nous avions prévue pour 1970, a été ramenée à 63.000 m<sup>3</sup>/jour par le Service des Mines. Or, notre capacité de production en pointe ne dépassera pas 43.000 m<sup>3</sup>/jour. Puisque "les installations existantes et celles dont le développement a été autorisé, permettront d'assurer l'approvisionnement en eau de la Ville de Lille et de 105 communes desservies jusqu'en 1969" (page 6) nous pouvons conclure qu'il est fait ressortir que les captages autorisés à la S.E.N. seraient suffisants pour fournir à la Ville de Lille l'eau dont elle a besoin sans recourir au Vallon d'Houplin.

.../



Si la Ville de Lille désire conserver son indépendance et ne demande pas cet apport à la S.E.N. , cette dernière ne l'élèvera pas et nous pourrons le prendre à Houplin par nos propres installations sans aucune différence pour les ressources aquifères de la nappe.

D'autre part, dans ce même chapitre, il est fait état de l'avis émis par M. l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, chargé de l'aménagement agricole des eaux. Cet avis, annexé au rapport de M. l'Ingénieur en Chef des Mines, est favorable à notre projet. Il comporte cependant une interprétation de certains faits qui va jusqu'à prétendre qu' "une véritable course semble s'être engagée entre la Ville de Lille et la Société des Eaux du Nord" dans la recherche de zones de captages de réserves.

En réalité, à la demande du Ministère de la Construction il a été établi, comme dit plus haut, une étude sur les besoins en eau de l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing et sur les captages qu'il y avait lieu de prévoir pour assurer l'alimentation en eau potable des populations jusqu'en 1970.

Après avoir évalué les besoins et consulté le Professeur WATERLOT sur les ressources encore disponibles dans le sous-sol, il a été proposé :

- l'achèvement de l'usine des Ansoreuilles par la S.E.N.
- l'exécution des captages dans le vallon d'Houplin par la Ville de Lille.

Les demandes d'autorisation déposées pour les Ansoreuilles, Houplin, Lambersart étaient prévues dans cette étude et ne peuvent donc en aucune façon être assimilées à une compétition.

#### 4° - SUR LE BILAN DU BASSIN D'ALIMENTATION -

Notre projet de captages dans le vallon d'Houplin a été déposé au début de l'année 1960. Or, un an après et à la suite d'incessants rappels, nous apprenons que le bilan de la nappe de la craie de la vallée de la Deûle risque d'être déficitaire.

Nous pouvons, dès lors, nous demander, si déficit il y avait, pourquoi la Ville de Lille est restée seule à en supporter les conséquences, puisque des autorisations ont été accordées en 1960 à la S.E.N. et en 1961 au groupement Carvin-Dourges-Courrières ; donc en parfaite connaissance de notre projet.

#### 5° - SUR LES PROPOSITIONS (page 9)

Il va sans dire que l'attitude adoptée par M. l'Ingénieur en Chef des Mines, tend à créer pour l'agglomération lilloise un monopole de la fourniture de l'eau au profit de la S.E.N.

La Ville de Lille qui fut la première à avoir sa distribution d'eau en 1868 alimentée par les ressources aquifères de la vallée de la Deûle se verrait tributaire de la S.E.N.

Cette tendance vers le monopole est d'autant plus flagrante que le Service des Mines nous propose d'acheter de l'eau à la S.E.N. mais n'admet pas que la Ville de Lille puise cette eau par ses propres moyens.

En effet, on relève la phrase suivante ".... pour que les besoins de la Ville de Lille soient satisfaits jusqu'en 1969, il faudra que la fourniture garantie (par la S.E.N.) passe à quelque 14.000 m<sup>3</sup>/jour en 1965, 16.000 en 1967 et 18.000 en 1969. Le développement prévu des stations de la S.E.N. lui permettra d'ailleurs d'assurer ces garanties".

.../



Or, nos installations sont dans leur presque totalité déjà amorties et l'eau que nous élevons revient forcément moins cher qu'à la S.E.N. qui elle doit amortir la quasi totalité de ses installations.

EN RESUME -

Le Service des Mines reconnaît que les besoins de la Ville ne peuvent être satisfaits par ses installations actuelles, qu'il lui manquera 18.000 m<sup>3</sup>/jour en 1969 mais que les installations autorisées à la Société des Eaux du Nord lui permettraient de les fournir à la Ville.

Or, la Ville ne peut obliger la S.E.N. à lui fournir de l'eau. Le contrat de 1935 qui vient à expiration fin 1964 prévoit que la fourniture qui en fait l'objet pourra être continuée après discussion du prix compte tenu des amortissements mais il ne prévoit pas qu'elle pourra être augmentée.

La Ville devrait donc demander à la S.E.N. quelles seraient ses conditions pour un supplément de fourniture.

Par contre, la Ville pourrait extraire elle même l'eau qu'on lui propose d'acheter à la S.E.N. dans un site assez éloigné des usines d'exhaure de la S.E.N. réalisant ainsi une meilleure exploitation de la nappe aquifère.

Le coût des installations à réaliser relativement peu élevé (2.000.000 NF) lui permettrait d'obtenir un prix de l'eau plus avantageux que celui que lui consentirait éventuellement la S.E.N. qui doit tirer bénéfice de son exploitation.

Enfin la Ville tient à garder dans la plus large mesure possible son indépendance et la maîtrise de ses installations.

En conséquence, la Commission des Services Publics propose qu'il soit demandé à M. le Préfet du Nord d'autoriser le projet adopté par le Conseil Municipal le 7 mars 1960.



SERVICES PUBLICS

ENLEVEMENT des ORDURES MENAGERES

COLLECTE HERMETIQUE

Rapport à la Commission des Services Publics  
du 28 Avril 1961

-----

- I - Introduction - Nécessité d'un essai
- II - Conditions de l'essai
- III - Vérification matérielle de l'essai
- IV - Modalités d'exécution de l'essai
- V - Application - Equipement d'un secteur de la Ville en collecte hermétique
- VI - Aspect financier du nouveau service
- VII - Délais de réalisation
- VIII - Conclusion



## I - INTRODUCTION - NECESSITE D'UN ESSAI

Les différents rapports présentés par le Service ont montré que le système de la collecte hermétique des ordures ménagères offrait de gros avantages tant au point de vue hygiène que propreté de la voie publique.

A la dernière réunion de la Commission des Services Publics, il avait été décidé d'attendre les résultats de la mise en application de cette méthode à Lambersart. Depuis le 1er janvier 1961, la moitié de cette commune est desservie par la collecte hermétique par poubelles familiales et de l'opinion générale il apparaît nettement que le Lambersartois est très satisfait de cette initiative.

Nous pensons qu'il n'est pas nécessaire de suivre plus longtemps l'expérience de Lambersart car celle-ci ne pourra pas être purement et simplement appliquée à la Ville de Lille étant donné que trois inconnues peuvent l'affecter :

### 1 - La différence très sensible dans la composition de la population des deux villes -

Au dernier recensement de 1954, cette composition s'établissait en pourcentage de la manière suivante :

	1 pers.	2 pers.	3 pers.	4 pers.	5 pers.	6 pers. et plus
Lambersart	13	29,2	20,9	15,3	10	11,4
Lille	25	30,9	18,5	11,9	6,7	6,8

### 2 - La différence de densité des ordures ménagères -

Elle s'établit en moyenne d'après les observations faites au cours de l'année 1960 :

Lambersart	:	0,29
Lille	:	0,68

### 3 - La différence d'habitudes entre les deux populations au point de vue de la sortie des poubelles -

Jusqu'en décembre 1960, les habitants de Lambersart étaient desservis trois fois par semaine par le service de collecte.

Depuis le 1er janvier 1961, ils ne le sont plus que deux fois par semaine.

Néanmoins, les comptages effectués par la société T.R.U. ont permis d'établir que, malgré ce changement de fréquence, 25 % des habitants ne sortent leurs poubelles qu'une fois par semaine.

A Lille, le service actuellement quotidien passerait au rythme tri-hebdomadaire dans le cas de la collecte hermétique et, par suite de ce changement, combien de lillois ne sortiraient leurs poubelles que deux fois par semaine ?

Ces différents facteurs ne manqueront pas d'influencer les conditions d'exécution du service dans notre Ville par leur incidence sur le nombre de poubelles à répartir d'abord et à manipuler ensuite.

.../



Il est sage, par conséquent, de considérer que la transposition sur notre Ville des dispositions valables à Lambersart, ne pourra être faite en bloc.

Nous estimons au contraire que l'introduction de la collecte hermétique à Lille doit s'opérer par paliers, suivant un rythme qui serait fixé empiriquement, compte tenu des résultats observés dans une première réalisation lilloise.

Il est souhaitable, selon nous, d'entamer une première phase en précisant qu'il s'agit rigoureusement d'un essai, d'une expérience locale qui n'engagera en rien l'Administration Municipale pour l'avenir, mais dont elle tirera les enseignements lui permettant de prendre en toute connaissance de cause, les décisions touchant l'extension éventuelle à d'autres quartiers.

x

x

x

## II - CONDITIONS DE L'ESSAI

La collecte hermétique nécessite, à la base, une connaissance complète et précise de la population du secteur choisi.

Cette connaissance, en effet, fera apparaître le nombre de poubelles à commander, stocker, distribuer et manipuler.

Par ailleurs, la tenue d'une comptabilité matière et de fichiers justificatifs sera indispensable pour assurer le contrôle de la bonne utilisation des poubelles.

Ces dernières seront du type 33 litres et mises à la disposition gratuite des familles sur les bases suivantes :

- 1 poubelle pour une famille de 1 à 3 personnes
- 2 poubelles pour une famille de 4 à 7 personnes
- 3 poubelles pour une famille de 8 personnes et plus.

Le chef de famille sera responsable du bon entretien et de la bonne utilisation des récipients qui lui seront confiés et cela durant la période admise pour l'amortissement.

Tout autre mode d'attribution basé soit sur l'achat direct, par le chef de famille du modèle imposé, soit sur la distribution par la Ville contre versement d'une redevance, doit être écarté, à priori, dans le seul but de ne pas alourdir l'essai ; la mise à disposition gratuite étant plus simple et mieux acceptée lorsqu'il y a obligation.

En ce qui concerne le matériel nous pensons que celui utilisé, depuis deux ans, dans les H.L.M. et, plus récemment, à Lambersart, correspond parfaitement aux exigences requises.

D'autre part, le rythme de la collecte sera, comme nous l'avons déjà dit, tri-hebdomadaire. Nous montrerons plus loin que cette fréquence semble être amplement suffisante.

Enfin, la manipulation des poubelles, plus lente et plus soignée, dans la collecte hermétique que dans la collecte ordinaire, nécessitera un raccourcissement des itinéraires actuels.

Quatre de ces itinéraires seront transformés, pour autant qu'ils soient contigus, en six nouveaux et trois bennes à tassement permanent équipées pour le service hermétique remplaceront quatre bennes tasseuses.



La réalisation pratique de l'essai comportera donc :

- le choix du secteur géographique de l'essai
- le recensement précis de ce secteur
- la tenue de trois fichiers : par noms de familles, par rues, par numéros de poubelles.
- l'achat de quinze à vingt mille poubelles
- la manipulation de ces poubelles
- le retrait de quatre bennes tasseuses du service de collecte
- l'acquisition de trois bennes hermétiques pour le service de collecte
- " d'une benne hermétique de réserve.

### III - VERIFICATION DES CONDITIONS MATERIELLES DE L'ESSAI

Du fait qu'il est actuellement desservi par 4 bennes tasseuses sur 20, nous tirons à priori que le secteur à équiper correspond au cinquième de la population soit  $180.000 : 5 = 36.000$  habitants et, en tablant sur les données admises dans les villes qui pratiquent la collecte hermétique : 15.000 poubelles.

#### a) Rythme de la collecte

Rappelons que le volume journalier des résidus ménagers s'établit entre 3 et 5 litres ; il est de 3 litres dans les villes importantes et de 5 litres dans les très grandes agglomérations telle que Paris.

En retenant 4 litres par jour pour Lille, le volume quotidien des ordures ménagères à évacuer du secteur serait de :

$$4 \text{ l.} \times 36.000 = 144.000 \text{ litres}$$

La capacité des récipients distribués étant de :

$$33 \text{ l.} \times 15.000 = 495.000 \text{ litres}$$

nous avons donc :

1<sup>re</sup> - dans le cas d'une collecte journalière :

- contenant : 495.000 l.
- contenu : 144.000 l.

2<sup>de</sup> - dans le cas d'une collecte tri-hebdomadaire :

- contenant : 495.000 l.
- contenu :  $144.000 \text{ l.} \times 2 = 288.000 \text{ l.}$

3<sup>de</sup> - dans le cas d'une collecte bi-hebdomadaire :

- contenant : 495.000 l.
- contenu :  $144.000 \text{ l.} \times 3 = 432.000 \text{ l.}$

Il n'y aurait aucun empêchement matériel à adopter le rythme bi-hebdomadaire retenu dans de nombreuses villes mais il semble cependant préférable d'opter pour le rythme tri-hebdomadaire qui offre plus de garantie sur le plan de l'hygiène.

La marge de sécurité de  $495.000 - 288.000 = 207.000 \text{ l.}$  par jour de collecte peut permettre de penser que nombre d'habitants ne sortiront leurs poubelles que deux fois, voire même une seule fois par semaine.



b) Nombre de poubelles

Le recensement, auquel il sera procédé, permettra seul de vérifier la réalité de cette évaluation théorique. Il contrôlera, en outre, la valeur d'approximation du décompte des poubelles à répartir compte tenu que des récipiendaires seront à fournir éventuellement aux établissements communaux, écoles, crèches, cantines, restaurants, grandes administrations, bureaux etc.... du secteur.

c) Itinéraires - Nombre de bennes

D'une manière générale on admet, parce que l'expérience l'a confirmé, qu'une équipe de 3 redevables peut assurer, dans les 8 heures de service quotidien, le vidage de 2.000 poubelles de 33 litres. Si le comportement de la population lilloise, quant à la fréquence de sortie des poubelles, est le même qu'à Lamborsart (§ I - 3) nous aurons :

$$2.000 \times 1,25 = 2.500 \text{ poubelles admises par itinéraire}$$

Comme nous avons prévu six itinéraires (§ II), cela fera au total :

$$2.500 \times 6 = 15.000 \text{ poubelles desservies par } - 6 : 2 = 3 \text{ bennes}$$

IV - MODALITES D'EXECUTION DE L'ESSAI

Comme suite aux propositions faites le 31 août 1960 par la Société T.R.U., nous avons pris contact avec cette société et des discussions, il est apparu plusieurs solutions pour l'exécution de cet essai :

A - POUR LES BENNES :

Première Option

a) T.R.U. achète les quatre bennes-tasseuses permanentes indispensables à l'exécution du service (soit 3 bennes en service et 1 en réserve)

La Ville paie l'amortissement de ces quatre bennes-tasseuses permanentes par la prime quotidienne actuelle, c'est-à-dire qu'elle continue de payer à T.R.U. les 23 primes quotidiennes pour l'amortissement en 18 ans.

b) La Ville laisse à la disposition de T.R.U. les quatre bennes-tasseuses ordinaires dont celle-ci continue d'assurer le bon entretien, pour qu'elles puissent, en fin de marché, répondre aux conditions imposées par le marché, c'est-à-dire assurer un service sans incident mécanique.

c) la Ville accorde à T.R.U. une prolongation générale de trois années, soit jusqu'en 1968.

d) Les 23 bennes tasseuses ordinaires deviennent pleine propriété de la Ville à cette date là (31.12.1968).

e) Les quatre bennes-tasseuses permanentes, ou bien restent alors propriété de T.R.U. ou bien sont reprises par la Ville contre versement de l'amortissement correspondant.

Deuxième Option

pas de prorogation de 3 ans.

même processus qu'en a) et b) dans la première option

.../



d) en 1965, la Ville reprend les 23 bennes-tasseuses ordinaires contre versement à T.R.U. de l'amortissement des trois années restant à courir et, en outre, les quatre bennes-tasseuses permanentes, contre versement de l'amortissement correspondant.

Troisième Option

- pas de prorogation de trois années,
- la Ville achète directement les quatre bennes-tasseuses permanentes,
- elle les met à la disposition de T.R.U. en lui en confiant l'entretien,
- elle continue de payer à T.R.U. la prime quotidienne pour les 23 bennes-tasseuses ordinaires du parc,
- les quatre bennes-tasseuses ordinaires libérées sont maintenues dans le parc de la Ville,
- leur utilisation extérieure par T.R.U. donnerait lieu au versement des ristournes prévues par le 15ème avenant

B - POUR LES POUBELLES -

Première Option

La Ville achète les poubelles et elle assure toutes les obligations indispensables à l'attribution et au service de ces accessoires, c'est-à-dire :

- le recensement de la population
- la commande des poubelles
- leur stockage
- leur distribution
- la sauvegarde de toutes les poubelles, quant à leur nombre et à leur bonne utilisation

Deuxième Option

La Ville confie toutes ces obligations à C.E.M.A.C. en contrepartie d'une redevance mensuelle à fixer.

Deux éventualités sont alors à envisager :

1º) le marché à intervenir prévoit pour C.E.M.A.C. des rapports contractuels avec la Ville portant sur 8 années (minimum de la durée d'utilisation des poubelles distribuées dans le secteur d'essai)

2º) le marché prévoit pour C.E.M.A.C. la même durée de rapports contractuels qu'avec T.R.U.

V - APPLICATION - EQUIPEMENT D'UN SECTEUR DE LA VILLE EN COLLECTE HERMETIQUE

1º) Le secteur géographique est limité par les rues : Colbert, Léon Gambetta, de Béthune, Neuve, St Nicolas, des Ponts de Comines, des Arts, de Gand, de Thionville et le canal de la Deûle entre le Pont Royal et le Quai Vauban.

2º) Il ne semble pas que nous ayons intérêt à effectuer, nous-mêmes, le recensement et les multiples opérations rattachées à la distribution des poubelles ce qui obligerait les services publics à renforcer leur personnel. En outre, il est préférable que la bonne utilisation des poubelles soit garantie par une entreprise privée plutôt que par l'Administration Municipale.

Dans cette intention, nous proposons de confier, comme l'a fait Lambersart, au Comptoir pour l'exploitation du matériel d'assainissement et de collecte (C.E.M.A.C.) le soin :

.../



- d'effectuer le recensement des foyers du secteur choisi
- de commander les poubelles
- de les recevoir et de les stocker
- d'en assurer le règlement
- d'en contrôler la bonne utilisation
- de se substituer à la Ville dans la garantie de l'intégrité numérique des poubelles en service (poubelles détériorées, volées etc.....)
- de se porter garant de leur bonne utilisation pendant la durée minima de service admise dès l'origine à 8 ans.

3<sup>e</sup>) Aucun empêchement majeur ne semble devoir s'opposer à ce que les première ou deuxième options présentées par la Société T.R.U. pour la fourniture des bennes soient retenues par l'Administration Municipale.

L'achat direct par la Ville des quatre bennes hermétiques (trente six millions d'anciens francs environ) ne présente en effet aucun intérêt, car l'amortissement des quatre bennes tasseuses retirées du service continuerait à être payé et leur utilisation extérieure par T.R.U. ne donnerait lieu qu'à un versement de ristournes d'un montant dérisoire.

4<sup>e</sup>) Le personnel de la collecte serait fourni par la S.A.C.R.U. suivant les termes de la convention en vigueur.

#### VI - ASPECT FINANCIER DU NOUVEAU SERVICE

Compte tenu que nous prévoyons :

- de distribuer gratuitement les poubelles
- d'adopter le rythme tri-hebdomadaire
- d'écarter l'option n° 3 pour les bennes
- de retenir l'option n° 2 pour les poubelles

le bilan de l'opération s'établira comme suit, par rapport aux conditions actuelles de fonctionnement :

#### 1<sup>e</sup>) Dépense supplémentaire -

Elle provient des obligations imposées à C.E.M.A.C. en ce qui concerne les poubelles. Dans les conditions économiques actuelles, le prix unitaire de celles-ci, toutes les taxes et toutes les charges comprises, s'établit à 2.400 A.F. pour une durée d'utilisation de 8 années, durée sur laquelle porte l'amortissement à payer par la Ville.

L'ensemble de ces prestations, amortissement compris, correspond à une redevance mensuelle de 32,80277 AF, sur la base des conditions économiques au 1er janvier 1961. En arrondissant à 33 AF, la rémunération annuelle versée à C.E.M.A.C. serait de :

$$33 \times 12 \times 15.000 = 5.940.000 \text{ AF}$$

#### 2<sup>e</sup>) Economie

Avec le rythme tri-hebdomadaire, l'économie quotidienne serait de 1 benne tassée avec son personnel de relevage soit 33.881 AF au 1er février 1961.

En comptant 300 jours ouvrables, l'économie annuelle sera donc d'environ :

$$33.000 \times 300 = 9.900.000 \text{ AF.}$$

D'où un excédent d'économie d'environ 4.000.000 AF qui permettra de pallier aux imprévus qui sont toujours susceptibles d'apparaître à l'occasion d'un essai et plus particulièrement dans notre cas, sur l'évaluation du nombre des poubelles.

.../



## VII - DELAIS DE REALISATION

Les conditions administratives étant mises au point dès maintenant, le nouveau service ne pourrait prendre effet qu'au printemps 1962, cette date tenant compte des délais imposés par les entreprises fournissant les bennes et poubelles.

## VIII - CONCLUSION

Nous venons de voir que l'équipement d'un secteur de la Ville en collecte hermétique ne créera pas de dépenses supplémentaires pour l'Administration Municipale. Les options présentées par la Société T.R.U. sont correctes et comme l'accord à intervenir ne prévoit aucune participation financière de la Ville, ni aucun engagement de celle-ci quant aux conditions d'extension, dans le temps, de la première substitution de matériel réalisée à titre d'essai, cette société demande que soit réglée, dès maintenant, la question de l'épuisement de l'amortissement des 23 bennes composant le parc de collecte. Ces 23 bennes-tasseuses doivent revenir en pleine propriété à la Ville en fin de marché.

La durée de ce marché est de 15 années.

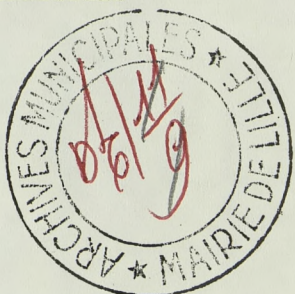
En vue d'alléger la charge correspondant à l'amortissement financier des 23 bennes en question, l'annuité à rembourser par la Ville a été calculée sur une durée de 18 années.

Il resterait, par conséquent, en fin de marché, le 31 décembre 1965, dans l'éventualité de la prise de possession pure et simple des dites bennes par la Ville, à rembourser à la société T.R.U., dans les trois mois qui suivront cette prise de possession, les annuités d'amortissement restant à courir à ce moment là.

Dans de telles conditions, il semble que l'Administration Municipale pourrait accorder la prorogation de 3 années demandée par la Société T.R.U. dans sa première option pour les bennes et, en ce qui concerne les poubelles, de retenir la deuxième option avec sa deuxième éventualité. Ces propositions seraient l'objet d'un avenant rédigé conformément au nouveau cahier des charges type prévu par le décret du 31 août 1959.

Cette façon de procéder donnerait à l'Administration Municipale la possibilité d'étendre la collecte hermétique à la totalité de la Ville, d'examiner au mieux de ses intérêts le cas des bennes tasseuses devenues inutilisables, et en fin de concession, le 31 décembre 1968, d'avoir un service homogène à mettre en adjudication.





PROJET d'AFFICHETTE

VILLE de LILLE

TAXI N°

AVIS AUX USAGERS DES TAXIS

Au départ le compteur enregistre I NF  
de prise en charge - Contrôlez s.v.p.

Le prix du kilomètre parcouru est de  
0 NF 45 retour au point de départ dû.

L'heure d'attente coûte 4 NF 50

EXEMPLE : Un taxi vous dépose à 10 km de sa  
station.

Vous devez - Prise en charge ..... I NF  
Aller : 10 km à 0,45... 4 NF 50  
Retour (même à vide)... 4 NF 50

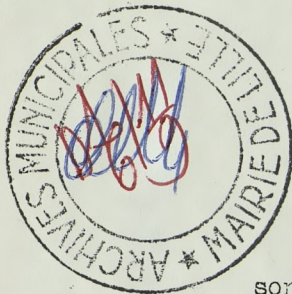
Total ..... 10 NF 00

Tarif de nuit - Prise en charge : I NF 20 - Le kilomètre parcouru : 0 NF 60 - L'heure d'attente: 6 NF

En cas de contestation faites-vous délivrer un reçu portant le n° du taxi et adressez-vous  
au Bureau des Services Publics - Mairie de Lille

Affichette à fixer en haut et au dos des sièges avant, face au client.





COMMISSION DES SERVICES PUBLICS.

PROCES VERBAL DE LA REUNION DU 20 JUILLET 1961.

M.M. les Membres de la Commission des Services Publics se sont réunis le 20 juillet 1961, à 18 heures 15, sous la présidence de M. HENNAUX, Adjoint au Maire, délégué aux Services Publics.

Etaient présents:

M.M. HENNAUX et MEURA.

Excusés:

M.M. DELAN, SIMOENS et VIRON.

Assistaient en outre à cette réunion à titre consultatif:

M.M. AUREL, Ingénieur en Chef des Services Techniques,  
MORIN, Ingénieur Principal, Chef des Services Publics.

§

M. HENNAUX, Président, informe les membres de la Commission qu'il a reçu, en dernière heure, les excuses de M.M. BERTRAND, BEREUX, ROUSSEUX et VAN WOLPUT et qu'il a, en conséquence, décidé d'annuler la réunion.

Celle-ci est reportée à une date ultérieure.

Séance levée à 18 heures 45.

Vu: Le Président de la Commission, l'Ingénieur Principal,  
Chef des Services Publics,

G. HENNAUX.

L. MORIN.





COMMISSION DES SERVICES PUBLICS

PROCES VERBAL DE LA REUNION DU 26 JANVIER 1962

Messieurs les membres de la Commission des Services Publics se sont réunis le 26 Janvier 1962 à 18 heures 15, sous la présidence de Monsieur G. HENAU, Adjoint au Maire, délégué aux Services Publics.

Etaient présents :

- MM. BEREUX - BLANCHARD - DEAN - DE BECKER - HENAU - MEURA et VIRON.

Excusés :

- MM. ROUSSEAU et SIMOENS.

Assistaient en outre à cette réunion, à titre consultatif :

- MM. MORIN, Ingénieur Principal, Chef des Services Publics,  
- MALLENGIER, Ingénieur Subdivisionnaire des Services Publics,  
- COURTHEOUX, Ingénieur Conseil de la Ville pour les questions relatives aux transports en Commun.

x

x x

Syndicat Mixte d'Exploitation des Transports en Commun.

M. HENAU demande aux membres de la Commission s'ils ont des observations à présenter sur le procès verbal de la délibération du Syndicat Mixte en date du 27 Décembre 1961, dont une copie leur a été adressée.

Aucune observation n'est formulée.

M. VIRON rappelle la position qu'il a prise en ce qui concerne l'exploitation du réseau d'autobus, position qu'il déclare ne pas abandonner. Il estime toujours que la mise en service, à certaines heures, de petits autobus serait de nature à améliorer le service et faciliterait la circulation générale et cite l'exemple de la Ville de PARIS.

M. COURTHEOUX fait observer que la mise en service à PARIS de microbus avait surtout pour but la desserte de parking créés avec l'intention de réduire l'encombrement des rues de la capitale par le stationnement des voitures particulières et rappelle que la Ville de Lille a expérimenté ce procédé durant la période d'ouverture de la Foire Commerciale. Il estime qu'au point de vue circulation il n'y a pas de comparaison possible entre ce qui se fait à PARIS et ce qui peut se faire à Lille.

.../...



M. HENAUX précise la position déjà prise par le Syndicat Mixte au sujet de la mise en service d'autobus à moindre capacité de transport qui s'avérerait coûteuse en raison des difficultés d'entretien de deux parcs de matériel. Il pense, quant à lui, que l'amélioration souhaitée dans la circulation doit être obtenue par l'étalement des heures d'entrées et de sorties des personnels de bureaux, magasins et usines.

M. VIRON expose les conditions déplorables dans lesquelles les usagers sont transportés aux heures de pointes et insiste afin qu'une amélioration soit apportée.

M. HENAUX lui répète que le seul remède, c'est l'étalement déjà réalisé dans de nombreuses villes.

M. DE BECKER exprime le vœu qu'à titre d'essai la ligne circulaire soit rétablie afin de constater si sa rentabilité ne permettrait pas de donner satisfaction aux usagers qui souhaitent la voir fonctionner à nouveau.

MM. HENAUX et COURTHEOUX pensent que cette ligne supprimée avant la dernière guerre, rétablie ensuite pour quelque temps, a suffisamment prouvé qu'elle ne pouvait être que déficitaire.

A une question de M. VIRON sur l'importance du trafic, M. COURTHEOUX répond qu'après avoir baissé en 1961, ce trafic a une tendance à remonter, mais qu'une comparaison valable ne pourra être faite que dans trois mois environ.

M. HENAUX informe ensuite la Commission des difficultés rencontrées pour obtenir la remise des propriétés de la T.E.L.B., qui semble réticente dans l'exécution de ses engagements, et annonce que le Conseil d'Administration a décidé de porter la question devant le tribunal Administratif.

La Commission est aussi informée du prochain remboursement de la moitié de l'avance consentie pour permettre le démarrage de la nouvelle exploitation.

L'examen des questions nécessitant la présence de M. COURTHEOUX étant terminée, Monsieur le Président l'autorise à se retirer.

X

X X

Distribution d'Eau - Extension des captages à Emmerin - Fourniture d'énergie électrique.

La Commission, informée qu'il est nécessaire d'alimenter le forage N° 5 à partir du réseau d'E.D.F., donne un avis favorable à la passation du contrat habituel.

Dossier transmis à l'Administration Municipale.

Distribution d'Eau - Protection contre l'incendie - Insuffisance du débit des bouches d'incendie.

Le Service expose que par note en date du 20 Décembre 1961, Monsieur le Chef de la 5ème Division a fait parvenir un dossier :

.../...



" Protection contre l'incendie - Insuffisance de débit des bouches d'incendie de la Ville de Lille - Modification et renforcement du réseau de distribution d'eau - Demande de Crédit".

Ce dossier, établi par Monsieur RICHOUX à la suite d'un échange de notes : du 12 Mai 1960 (émanant de la 5ème Division)  
du 25 Juin 1960 (émanant des Services Techniques)  
du 22 Novembre 1960 (émanant de la 5ème Division)  
et du 4 Janvier 1960 (émanant des Services Techniques),  
avait été présenté le 22 Septembre 1961 à la Commission de Protection contre l'incendie et le Conseil d'Administration avait, dans sa séance du 9 Octobre 1961, pris connaissance de l'avis favorable émis par cette commission dans son procès verbal repris sous le N° CA-5-53.

Cependant, la Commission des Finances, qui s'est saisie de cette question lors de sa séance du 24 Novembre 1961, n'a pas cru pouvoir accorder les crédits demandés. Elle préconise "qu'il soit procédé à un examen d'ensemble qui comprendrait l'étude de tous les problèmes connexes et qui serait notamment lié au programme de refonte du réseau de distribution d'eau. L'étude en cause devrait tenir compte de l'état actuel du réseau de distribution, du matériel employé par les Services d'incendie, non seulement pour notre ville, mais aussi pour les communes suburbaines rattachées au Centre de Secours de Lille et de l'utilisation qui serait à donner au matériel réformé.

La Commission ne s'opposerait toutefois pas à ce qu'une tranche de démarrage de l'ordre de cinq millions de francs fût inscrite au prochain budget pour faire face aux mesures d'urgence qu'il pourrait être nécessaire de prendre en cours d'année. Cette attribution constituerait un sous-crédit éventuellement attribué au Service des Eaux dans le cadre de réaménagement du réseau de distribution".

x

x

x

Le montant du projet est de l'ordre de 150 millions d'anciens francs s'étalant sur 3 ans.

Il est possible que les termes "Modification et renforcement du réseau de distribution d'eau" placés par Monsieur le Chef de la 5ème Division dans le titre de ce dossier, puissent prêter à confusion et amener à souhaiter que cette affaire soit liée à un programme plus vaste de refonte de notre réseau. Nos prédécesseurs, qui établirent le réseau à la fin du siècle dernier, avaient vu très loin et mis en place une ossature importante, parfaitement étudiée, qui permet encore de nos jours de faire face à tous les besoins d'eau pour l'usage domestique, il semble donc difficile de lier cette question à une refonte générale du réseau de distribution qui n'apparaît nullement indispensable. Le programme général du Service des Eaux prévoit en ce qui concerne le réseau :

- 1° - un renforcement vers les quartiers où les constructions se sont très développées. Ce renforcement sera assuré par la pose de conduites de 200 m/m et plus ;
- 2° - un remplacement des conduites par trop anciennes, devenant difficiles à entretenir.

.../...



La première partie de ce programme a été exposée en Décembre 1959 à l'occasion du plan decennal 60-70 justifiant l'augmentation du prix de vente de l'eau et il en a été tenu compte dans l'évaluation faite au printemps 1960 pour les Bouches d'incendie.

La deuxième partie porte sur les 255 kilomètres de notre réseau et, actuellement, se réalise au titre de l'entretien des conduites. Elle ne démarrera réellement que le jour où la pression de l'eau sera sur le point d'être augmentée.

Notre programme n'est donc pas une refonte mais plutôt un rajeunissement du réseau qui commencera évidemment par les conduites de gros diamètre.

Or, il s'agit ici d'augmenter le débit des B.I. pour l'adapter au matériel moderne des pompiers. Du point de vue technique, le remplacement, dans une rue de notre ville, d'une bouche de 80 m/m par une de 100 m/m autorise un débit d'au moins soixante mètres cube-heure à condition que la conduite desservant cette rue soit d'un diamètre égal ou supérieur à 100 m/m. Si la conduite était de 80 m/m, la pose d'une nouvelle conduite d'au moins 100 m/m serait nécessaire pour obtenir ce résultat.

Le fait de vouloir augmenter le débit des bouches nécessite donc leur remplacement (52 % du montant de la dépense). Cette opération entraîne ipso facto la substitution des conduites de 80 qui alimentent certaines bouches anciennes (38 % du montant de la dépense). Enfin, certaines longueurs de canalisation de 100 m/m du centre de la Ville n'étant pas, aux dires du Commandant MAZURIER, en rapport avec les risques existants seraient remplacées par du 150 m/m (10 % de la dépense).

Il faut remarquer que ces travaux ne correspondent pas à un besoin de la distribution de l'eau pour les abonnés, mais uniquement à l'alimentation correcte des bouches et que, par conséquent, la dépense occasionnée ne peut en aucun cas, être portée au compte d'exploitation du service, ce qui aurait pour effet, d'augmenter le prix de revient de l'eau et de faire supporter par les seuls usagers du Service des Eaux des frais d'équipement intéressant l'ensemble des Lillois. Toutes ces modifications constituent un renforcement des moyens de défense contre le feu mais non un renforcement du réseau de distribution de l'eau. Tout au plus les nouvelles canalisations pourront améliorer la desserte déjà satisfaisante dans les rues intéressées par l'opération. Enfin l'opération paraît subventionnable au titre de la sécurité et non de la distribution.

En conclusion, le Service des Eaux tient à préciser qu'il n'est pas demandeur dans cette affaire. Son rôle a été de conseiller, d'évaluer et sera, éventuellement, de réaliser le travail demandé par les Sapeurs Pompiers par l'intermédiaire de la 5ème Division. Le Service des Eaux ne connaît pas les moyens dont disposent les pompiers, ni, surtout, l'ampleur qu'un incendie risque de prendre dans certains quartiers. Il n'a pas qualité pour certifier que telle bouche d'incendie est suffisante pour lutter contre un incendie dans tel quartier.

Cependant, il estime que cette affaire ne contrarie en rien son programme relatif au réseau de distribution et qu'il serait dangereux de surseoir à l'exécution de ce projet, seul moyen efficace de pallier à l'insuffisance de débit des bouches d'incendie. Par ailleurs, cette insuffisance peut engager la responsabilité de la Ville - (Conseil d'état - séance du 15 Juillet 1960).



x

x

x

Monsieur le Président informe alors les Commissaires des conditions dans lesquelles la Commission des Finances a été amenée à faire les réserves précitées. Pour sa part, n'étant pas au courant de cette affaire, il ne put éclairer de façon précise cette commission.

Après discussion, la Commission, à l'unanimité, estime que :

1<sup>re</sup> - le projet présenté ne contrarie en rien le programme du Service des Eaux ;

2<sup>de</sup> - ce serait courir un risque que de ne pas adapter le débit des bouches d'incendie au matériel des sapeurs-pompiers qui a été modernisé durant ces dernières années.

3<sup>de</sup> - le caractère primordial de cette opération est la sécurité et qu'à ce titre les crédits doivent être alloués à la 5<sup>ème</sup> Division et non au Service des Eaux.

Dossier retourné à la 5<sup>ème</sup> Division.

Distribution d'Eau - Extension des captages d'Emmerin -  
Indemnités pour dommages causés aux cultures.

L'exécution de travaux, exécutés pour l'amenée à l'Usine Elévatoire de l'eau extraite des derniers forages mis en service, a causé des dégâts aux cultures dont MM. Jules CAULIER, Auguste CARRE et Augustin COGET demandent la réparation.

Le total des indemnités à verser est de 283,20 NF.

La Commission faisant siennes les conclusions du rapport qui lui est présenté, émet un avis favorable à la réparation des dommages.

Dossier transmis à l'Administration Municipale.

Distribution d'Eau - Desserte de l'Avenue du Bois à LAMBERSART.

La Commission est informée de la demande de la Ville de LAMBERSART tendant à la desserte en eau potable, par le Service des Eaux de la Ville de Lille, d'habitations situées en bordure du Bois de Boulogne, desserte qui, en raison des travaux de dérivation de la Deûle, ne peut être envisagée par la Société des Eaux du Nord.

Une étude sommaire a fait apparaître une dépense de l'ordre de 30 000 NF, non compris les branchements. La Ville de LAMBERSART, avisée le 4 Janvier que cette dépense ne pouvait en aucun cas être prise en charge par la Ville de Lille, n'a pas encore fait connaître sa position sur le financement éventuel de l'opération.

Le service propose, en conséquence, de renvoyer l'examen de cette question à une séance ultérieure.

.../...



x

x x

M. BEREUX demande des précisions sur :

- a) la chloration très élevée de l'eau livrée en certains points du réseau;
- b) l'insuffisance de pression constatée au Groupe Scolaire Léon Blum.

Le Service fait connaître que :

- le premier inconvénient résulte du fait que l'Institut Pasteur attache une grande importance à ce que l'on retrouve en fin de distribution le taux de chlore prescrit par les règlements en vigueur sur la stérilisation de l'eau, ce qui oblige le Service à augmenter la dose au départ afin de compenser les pertes en cours de distribution.

- le deuxième inconvénient provient de ce qu'à l'origine le groupe Léon Blum était alimenté par la Société des Eaux du Nord et que, pour des raisons financières, ce groupe a été rattaché au Service Municipal qui distribue l'eau à une pression inférieure. Le Service reverra la question.

x

x x

Collecte hermétique des ordures dans les bâtiments commu-  
naux.

L'avant-projet ... présenté par la Sté T.R.U. est  
soumis à la Commission.

Il prévoit la mise en service de 1 480 poubelles de 80 litres dans les différents bâtiments communaux et la collecte bi-hebdomadaire assurée par une bonne hermétique obtenue par la transformation d'une bonne tasseuse.

Il semble, à première vue, que l'opération n'entraînera pas de dépenses supplémentaires. Si la Ville prend les poubelles en location moyennant une redevance mensuelle de 306 AF par poubelle, cette redevance serait compensée par l'économie réalisée sur le rythme de la collecte.

M. le Président demande donc que la Commission prenne position sur cet avant-projet afin qu'une étude détaillée puisse être entreprise.

M. VIRON demande si le procédé employé pour les H.L.M. (sortie des poubelles par le personnel de l'entreprise) sera appliqué pour les bâtiments communaux. Le Service pense que la dépense supplémentaire à envisager dans ce cas, risquerait de déséquilibrer l'opération qui, à priori, ne coûtera rien à la Ville. Cependant cette dépense sera chiffrée.

A M. BEREUX, qui redoute qu'une collecte bihebdomadaire puisse présenter certains inconvénients en période de grande chaleur, il est indiqué que l'étude du projet a pour base l'expérience réalisée dans  
... d'autres régions.

.../...



M. MEURA rappelle qu'à l'origine il était prévu pour la collecte hermétique un service tri-hebdomadaire auquel on pourrait revenir en cas de nécessité.

Après un complément d'informations fourni par le service, la Commission émet un avis favorable à la réalisation du projet.

x

x x

A propos de collecte hermétique, M. DEAN s'étonne que le projet bien au point, voté par la Commission ne soit pas encore entré en vigueur. Actuellement, un essai devrait être en cours. Il regrette ce retard préjudiciable aux intérêts de la Ville et des usagers.

Il fait remarquer en outre que l'impossibilité de chiffonner pour les releveurs, fera gagner un temps très appréciable.

MM. VIRON et MEURA appuient ces observations. Ce dernier fait valoir la remarquable propreté de la Ville de LAMBERSART où la collecte n'est pourtant que bi-hebdomadaire.

M. HENNAUX déclare ne pas connaître les raisons pour lesquelles l'Administration Municipale n'a pas donné le "feu vert" au projet dont elle avait accepté le principe.

Il rappelle que ce projet se présentait dès le début comme une opération blanche, susceptible de faire très tôt réaliser à la Ville d'importantes économies bien qu'il soit prévu de doter gratuitement tous les foyers lillois de poubelles hermétiques de 33 litres.

Rien dans le projet, ne contraignait ou n'engageait la Ville à reconduire la Convention avec la T.R.U. qui vient à expiration le 31/12/65. Il était simplement précisé qu'en prorogant cette Convention de 3 ans, la Ville économisait les 40 millions d'amortissement restant à couvrir.

D'autre part, l'Opération Propreté recevait là un appoint considérable.

A la suite de cet échange de vues, la Commission, pour la deuxième fois unanime, souhaite que l'Administration Municipale décide au plus tôt la mise en application du projet car le statu quo représente pour la Ville une perte importante de temps (5 à 6 ans) d'argent (économies forcées sur la Collecte) et de matériel (75.000 poubelles hermétiques gratuites, si le projet de la Commission avait été suivi). Il est aussi une cause permanente d'insalubrité.

x

x x

#### Ramassage des bêtes errantes.

Plusieurs Commissaires s'étonnent que, dans ce domaine aussi, aucun effort n'ait été tenté.

M. HENNAUX indique les difficultés auxquelles il s'est heurté. Il signale que, dans peu de temps, une tournée de ramassage plus spec-

.../...



taculaire que répressive, sera effectuée par la L.P.A. avec du matériel prêté par la Ville de ROUBAIX ou celle de TOURCOING, selon le jour choisi.

Il espère que l'avertissement portera ses fruits et qu'il n'y aura pas lieu de répéter l'opération trop souvent.

M. VIRON demande que les ramasseurs fassent une incursion dans les caves des H.L.M. dont certaines, fréquentées par des meutes de chats, sont particulièrement nauséabondes.

La Commission est aussi de cet avis et M. HENAUX en prend acte.

#### Modernisation des engins de balayage.

Le Service présente les propositions faites par la S.A.R.U. visant à la transformation du matériel en usage et propose de maintenir le statu-quo, car il ne paraît pas opportun d'entreprendre une modernisation du matériel à quelques années de la fin du contrat.

M. HENAUX insiste sur les deux inconvénients mentionnés par le service : le stationnement des véhicules particuliers et l'état des chaussées, qui rendent bien souvent inefficace l'emploi des engins.

M. BEREUX est de son avis et souligne la nécessité de réparer certaines chaussées.

La Commission émet ensuite un avis favorable au maintien du statu-quo.

#### Nettoienent des marchés.

Sur les marchés la mise à la disposition des commerçants de récipients, dans lesquels ils sont tenus de déposer leurs résidus, a amélioré de beaucoup le nettoienent des terre-pleins et de leurs abords.

Jusqu'à présent ces récipients appartenant à la S.A.C.R.U. étaient obtenus par la transformation de fûts métalliques, dont la vidange et le nettoyage étaient assez difficiles en raison de leur conformation particulière.

Cette société propose de les remplacer par des poubelles hermétiques de 110 litres qui seraient collectées par une benne hermétique. De plus, vingt de ces poubelles seraient appelées à remplacer le dépôt des halles de Wazemmes.

Une augmentation de la rémunération, de l'ordre de 40 000 NF environ par an, serait à prévoir.

M. HENAUX propose de continuer l'expérience commencée en adoptant l'emploi préconisé de poubelles de 110 litres à collecte hermétique, mesure qui ne peut qu'améliorer le résultat déjà obtenu.

La Commission se rangeant à son avis, émet un avis favorable à ce sujet.

.../...



Services Publics - Vente de vieux métaux et de véhicules automobiles réformés.

La Commission faisant sienne la conclusion du rapport qui lui est soumis émet un avis favorable à la vente et adopte le cahier des charges proposé.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

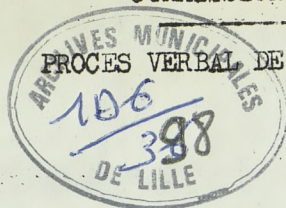
Séance levée à 20 heures 10.

L'Ingénieur Principal,  
Chef des Services Publics,

Vu : Le Président de la Commission.



## COMMISSION DES SERVICES PUBLICS



PROCES VERBAL DE LA REUNION DU 17 MAI 1962.

M.M. les Membres de la Commission des Services Publics se sont réunis le 17 mai 1962, à 18 heures 15, sous la présidence de M. HENNAUX, Adjoint au Maire, délégué aux Services Publics.

Etaient présents :

M.M. DEAN, HENNAUX, ROUSSEAUX.

Excusés :

M.M. BEREAUX, MEURA.

Assistaient à cette réunion, à titre consultatif : M.M. MORIN, Ingénieur Principal, Chef des Services Publics, et MALLENGIER, Ingénieur Subdivisionnaire des Services Publics.

§

En ouvrant la séance, le Président dit regretter que plusieurs membres de la Commission ne puissent assister à la réunion, retenus par celle de la Commission de l'Education Physique et des Sports qui se tient à la même heure.

§

TRANSPORTS EN COMMUN - PROCES VERBAL DE LA REUNION DU SYNDICAT MIXTE d'EXPLOITATION DU 20 MARS 1962.-

Le président demande aux membres de la Commission s'ils ont des observations à présenter sur le procès-verbal de la réunion du 20 mars 1962, dont une copie leur a été adressée.

Aucune observation n'est formulée.

§

Le Président informe ensuite la Commission de la réalisation, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, d'un emprunt devant permettre la modernisation des lignes E et J.

§

A une demande d'information de M. ROUSSEAUX, concernant le sectionnement actuellement en vigueur sur les lignes de transport en commun, M. HENNAUX lui confirme que cette question est inscrite à l'ordre du jour d'une prochaine réunion du Syndicat Mixte et qu'il se propose de ne pas prendre de décision sans avoir consulté la Commission des Services Publics.

Construction d'abris aux points d'arrêt des lignes de transport en commun.

M. le Président annonce à la Commission que le Service d'Architecture a, sur l'initiative de M. le Maire, entrepris l'étude d'abris démontables, qui seraient placés sur la voie publique en divers points proposés par la C.G.I.T. en accord avec le Service de la Voie Publique (voir annexe I), et dont le nettoyage incombait au Service de la Propreté Publique.



A ce sujet, La Commission formule le vœu que priorité soit donnée aux points d'arrêt situés aux anciennes fortifications, c'est-à-dire aux endroits battus par le vent.

#### DISTRIBUTION D'EAU.-

##### FOURNITURES DE FONTES DE CANALISATIONS. APPEL D'OFFRES.

La Commission donne son accord sur la mise en adjudication de ces fournitures.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

##### ENTRETIEN GENERAL DES CANALISATIONS - TRANSFERT DE L'ADJUDICATION DES TRAVAUX.

Le Service donne connaissance des avis émis sur cette question par le Contentieux et par M. le Trésorier Principal qui, à la condition que l'Entreprise DARTOIS reste personnellement responsable de l'exécution du marché, ne formulent aucune autre objection.

Après examen de la question, la Commission émet un avis favorable à l'autorisation de transfert demandée.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

##### PROPRETE PUBLIQUE - NETTOYAGE DES URINOIRS et W.C. PUBLICS - MARCHE AVEC LA S. A. R. U.

Le Service présente le projet établi pour la reconduction des marchés passés l'année dernière.

La Commission faisant sienne les conclusions du rapport, émet un avis favorable à la passation du marché.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

##### SERVICES MUNICIPAUX - TRANSPORTS P.A.R. BENNES BASCULANTES.

Le Service fait connaître le résultat de la consultation des entreprises, faite en vue de la passation d'un marché pour 1962.

Les conditions les plus avantageuses ont été présentées par M. Léopold WAUTERS, qui consent un rabais de 10,25 pour cent sur le tarif de base.

La Commission émet un avis favorable à la passation du marché.

Cependant, M. ROUSSEUX ayant renouvelé les remarques qu'il a déjà faites sur le plein emploi des chauffeurs du garage municipal, sur proposition de son Président, la Commission exprime le désir qu'il soit possible d'acquiescer de nouveaux véhicules utilitaires afin de réduire le plus possible l'appel à l'entreprise privée.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

##### SERVICE DES TRANSPORTS - ACHAT DE NOUVEAUX VEHICULES.-

Pour le remplacement de deux véhicules parvenus à la limite d'utilisation, le service propose l'achat de deux véhicules "Citroën" de 2 t,5 de charge utile équipés, l'un en benne basculante, l'autre en plateau ridelles bâché.

La Commission émet un avis favorable à la passation du marché prévu avec les Etablissements CABOUR pour la fourniture de ces véhicules.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

##### VENTE DE VIEUX METAUX et de VEHICULES AUTOMOBILES REFORMES.-

La vente ayant été autorisée et le cahier des charges de l'appel d'offres approuvé par délibération n° 62/6033 du 9 mars 1962, l'appel d'offres a été fixé au 29 mai 1962, compte tenu du délai réglementaire de publicité.



La Commission donne mission à son Président d'en présenter le résultat à l'Administration Municipale et de soumettre à son approbation l'admission en recette.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

SEANCE LEVEE à 20 heures.

Le Président de la Commission

l'Ingénieur Principal,  
Chef des Services Publics,

G. HENAU.

L. MORIN.



ANNEXE n° 1 au Procès-verbal de la réunion de la Commission des Services Publics  
en date du 17 Mai 1962.

---

TRANSPORTS EN COMMUN. - Liste des abris prévus aux points d'arrêt

- |                                       |   |
|---------------------------------------|---|
| Ligne n° 5<br>(vers Flers-Bourg)      | 1° - Rue du Faubourg des Postes, arrêt dit du Cimetière du Sud.   |
|                                       | 2° - P.S. des Postes, arrêt dit du P.S.                           |
| Ligne n° 7<br>(vers Pl. Catinat)      | 3° - Rue du Long Pot, arrêt dit du Mont de Terre.                 |
| Ligne n° 5<br>(Vers Pl. Antoine Tacq) | 4° - Place de la République, arrêt commun aux lignes 5 et B.      |
| Ligne n° 5<br>(vers Flers Bourg)      | 5° - Avenue Oscar Lambret, arrêt dit Oscar Lambret.               |
|                                       | 6° - Rue du Professeur Laguesse, arrêt dit de l'Hôpital Calmette. |
|                                       | 7° - Place Barthélémy Dorez, arrêt dit de la Place.               |
| Ligne n° 3<br>(vers Wattignies)       | 8° - Boulevard J.B. Lebas, arrêt dit du Bd de la Liberté.         |
|                                       | 9° - Place Vanhoenacker, arrêt dit de la Place.                   |
|                                       | 10° - P.S. d'Arras, arrêt dit du P.S. - commun aux lignes 3 et L. |
| Ligne n° 7<br>(vers le Buisson)       | 11° - Place Catinat, arrêt dit de la Place.                       |
| Ligne 4<br>(vers le Marais)           | 12° - Rue Mattéotti, arrêt dit du Mont de Terre.                  |





COMMISSION DES SERVICES PUBLICS  
PROCES VERBAL DE LA REUNION DU 12 JUILLET 1962.

M.M. les Membres de la Commission des Services Publics se sont réunis le 12 Juillet 1962, à 18 heures 15, sous la présidence de M. G. HENAU, Adjoint au Maire, délégué aux Services Publics.

Etaient présents :

M.M. BEREUX, DEAN, HENAU, MEURA, ROUSSEAU.

Excusés :

M.M. DE BECKER, VAN WOLPUT.

Assistaient également à cette réunion à titre consultatif :

M.M. AUREL, Ingénieur en Chef des Services Techniques,  
MORIN, Ingénieur Principal, Chef des Services Publics,  
MALLENGIER, Ingénieur Subdivisionnaire des Services Publics.

§

Avant de passer à l'ordre du jour, M. le Président donne à la Commission quelques informations relatives à :

la COLLECTE DES ORDURES MENAGERES.-

A la demande du Conseil d'Administration, le Service s'est renseigné sur les essais de collecte hermétique à Paris.

La Ville de Paris s'est vivement intéressée à ce problème avec le désir de réaliser l'équipement nécessaire. Mais cette réalisation soulève des difficultés d'ordre technique et financier.

Des études assez poussées ont été entreprises dès 1948. En raison de l'importance du parc de véhicules, elles ont porté sur l'adaptation de dispositifs de collecte hermétique au matériel existant. A la suite d'un concours des essais réels en collecte ont été effectués en 1951 - 1952 avec trois dispositifs différents sur trois itinéraires normaux de collecte. Des boîtes spéciales avaient été distribuées aux riverains à cet effet; ces essais de collecte réelle se sont poursuivis ainsi pendant six mois. Ils ont permis de mettre en vue certaines difficultés.

En premier lieu l'adaptation des dispositifs de collecte hermétique sur des matériels anciens et divers non prévus à cette fin, constituait une difficulté technique particulière. En outre, en exploitation, on a constaté :

- que les récipients ne "dépotaient" pas toujours correctement, cet inconvénient pouvant, il est vrai, être imputable dans certains cas aux usagers eux-mêmes;
- que le bruit causé par le fonctionnement des dispositifs mécaniques dépassait ce qui était admissible, surtout à 6 heures du matin;
- que la durée de la collecte se trouvait sensiblement allongée, inconvénient important compte tenu des exigences de la circulation dont il a été fait état.

Des essais plus réduits ont été repris en 1957 - 1958 mais l'augmentation considérable des cartonnages et emballages perdus survenue entre-temps rendait encore le vidage tout aussi difficile.

Sur le plan financier, la collecte hermétique soulève un grand problème

.../...





me en raison de l'importance des investissements nécessaires pour équiper 650 véhicules de collecte et pour acquérir le nombre de boîtes indispensables, de l'ordre de 250.000.

Cependant la collecte hermétique est toujours à l'ordre du jour, et il ne fait pas de doute que la Ville de Paris s'orientera vers ce système dès qu'elle aura pu mettre au point le matériel répondant aux conditions particulières de son exploitation.

De nouveaux essais vont être entrepris prochainement. Il est à prévoir à présent que l'on renoncera à l'équipement de véhicules anciens et que la réalisation se fera par étapes, à l'occasion du renouvellement des camions de collecte.

M. le Président souligne que l'essai en cours dans notre Ville, et intéressant notamment certains groupes d'H.L.M., donne satisfaction du fait que le matériel utilisé est bien adapté à ce genre de collecte.

M. MEURA désire savoir si l'expérience réussie de Lambersart peut être utile à la Ville de Lille, M. le Président lui indique que dans ce domaine, les avis restent partagés.

M. BEREUX juge précieux les renseignements obtenus en ce qui concerne Paris. Il lui est précisé que le Service a réuni sur la question une documentation abondante qui a déjà fait l'objet de plusieurs rapports.

#### la DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE - PRESSION INSUFFISANTE.-

Après que M. le Président ait rappelé les critiques dont la Presse s'est fait l'écho, le Service fait sur la question un exposé repris en annexe n° 1 au présent procès-verbal.

M. le Président précise que nos ressources en eau seront améliorées par l'exécution de nouveaux forages dans le Vallon d'Houplin, bien que la demande d'autorisation déposée à la Préfecture en mars 1960 n'ait point reçu satisfaction à ce jour, malgré de nombreux rappels.

Il propose que l'Office Municipal d'H.L.M. soit invité à faire poser des compteurs afin d'amener ses locataires à ne plus gaspiller l'eau, comme le démontrent les statistiques présentées.

M. BEREUX propose que l'attention du public soit attirée sur la nécessité d'éviter tout gaspillage d'eau.

Le Service rappelle que chaque année le même problème se pose, mais que précédemment il s'agissait d'une pénurie d'eau due à la sécheresse, tandis qu'à présent il se trouve en présence d'une difficulté résultant du développement des immeubles comportant de nombreux étages.

M. BEREUX estime alors, avec ses collègues, que si une quantité d'eau plus grande n'est pas susceptible d'amener la pression nécessaire, il est d'accord sur le principe de la réalisation d'un projet améliorant cette pression.

M. le Président rappelle que la Commission est appelée à donner son accord sur :

- une intervention auprès des H.L.M. dans le but d'éviter le gaspillage de l'eau;
- l'étude des moyens propres à améliorer la pression.

Cet accord est donné.



.../...



### TRANSPORTS AUTOMOBILES - ACQUISITION DE VEHICULES.

Le Président expose :

- la nécessité de remplacer une voiture automobile: "Peugeot 403" affectée au service des Adjoints;
- le projet d'acquisition d'un châssis "Citroën 5 tonnes " à équiper d'une plate-forme spéciale devant permettre au Service de la Voie Publique d'assurer lui-même l'entretien des appareils d'éclairage public.

La Commission donne un avis favorable à la passation des marchés nécessaires.

Des rapports seront adressés, en temps opportun, à l'Administration Municipale.

o  
o o  
o

### SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN - PROCES VERBAUX DES REUNIONS DES 25 MAI et 28 JUIN 1962.

M. le Président demande aux Membres de la Commission s'ils ont des observations à présenter sur ces procès-verbaux.

M. BEREUX fait alors l'exposé des réserves formulées au nom de la Ville de Lille sur le sectionnement des lignes adopté.

La Commission prend acte de ces réserves.

M.M. MEURA et ROUSSEUX espèrent que le carrefour des Quatre Chemins ne sera pas seul à bénéficier d'une liaison avec la Cité Hospitalière, et qu'un essai sera tenté dans d'autres quartiers à forte densité de population.

### TRANSPORTS EN COMMUN - KIOSQUE DE LA PLACE DE LA GARE - PUBLICITE.

Le rapport établi par le Directeur du Contentieux, sur les droits que pourraient avoir : ou la C.G.I.T., ou le Syndicat Mixte, ou la Ville, sur le produit de la publicité lumineuse faite sur le kiosque, est porté à la connaissance de la Commission.

A l'issue de la discussion engagée à ce sujet, les Membres de la Commission se rangent à l'avis du Président qui estime que la Commission du Contentieux, seule compétente en la matière, doit proposer une solution au Conseil d'Administration, afin que ce dernier puisse donner les directives nécessaires aux représentants de la Ville au sein du Syndicat Mixte.

§

### TRANSPORTS EN COMMUN - SECTIONNEMENT DES LIGNES.-

Le projet de sectionnement adopté par le Syndicat Mixte a été communiqué aux Membres de la Commission.

Avant que s'ouvre la discussion, le Président croit devoir préciser que le Syndicat Mixte est un compromis permanent entre des intérêts divergents, parfois contradictoires. C'est le cas pour le sectionnement.

Le problème n'est pas de faire valoir à tout prix son point de vue, mais de se rapprocher au maximum de l'équité, sinon la formule n'est pas viable.

.../...



Or, il suffit de jeter un coup d'oeil sur le tableau joint pour constater que les sections intra-muros sont généralement les plus longues.

Il convient de souligner aussi que les Délégués de la Ville ont obtenu le report au P.S. des Postes de l'ancienne section aboutissant place Barthélémy Dorez. Deux sections chevauchantes sont également maintenues.

D'autres Commissaires, revenant sur des doléances parfois très anciennes, interviennent :

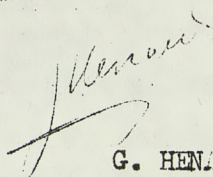
- M. MEURA, en faveur de la desserte des Bois Blancs;
- M. DEAN, pour qu'une parité existe entre les sectionnements des lignes " H " et " B " sur le territoire de Lille;
- M. ROUSSEUX, pour le prolongement jusqu'au plus près possible des 400 Maisons du sectionnement : Centre - Place Jacques Febvrier.

Il est pris note de ces observations et M. le Président clot la discussion en confiant aux Membres de la Commission : que le Syndicat Mixte se propose de faire coïncider l'application du nouveau sectionnement avec l'augmentation des tarifs envisagée.

SEANCE LEVEE à 20 HEURES.

Le Président de la Commission;

l'Ingénieur Principal,  
Chef des Services Publics,



G. HENAUJX.

L. MORIN.



- TRANSPORTS EN COMMUN -

SECTIONNEMENT DES LIGNES (Tramways et Autobus) PENDANT LA PERIODE DE TRANSFORMATION

A - (Autobus)

- 1 Lezennes - Maison Georges Lyon
- 2 Maison Georges Lyon - Centre
- 3 Centre - Avenue Sainte-Cécile
- 4 Avenue Sainte-Cécile - Mairie de Lomme

B - (Tramways)

- 1 Place Antoine Tacq - Centre
- 2 Centre - Douane de Fives
- 3 Douane de Fives - Hellemmes

E - (Tramways)

Sectionnement inchangé

H - (Tramways)

- 1 Hospice d'Haubourdin - Poste de Loos
- 2 Poste de Loos - Place Cormontaigne
- 3 Place Cormontaigne - Centre

I et J (Tramways)

- 1 Calvaire de Lomme - Pavé de Pérenchies
- 2 Pavé de Pérenchies - Place Leroux de Fauquemont
- 3 Place Leroux de Fauquemont - Centre
- 4 Centre - Rue de la Sablière
- 5 Rue de la Sablière - Moulin Delemar

J - (Tramways)

- 1 Centre - Rue de la Gare (La Madeleine)
- 2 Rue de la Gare (La Madeleine) - Marcq en Baroeul

L - (Autobus)

- 1 Grand Ronchin - Carrefour Destop
- 2 Carrefour Destop - Boulevard de Belfort
- 3 P.S. d'Arras - Centre
- 4 Centre - Place Victor Hugo (La Madeleine)
- 5 Place Victor Hugo (La Madeleine) - Marquette

V - (Autobus)

- 1 Place Catinat - Rue d'Arras
- 2 Place des Quatre Chemins - Mont de Terre
- 3 Mont de Terre - Bulisson

X - (Autobus)

- 1 Centre - Canon d'Or
- 2 Canon d'Or - Terminus

- NOTA : Les sections chevauchantes actuellement en service seront maintenues.



# SECTIONNEMENT DES LIGNES D'AUTOBUS APRES TRANSFORMATION DU RESEAU

Section	Parcours	Longueur
<u>Ligne N° 1 - de Lomme à Mons en Baroeul.</u>		
: 1	: Calvaire de Lomme - Pavé de Pérenchies	: 2 Km 4 :
: 2	: Pavé de Pérenchies - P.Leroux de Fauquemont	: 2 Km 7 :
: 3	: Pl.Leroux de Fauquemont - Centre	: 3 Km :
: 4	: Centre - Rue de la Sablière	: 2 Km 6 :
: 5	: Rue de la Sablière - Moulin Delemar	: 2 Km :
<u>Ligne N° 2 - d'Haubourdin à Hellemmes.</u>		
: 1	: Haubourdin - Poste de Loos	: 2 Km 8 :
: 2	: Poste de Loos - Place Cormontaigne	: 2 Km 6 :
: 3	: Place Cormontaigne - Centre	: 3 Km 1 :
: 4	: Centre - Douane de Fives	: 2 Km 2 :
: 5	: Douane de Fives - Hellemmes	: 1 Km 9 :
<u>Ligne N° 3 - de Wattignies à Wambrechies et Quesnoy sur Deûle (déjà en service)</u>		
: 1	: Wattignies - Arbrisseau	: 2 Km 1 :
: 2	: Arbrisseau - Place Jacques Febvrier	: 2 Km 5 :
: 3	: Place Jacques Febvrier - Centre	: 2 Km 8 : Section chevauchante
: 4	: Centre - Passage supérieur de Saint-André	: 2 Km 8 : Mairie de Lille à
: 5	: Passage supérieur de Saint-André - Le Gibet	: 2 Km 5 : Rue du Magasin
: 6	: Le Gibet { Wambrechies	: 1 Km 8 :
: 7	: Chemin du Fort { Chemin du Fort	: 3 Km 2 :
: 7	: Chemin du Fort - Quesnoy sur Deûle	: 3 Km :
<u>Ligne N° 4 - de Ronchin à Marquette et Marais</u>		
: 1	: Grand Ronchin - Mairie de Ronchin	: 2 Km 9 :
: 2	: Carrefour Destoop - Boulevard de Belfort	: 2 Km 2 :
: 3	: P.S. de Douai - Centre	: 2 Km 2 :
: 4	: Centre { R. de la Gare, La Madeleine	: 3 Km 2 :
: 5	: { R. Victor Hugo vers Marquette	: 2 Km 8 :
: 6	: { Rue de la Gare à Marq	: 2 Km 3 :
: 7	: { Rue Victor Hugo - Marquette	: 2 Km 8 :
<u>Ligne N° 5 - de Flers à Loos (déjà en service)</u>		
: 1	: Flers - Chapelle d'Elocques	: 2 Km 2 :
: 2	: Chapelle d'Elocques - Centre	: 3 Km 2 :
: 3	: Centre - P.N. des Postes	: 3 Km 2 :
: 4	: P.N. des Postes - P.N. d'Emmerin	: 2 Km 8 :
: 5	: P.N. d'Emmerin - Loos (Ennequin)	: 1 Km :
<u>Ligne N° 6 - de Lambersart au P.N. de Lezennes</u>		
: 1	: { Cité Familiale	: 2 Km 8 :
: 2	: { Eglise St-Calixte	: 1 Km 6 :
: 3	: { Avenue de l'Hippodrome	: 1 Km 8 :
: 4	: Canon d'Or - Centre	: 2 Km 8 : Section chevauchante
: 5	: Centre - Maison Georges Lyon	: 2 Km 5 : Mairie de Lille à
: 6	: Maison Georges Lyon - P.N. de Lezennes	: 2 Km 5 : Rue du Magasin
<u>Ligne N° 7 - Intra-muros (déjà en service)</u>		
: 1	: Place Catinat - Rue d'Arras	: 2 Km 5 :
: 2	: Place des Quatre Chemins - Mont de Terre	: 3 Km 2 :
: 3	: Mont de Terre - Buisson	: 3 Km 9 :



## DISTRIBUTION D'EAU

### PRESSION INSUFFISANTE.

#### RAPPORT de l'INGENIEUR PRINCIPAL, CHEF DES SERVICES PUBLICS.

Le 21 Juin, les journaux locaux ont publié un communiqué émanant de la Chmabre Syndicale des Propriétaires d'Immeubles de la Région du Nord et attirant l'attention sur la pression de distribution de l'eau potable qui ne permet plus l'alimentation correcte du sixième étage des immeubles construits dans le centre de notre Ville.

Ce même organisme confirmait ce communiqué au Service des Eaux par lettre en date du 5 Juillet.

Les relevés de pression faits par le Service, en quelques points du centre, ont montré que l'eau était distribuée, entre 11 heures et midi, sous une pression légèrement supérieure à 2 kgs. A cette heure de grosse consommation il ne semble guère possible que l'eau puisse parvenir correctement aux derniers étages de grands immeubles s'élevant à une vingtaine de mètres ou plus, non équipés de surpresseurs.

Ce manque de pression n'est pas dû à une pénurie d'eau. Il provient des pertes de charges qui ont dépassé le seuil admissible pour notre réseau. Elles sont la conséquence directe et inévitable de l'augmentation des consommations journalières :

#### Quantité d'eau consommée en moyenne par jour :

	<u>1960</u>	<u>1961</u>	<u>1962</u>
Janvier	37.040 m3	36.177 m3	40.760 m3
Février	37.780	38.581	40.453
Mars	39.496	39.889	41.190
Avril	37.196	39.957	40.506
Mai	37.688	39.218	42.161
Juin	37.920	40.541	44.575

Le problème est donc de lutter contre cette augmentation de la consommation d'eau et les pertes de charges qu'elle occasionne. Plusieurs moyens s'offrent à nous :

- Contre l'augmentation de la consommation :
  - l'arrêt de l'irrigation des fils d'eau,
  - la lutte contre le gaspillage.
- Contre les pertes de charges :
  - les réduire en augmentant le diamètre des conduites,
  - les neutraliser à l'aide de pompes,
  - augmenter la pression par des réservoirs plus élevés.



L'arrêt de l'irrigation des fils d'eau présente un intérêt tout d'abord technique, car l'ouverture des bouches entraîne une chute importante de la pression de l'eau dans les conduites situées à proximité, ensuite psychologique, car l'abonné n'admet pas de voir couler à profusion dans les ruisseaux une eau qui ne parvient pas jusqu'aux robinets de son appartement.

La lutte contre le gaspillage est une nécessité économique, le gaspillage de l'eau existe là où le comptage est collectif. Il suffit d'examiner les relevés de consommation de quelques groupes de notre Ville pour voir que l'absence de compteurs individuels donne lieu à des abus. Le tableau ci-joint fait apparaître un accroissement de consommation que rien ne justifie.

Notons quelques exemples :

La consommation d'eau d'un immeuble H.L.M. situé 3, Rue de l'Afrique, passe de 34.000 m<sup>3</sup> en 1959 à 61.000 m<sup>3</sup> en 1960 et dépasse 82.000 m<sup>3</sup> en 1961, et ce sans changement notable du nombre d'occupants.

Un autre immeuble H.L.M. de la rue de Constantine triple sa consommation d'eau en une année.

Il n'est pas dans notre intention de dire que tout lillois habitant un immeuble collectif soit par nature un gaspilleur volontaire. Il en est certes qui font un usage abusif de l'eau, mais nous pensons qu'une grande partie de l'eau gaspillée provient des appareils sanitaires tels que chasses d'eau déréglées et robinets fermant mal.

L'Office Municipal d'H.L.M. gère actuellement quelques 5.000 logements en immeubles collectifs. Il serait peut-être intéressant de connaître les conditions dans lesquelles sont vérifiées les 5.000 chasses d'eau équipant les w.c. et les 15.000 robinets de puisage, étant donné que cette tâche incombe au locataire; celui-ci n'a aucun intérêt à supporter seul les frais de déplacement et de travail d'un plombier puisque c'est la communauté entière qui payera l'eau perdue par le mauvais entretien des appareils de son appartement.

Le compteur individuel freine par sa présence le gaspillage volontaire de l'eau, permet de déceler les appareils sanitaires défectueux et apporte l'équité dans les répartitions.

Un exemple fourni par le Directeur de la Société des Eaux de Calais montre que la consommation trimestrielle de 2.000 m<sup>3</sup> d'un immeuble qu'il approvisionne est passé à 800 m<sup>3</sup> après la pose de compteurs individuels.

## §

En ce qui concerne les pertes de charges, nous pouvons dire qu'elles sont dues principalement aux frottements de l'eau contre les parois des tuyaux dans lesquels elle circule. Si, dans un réseau, la consommation augmente, l'eau doit circuler plus vite, ce qui accroît les frottements et se traduit par une diminution de la pression de l'eau disponible à l'arrivée.

Les pertes de charges sont donc inévitables, mais il nous appartient de les maintenir à une valeur acceptable pour le réseau. Ce problème n'avait pas échappé au Service des Eaux lors de l'établissement de son plan décennal de 1960. La pose d'une conduite de 700 m/m de diamètre entre le réservoir de l'Arbrisseau et notre Ville y est prévue. Elle est destinée à réduire les pertes de charges en diminuant la vitesse de l'eau qui, au lieu de circuler dans les deux conduites de 600 m/m actuellement en service, circulerait dans trois conduites (deux de 600 et une de 700 m/m). Son coût de 1.700.000 NF. - évaluation 1959 - ne serait cependant justifié que si



l'exploitation du gîte aquifère du Vallon d'Houplin s'avérerait intéressant.

Il en est de même pour les réservoirs où il suffirait d'élever le niveau maximum de l'eau pour avoir une meilleure pression de distribution. Malheureusement il ne peut être question pour nous de surélever les réservoirs actuels. Cette opération aboutirait à des poussées trop fortes sur leurs parois latérales en maçonnerie qui seraient incapables de résister. La construction d'un nouveau réservoir est donc nécessaire. Elle est prévue dans notre plan décennal, mais encore une fois il paraît prudent d'attendre que le Vallon d'Houplin confirme ses possibilités avant de décider de son implantation.

Un autre moyen de lutter contre les pertes de charges serait de les neutraliser par des pompes qui enverraient l'eau dans les conduites avec une pression égale à celle perdue par les frottements.

Une station de pompage serait installée à notre réservoir de l'Arbrisseau. Elle serait équipée de pompes capables d'envoyer dans notre réseau 2.500 m<sup>3</sup> à l'heure sous une pression de 1 kg. Elle fonctionnerait que le jour avec mises en marche et arrêts des pompes commandés automatiquement par des manomètres.

Cette solution permettrait de livrer l'eau dans le centre sous une pression de 3 à 3,5 kgs. Elle constituerait une étape intermédiaire du programme de modernisation de notre distribution d'eau qui, au point de vue pression, deviendrait :

- pression actuelle . . . . . 2 kg
- après la mise en service de la station de pompage (1963) . . . . . 3 kg à 3,5 kgs
- après la mise en service du nouveau réservoir (1968) suivant la hauteur à laquelle serait exécuté ce réservoir . . . . . 5 kgs ou plus

à ce stade la station de pompage refoulera dans le réservoir et la distribution redeviendra gravitaire.

§

Qu'il nous soit permis d'ouvrir une parenthèse pour faire une mise au point à propos de la suggestion, émise dans le communiqué de la Chambre Syndicale des Propriétaires, d'établir une communication entre notre réseau et celui de la Société des Eaux du Nord pour obtenir une pression moyenne.

Le niveau de l'eau dans les réservoirs de la S.E.N. se trouve à une quarantaine de mètres environ au dessus du niveau dans nos réservoirs. Etablir une communication entre les deux réseaux, c'est réaliser l'expérience des vases communicants :

Les réservoirs de la S.E.N. placés plus haut se videront et feront déborder les notres, sans régler pour cela le problème de la desserte des grands immeubles car le niveau de l'eau obtenu sera celui des réservoirs placés le plus bas, c'est-à-dire les notres.

§

L'idée d'obtenir une pression moyenne étant irréalisable, il n'en reste pas moins vrai que la pression supérieure de l'eau distribuée par la S.E.N. pourra dans l'avenir améliorer notre distribution.



Sur notre demande, la moitié de l'eau que doit nous fournir en gros la S.E.N. sera livrée au Pont-Royal d'où elle sera dirigée vers le centre de la Ville augmentant sur son passage les pressions de quelques centaines de grammes.

Notre demande formulée l'année dernière est liée à d'importants travaux que la S.E.N. a entrepris et qui ne seront terminés qu'en 1965. Jusqu'à cette date la totalité de l'eau achetée par la Ville à la S.E.N. continuera à être livrée au réservoir de l'Arbrisseau.

o  
o o  
o

En conclusion, pour porter remède à la situation de fait devant laquelle se trouve le Service des Eaux nous avons pris les dispositions nécessaires au maintien de l'eau dans nos réservoirs à son niveau maximum.

Nous proposons que l'irrigation des fils d'eau soit suspendue sur le champ, sauf dans les rues dépourvues d'égout.

Nous demandons que l'Administration Municipale intervienne avec fermeté auprès de M. le Président de l'Office des H.L.M. afin que la consommation d'eau soit freinée dans les immeubles collectifs.

Nous envisageons l'installation d'une station de pompage au départ de nos réservoirs. Son étude détaillée sera présentée à la prochaine réunion de la Commission des Services Publics.

Le 12 Juillet 1962.

Vu : l'Ingénieur en Chef  
des Services Techniques,

l'Ingénieur Principal,  
Chef des Services Publics,

P. AUREL.

L. MORIN.



RELEVÉ DES CONSOMMATIONS D'EAU DANS QUELQUES BATIMENTS COLLECTIFS

Emplacements	2ème trimestre 1961	2ème trimestre 1962	Coefficient d'augmentation
1, Rue Coli	370 m <sup>3</sup>	456 m <sup>3</sup>	1,23
3, Rue Coli	485 m <sup>3</sup>	1 076 m <sup>3</sup>	2,23
1, Allée Guynemer	673 m <sup>3</sup>	1 018 m <sup>3</sup>	1,63
3, Allée Guynemer	520 m <sup>3</sup>	626 m <sup>3</sup>	1,20
4, Allée Guynemer	790 m <sup>3</sup>	1 802 m <sup>3</sup>	2,28
6, Allée Guynemer	790 m <sup>3</sup>	885 m <sup>3</sup>	1,12
2, Nungesser	375 m <sup>3</sup>	987 m <sup>3</sup>	1,29
4, Nungesser	530 m <sup>3</sup>	647 m <sup>3</sup>	1,22
5, Constantine	205 m <sup>3</sup>	350 m <sup>3</sup>	1,70
11, Constantine	246 m <sup>3</sup>	764 m <sup>3</sup>	3,10
17, Constantine	430 m <sup>3</sup>	899 m <sup>3</sup>	2,09
8, Constantine	840 m <sup>3</sup>	1 000 m <sup>3</sup>	1,19
10, Constantine	991 m <sup>3</sup>	981 m <sup>3</sup>	0,98
12, Constantine	405 m <sup>3</sup>	732 m <sup>3</sup>	1,80
6, Fontenelle	1 038 m <sup>3</sup>	1 206 m <sup>3</sup>	1,16
Littré	433 m <sup>3</sup>	700 m <sup>3</sup>	1,61
6, Président Hoover	1 933 m <sup>3</sup>	2 606 m <sup>3</sup>	1,34
14, Président Hoover	2 578 m <sup>3</sup>	2 995 m <sup>3</sup>	1,16
20-22, Président Hoover	4 448 m <sup>3</sup>	4 888 m <sup>3</sup>	1,09
Jules Verne	4 586 m <sup>3</sup>	4 916 m <sup>3</sup>	1,07
Boulevard Clémenceau	32 436 m <sup>3</sup>	42 841 m <sup>3</sup>	1,32
Boulevard de Verdun	3 307 m <sup>3</sup>	3 976 m <sup>3</sup>	1,20
Van den Heede	500 m <sup>3</sup>	596 m <sup>3</sup>	1,19
A. Denis Cordonnier	1 301 m <sup>3</sup>	1 878 m <sup>3</sup>	1,44
10-12, Avenue Eug. Verlin	597 m <sup>3</sup>	673 m <sup>3</sup>	1,12
103-115, rue du Molinel	1 945 m <sup>3</sup>	2 384 m <sup>3</sup>	1,22
105, rue du Molinel	282 m <sup>3</sup>	558 m <sup>3</sup>	1,97





## COMMISSION DES SERVICES PUBLICS

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 19 DECEMBRE 1962

MM. les Membres de la Commission des Services Publics se sont réunis le 19 Décembre 1962 à 18 heures 15, sous la présidence de M. G. HENAU, Adjoint au Maire, délégué aux Services Publics.

Etaient présents :

MM. DE BECKER, HENAU, MEURA et SIMOENS.

Assistaient également à cette réunion, à titre consultatif :

MM. MORIN, Ingénieur Principal des Services Publics ;  
MALLENGIER, Ingénieur Subdivisionnaire des Services Publics.

## §

DISTRIBUTION D'EAU - INFORMATIONS.

A la demande de M. l'Adjoint-Délégué, le Service donne un aperçu des travaux exécutés par le Service des Eaux dans le cadre de l'amélioration du réseau de distribution et son programme décennal de renforcement (1960 - 1970).

TRAVAUX EXECUTES PAR LE SERVICE DES EAUX DANS LE CADRE DE L'AMELIORATION  
DU RESEAU DE DISTRIBUTION ET DU PROGRAMME DECENNAL DE RENFORCEMENT 1960 - 1970

Année 1960.

- Exécution de 4 forages à Emmerin - Vallon de Bargues (2ème partie)
- " 1 forage - Jardin d'Enfants
- 906 mètres de nouvelles conduites posées, soit :

<u>Rues</u>	<u>Diamètre</u>	<u>Longueur</u>
Fg. de Roubaix angle Bd. Périphérique (carrefour Labis)	400 - 300	60 m.
Ermitage - Réaumur	80	75 m.
Boulevard de Belfort	400	205 m.
Bd. de Strasbourg (1ère partie)	400	115 m.
Rue des Vicaires	100	106 m.
Rue de Maubeuge	100	107 m.
Rue de Rapine	100	45 m.
Rue Charles Debierre	100	121 m.
Rue Colbert (Magasins Généraux)	150	72 m.
		906 m.

Année 1961.

- Equipement de 4 forages à Emmerin - Vallon de Bargues (2ème partie)
- " 1 forage - Jardin d'Enfants (suite)
- 3.088 mètres de nouvelles conduites posées, soit :

.../...



<u>Rues</u>	<u>Diamètre</u>	<u>Longueur</u>
Rue Albert Samain	200	210 m.
Rue Gassendi	80	119 m.
Square Rameau	150	81 m.
Square Rameau - F. del Saulx	200	337 m.
Rue Boileux	200	122 m.
Rue Boucher de Perthes	150	216 m.
Rue L. Garreau	100	163 m.
Rue Jean Roisin	150	110 m.
Rues J. Hachette - Léon Blum	100	120 m.
Rue de Balzac	200	161 m.
Rue de Turenne	200	152 m.
Rue Edith Cavel	80	63 m.
Cimetière du Sud	150	370 m.
Rue Emile Rouzé	200	205 m.
Bd. de Strasbourg (2ème partie)	400	612 m.
Rue des Bateliers	100	47 m.
		<hr/> 3.088 m.

Année 1962.

- Construction d'une installation de déferri-sation.
- 3.240 mètres de nouvelles conduites posées, soit :

<u>Rues</u>	<u>Diamètre</u>	<u>Longueur</u>
Rue de Marquillies - Résidence Sud	150	128 m.
Rue Chateaubriand	100	20 m.
Rue de la Roseraie	100	129 m.
Rue Lequeux	200	165 m.
Avenue de Dunkerque	100	186 m.
Rue E. Vernesch	100	160 m.
Faubourg de Béthune	100	128 m.
Rue de Kant	150	206 m.
Rue G. Tell	200	184 m.
Avenue de Dunkerque	150	154 m.
Rue de Ste-Ané	80	187 m.
Rue Négrier	60	70 m.
Rue du Molinel	200	490 m.
Rue de Maubeuge	100	140 m.
Rues Buisson - Louvière - Dieu de Marcq	300	893 m.
		<hr/> 3.240 m.

Année 1963. - Prévision.

- Creusement des forages à Houplin ;
- Réalisation d'une station de pompage à l'Arbrisseau ;
- 1ère Tranche de renforcement du réseau pour B.I. ;
- 5.800 mètres de nouvelles conduites, soit :

<u>Rues</u>	<u>Diamètre</u>	<u>Longueur</u>
Boulevard d'Alsace	400	800 m.
Rue du Marché	200	600 m.
Rue Mourein	200	600 m.
Rue Gantois	200	600 m.
Rue B. Delespaul	200	900 m.
Rue de Tenrenonde	200	500 m.
Rue Max Dornoy	200	600 m.
Rue Alexandre Delmar	200	1.200 m.
		<hr/> 5.800 m.



PRIX DE REVIENT DE L'EAU.

Le 1er Octobre dernier, M. l'Adjoint Délégué envoyait à M. le Maire la lettre suivante :

Monsieur le Maire et cher Collègue,

Pour faire suite à la discussion qui s'est instaurée au dernier Conseil d'Administration sur le prix de l'eau, et en vous rappelant que nous facturons le m<sup>3</sup> d'eau 0,29 NF (dont 0,26 NF reviennent à la Ville), j'ai l'avantage de vous communiquer deux extraits de circulaires du Ministère de l'Intérieur. Il s'agit :

- 1<sup>o</sup>) d'une circulaire du 30 Août 1957, recommandant de vendre l'eau à un prix qui puisse permettre l'équilibre financier du service ;
- 2<sup>o</sup>) d'une circulaire du 10 Novembre 1961, indiquant les barèmes subventionnés pour l'adduction d'eau.

Vous remarquerez, en consultant ces barèmes, qu'aucune subvention ne peut intervenir lorsque le prix de vente du m<sup>3</sup> d'eau est inférieur à 0,40 NF.

D'autre part, je dois vous signaler qu'au Groupe CONCORDE, alimenté par la Sté des Eaux du Nord, les usagers lillois paient l'eau à 0,41 NF, prix de faveur - ce qui revient à dire que déjà vos administrés supportent deux tarifs : 0,29 NF et 0,41 NF ; c'est une situation qui me paraît anormale.

Enfin, j'ai le devoir de souligner que le tarif préfectoral minimum appliqué par la S.E.N. est de 0,5073 NF (tarif préférentiel accordé au Syndicat Intercommunal de Distribution d'eau du Nord, le S.I.D.E.N.).

Pour l'ensemble des communes qui ont passé contrat avec la S.E.N., le prix du m<sup>3</sup> d'eau varie selon les dates de passation de marché et toujours d'après les directives de l'autorité de tutelle, entre 0,5153 NF (Seclin, Templemars, Wambrechies, etc ...) et 0,6839 NF (Comines, Fretin, Avelin, etc ...).

Le problème, pour nos Services, est d'établir un tarif qui corresponde à un véritable prix de revient ....

Cette étude maintenant achevée fait l'objet du rapport annexe qui conclut à une augmentation de 0 NF 05 du prix actuel du m<sup>3</sup> d'eau potable.

Après discussion, la Commission émet un avis favorable à l'envoi du projet devant la Commission des Finances.

STATION DE POMPAGE.

La station de pompage prévue au réservoir de l'Arbrisseau sera équipée de trois groupes de pompes d'un débit de 1.200 m<sup>3</sup>/h sous une pression de 1 kg,500.

La dépense peut être estimée à :

- Alimentation en énergie électrique	35.000
- Comptage	2.500
- Bâtiment du poste de coupure	15.000
- Bâtiment des pompes	60.000
- réservoir anti-bélier	8.000
- groupe de pompes	46.000
- Equipement électrique moyenne tension	23.200
- Transformateur	11.800
- Raccordement sur conduites	50.000

TOTAL 251.500

.../...



Cette dépense sera imputée sur les crédits que le service dispose dans le cadre du programme décennal.

Fourniture de groupe de pompage :

Après avoir pris connaissance des résultats de l'appel à la concurrence, la Commission émet un avis favorable à la passation d'un marché de gré à gré avec la S.A. "Pompes et Procédés Modernes d'élévation d'eau - P.E.M.E." dont le siège est à BETHUNE - 120, boulevard Thiers.

Dossier transmis à l'Administration municipale.

COMPTEURS INDIVIDUELS.

La Commission des Services Publics, approuvée le 10 Septembre dernier par le Conseil d'Administration, avait donné mandat à son Président d'étudier les mesures propres à réduire le gaspillage de l'eau.

M. HENAUX devait intervenir notamment auprès du Président de l'Office Municipal des H.L.M. pour examiner avec lui le problème des consommations abusives de l'eau. La pose de compteurs individuels dans les bâtiments collectifs était proposée.

Les contacts envisagés ont été pris, d'une part, entre Messieurs les Présidents & Directeur de l'Office et l'Adjoint Délégué ; d'autre part, entre les Techniciens du Service et ceux de l'Office.

On peut supposer que la majeure partie de l'eau gaspillée dans notre réseau est le fait de deux catégories d'utilisateurs :

- ceux qui ne paient pas l'eau ;
- ceux qui paient l'eau sur des quantités ne représentant pas leur consommation réelle parce qu'incontrôlable.

x

x x

La première catégorie est constituée uniquement par les services municipaux.

En 1960, sur les 13.397.557 m<sup>3</sup> consommés par la Ville de Lille, seuls 8.067.463 m<sup>3</sup> apparaissent en recette. Or, la différence de 5.300.000 m<sup>3</sup> représente :

- l'eau perdue à la suite de fuites
- l'eau fournie aux édifices municipaux.

Dans un réseau, le pourcentage de l'eau perdue par suite des fuites, manoeuvres, purges ..., est de l'ordre de 20 à 25 %. En admettant un maximum de 30 %, l'eau perdue en 1960 représenterait approximativement 4.000.000 m<sup>3</sup>, le reste soit 1.300.000 m<sup>3</sup> peut être considéré, sans aucune exagération comme étant consommée par l'Hôtel de Ville, les bains douches, piscines, casernes de pompiers, abattoirs, théâtres, écoles, crèches, cantines, urinoirs publics, stades, jardins .....

L'eau fournie aux édifices municipaux devrait être enregistrée et payée dans les mêmes conditions que l'électricité, le gaz, le charbon qui y sont consommés.

Là, où aucune transformation capitale n'a changé la destination et l'utilisation d'un bâtiment municipal, seul le gaspillage peut être responsable des écarts de consommation relevés d'une année à l'autre. Par exemple

	<u>1960</u>	<u>1961</u>	<u>1962</u>
Abattoirs	271.490 m <sup>3</sup>	311.005 m <sup>3</sup>	381.936 m <sup>3</sup>
Opéra	3.240 m <sup>3</sup>	3.072 m <sup>3</sup>	4.997 m <sup>3</sup>
Sébastopol	2.636 m <sup>3</sup>	arrêté	3.671 m <sup>3</sup>
		.../...	



Caserne Malus	5.227 m <sup>3</sup>	5.429 m <sup>3</sup>	6.329 m <sup>3</sup>
Caserne Bouvines	11.678 m <sup>3</sup>	7.016 m <sup>3</sup>	5.312 m <sup>3</sup>
Bains Lillois	23.924 m <sup>3</sup>	26.980 m <sup>3</sup>	16.635 m <sup>3</sup>

Ces exemples, pris parmi les quelques bâtiments équipés de compteur d'eau, sont convaincants et permettent malheureusement de penser que la situation est identique sinon pire dans les autres qui ne peuvent pas être contrôlés par les agents du Service des Eaux.

x

x

x

La deuxième catégorie comprenant les utilisateurs qui paient l'eau sur des quantités ne représentant pas leur consommation réelle, est celle des immeubles à appartements multiples. La consommation totale de l'eau dans l'immeuble est divisée par le nombre d'appartements et chacun paie sa quote part. Il ne fait pas de doute que l'emploi généralisé des compteurs d'appartements permettra d'obtenir des réductions de consommations appréciables. Les statistiques prouvent que les consommations d'eau dans les immeubles équipés de compteurs d'appartement sont de 50 % moindres que celles enregistrées dans les immeubles sans compteurs. En outre, le compteur d'appartement est le moyen le plus efficace d'assurer une répartition équitable des consommations d'eau.

Plus de souci pour celui qui a la charge de répartir, plus de protestations de la part de l'usager qui se plaint de supporter des charges aussi élevées que son voisin qui consomme trois fois plus d'eau.

Les emplacements de compteurs d'appartement d'eau froide et d'eau chaude, ne sont pas toujours prévus d'une manière rationnelle et rendent leur exploitation difficile, voire même impossible.

Il importe donc de connaître, parmi des modes d'installations généralement utilisés, ceux qui facilitent à la fois la pose et l'exploitation des compteurs d'eau :

La montée de l'eau aux étages peut être réalisée par :

- 1<sup>o</sup> - une colonne montante unique et commune, avec branchement aux étages pour chacun des appartements ;
- 2<sup>o</sup> - des colonnes montantes multiples et communes aux divers étages pour chacun des postes d'utilisation ;
- 3<sup>o</sup> - une colonne montante individuelle par appartement.

Dans le premier cas, la colonne montante passe à travers une série d'appartements superposés et les branchements en dérivation sont faits pour les appartements d'un même étage. La pose des compteurs ne peut alors se faire qu'à l'intérieur de l'appartement : un compteur d'eau froide et un compteur d'eau chaude si la distribution d'eau chaude est collective.

Une variante de cette disposition, plus rationnelle et tendant à se généraliser, consiste à placer cette colonne montante dans une gaine d'escalier. Les compteurs sont donc sur le palier dans une gaine facilement accessible pour le relveur.

Dans le deuxième cas, il y a une colonne montante par poste d'utilisation (cuisine, salle d'eau, W.C., etc ...) commune à tous les étages superposés.

Cette disposition, qui se rencontre malheureusement trop fréquemment, entraîne la pose d'autant de compteurs qu'il y a de postes d'eau dans chaque appartement.



Dans le troisième cas, le branchement de chaque appartement est fait en cave. Le compteur peut donc être placé en cave. Cette solution est celle qui procure la plus grande commodité pour l'exploitation.

En ce qui concerne plus spécialement les immeubles collectifs H.L.M., il serait nécessaire de poser 7.523 compteurs d'eau froide et 3.315 compteurs d'eau chaude, soit au total 10.838 compteurs. En outre, des difficultés techniques pour la mise en place de 4.931 d'entre eux, sont à craindre.

Cette situation provient de ce que la majeure partie des bâtiments construits par cet office dispose d'une distribution d'eau intérieure par colonnes montantes multiples exposées dans le 2ème cas, c'est-à-dire le plus défavorable.

Cette situation est vraisemblablement valable pour tous les autres immeubles de notre ville.

Ceci nous amène à examiner les points suivants :

- 1<sup>o</sup> - qui doit supporter la dépense résultant de l'achat et de la pose du compteur, et ensuite de son entretien ?
- 2<sup>o</sup> - les compteurs seront-ils à démarquer ou pris en considération par le Service des Eaux ?

1<sup>o</sup> Si comme certains pouvaient le supposer, l'Administration Municipale avait l'intention de prendre à sa charge la dépense résultant de l'achat et de la pose des compteurs dans les H.L.M., elle aurait à faire face à une dépense d'au moins un million de nouveaux francs. D'autre part, elle aurait mauvaise grâce à refuser son aide financière aux autres organismes constructeurs d'immeubles à appartements multiples.

Le Service pense donc que ces dépenses doivent demeurer à la charge des constructeurs qui peuvent les répercuter ensuite sur leurs locataires. Les constructeurs auraient par ailleurs intérêt à prendre des compteurs en location.

La Société des Eaux du Nord est prête à les fournir. Cette société avait déjà, en 1960, étudié pour l'office municipal l'installation de compteurs divisionnaires d'eau chaude dans les 2.131 appartements des groupes Concorde et Belfort.

Dans les 1.171 appartements, le coût d'installation du compteur ressortait à 28,12 N.F. ; dans les 960 autres, la dépense à envisager était de 49,45 N.F. Le prix moyen était d'environ 37,75 N.F.

Comme l'eau chaude coûte plus de 3 N.F. le mètre cube, l'économie que les compteurs divisionnaires permettent de réaliser, est très supérieure aux dépenses de location et d'entretien des compteurs, augmentées des frais de relevés et de répartition des consommations. Les locataires H.L.M. trouveraient donc une économie sensible sur les charges annexes.

En ce qui concerne l'eau froide, le locataire ne gaspillant pas d'eau, y trouverait aussi son compte.

2<sup>o</sup> Il ne peut être question que le Service des Eaux prenne en considération les compteurs d'appartements. En effet, le nombre de compteurs est actuellement de 30.100, si chaque logement avait son compteur individuel, ce nombre passerait à plus de 64.000, soit le double.

Du point de vue personnel, le nombre des agents affectés aux relevés, contrôles, impositions .... doublerait et ce, sans aucune recette supplémentaire.

.../...



Du point de vue technique, il est souhaitable que les compteurs d'appartement soient hors des attributions du service, car ce dernier deviendrait automatiquement responsable du gel des colonnes montantes, des fuites survenant à l'intérieur des immeubles mais avant compteurs, des incidents de marche des stations de surpression qui seraient dès lors sous son contrôle. Enfin, dans les immeubles où la distribution de l'eau chaude est collective, des sujétions plus ou moins complexes surgiraient et seraient très difficilement résolues.

En conclusion, le service estime que tous les bâtiments communaux devraient être munis de compteurs et même, pour certains, payer l'eau consommée. D'autre part, les organismes gérant des immeubles à appartements multiples devraient équiper tous les logements de compteurs individuels pris en location. A titre d'exemple, à la S.E.N. les redevances hors taxes, de location et entretien, des compteurs divisionnaires de 12 m/m de diamètre sont actuellement de 1,12 N.F. par mois, les modifications de tarifs ne pouvant intervenir que sur arrêté préfectoral à l'occasion des modifications intervenant dans les prix des compteurs.

Les relevés des consommations individuelles et la répartition entre locataire du manque éventuel de concordance avec le compteur général, seraient assurés par l'organisme gérant ces immeubles qui pourrait d'ailleurs confier ce travail à l'entreprise louant les compteurs.

La commission fait sienne les conclusions du service.

x

x

x

#### PROPRETE PUBLIQUE - INFORMATIONS.

##### Mise en adjudication de la collecte des Ordures Ménagères.

La collecte des Ordures Ménagères a été confiée à la Société T.R.U. par la Convention du 2 Février 1943. L'article 4 du 4ème avenant du 2 Février 1950 a donné à la Société T.R.U. la faculté de proroger sa convention jusqu'au 31 Décembre 1965 inclus, en contrepartie des investissements en bennes modernes à tassement mécanique.

A l'expiration du marché, la Ville pourra prendre possession des 23 bennes à tassement mécanique, sous réserve de notifier son intention à la Sté T.R.U. au moins un an avant l'expiration du marché, soit avant le 31 Décembre 1964.

L'article 35 du 6ème avenant a fixé les conditions financières de cette prise de possession des bennes. Dans les trois mois qui suivront la ville devra verser à la Sté T.R.U. une indemnité égale à 3 annuités d'amortissement décomptées d'une part, sur la valeur d'achat du matériel dont il s'agit et d'autre part, sur une durée d'amortissement de 18 années.

L'acquisition des 23 bennes s'est échelonnée sur les années 1950 - 1951 - 1952 et 1953. Au cours de cette période les prix d'achat ont varié très sensiblement et pour l'ensemble, la dépense a été de 112.025.355 AF, ce qui correspond à une valeur unitaire de 112.025.355 = 4.870.667 AF. Les opérations

25

du 6ème avenant ont été calculées sur un taux de 6,5 % et un amortissement de 18 ans. Le montant de l'amortissement annuel pour une benne dont le prix moyen d'achat est de 4.870.667, est de 467.775,8, ce qui représenterait un remboursement de  $467.775,8 \times 23 \times 3 = 32.276.536$  AF comme indemnité à payer (au cours du 1er trimestre 1966).



Il convient de signaler que la Convention du 2 Février 1943 englobe dans ses différents avenants des marchés avec la S.A.C.R.U. et la S.A.R.U. La durée des services S.A.R.U. (balayage mécanique et arrosage, curage des cuvettes d'égouts) est confondue avec la durée du marché passé initialement avec la T.R.U.

La reprise des matériels S.A.R.U. doit également faire l'objet d'une notification à l'entreprise au moins un an avant l'expiration du marché. Les conditions financières de la reprise des 4 AB et des 4 BR, sont également assez importantes. L'article 30 - 31, du 8ème avenant permet d'en calculer le montant, on peut l'estimer à 21.000.000 AF. Il semble que la reprise des matériels S.A.R.U. soit nettement distincte de celle des matériels T.R.U. La convention précise également les conditions de fonctionnement auxquelles devront répondre les différents matériels pour qu'ils puissent être repris par la Ville.

Or, les balayeuses sont actuellement dans un état assez usagé de plus, leur balayage n'est plus très efficace. La S.A.R.U. avait proposé la modernisation de ces engins, la Commission des Services Publics du 26 Janvier 1962 a repoussé cette offre. (coût : 13.500.000 AF)

Il faudra tenir compte de ces éléments lorsque la question se posera de savoir si la ville reprend ou non ces balayeuses.

Il en est de même pour les bennes devant revenir à la Ville. Ce matériel ne peut être transformé en vue de la collecte hermétique puisque ce sont des bennes à tassement discontinu. Certaines sont en très mauvais état. Le renouvellement d'une bonne partie du matériel est à envisager surtout si l'on s'engage dans la collecte hermétique. Il est certain, étant donné les investissements importants qu'elle nécessite, qu'elle ne pourrait se faire que progressivement.

Les propositions faites par la T.R.U. en Août 1960 disaient "dans le cadre du marché qui lie la Ville et l'entreprise actuellement chargée du service de la collecte, celle-ci pourrait prendre en charge la fourniture du matériel s'il lui était assuré dans le temps, le recul nécessaire à l'amortissement des capitaux à investir". Une étude schématique des conditions du passage de la collecte ordinaire à la collecte hermétique sans que la dépense annuelle consacrée au service de la collecte des ordures ménagères soit dépassée, a été faite en Janvier 1960. Aucune suite ne fut donnée à ces propositions.

Il semble donc que la liquidation de la Convention du 2 Février 1943 soit assez coûteuse pour la Ville dans la perspective de la reprise du matériel T.R.U., car il est évident que la grosse erreur fut, en 1950, d'appliquer à un contrat de 15 ans, un amortissement calculé sur 18 ans.

Il sera peut être préférable de laisser à cette société un matériel dont la vétusté rendra l'entretien par trop onéreux.

D'autre part, la collecte hermétique ne peut être appliquée sans essais préalables. Même si ce procédé de collecte était retenu par l'Administration municipale, il serait nécessaire de continuer pendant un an ou deux la collecte ordinaire. Un cahier des charges en vue de la mise en adjudication de la collecte des Ordures Ménagères sera présenté par le service dans quelques mois. Il sera établi pour la collecte telle qu'elle existe maintenant. Une clause sera incluse afin de permettre la réalisation d'essais, puis la transformation éventuelle du mode de collecte dans le cas où ces essais seraient concluants.

M. MEURA indique que la Ville de VICHY vient de mettre au Concours la concession de l'enlèvement de ses ordures ménagères.

Il pense que la Ville de Lille pourrait bénéficier de l'expérience.



Le Service se renseignera et demandera la communication du cahier des charges.

Après un échange de vue, la Commission invite le service à poursuivre l'étude de cette affaire pour lui soumettre un projet en temps opportun.

x

x

x

#### Collecte des ordures ménagères dans la Zone Bleue.

Le service donne lecture d'une lettre de la T.R.U. visant à modifier les itinéraires de collecte des ordures ménagères en vue d'améliorer la circulation du centre.

Les vingt bennes seraient affectées dès leur sortie à la collecte des ordures ménagères dans la zone bleue, et le centre de la ville serait ainsi débarrassé des véhicules de la T.R.U. avant 8 heures du matin.

Le nombre de parcours haut le pied des bennes va augmenter et cela se traduira par un accroissement des dépenses annuelles de l'ordre de 50.000 NF.

M. HENAUX informe la Commission qu'il est favorable à ce projet d'autant plus que dans un avenir proche, les services de la Voie Publique nous l'auraient imposé pour les nécessités de la circulation.

Il fait enfin valoir l'importance relative de la dépense au regard du coût de la collecte.

La Commission donne son accord à cette proposition. Toutefois, elle estime que la question des poubelles des commerçants du centre, pourra être examinée par la suite.

x

x

x

#### TRANSPORTS AUTOMOBILES.

Le contrat passé pour la fourniture de carburants nécessaires aux véhicules municipaux arrivera à expiration le 31 Mars prochain.

En vue du renouvellement de ce contrat, le cahier des charges dressé pour l'adjudication à intervenir est adopté par la Commission.

Dossier transmis à l'Administration Municipale.

x

x

x

#### TRANSPORTS EN COMMUN.

##### Procès-verbal de la réunion du Syndicat Mixte du 16 Octobre 1962.

Diverses observations sont présentées en ce qui concerne le trafic aux heures de pointe, la circulation dans le Centre de la Ville et le sectionnement.

En réponse, M. le Président donne les quelques précisions suivantes :

.../...



19) La ligne "A", parcourue auparavant par 6 anciens autobus RENAULT, est maintenant desservie par 6 nouveaux BROSSEL et 1 ancien RENAULT, ce qui fera 7 voitures au lieu de 6 et des passages plus écourtés.

29) En attendant la mise au point du projet auquel travaille le Service de la Voie Publique, un plan d'urgence prévoit un léger desserrage des fréquences sur les lignes où le trafic le permet afin de mettre en service 2 tramways et 1 autobus supplémentaire à 2 agents sur les lignes porturbées.

### 32) Sectionnement.

A partir d'une zone neutre (Gare - Place du Général de Gaulle), les sections s'étendent sur une longueur d'environ 3 km.

Le nombre de sections est diminué de 6 sur l'ensemble du réseau et les plus longues d'entre elles sont sur LILLE (voir état comparatif en annexe n° 2), mais les chevauchements ont disparu et contrairement à ce que dit le P.V. du Syndicat Mixte "il existe des cas où le voyageur aura à payer plus de sections qu'auparavant".

L'établissement de ce sectionnement équilibré, proportionnant le prix du transport au nombre de kilomètres parcourus, était, à l'origine, avec la suppression des correspondances, des chevauchements et des tarifs privilégiés, l'un des soucis majeurs du Syndicat Mixte et une revendication pressante du Syndicat des Communes.

Mais ce n'est qu'une expérience susceptible d'appel. Il est évident, par exemple, que la liaison Faubourg de Béthune - Centre, par le "H" et par le "B", est à reconsidérer quant au nombre de sections.

49) En ce qui concerne les difficultés dans le Centre de la Ville, qui gênent tout particulièrement les usagers des Transports en Commun dont la plupart des Membres de la Commission se sont fait les porte-parole, M. HENAUX a reçu de M. le Président du Syndicat Mixte une motion du Comité d'Entreprise de la C.G.I.T., qu'il a transmise à Monsieur le Maire et à Monsieur l'Adjoint VAN WOLPUT.

Voici le texte de cette motion :

"Le Comité d'Entreprise de la Compagnie Générale Industrielle de Transports, réuni le 6 Novembre 1962,

Constatant :

- que le nombre des véhicules de toute nature utilisant les rues de l'agglomération lilloise est maintenant tel, notamment dans le Centre de LILLE et les artères principales de la Ville, qu'il en résulte un ralentissement considérable de la circulation générale, en particulier aux heures de pointe du midi et du soir,
- que cet état de choses met les autobus et tramways de la C.G.I.T. dans l'impossibilité d'observer les horaires imposés et de transporter rapidement les usagers ainsi que le permettrait cependant le matériel mis en ligne,
- que le personnel du réseau et ses dirigeants sont journellement et injustement accablés de récriminations émanant des usagers qui leur imputent la responsabilité d'une situation à laquelle cependant il n'est pas de leur ressort de pouvoir remédier,

Considérant :

- que la population laborieuse de LILLE et de sa Banlieue, clientèle habituelle des transports publics, est la principale victime des désordres apportés dans les services par les causes sus-indiquées, aux heures où elle a le plus besoin du seul moyen de transport qui lui soit accessible,

.../...



- que, cependant, le réseau, son personnel et sa clientèle, apportent à l'amélioration de la circulation une importante et onéreuse contribution par la substitution d'autobus aux tramways,
- que le problème à résoudre n'est pas de faire passer dans les artères de l'agglomération (et singulièrement dans le Centre) le maximum de moteurs, mais le maximum de personnes,
- que les véhicules de transport public sont, sous ce rapport, les plus aptes à rendre aux chaussées le débit qu'elles n'ont plus, puisque ces véhicules sont les moins encombrants eu égard au nombre de personnes transportées,
- que le moindre mètre carré de chaussée est maintenant un bien trop précieux et trop rare dans le centre encombré de l'agglomération pour être soustrait à la circulation, sa destination normale, au profit de véhicules en stationnement,
- qu'enfin la désorganisation des services engendre des pertes importantes de recettes, des frais supplémentaires et, par conséquent, met en danger le réseau et le personnel qui y est attaché.

Appelle l'attention des autorités Compétentes sur l'urgence des mesures à prendre pour permettre au service public que constitue le réseau de transports en commun de LILLE et de sa Banlieue, de desservir le Centre de LILLE dans des conditions plus acceptables pour les usagers.

Suggère notamment, en s'appuyant sur ce qui a été réalisé avec profit dans d'autres grandes villes de France :

- d'interdire le stationnement le long des trottoirs dans les rues du Centre de LILLE à circulation dense,
- d'interdire le dégagement à gauche à certains carrefours,
- de suspendre à certaines heures et à certains carrefours l'automatisme des feux tricolores, ceux-ci étant manœuvrés manuellement par des agents habiles,
- d'étaler les pointes de trafic par décalage relatif des heures d'entrées et de sorties des bureaux, ateliers, usines et écoles,
- que des représentants du réseau soient appelés à siéger dans les commissions ou organismes qui seraient éventuellement créés pour l'étude des problèmes de circulation dans l'agglomération.

Signale, enfin, que les dispositions prises par la Ville de MARSEILLE, concernant le stationnement au Centre, facilitent l'écoulement de la circulation à un point tel que les transports en commun passant par ce Centre ont pu améliorer leurs temps de parcours de 10 à 20 minutes."

Avant d'aborder le point suivant de l'Ordre du jour, M. le Président fait état des graves difficultés financières de la C.G.I.T.

En effet, les finances de la Compagnie affermée, déjà mises à mal par un précédent et long conflit, souffrent actuellement d'une importante baisse de trafic et il n'est pas impossible qu'un appel au concours extérieur soit lancé pour maintenir la cadence prévue pour la transformation du réseau.

#### Abris contre les intempéries.

A la demande de M. le Maire, les Commissions des Services Publics et de la Voie Publique ont émis un avis favorable à la construction d'abris contre les intempéries aux arrêts de la C.G.I.T. Le dossier a été transmis au début de l'année au Service d'Architecture, avec un ordre de priorité.



L'offre qui nous est faite aujourd'hui par le Service Commercial des Houillères présente un double intérêt : elle permettrait l'installation rapide et gratuite d'abris publicitaires très bien conditionnés et de dimensions diverses : 2,40 x 1,20 - 3,60 x 1,20 et 4,80 x 2,40.

MM. HENAUX ET MORIN ont vu ces abris. ils sont en polyester stratifié inaltérable, habillés de jaune à l'intérieur et de bleu à l'extérieur.

Ces édicules, pas du tout inesthétiques, jettent une note gaie sur la voie publique ; les communes qui les ont adoptés se déclarent très satisfaites.

Ils sont livrés posés avec garantie, assurances et entretien : le nettoyage seul incomberait au Service.

La publicité y serait très discrète, gravée sur polyester, de caractère général (Houillères, SEITA, Electricité et Gaz de France, etc ...) et soumise à notre agrément.

Compte tenu du fait que le Syndicat Mixte fait prendre en charge la totalité des dépenses des poteaux et panneaux de signalisation, des boîtiers d'horaires et d'arrêts de la C.G.I.T. par des firmes publicitaires ; compte tenu surtout de l'économie de plusieurs dizaines de Millions d'anciens francs réalisée au profit de l'usager, M. le Président propose qu'un de ces abris soit édifié, sans engagement de notre part, au Faubourg des Postes pour permettre aux élus et aux techniciens municipaux d'en apprécier l'efficacité et la solidité.

La Commission approuve cette proposition.

x

x

x

#### REGLEMENTATION SUR L'INDUSTRIE DU TAXI.

La nouvelle Réglementation municipale sur l'industrie du taxi a subi l'épreuve du temps : 3 ans. Il convient maintenant de pallier les déficiences constatées à l'expérience.

Les compléments à apporter à notre Réglementation sont de divers ordres.

1<sup>o</sup>) M. le Trésorier Principal de la Ville demande qu'une garantie soit prise quant au paiement du droit de stationnement.

Le texte proposé est celui-ci :

En garantie du paiement de ce droit de stationnement, le titulaire du permis sera tenu à verser à la Caisse de M. le Trésorier Principal de la Ville de Lille un cautionnement égal à 12 francs.

2<sup>o</sup>) Les sanctions disciplinaires prévues frappent exclusivement les artisans ou les chauffeurs travaillant pour le compte d'une Entreprise, mais elles ~~ne concernent~~ pas les entreprises elles-mêmes - oubli qui a donné lieu à des abus répétés.

.../...



Le texte proposé est celui-ci :

Le retrait du permis de stationnement sera prononcé lorsque le contrevenant au Règlement, chauffeur, artisan ou entreprise de taxi, aura récidivé dans la même faute plus de deux fois au cours de la même année.

3°) Les stations du Centre : Molinel, Gare, Grand Théâtre, Place du Général de Gaulle, ont été en fait interdites aux titulaires de permis délivrés depuis la nouvelle Réglementation mais, cette disposition adoptée en son temps a été omise dans l'arrêté du 2 Novembre 1959.

Le texte appliqué est celui-ci :

Afin de dégager le Centre de la Ville et de faciliter la circulation et le stationnement, les nouvelles autorisations de stationnement sont délivrées pour des emplacements déterminés, fixés par arrêté de M. le Maire.

Ces emplacements sont réservés aux seuls attributaires.

4°) Il est rarement possible de donner suite aux réclamations assez fréquentes des usagers concernant le prix de la course, faute de preuves ou de témoins.

Cette preuve nous sera donnée par l'adoption de l'article ci-après :

A tout usager du taxi, il sera obligatoirement délivré un reçu du montant de la course, avec l'indication du numéro de la plaque, de la date de la prise en charge, des lieux de départ et de destination et, éventuellement, de la durée de l'attente.

5°) Des titulaires de permis, considérant leur emploi de chauffeur de taxi comme une activité annexe susceptible d'augmenter leurs revenus, n'occupent leur stationnement que quelques heures par semaine ou par mois. Ils prennent ainsi la place de candidats disponibles et ne se trouvent jamais ou rarement là où l'usager devrait pouvoir les appeler.

Pour mettre fin à cet abus, nous proposons la disposition ci-après :

Nul ne peut cumuler la profession de chauffeur de taxi avec un autre emploi salarié ou toute activité qui empêcheraient le titulaire du permis de stationnement de se tenir régulièrement à la disposition du public, ce qui est sa raison d'être.

6°) Il n'est plus possible que les loueurs de voitures dans notre Ville, où le stationnement et la circulation posent un problème crucial, continuent impunément de garer leurs véhicules sur nos chaussées.

A Lille, quelques dizaines de cafetiers, dont certains sont des "clandestins", font stationner, en permanence, leurs voitures de louage devant leur Etablissement et des trois principaux entrepreneurs de louage : R.A.G. - LEMAHIEU - TAXI-VEDETT, seul le premier ne commerce pas sur la voie publique.

Nous sommes assaillis de nombreuses réclamations à leur sujet et la tolérance risque ici de devenir complicité.

C'est la raison pour laquelle nous envisageons d'appliquer à notre Ville l'interdiction, maintenant généralisée, d'utiliser la voie publique à des fins différentes de celles poursuivies par l'ensemble des usagers.



Il est, au surplus, inconcevable que nous favorisions la concurrence déloyale que font ces taxis camouflés aux taxis légaux, tenus d'acquitter les droits d'occupation du domaine communal et poursuivis dès la moindre infraction à une tricotée Réglementation.

Le texte proposé est celui-ci :

Les dispositions du présent règlement ne font pas obstacle à la location de voitures avec ou sans chauffeur, par des entreprises ou particuliers possédant une patente de loueur. Les voitures dont il s'agit ne pourront pas cependant stationner dans les emplacements réservés aux taxis, ni sur la voie publique lorsqu'elles ne seront pas déjà retenues. Elles ne pourront être commandées qu'au domicile ou au siège social de leurs propriétaires.

Il est interdit à ceux-ci de munir leur voiture de taximètre ou d'inscription les désignant au public. Seul un appareil intérieur enregistrant les vitesses et les distances seulement, à l'exclusion d'une indication de prix leur est autorisé.

Ces voitures qui ne sont pas soumises au tarif en vigueur pour les taxis, ne pourront en aucun cas utiliser l'appellation de taxi.

Les alinéas 5 et 6 s'inspirent de toutes récentes mesures prises par M. le Préfet de Seine & Marne.

L'alinéa 6 est conforme au projet de réglementation que prévoyait M. le Préfet du Nord en 1954, projet qui n'a pu aboutir en raison "de l'existence de Réglementations municipales particulières dans plusieurs Villes importantes du Département du Nord" (lettre de M. le Préfet du Nord du 1er Octobre 1962).

Enfin, on peut dire que, d'une manière générale, les propositions ci-dessus sont établies dans le même esprit que toutes les Réglementations récentes intervenues dans les Villes comparables à la nôtre.

La Commission adopte ces dispositions qui seront soumises pour avis aux Commissions de la Voie Publique et du Contentieux.

SEANCE LEVEE à 20 HEURES 30.

Le Président de la Commission,

L'Ingénieur Principal,  
Chef des Services Publics,

G. HENNAUX.

L. MORIN.



Augmentation du prix de vente du mètre cube d'eauCréation d'un compte de renouvellementRapport de l'Ingénieur, Chef des Services Publics.

Le cahier des charges type pour l'exploitation par affermage d'un service de distribution publique d'eau potable, annexé au décret n° 51-859 du 6 Juillet 1951, indique les règles suivant lesquelles doit être établi le compte rendu statistique d'exploitation.

Le compte d'exploitation comporte :

Au débit : les dépenses d'exploitation définies ci-après ;  
Au crédit : les recettes d'exploitation définies ci-après.

La différence représente le produit net de l'exploitation.

Les dépenses d'exploitation comprennent :

1° Les dépenses d'énergie et de fourniture diverses nécessaires à l'adduction, au traitement et à la distribution de l'eau, ainsi éventuellement que les dépenses d'achat d'eau ;

2° Les dépenses de salaires, traitements et charges accessoires de main-d'œuvre telles que primes, gratifications et, d'une manière générale, toutes les charges de sécurité sociale, des pensions de rétroactivité, allocations familiales, congés payés ;

3° Les dépenses diverses d'exploitation, telles que celles correspondant à l'entretien du matériel, des canalisations, des branchements et des compteurs, et aux installations remboursables de branchements, d'appareils ou de compteurs ;

4° Les frais généraux d'exploitation, notamment : loyers, assurance incendie, impôts, redevances de voirie, frais de direction ;

5° Eventuellement, les redevances versées à l'autorité concédante ;

6° La dotation du compte de renouvellement.

Les recettes d'exploitation comprennent :

1° Les recettes de vente de l'eau ;

2° Les recettes diverses provenant de l'exploitation.

Résultats de l'exercice :

Au débit : 1° Frais de siège  
: 2° Intérêt et amortissement des capitaux.

Au crédit : Le produit net de l'exploitation.

Le solde créditeur ou débiteur du compte représente les résultats de l'exercice.

x

x x

Le compte de renouvellement est alimenté par un versement annuel égal à :  
(Les taux suivants sont admis dans la banlieue de Lille)

.../...



1,43	pour 100 de la valeur de remplacement des constructions
2,00	" " " réservoirs
5,00	" " " forages
5,00	" " " machines
1,00	" " " canalisations
6,00	" " " matériel fixe
25,00	" " " matériel mobile (autos, motos ...)

x

x x

La détermination de compte pour l'année 1961 s'établirait ainsi :

A - Compte d'exploitation :

<u>Débit :</u>	Dépenses d'énergie	240.057,76
	Achat d'eau	346.438,93
	Renforcement du réseau (plan décennal)	700.000,00
	Personnel	415.500,00
	Entretien branchements et conduites	166.493,06
	Achat matériel entretien	44.987,28
	Entretien bâtiments	34.348,65
	Extension du réseau	229.185,19
	Divers	14.821,56
	Frais généraux (évaluation)	40.000,00
	Relevances (F.N.A.E.)	210.943,17
	Dotation du compte de renouvellement	400.000,00
	<b>TOTAL</b>	<b>2.842.775,60</b>

<u>Crédit :</u>	Titres émis, repris au C.A. 1961-Chap. V-art.1	2.527.460,71
	" " " " X-art.2	
	(réf. V-3	327,71
	<b>TOTAL</b>	<b>2.527.788,42</b>

Produit net de l'exploitation.

	2.842.775,60
-	2.527.788,42
<b>Déficit de :</b>	<b>314.987,18</b>

B - Résultat de l'exercice :

<u>Débit :</u>	Frais de siège	néant
	Amortissements	74.416,43
	<b>TOTAL</b>	<b>74.416,43</b>

Crédit : Produit net de l'exploitation 314.987,18

Résultat : Solde débiteur de 380.403,61

x

x x

.../...



Conclusion :

Le solde débiteur de 388.403,61 N.F. nécessiterait d'envisager une augmentation du prix de vente du mètre cube d'eau de l'ordre de :

$$388.403,61 : 8.688.000 = 0 \text{ NF},0448.$$

pour rétablir l'équilibre.

Comme la dotation du compte de renouvellement doit être fixée de façon que le solde de ce compte reste en principe créditeur, il serait souhaitable d'augmenter le prix du m<sup>3</sup> d'eau potable de 0 NF,05, ce qui donnerait une légère marge de sécurité.

Le prix du m<sup>3</sup> d'eau potable passerait donc à  $0,26 + 0,05 = 0,31$ , soit 0 NF,34 pour tenir compte des 0 NF,03 du fonds national d'adduction d'eau rurale.



Détermination du compte de renouvellement  
des installations du Service des Eaux

1. - Constructions.

a) Usine d'Emmerin	400.000
b) Bâtiments des forages Nord n° 1 - 3 - 5 - 7 - 8 - 9 et 6bis - 7 x 16.500	115.500
c) Bâtiments des forages d'Emmerin	
1) Bâtiment et déversoir avec poste de transf. pour Fl	18.000
2) " " "	2 18.000
3) " " "	3 18.000
4) " sans déversoir "	4 16.500
5) " " "	5 16.500
6) " " "	6 16.500
7) " avec déversoir sans poste de transf.	7 15.800
8) " sans déversoir "	8 14.500
9) Déversoir et raverdair de relais	3.200
d) Bâtiment du forage de Wattignies	16.000
e) " du puits de Guernenez	18.000
f) " de l'Atelier et Magasin de l'Arbonnoise	300.000
g) " du laboratoire d'essai des compteurs	10.000
h) Logements de fonction à l'Arbonnoise - 2 x 50.000	100.000
" au réservoir de l'Arbrisseau	50.000
" à l'usine d'Emmerin	60.000
" au forage de Wattignies	50.000
" aux forages Nord	40.000
" au réservoir de la Louvière	40.000
	<hr/>
	1.336.500 NF

Compte de renouvellement :

1,43 % de 1.336.500 = 19.111,95 N.F.  
arrondi à 19.112 N.F.

.../...



## II - Réservoirs.

1) Réservoir inférieur d'Emmerin en 2 compartiments de 12.000 m <sup>3</sup> - Hauteur d'eau 4m,80 .....	1.100.000
2) Réservoir supérieur de l'Arbrisseau en 2 compartiments de 12.000 m <sup>3</sup> - Hauteur d'eau 5 m. ....	1.050.000
3) Réservoir supérieur de la Louvière en 2 compartiments de 9.000 m <sup>3</sup> - Hauteur d'eau 5 m. ....	900.000
4) Réservoir supérieur du Chevalier Français de 300 m <sup>3</sup> - Hauteur d'eau 6 m. ....	100.000
	<hr/>
	3.150.000 NF

### Compte de renouvellement :

2 % de 3.150.000 = 63.000 N.F.

## III - Forages (Génie Civil et Tubage)

1) Forages Nord - Profondeur moyenne 60 à 70 m. n° 1 - 3 - 5 - 7 - 8 - 9 - 6bis - Prix pondéré : 60.000 .....	420.000
2) Forages d'Emmerin - Profondeur moyenne 20 à 30 m. n° 1 à 8 - Prix pondéré par unité : 35.000 ....	280.000
3) Forage de Wattignies - Profondeur 30 m. ....	35.000
4) Puits de Guernenez - Profondeur 25 m. ....	30.000
	<hr/>
	765.000 NF

### Compte de renouvellement :

5 % de 765.000 N.F. = 38.250 N.F.

.../...



#### IV - Machines.

(Equipement électro-mécanique des forages et usines)

##### 1) Usine d'Emmerin

- 3 groupes électro-pompes horizontaux de 1.000 m<sup>3</sup>/h à 36 m. et de 220 CV y compris tous accessoires et câbles d'alimentation - 3 (8.500 + 9.500) ..... 54.000
- 1 groupe électro-pompe horizontal de 500 m<sup>3</sup>/h à 36 m. et de 100 CV etc ... (6.250 + 5.750) ..... 12.000

##### 2) Forages Nord.

- 1 groupe électro-pompe vertical de 100 m<sup>3</sup>/h, à 58 m. et de 38 CV au forage n° 1 ..... 6.500
- 1 groupe E.P. identique au F. 3 (3.000 + 3.500).... 6.500
- 1 groupe E.P. vertical de 150 m<sup>3</sup>/h, à 64 m. et de 70 CV au F. 5 (4.000 + 5.000) ..... 9.000
- 1 groupe E.P. vertical de 80 m<sup>3</sup>/h à 66 m. et de 45 CV au F. 7 (2.750 + 4.000) ..... 6.750
- 1 groupe E.P. immergée de 165 m<sup>3</sup>/h à 60 m. et de 70 CV au F. 8 (4.000 + 5.000) ..... 9.000
- 1 groupe E.P. vertical de 150 m<sup>3</sup>/h à 70 m. et de 75 CV au F. 9 (4.000 + 5.250) ..... 9.250
- 1 groupe E.P. vertical de 130 m<sup>3</sup>/h à 70 m. et de 60 CV au F. 6bis (3.750 + 4.500) ..... 8.250

##### 3) Forages d'Emmerin.

- 4 groupes E.P. immergés de 135 m<sup>3</sup>/h à 20 m. et de 25 CV aux F. 1 - 2 - 3 - 4 (4 x 4.500) ..... 18.000
- 4 groupes E.P. immergés de 100 m<sup>3</sup>/h à 20 m. et de 15 CV aux F. 5 - 6 - 7 - 8 (4 x 4.000) ..... 16.000

##### 4) Forages de Wattignies.

- 1 groupe E.P. vertical de 200 m<sup>3</sup>/h à 25 m. et de 45 CV ..... 7.000

##### 5) Puits de Guermanez.

- 2 groupes E.P. immergés de 200 m<sup>3</sup>/h à 18 m. et de 40 CV (2 x 6.500) ..... 13.000

##### 6) Réservoir du Chevalier Français.

- 2 groupes E.P. horizontaux de 92 m<sup>3</sup>/h à 27 m. et de 14 CV 2 (1.000 + 2.000) ..... 6.000

181.250 NF

.../...



Compte de renouvellement.

5 % de 181.200 NF = 9.062,50 N.F.  
arrondi à 9.062 N.F.

V - Canalisations.

(Fourniture et pose des tuyaux, raccords, accessoires de canalisations, robinetterie, y compris transports du matériel à pied d'oeuvre et toutes sujétions).

1) Canalisations d'adduction.

a) Aqueduc principal du réservoir inférieur d'Emmerin au pavillon Saint-Piat constitué de 3 tronçons constituant une longueur totale de 5.215 m. à 3 sections ovoïdes renversées (885 m. en 150 x 260 et 148 x 240 - 1.600 m. en 120 x 170 et 2.730 m. en 80 x 130-section en plein cintre) Prix pondéré 192 NF le ml. (5.212 m. x 192) .....	1.000.000
b) Raccordement de Guermanez à l'aqueduc principal en section ovoïde renversée 150 x 260 - long. 246 m. Prix pondéré : 200 NF le ml. (250 ml x 200) .....	50.000
c) Raccordement des forages à l'aqueduc principal et à l'Usine d'Emmerin	
740 mètres conduite fonte - diamètre 100 m/m	35.500
1.400 " " " 250 m/m	140.000
200 " " " 300 m/m	24.600
250 " " " 400 m/m	44.000
970 " " " 500 m/m	235.000
650 " " " 600 m/m	206.000
<hr/> 4.210	<hr/> 1.735.100

2) Canalisations de refoulement.

a) des forages Nord jusqu'au réservoir de la Louvière 2.840 mètres conduite fonte - diamètre 600 m/m ....	900.280
b) du réservoir inférieur d'Emmerin jusqu'au réservoir supérieur de l'Arbrisseau. (2 conduites parallèles de 600 m/m de diamètre de 2.900 m. environ de long.) 5.800 mètres conduite fonte - diamètre 600 m/m ....	1.838.600
	<hr/> 2.738.880

3) Canalisations de distribution.

8.547 mètres de conduite - ø 40 m/m à 48,00 environ	410.000
9.488 " " " 60 m/m à 48,00 "	455.000
32.218 " " " 80 m/m à 48,00 "	1.545.000
99.159 " " " 100 m/m à 48,00 "	4.760.000
10.945 " " " 125 m/m à 54,00 "	590.000

.../...



28.087	mètres de conduite -	Ø 150 m/m à 60,00 environ	1.681.000
12.549	"	" 200 m/m à 84,00 "	1.053.000
4.293	"	" 250 m/m à 100,00 "	429.300
9.556	"	" 300 m/m à 123,00 "	1.178.000
6.729	"	" 400 m/m à 176,00 "	1.185.000
4.226	"	" 500 m/m à 242,00 "	1.020.000
13.292	"	" 600 m/m à 317,00 "	4.200.000
239.089			18.506.300

4) Bouches d'incendie et d'irrigation.

666	bouches d'incendie de 100 m/m à 590,00 environ	400.000
1.230	bouches d'irrigation de 40 m/m à 170,00 "	210.000
		610.000

Récapitulation de la valeur de remplacement des canalisations :

1 -	Canalisations d'adduction .....	1.735.100
2 -	" de refoulement .....	2.738.880
3 -	" de distribution .....	18.506.300
4 -	bouches d'incendie et d'irrigation .....	610.000
		23.590.280 N.F.

Compte de renouvellement :

1 % de 23.590.280 NF = 235.902,80  
arrondi à 235.903 N.F.

VI. - Installations et matériel fixes.

A - Postes de transformations.

Equipements électriques complets H.T. et B.T. y compris  
la fourniture et le montage du transformateur

1) Usine d'Emmerin.

- 2	postes de 315 KVA en 5 KV	2 x 30.000	60.000
- 1	"	450 KVA en 10 KV	35.000

2) Forages Nord.

- 3	postes de 40 KVA en 5 KV aux forages		
n° 1 - 3 - 7	(3 x 12.000) .....		36.000
- 3	postes de 75 KVA en 5 KV aux forages		
n° 5 - 9 - 6bis	(3 x 13.000) .....		39.000
- 1	poste de 100 KVA en 5 KV au forage n° 8 .....		14.000

3) Forages d'Emmerin.

- 1	poste de 40 KVA en 10 KV au F. 1 .....	16.000
- 1	" 16 KVA en 10 KV au F. 2 .....	13.000
- 1	" 40 KVA en 10 KV au F. 3 .....	16.000

.../...



- 1 poste de 16 KVA en 15 KV au F. 4 .....	12.500
- 1 " 40 KVA en 15 KV au F. 5 .....	12.000
4) <u>Puits de Guermanez.</u>	
- 1 poste de 40 KVA en 5 KV .....	11.000
5) <u>Forage de Wattignies.</u>	
- 1 poste de 40 KVA en 10 KV .....	12.000
 B - <u>Lignes électriques H.T.</u>	
Alimentation en H.T. des forages Nord (7) .....	50.000
Alimentation en H.T. des forages d'Emmerin, n° 1 - 2 - 3 .....	42.500
Alimentation en H.T. du forage n° 4 (ligne souter.)	3.000
Alimentation en B.T. des forages n° 5 .....	2.500
" " " n° 6 .....	11.500
" " " n° 7 .....	12.000
" " " n° 8 .....	15.500
 C - <u>Equipement électrique basse tension.</u>	
comprenant tableau de commande, démarreurs, con- t acteurs, appareillage de mesure, contrôle, pro- tection et comptage	
Usine d'Emmerin .....	25.000
Forages Nord (7 x 3.000) .....	21.000
Forages d'Emmerin n° 1 - 2 - 3 - 4 (4 x 2.000)	8.000
" " n° 5 - 6 - 7 - 8 (4 x 1.700)	7.000
" de Wattignies .....	3.000
Puits de Guermanez (2 x 3.000) .....	6.000
Chevalier Français (2 x 1.000) .....	2.000
 D - <u>Appareillage de stérilisation de l'eau.</u>	
stérilisation effectuée à l'aide des chloromètres automatiques Dégremont.	
Usine d'Emmerin - installation importante .....	10.000
Forages Nord (7 x 3.500) .....	24.500
Forages d'Emmerin (1 x 3.500) .....	3.500
" du Jardin d'Enfants (1 x 3.500) .....	3.500
 E - <u>Equipement du laboratoire d'essai des compteurs</u>	2.000
 F - <u>Equipement de l'Atelier du Service des Eaux.</u>	
Machines - outils - établis - outillage et divers	50.000
	<hr/> 599.000 N.F.

.../...



VII - Matériel mobile.

- 1 camionnette Renault 1.000 kgs affectée à l'entretien des forages et des usines .....	10.000
- 1 camionnette Citroën 2 CV affectée à l'entretien et l'extension du réseau de distribution .....	5.400
- 8 vélosolcx affectés à l'entretien du réseau .....	3.200
- 1 " " au Réservoir de l'Arbrisscau ....	400
	<hr/>
	19.000

Compte de renouvellement :

25 % x 19.000 = 4.750 N.F.

RECAPITULATION GENERALE.

Compte de renouvellement des installations du Service des Eaux :

Valeur d'amortissement des constructions	19.112 NF
" " des réservoirs	63.000 NF
" " des forages	38.250 NF
" " des machines	9.062 NF
" " des canalisations	235.903 NF
" " du matériel fixe	29.950 NF
" " du matériel mobile	4.750 NF
	<hr/>
TOTAL	<u>400.027 N.F.</u>

arrondi à 400.000 N.F.



TRANSPORTS EN COMMUN  
SECTIONNEMENT DES LIGNES

Avant le 3-12-1962.

Après le 3-12-1962.

LIGNE A.

P.N. de Lezennes - Maison G. Lyon	2.150 m	P.N. de Lezennes - Maison G. Lyon	2.500 m
Mont de Terre - Molinel Paris	3.300	Maison G. Lyon - Gal de Gaulle	2.500
Foire Commerciale - Jardin Vauban	3.050	Molinel Paris - Place Catinat	2.750
Jardin Vauban - Stade Jooris	1.800	Place Catinat - Flament Reboux	1.630
Stade Jooris-Ancienne Mairie Lambersart	1.150	Flament Reboux - Marais de Lonme	2.150
Ancienne Mairie Lambersart-A. Dunkerque	1.100		
A. de Dunkerque - Marais de Lonme	1.750		

LIGNE B.

Place A. Tacq - Gare	3.704 m	Place A. Tacq - Gare	3.704 m
Place République-Douane de Fives	3.541	Centre - Douane de Fives	2.200
Gare - Rue de Pologne	2.801	Douane de Fives - Hellemmes	1.900
Douane de Fives - Hellemmes	1.875		

LIGNE E.

Gare - P.I. de Douai	3.251 m		
P.I. de Douai-Mairie de Ronchin	0.844	Pas de changement	

LIGNE H.

Gare - Place A. Tacq	3.340 m	Gare - Place de l'Arbonnoise	3.100 m
Place Gal Leclerc - rue de Londres	1.970	Place de l'Arbonnoise-Poste de Loos	2.600
Rue de Londre-Chenin de l'Abbaye	1.788	Poste de Loos - Haubourdin	2.800
Chemin de l'Abbaye - Haubourdin	2.022		

LIGNE I.

Gare - Pl. Leroux de Fauquemont	3.014 m	Gare - Pl. Leroux de Fauquemont	3.000 m
Pl. Gal Leclerc - A. de Bretagne	1.694	Leroux de Fauquemont-Pavé Pérenchies	2.700
Av. de Bretagne - P.I. de Lonme	1.345	Pavé de Pérenchies - Calvaire	2.400
P.I. de Lonme - Calvaire	2.907		
Pl. Gal de Gaulle - P.S. Lion d'Or	2.396 m	Pl. Gal de Gaulle - Rue Sablière	2.600 m
Dépôt du Lion d'Or - Moulin Delon	2.398	Rue de la Sablière - Moulin Delon	2.000

LIGNE J.

Pl. Gal de Gaulle-Mairie La Madeleine	2.872 m	Gal de Gaulle-rue de la Gare (La Mad.)	3.200 m
R. Jeanne Maillette - rue de l'Eglise	1.773	Rue de la Gare - Pl. de Marcq	2.300
Rue de l'Eglise - Place de Marcq	1.800		

LIGNE X.

Gal de Gaulle - Pont-Royal	1.800 m	Gal de Gaulle - Canon d'Or	2.800 m
Pont-Royal - Eglise St-Calixte	1.900	Canon d'Or - Cité Familiale	2.800
Eglise St-Calixte - Cité Familiale	1.900		

.../...



# LIGNE L.

Mairie de Marquette-R. Petite Vitesse	1.800 m	Mairie de Marquette - P. Victor Hugo	2.800 m
R. Petite Vitesse - rue des Gantois	1.300	P. Victor Hugo - Gal de Gaulle	2.800
Rue des Gantois - Pl. Massenet	0.900	Gal de Gaulle - Pl. J. Febvrier	2.800
Place Massenet - Pl. Gal de Gaulle	2.050	Pl. Jacques Febvrier-Car. Destoop	2.700
Pl. Gal de Gaulle - rue de Wazemmes	1.950	Carrefour Destoop - Grand Ronchin	2.730
Pl. Philippe Lebon - P.S. d'Arras	1.700		
P.S. d'Arras - Grand Ronchin	5.450		

# LIGNE n° 3.

Wattignies - Arbrisseau	2.100 m	Wattignies - Arbrisseau	2.100 m
Arbrisseau - Pl. J. Febvrier	2.500	Arbrisseau - J. Febvrier	2.500
Pl. J. Febvrier - Gal de Gaulle	2.900	J. Febvrier - Gare	2.800
Mairie de Lille - Pont Royal	3.100	Mairie de Lille - P.S. St-André	
Pont-Royal - P.N. de Marquette	2.900	P.S. St-André - Gibet	2.500
P.N. de Marquette - Drapeau National	2.200	Gibet - Vert Galant	3.200
P.N. Marquette - Wambrechies	2.000	Gibet - Wambrechies	1.800
Drapeau National - Quesnoy	4.300	Vert Galant - Quesnoy	3.000

# LIGNE n° 5.

Flers - La Guinguette	1.300 m	Flers - Rue Delvau	2.200 m
La Guinguette - Rue Louis Braille	1.650	Rue Delvau - Gal de Gaulle	3.200
R. Louis Braille-R. du Pt. du Lion d'Or	0.850	Gare - P.S. des Postes	3.200
R. du Pont du Lion d'Or - Gal de Gaulle	2.350	P.S. des Postes - Pl. A. Tacq	2.700
Gare - P. Barthélemy Dorez	2.950	Cité Hospitalière - Ennequin	2.130
Pl. B. Dorez - rue G. de Cavaignac	1.400		
rue G. de Cavaignac - Pl. A. Tacq	2.600		
Cité Hospitalière - Ennequin	2.500		

# LIGNE n° 7.

Place Catinat - rue d'Arras	2.500 m	
Quatre Chemins - Mont de Terre	3.200	Pas de changement.
Mont-de-Terre - Buisson	3.900	

Les sections situées entièrement sur le territoire de la Ville de Lille sont soulignées.



COMMISSION DES SERVICES PUBLICS  
PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 13 MAI 1963

CA.6/623

MM. les Membres de la Commission des Services Publics se sont réunis le 13 Mai 1963, à 18 heures 15, sous la présidence de M. G.HENNAUX, Adjoint au Maire, délégué aux Services Publics.

Etaient présents :

MM. BLANCHARD, DEAN, DE BECKER, HENNAUX et VIRON.

Excusés :

MM. ROUSSEUX et SIMOENS.

Assistaient en outre à cette réunion à titre consultatif :

MM. MORIN, Ingénieur Principal, Chef des Services Publics,  
CHOULTZ et MALLENGIER, Ingénieurs Subdivisionnaires des Services Publics.

M. AUREL, Ingénieur en Chef des Services Techniques, s'était fait excusé.



x

x

x

En ouvrant la séance, le Président fait remarquer que si l'assistance est peu nombreuse, cela tient à ce que les remplaçants, au sein de la Commission, de MM. BEREAUX et MEURA, n'ont pas encore été désignés et aussi au fait que MM. ROUSSEUX et SIMOENS, sont excusés.

Avant de passer à l'ordre du jour, le Président demande si les membres de la Commission ont des observations à faire sur le procès-verbal de la précédente réunion.

Aucune observation n'étant présentée, le procès-verbal est adopté.

x

x

x

Le Président déclare qu'il a reçu des observations de la plupart des Membres de la Commission concernant :

1<sup>o</sup> - les abris - l'approbation est unanime, malgré quelques réserves techniques de détail auxquelles il sera remédié.

M. HENNAUX rappelle que ces abris publicitaires (incrustation sur panneaux) sont destinés à être installés aux endroits les plus menacés par les intempéries et qu'ils peuvent aussi abriter, outre les usagers des Transports Publics, les Lillois qui fréquentent les jardins, les stades de plein air, les marchés, etc ...

MM. DEAN et VIRON insistent pour que leur érection soit rapidement entreprise, avant le mauvais temps.

Le Président les informe que M. le Maire s'est saisi de l'affaire.

2<sup>o</sup> - l'Opération Propreté - plusieurs Commissaires désiraient savoir quels progrès avaient été réalisés dans ce domaine et si les Services avaient lieu d'être satisfaits de l'action entreprise.

M. HENNAUX précise qu'il fera le point de la question lors de la prochaine réunion de la Commission.

M. VIRON parle ensuite de l'état de propreté des groupes H.L.M. et déplore qu'une plus grande attention ne soit pas apportée à cette question.

Il signale notamment la malpropreté des trottoirs et des abords des H.L.M.

.../...



Le Service rappelle qu'il est chargé plus particulièrement du nettoyage des chaussées et explique que malgré l'utilisation d'engins mécaniques, le résultat se révèle peu efficace du point de vue propreté de l'ensemble. C'est surtout le vent qui disperse les papiers au travers de tous les espaces libres et souvent inaccessibles aux cantonniers. L'entretien des accès aux logements n'incombant pas au Service de la Propreté Publique, il est envisagé de demander à l'office Municipal d'H.L.M. de participer aux efforts déployés par le service pour maintenir l'intérieur des groupes dans un état de propreté aussi satisfaisant que possible.

Le Président indique qu'un nouveau plan d'organisation du service avec une surveillance accrue est actuellement à l'étude. Il insiste sur la difficulté de recruter un personnel de qualité.

X

X

X

#### DISTRIBUTION D'EAU.

Travaux d'entretien général des canalisations - Travaux d'Embranchements sur la conduite publique - Cahier des charges de l'adjudication.

La Commission émet un avis favorable à l'approbation du cahier des charges établi en vue de l'adjudication des travaux pour les années 1964 - 1965 - 1966.

Dossier transmis à l'Administration Municipale.

#### DISTRIBUTION D'EAU.

Adduction dans les Cours et Cités.

Cette affaire a été étudiée par le service des Eaux uniquement dans un but social en cherchant à donner la possibilité au maximum de personnes, de bénéficier des avantages que présente l'eau courante dans la vie actuelle. Or, dans les cités il est remarqué qu'il y a toujours quelques habitants, qui, par leur refus de participer au partage des frais, empêchent les autres de réaliser l'adduction d'eau.

Le principe du forfait permettra au Service Municipal des Eaux de donner satisfaction aux habitants des cités même lorsque l'accord total ne pourra être obtenu.

La Commission donne un avis favorable mais demande que le dossier soit transmis au Service des Finances afin que puisse être étudié la possibilité de fractionner le paiement de cette somme forfaitaire. Un paiement échelonné permettrait en effet, à de nombreux candidats de doter plus facilement et plus rapidement leur logement de l'eau courante.

Un rapport sera transmis à l'Administration en temps opportun.

#### NOUVEAUX TARIFS DE VENTE DE L'EAU.

Le Président rappelle que la question a déjà été évoquée au cours d'une réunion précédente et le Service expose le projet de nouvelle tarification.

Après discussion, la Commission émet un avis favorable à l'adoption de cette tarification.

Rapport transmis à l'Administration.

X

X

X



Le Président informe la Commission sur les réalisations en cours.

- station de pompage de l'Arbrisseau pour le relèvement de la pression dans le réseau de distribution : les travaux retardés par l'hiver, seront probablement terminés au cours de l'été et la station pourra fonctionner.
- station de déferrisation : il est possible d'envisager sa mise en service dans le courant de Juillet.
- Forages d'Houplin : en raison des difficultés rencontrées dans l'acquisition des terrains, une demande d'occupation temporaire a été demandée et obtenue, les travaux de forages adjugés récemment à la S.A.D.E., pourront commencer vers le 1er Juin.

M. DEAN pose le problème de la résistance des conduites à une pression plus élevée. Le Service indique qu'il sera procédé à des essais progressifs pour parer à toute éventualité.

M. DEAN évoque aussi le plan de renforcement du réseau, il lui est indiqué que ce plan est toujours d'actualité et que sa réalisation se poursuit normalement sauf en ce qui concerne le projet d'Houplin retardé de près de trois années par suite de complications administratives.

M. VIRON se fait l'écho de doléances d'habitants des groupes d'H.L.M. relatives à un manque de pression dans les bâtiments de quatre étages alors que ceux de douze étages sont correctement alimentés. Le Service informe la Commission qu'il a été appelé à examiner cette affaire. Les grands bâtiments ont été équipés de surpresseurs qui aspirent l'eau directement dans nos conduites en y créant une baisse de pression. D'ailleurs, depuis deux ans, de telles installations sont refusées par le Service des Eaux qui exige la présence d'un réservoir tampon entre les conduites publiques et les surpresseurs particuliers.

Des enregistrements sur graphiques montrent par ailleurs que les surpresseurs, qui, en principe, devraient fonctionner pendant quelques minutes, trois à quatre fois par heure, sont presque toujours en marche, vraisemblablement parce que les consommations d'eau réelles des locataires dépassent de beaucoup celles prévues lors de l'étude de l'installation par les H.L.M. Ils engendrent donc une baisse de pression quasi-continue et gênent l'alimentation correcte des petits bâtiments environnants qui ne sont pas équipés de surpresseurs. L'Office H.L.M. va être invité par le Service des Eaux à aménager cette installation mais il semble fort douteux que l'Office y consente.

x

x

x

#### PROPRETE PUBLIQUE.

Nettoyage des Urinoirs Publics - Marché S.A.R.U.

Nettoyage des W.C. publics - Marché S.A.R.U.

Le Service fait connaître la raison pour laquelle deux marchés sont prévus. Il s'agit d'un problème humain qui exige d'accorder un salaire légèrement plus élevé au personnel chargé du nettoyage des W.C. en raison de la nature du travail à effectuer. Le Service indique aussi que la durée de ces marchés a été fixée de manière à venir à expiration en même temps que les autres marchés passés avec la T.R.U. et ses filiales.

La Commission, après examen, émet un avis favorable à la passation des marchés.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

.../...



FOURNITURES DE SABLE - MARCHE VAN PEER.

Après un exposé du Service sur les conditions dans lesquelles le sablage des chaussées a été exécuté au cours de l'hiver dernier, la Commission émet un avis favorable à la passation du marché qui lui est soumis.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

x

x

x

Au sujet du sablage des chaussées durant les périodes de verglas, le Président informe la Commission qu'un plan d'organisation future est en cours d'élaboration et qu'il lui sera soumis prochainement.

Sur intervention de M. VIRON, qui évoque ce qui est fait dans les pays nordiques, il est décidé que le Service recueillera tous renseignements utiles auprès des principales villes de Scandinavie.

x

x

x

MARCHE T.R.U. ET SES FILIALES.

Remboursement d'une partie de la taxe de prestation de Service.

Le Service fait l'exposé de la question et donne connaissance du projet de délibération qu'il a établi à ce sujet.

La Commission unanime, est favorable au principe de rembourser à la Société T.R.U. les frais qu'elle a été amenée à engager dans cette affaire.

Dossier transmis au Service des Finances pour avis puis à l'Administration.

TRANSPORTS AUTOMOBILES.

Transports par bennes basculantes - Marché WLAUTERS.

La Commission, après avoir entendu le service, émet un avis favorable à la passation du marché présenté.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

ACHAT DE VEHICULES.

Le programme de renouvellement du parc de matériel du Service des Transports et de dotations nouvelles pour certains services, est porté à la connaissance de la Commission qui émet un avis favorable, pour la passation d'un marché avec les Etablissements CABOUR pour la fourniture de :

- une Benne T 55 - 4m,60 ridelles rabattables
- un Plateau T 55 à ridelles
- une Camionnette allongée de 1 mètre sur empattement, 1.500 kg, type HY

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

TRANSPORTS EN COMMUN.

Procès-verbaux des réunions du Syndicat Mixte.

Le Président demande si les membres de la Commission ont des observations à formuler sur ces procès-verbaux.

Aucune observation n'est formulée, mais M. VIRON demande à être renseigné sur la situation du trafic. Ce renseignement lui sera donné par le Service après vérification des documents qu'il a en sa possession.



Le Président annonce ensuite qu'à la demande du Service des Ponts et Chaussées, il est envisagé d'accélérer la transformation du réseau afin de parvenir au plus tôt à la suppression des tramways et obtenir ainsi une amélioration de la circulation générale.

A M. BLANCHART qui s'inquiète du personnel traminot qui n'aura pu être adapté à la nouvelle exploitation, il est répondu que la C.G.I.T. a envisagé des mesures susceptibles de ne créer aucun dommage pour ce personnel.

M. VIRON reprend la question du sectionnement et cite l'exemple de TOULOUSE qui a réalisé le sectionnement unique. Le Service est chargé de recueillir des informations à ce sujet.

#### QUESTIONS DIVERSES.

M. VIRON s'élève contre l'existence à proximité du groupe d'H.L.M. des Bois Blancs, d'eaux usées qui, par leur stagnation, constituent un danger pour l'hygiène et la sécurité des enfants de ce quartier. Bien que cette affaire ne relève pas des Services Publics, il est convenu que le Président de la Commission insistera auprès des Services intéressés pour qu'une solution intervienne au plus tôt.

Séance levée à 20 heures 05.

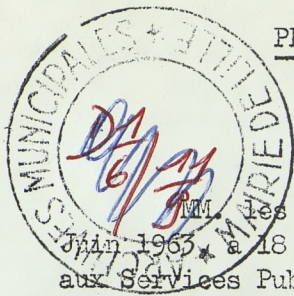
Le Président,

L'Ingénieur Principal,  
Chef des Services Publics,



COMMISSION DES SERVICES PUBLICS

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 20 JUIN 1963



MM. les Membres de la Commission des Services Publics se sont réunis le 20 Juin 1963, à 18 heures 15, sous la présidence de M. G. HENAU, Adjoint au Maire, délégué aux Services Publics.

Etaient présents :

MM. BLANCHARD, DE BECKER, DERIEPPE, HENAU et SIMOENS

Etaient excusés :

MM. ROUSSEAU et VIRON

Assistaient en outre, à cette réunion à titre consultatif :

MM. MORIN, Ingénieur Principal, Chef des Services Publics,  
MALLENGIER, Ingénieur Subdivisionnaire des Services Publics.

X

X

X

Le Président ouvre la séance en remerciant M. LAUWICK, Président de la Ligue Protectrice des Animaux, d'avoir bien voulu venir faire un exposé sur le ramassage des bêtes errantes et sur les conditions de fonctionnement de la fourrière qu'il dirige.

M. LAUWICK prend la parole :

"La Première question qui se pose en la matière est celle-ci : Quelles sont les obligations municipales en matière animale ?

Un texte est toujours en vigueur :

- Extrait du Code des arrêtés municipaux :

- Article 79 - "Conformément à l'article 16 de la Loi du 23 Juin 1898, tous  
"les chiens errants, même munis d'un collier et tous ceux qui  
"seraient trouvés sur la voie publique ou dans les champs, non  
"munis du collier portant le nom et le domicile de leur maître  
"seront conduits à la fourrière et abattus dans un délai de  
"48 heures francs, s'ils n'ont pas été réclamés et si leur  
"propriétaire reste inconnu.  
"Le délai est porté à huit jours francs pour les chiens avec  
"collier ou portant la marque de leur maître."

- Article 80 - "Tout chien mis en fourrière ne sera rendu à son propriétaire  
"que contre remboursement des frais de fourrière ... et sur  
"production de la quittance de la taxe sur les chiens de  
"l'année courante.  
"Dans le cas où la déclaration de possession n'aurait pas été  
"faite, le réclamant sera passible, conformément à la loi,  
"de la triple taxe."

Un autre règlement, qui est une loi nationale, doit être appliqué, il s'agit de la prévention de la rage.

Le texte fait obligation à la ville de garder vivant pendant un délai de quinze jours, tout chien ayant mordu, de plus, deux visites vétérinaires de l'animal seront effectuées, l'une à son arrivée, et l'autre après le délai de garde.

.../...





"Il est donc à remarquer que sont prévues trois sortes de délais : deux jours francs, huit jours francs ou quinze jours. La spécification "Franc" signifie que le délai est obligatoirement prolongé, car ne sont pas compris le jour de ramassage, le jour de sacrifice ainsi que les jours légaux de fermeture de la fourrière.

#### Fourrière.

Le fait que l'animal est tenu à la disposition du propriétaire pendant un certain délai implique la possibilité pour le public de pénétrer dans les locaux de la fourrière pour l'identification des animaux. Ce point semble contre-indiquer la présence de la fourrière dans l'enceinte des abattoirs, car cela correspondrait à ouvrir au public un établissement dont l'entrée lui est au contraire interdite.

Un autre argument milite dans le même sens, c'est qu'il est souhaitable que des animaux, en principe suspects, pouvant être porteurs de germes, ne soient pas dans les mêmes locaux que les animaux vifs ou abattus destinés à la nourriture humaine; de plus, il est préférable qu'un personnel absolument différent s'occupe des animaux indésirables.

Les délais de garde prévus par la Loi fixent d'une certaine manière la dimension des locaux. Pour LILLE, les jours de pointe nous ont parfois amenés 16 chiens. D'autre part, si on capture un groupe de 7 chiens dont l'un a mordu sans qu'on sache lequel, la Loi est formelle : Tous doivent être suspectés de rage et comme tel examinés et conservés quinze jours (la chose s'est produite dernièrement à TOURCOING). Cela semble impliquer une présence au chenil allant facilement à 50 chiens. Certaines périodes comme celles des vacances pouvant être catastrophiques sur ce plan.

La fourrière comporte donc :

- 1°/ Un chenil d'environ 50 places,
- 2°/ Un bureau pour faire le travail de secrétariat : inscription des animaux, accueil du public, encaissement des sommes perçues,
- 3°/ Le matériel roulant comportant un véhicule qui est soumis à très rude épreuve,
- 4°/ surtout un personnel très spécialisé sachant capturer les animaux, les manipuler ; qui consente à un travail sale et qui accepte les petites blessures inévitables sans les transformer en "accidents de travail".

Ces obligations municipales ont presque partout été perdues de vue.

Les Sociétés de Protection Animale ont petit-à-petit pris en mains une bonne partie de ce travail, leur point de vue s'approchant de celui du Législateur, en ceci que l'animal errant, s'il constitue une gêne pour une ville, est aussi souvent un malheureux voué à la plus triste fin.

A PARIS, la S.P.A. gère officiellement la fourrière depuis plusieurs années.

Deux méthodes sont possibles quant aux rapports des villes avec la S.P.A. :

- 1°/ La subvention, libéralité accordée par des municipalités sans qu'il y ait de services rendus obligatoires en contre-partie. C'est le cas par exemple de ROUBAIX, qui donne 2.500 F par an à la L.P.A. sans aucun contrat, il ne s'y fait aucun ramassage, le Refuge est à la disposition de particuliers qui y amènent leurs animaux.



"2°/ Méthode de la rétribution suivant le travail effectué qui est plus logique et nous semble préférable pour LILLE. VALENCIENNES utilise actuellement une solution bâtarde qui est celle d'une subvention en plus d'interventions facturées.

Si on veut résoudre le problème des animaux errants, une seule méthode a prouvé son efficacité, celle des tournées systématiques avec passage dans toutes les rues de la ville, ce qui permet la capture des animaux là où ils se trouvent, la capture sur commande s'avère très décevante.

L'essai réalisé à LILLE dans des conditions difficiles a amené le ramassage en un mois environ de 37 chiens qui ont été sacrifiés, 35 autres ont été rendus à leurs propriétaires qui veilleront à l'avenir sur leurs animaux.

Quant au travail effectué, il est toujours contrôlé par la police qui accompagne les tournées, les registres de la fourrière étant tenus à la disposition des services municipaux et justifiant les frais.

La dépense engagée est faible et certainement inférieure à celle qu'entraînerait toute autre méthode, les conditions proposées ne sont possibles à notre Association que parce qu'elle possède déjà le matériel et le personnel nécessaire qu'il lui suffit de rénover, d'augmenter ou d'améliorer.

Il est possible et souhaitable qu'un édile du service compétent fasse partie "ex officio" du Conseil d'Administration de la L.P.A., ce qui permettrait tous les contrôles et assurerait les liens indispensables entre la Mairie et le Service de Fourrière.

#### SUGGESTION

La L.P.A. assure depuis huit ans un service Assurances qui compte actuellement deux mille quatre cent soixante dix contrats, les animaux sont identifiés par une plaque numérotée fixée au collier, ces animaux occasionnent rarement un préjudice, et si cela arrive, l'Assurance couvre tous les frais, ce qui sans être la perfection, n'est pas négligeable.

Rien ne semble empêcher d'intensifier cette méthode et de créer une sorte d'assurance obligatoire à la place de l'inefficace taxe sur les chiens. La reprise de l'animal en fourrière étant subordonnée au paiement de l'assurance. Cette méthode est pratiquée en Allemagne."

x

x                      x

Son exposé terminé, M. LAUWICK précise, à la demande des Membres de la Commission :

- 1°) que la L.P.A. est une Association sans but lucratif ;
- 2°) que les sommes versées par les propriétaires d'animaux réclamés sont très variables et dépendent de la situation sociale des réclamants dont certains expriment leur gratitude par des dons ;
- 3°) qu'aucun animal ne sert de cobaye ;
- 4°) que le but de l'Association lui interdit, tant pour des raisons psychologiques que pour des motifs d'humanité, de confier des animaux ramassés à un "abattoir", tueur par fonction ;

.../...



- 5°) que le rétablissement par la Municipalité de la "carrette à quiens" et des Services vétérinaire, de gardiennage et de sacrifice prescrits par la Loi, ne modifie en rien les activités présentes du Refuge, contraint d'accueillir les centaines de bêtes qui, chaque année, lui sont confiées ;
- 6°) que les Fonctionnaires affectés au ramassage risquent de se muter souvent en "accidentés du travail".

Ces explications données, M. HENNAUX remercie M. LAUWICK de son exposé particulièrement étayé et, après le départ du Président de la L.P.A., retrace le schéma de l'affaire :

"La Commission des Services Publics avait proposé de confier ramassage et gardiennage à la L.P.A.

La Commission du Contentieux, approuvée par le Conseil d'Administration du 25-9-1961, s'est opposée à ces propositions par des attendus d'ailleurs contradictoires repris ci-après :

La Commission considérant que :

- 1°) la présence d'animaux ramassés sur la voie publique et susceptibles d'être porteurs de maladie, n'est pas indiquée dans les abattoirs ;
- 2°) les locaux actuellement occupés par la L.P.A. doivent disparaître ;
- 3°) il existe un chenil aux abattoirs permettant d'abriter les animaux pendant le très court laps de temps assigné pour leur maintien en fourrière ;
- 4°) ce sont les services des abattoirs qui sacrifient les animaux, a émis l'avis qu'il convient de s'en tenir uniquement aux opérations de ramassage décidées par l'Administration municipale, de ne pas régulariser dans la Convention les occupations de la L.P.A. dans les abattoirs et de ne pas payer les frais vétérinaires."

La L.P.A., pour les raisons exposées ci-dessus, a refusé de signer la Convention de ramassage que lui soumit le Contentieux.

On en est là et c'est l'impasse !

La L.P.A. n'en continue pas moins à répondre régulièrement aux appels de la Police et des Offices d'H.L.M. de recueillir les animaux blessés sur la voie publique et de procéder au ramassage des nombreuses bêtes errantes qu'on nous signale de tous côtés.

Il faut en finir, soit en régularisant, par Convention, la situation avec la L.P.A., soit en mettant sur pied un Service municipal ad hoc qui doublerait le Refuge."

Les nouvelles propositions de la L.P.A. datent du 5 Mai 1963 :

Une opération de ramassage de 4 Heures et 40 Km, coûterait :

Voiture	: 4 heures	5,00
	40 Km	4,00
Personnel	: 4 h à 7 F	28,00
	4 h à 5 F	20,00
		<hr/> 57,00 F

Un déplacement hors tournée pour l'enlèvement d'un animal ou cadavre coûterait forfaitairement : 12 F.



LE GARDIENNAGE :

La L.P.A. évalue à 3 F les frais par jour et par chien. Il y a trois catégories :

- a) Chien non identifiable : maintien en fourrière 2 jours francs, avant la sacrifice. C'est la catégorie la plus répandue.

Prix de revient par chien : 3 jours à 3 F	9,00
sacrification	2,00
	<u>11,00 F</u>

- b) chien ayant un propriétaire connu : Maintien en fourrière 8 jours francs

Prix de revient par chien : 10 jours à 3 F	30,00
sacrification	2,00
	<u>32,00 F</u>

Cas très rarement facturé à la Ville car il est presque toujours acquitté par le propriétaire qui récupère son chien.

- c) chien ayant mordu : Maintien en fourrière 16 jours francs.

Prix de revient par chien : 15 jours à 3 F	45,00
2 visites et certificats vétérinaires x 13	26,00
sacrification	2,00
	<u>73,00 F</u>

Il n'est plus question de "fourrière municipale" mais de gardiennage à la L.P.A. Cependant, M. LAUWICK considère toujours l'ensemble des opérations "ramassage - gardiennage - sacrifice", comme ne faisant qu'un seul et même problème.

D'après les estimations de la L.P.A. la dépense annuelle serait de l'ordre de 20.000 F.

Un service municipal de ramassage reviendrait plus cher car si le service de la Propreté Publique pouvait fournir la remorque aménagée ainsi que le matériel de ramassage, le véhicule et le personnel (1 chauffeur + 3 hommes) devraient être pris en régie à une entreprise privée pour pallier aux difficultés susceptibles de surgir auprès du personnel municipal sur les questions d'assurance et de qualification professionnelle.

Chaque sortie de 4 heures s'élèverait à environ 150 F.

- 1 camionnette avec chauffeur	53,38
- 3 hommes non spécialisés	74,47
- 20 km à 0,74	14,80
	<u>142,65 F</u>

Cette somme ne tient pas compte des frais d'hébergement et des sacrifices incombant aux services des abattoirs.

M. DERIEPPE précise que le concierge des abattoirs touche une indemnité pour chaque animal sacrifié et qu'en conséquence, on pourrait penser que la question du gardiennage est résolue. Or, la fourrière de l'abattoir est trop exigue pour recevoir tous les chiens qui seraient ramassés. Il précise que le concierge ne touche que 7 centimes par sacrifice. Il pense que le problème du transfert ou de l'aménagement de la fourrière et du chenil demande à être examiné plus en détail.



M. SIMOENS insiste sur l'aspect psychologique favorable du projet car seule la L.P.A., à l'abri de toute critique étant donné son caractère de Ligue Protectrice, pourra procéder à ce ramassage.

Il met l'accent sur les inconvénients qui pourraient résulter d'un ramassage des chiens par une entreprise autre que la L.P.A. (campagne de presse, poèmes patoisants, etc ...) et dont l'Administration municipale porterait toute la responsabilité.

M. BLANCHARD donne un exemple d'intervention rapide et judicieux de la L.P.A. et est tout-à-fait d'accord pour l'adoption de ce projet.

Après que MM. HENLUX et DERIEPPE aient insisté à nouveau sur la nécessité d'une vérification stricte des tournées, des rentrées et sorties d'animaux et sur les moyens de contrôle, la Commission à l'unanimité des présents (M. DERIEPPE ayant été contraint de partir avant la fin de la réunion), émet un avis favorable à la passation d'un contrat avec la L.P.A., mais il est décidé que ces tournées seront faites à un rythme à fixer par l'Administration et suivant des itinéraires de sortie de 40 Km environ.

M. HENLUX fait part de l'approbation de M. l'Adjoint ROUSSEUX, excusé.

Un crédit supplémentaire de l'ordre de 20.000 F est à demander.

Dossier transmis aux Commissions du Contentieux et des Abattoirs, Halles et Marchés.

x

x

x

SOCIETE T.R.U. ET SES FILIALES - REMBOURSEMENT D'UNE PARTIE DE LA TAXE DE PRESTATION DE SERVICE.

Après exposé de la question par le service, la commission est unanime pour admettre en recette la somme de 5.071,50 F ristournée par l'Administration des Contributions Indirectes à titre de remboursement de la T.P.S. indument perçue au cours de la période allant du 1er Octobre 1956 au 31 Décembre 1957 sur les aspirateurs vidangeurs utilisés par la S.A.R.U. pour le compte de la Ville de Lille.

Une délibération sera présentée au prochain conseil municipal après avoir pris l'avis de la Commission des Finances.

x

x

x

COLLECTE DES ORDURES MENAGERES - PROPOSITION T.R.U.

Le Service donne lecture d'une lettre en date du 12 Juin annexée au présent procès-verbal tendant à mettre une cinquantaine de poubelles à la disposition de MM. les Adjoints et Conseillers Municipaux afin que ceux-ci puissent juger si la capacité de ces poubelles permet une collecte bi-hebdomadaire.

M. le Président informe la Commission que ce n'est pas le rythme de la Collecte qui a motivé le rejet du projet de collecte hermétique présenté en 1961, en même temps que celui de l'Office des H.L.M. et que, par conséquent, il n'estime pas devoir retenir la proposition de la T.R.U.

.../...



M. SIMOENS, approuvé par plusieurs Membres de la Commission, regrette, une fois de plus que la Collecte hermétique, condition sine qua non de l'appropriement de notre Ville, n'ait pas été mise à l'essai.

La Commission unanime, suivant son Président, décline l'offre de la T.R.U.

x

x

x

#### SERVICE DES EAUX - INDEMNITE POUR DOMMAGES.

Le Service municipal des Eaux pour rechercher une fuite, a récemment fait exécuter des travaux qui ont nécessité l'ouverture d'une tranchée dans un champ semé d'orge appartenant à M. DELMARLE Albert, cultivateur à WATTIGNIES. Ce dernier demande une indemnité de 200 F, pour le dommage causé à sa culture. Le service précise que la ville n'est propriétaire que du tréfonds et que cette demande est normale.

M. le Directeur départemental des services agricoles, consulté par le service, a fait savoir, par lettre du 7 Juin, qu'il pensait que l'indemnité réclamée pouvait être retenue sans modification.

En conséquence, la Commission donne un avis favorable à l'octroi d'une indemnité de 200 F à M. DELMARLE Albert.

Une délibération sera présentée au prochain conseil municipal après avoir pris l'avis de la Commission des Finances.

#### SERVICE DES EAUX - SITUATION DE NOS RESSOURCES.

C'est en 1285 que la Ville de Lille réalisa sa première alimentation en eau en détournant les eaux d'un petit ruisseau, le Becquerel, et en les distribuant par une canalisation en chêne. Cinq cents ans plus tard, cette alimentation fut abandonnée et remplacée par des puits équipés de pompes publiques dont la population lilloise dut se contenter jusqu'en 1870.

C'est en 1863 qu'une commission instituée par le Maire de LILLE fut chargée de rechercher les moyens propres à assurer l'alimentation en eau de la population et de l'industrie : l'eau des puits était altérée, d'un goût souvent désagréable, d'une teinte parfois roussâtre et de plus, par suite des pompages industriels intensifiés par le développement des usines, l'abaissement de la nappe provoquait la disette d'eau.

En 1867, fut adopté le projet de captage de la nappe comprise entre Emmerin et Bénifontaine, capable de donner 40.000 m<sup>3</sup> par jour en période de basses eaux. La 1<sup>ère</sup> tranche des travaux fut commencée en 1868, comportant : le captage des sources de la CRESSONNIERE et de GUERMANEZ à EMMERIN ; la construction de la station élévatoire d'Emmerin et du réservoir de l'Arbrisseau ; l'installation des conduites de refoulement et de distribution. Le débit capté était évalué à 11.000 m<sup>3</sup>/jour. La distribution fut inaugurée le 9 Janvier 1870.

De 1872 à 1878, les captages furent continués pour adjoindre les sources d'Incoisne et celle du Vallon d'Houplin. En 1886, fut construit le réservoir de la Louvière.

Mais, entre-temps, le dessèchement des marais de la Haute-Deûle, organisé par un Syndicat créé à cette intention, provoqua un abaissement général de la nappe aquifère de la région d'Emmerin. Le débit des sources qui, en hiver, se maintenait à 30.000 m<sup>3</sup>/jour, tombait pendant les périodes sèches à 16.000 et même 12.000 m<sup>3</sup>. Par contre, les besoins en eaux s'accroissaient.



En 1930, 7 forages de 65 à 70 mètres de profondeur ont été exécutés dans la zone des fortifications démantelées, au Nord de Lille. Ils captent les eaux de la craie fissurée et fournissent un débit continu de 12.000 m<sup>3</sup>/jour. L'eau de ces forages est refoulée par une canalisation de 600 m/m, dans le réservoir de la Louvière ; elle peut être également refoulée directement dans le réseau de distribution.

En 1934, un contrat de 30 ans fut passé entre la Ville de Lille et la Société des Eaux du Nord qui s'est engagée à fournir jusqu'à 12.000 m<sup>3</sup>/jour dans le réservoir de l'Arbrisseau. La Ville garantissant une consommation annuelle de 2 millions de mètres cubes.

Les ressources de la Ville en période de basses eaux étaient de :

Captage d'Emmerin	14.000 m <sup>3</sup> /jour
Forages Nord	12.000 m <sup>3</sup> /jour
Société des Eaux du Nord	12.000 m <sup>3</sup> /jour
<b>TOTAL</b>	<b>38.000 m<sup>3</sup>/jour</b>

En période normale, elles pouvaient atteindre 50.000 m<sup>3</sup>/jour.

Cependant, l'abaissement quasi continu des nappes aquifères rendait incertain l'apport des captages d'Emmerin, qui, en période de basses eaux, se trouvaient de plus en plus souvent à sec et la sécheresse de 1956 a montré que nos ressources étaient insuffisantes lorsque les captages d'Emmerin supportent une sécheresse prolongée.

Quatre forages furent foncés en 1955 - 1956 dans la région d'Emmerin. Ils furent équipés et mis en service à partir de Juillet 1959.

L'exécution de quatre forages fut autorisée en 1960. Ils entrèrent en service en Septembre 1961. Seulement, les besoins sont continuellement en augmentation :

<u>Année</u>	<u>Consommations en milliers de m<sup>3</sup></u>	<u>Coefficient d'augmentation par rapport à 1935</u>
1935	8.558	
1940	7.650	0,89
1945	11.454	1,33
1950	10.757	1,25
1955	12.517	1,46
1960	13.388	1,56
1961	14.235	1,68
1962	14.976	1,74

Actuellement, dès qu'il fait beau, la consommation d'eau approche les 50.000 m<sup>3</sup> par jour alors que nos ressources actuelles sont :

Captages d'Emmerin	0 m <sup>3</sup>
Forages d'Emmerin	15.000 m <sup>3</sup>
Forages Nord	11.000 m <sup>3</sup>
Sté des Eaux du Nord	20.000 m <sup>3</sup>
<b>TOTAL</b>	<b>46.000 m<sup>3</sup></b>

(En effet, bien que son maximum journalier contractuel soit de 12.000 m<sup>3</sup>, la Société des Eaux du Nord nous assure une fourniture journalière de 20.000 m<sup>3</sup> depuis le 14 Juin 1963.)

Ce sont alors nos réservoirs qui doivent faire l'appoint en se vidant mais la baisse de niveau qu'ils subissent diminue automatiquement la pression de notre distribution au détriment de la desserte correcte des étages supérieurs des habitations dépourvues de dispositif de surpression.



La capacité de nos réservoirs étant de 21.000 m<sup>3</sup>, il sera théoriquement possible de tenir 5 jours consécutifs de fortes chaleurs. Cela paraît acceptable puisque dans notre région le nombre de journées consécutives de fortes chaleurs ne paraît guère dépassé trois. Evidemment, au-delà de cette quantité, la pression dans notre réseau sera presque nulle.

Cette situation sera totalement redressée quand le gîte aquifère du vallon d'Houplin sera exploité par dix forages dont on attend 20.000 m<sup>3</sup>/jour. L'occupation temporaire des terrains a permis de commencer les travaux de fonçage, mais il ne faut guère compter pouvoir les mettre en service avant l'été 1964, pour autant que les questions administratives d'acquisition des terrains soient réglées avant la fin de l'année 1963, ce qui n'est guère certain.

SEANCE LEVEE à 20 h 30.



Le 12 Juin 1963

N/Ref. PD/RB/6/411/B-

Monsieur HENNAUX  
Adjoint délégué  
aux Services Publics

HOTEL DE VILLE

LILLE

Monsieur l'Adjoint,

Nous vous avons adressé, à plusieurs reprises, des études relatives à la substitution progressive, sur le territoire de la Ville de LILLE, de la collecte hermétique par poubelles familiales de 33 litres à la collecte actuelle par poubelles ordinaires, multiformes, et généralement non fermées malgré l'obligation de l'usage d'un couvercle que vous avez décidé d'imposer pour toutes les poubelles en service dans notre Ville.

Nous avons montré que cette substitution constituerait une innovation dont les répercussions heureuses apparaîtraient sur les plans suivants :

- 1°) du double point de vue de l'hygiène familiale et de l'hygiène publique ;
- 2°) du point de vue de l'esthétique et de la propreté des voies publiques ;
- 3°) du point de vue social par la promotion évidente des travailleurs appelés jusqu'ici à assurer la besogne de plus en plus délaissée de releveurs de poubelles ordinaires ;
- 4°) du point de vue financier puisque la réduction du rythme de la collecte pourrait permettre une réduction annuelle très importante de la dépense actuellement consacrée au service de l'enlèvement des ordures ménagères.

La Ville de LILLE s'est placée déjà à la pointe des grandes Villes de FRANCE qui ont fait un gros effort de modernisation du service de la collecte des résidus urbains.

Elle a doté, en effet, les immeubles à appartements multiples (H.L.M. - C.I.L. - immeubles collectifs en gérance) de poubelles hermétiques de 80 litres et de 110 litres.

Elle est l'une des toutes premières à utiliser, en outre, pour ce service particulier, des containers de 500 litres et de 1.000 litres dont bon nombre d'ingénieurs des villes françaises et étrangères sont venus admirer les facilités de manœuvre et l'économie de dépenses que permet cette utilisation.

Elle a, de surcroît, amélioré très sensiblement la propreté des terre-pleins des marchés et de leurs abords immédiats par la disposition de poubelles hermétiques à grande capacité à proximité des étals générateurs de débris d'emballage en papier ou en carton, ou de résidus provenant notamment de la vente de fruits, de légumes et de denrées alimentaires.

S'agissant de la mise en oeuvre de la collecte hermétique par poubelles familiales, nous avons suggéré de procéder d'abord à un essai portant sur un dixième de la population et qui n'entraînerait, pour la Ville, aucune dépense nouvelle, même en procédant à la mise gratuite des poubelles standard à la disposition des habitants.

.../...



Cette opération de mise à l'essai aurait consisté à faire choix de deux tournées actuelles de collecte ordinaire représentant environ 18.000 habitants.

Ces deux tournées contiguës auraient été transformées en trois secteurs de collecte hermétique nécessitant la distribution d'environ 7.500 poubelles familiales de 33 litres.

Le dénombrement des foyers et le détail de leur composition, la commande et la répartition des poubelles étant entièrement assurés par nos soins.

Pour la Ville, aucune dépense ni aucune charge financière ou administrative nouvelle.

Nous croyons savoir que la décision de l'Autorité Municipale a été retardée en raison de l'incertitude où l'a placée le choix du rythme à retenir pour la collecte familiale hermétique, soit deux fois ou trois fois par semaine.

Nous avons longuement rappelé, dans nos correspondances antérieures que, dans toutes les villes de quelque importance qui, à l'étranger, pratiquent, depuis de nombreuses années, la collecte hermétique par poubelles familiales, le rythme adopté est bihebdomadaire.

En FRANCE, les villes de COLMAR, SARREGUEMINES et LAMBERSART, les seules qui, à ce jour, pratiquent, en notre pays, la collecte hermétique par poubelles familiales de 33 litres, s'en tiennent, elles aussi, au rythme bihebdomadaire.

Mais, parce que nous pensons que seule l'expérience permettrait d'orienter valablement la décision de l'Administration Municipale, nous nous permettons de suggérer la pratique suivante :

Nous mettrions gratuitement à la disposition de l'Autorité Communale cinquante poubelles hermétiques de 33 litres qui pourraient être affectées aux foyers des adjoints ou des conseillers municipaux dont les habitations ne sont pas dotées de poubelles collectives et qui accepteraient de vérifier si la dotation qui leur serait ainsi faite se concilie ou non avec le passage bihebdomadaire du service de collecte des ordures ménagères.

Pour être valable, la dotation devrait, au minimum, être conforme à la règle générale d'attribution des poubelles qui pourrait être proposée à l'agrément du Conseil Municipal, c'est-à-dire :

- 1 poubelle pour les foyers de 1, 2, 3 personnes,
- 2 poubelles pour les foyers de 4, 5, 6, 7 personnes,
- 3 poubelles pour les foyers de 8, 9, 10, 11 personnes,
- 4 poubelles pour les foyers de 12 personnes et davantage.

La période d'essai pourrait porter sur deux mois.

Elle permettrait aux familles intéressées de vérifier si le volume de la ou des poubelles mises à leur disposition correspond aux quantités de résidus qu'elles auraient à évacuer dans la perspective d'un service d'enlèvement bihebdomadaire offrant, par conséquent, deux espacements entre les deux passages du véhicule, le premier de deux jours pleins, et le second de trois jours entiers.

Compte tenu des observations récentes recueillies dans les villes modernes, le volume des résidus évacués quotidiennement par un foyer de condition moyenne s'établit aux environs de 2,5 litres, par personne.

.../...



En transposant cette donnée dans le cadre de la répartition proposée ci-dessus, nous obtenons les résultats suivants :

<u>VOLUME A EVACUER AU COURS DU</u>				capacité disponible
	<u>PREMIER PASSAGE</u>	<u>DEUXIEME PASSAGE</u>		
Foyer de 1 pers.	2,5 l x 3 = 7,5 l.	2,5 l x 4 = 10 l.	33 l.)	1 poubelle
Foyer de 2 pers.	5 l x 3 = 15 l.	5 l x 4 = 20 l.	33 l.)	
Foyer de 3 pers.	7,5 l x 3 = 22,5 l.	7,5 l x 4 = 30 l.	33 l.)	
Foyer de 4 pers.	10 l x 3 = 30 l.	10 l x 4 = 40 l.	66 l.)	2 poubelles
Foyer de 5 pers.	12,5 l x 3 = 37,5 l.	12,5 l x 4 = 50 l.	66 l.)	
Foyer de 6 pers.	15 l x 3 = 45 l.	15 l x 4 = 60 l.	66 l.)	
Foyer de 7 pers.	17,5 l x 3 = 52,5 l.	17,5 l x 4 = 70 l.	66 l.)	3 poubelles
Foyer de 8 pers.	20 l x 3 = 60 l.	20 l x 4 = 80 l.	99 l.)	
Foyer de 9 pers.	22,5 l x 3 = 67,5 l.	22,5 l x 4 = 90 l.	99 l.)	
Foyer de 10 pers.	25 l x 3 = 75 l.	25 l x 4 = 100 l.	99 l.)	
Foyer de 11 pers.	27,5 l x 3 = 82,5 l.	27,5 l x 4 = 110 l.	99 l.)	

D'une manière générale, les foyers composés de 7, de 10 et de 11 personnes sont, dans la formule de répartition suggérée, un peu à l'étroit dans le délai le plus long séparant les passages du véhicule de collecte.

Un correctif très largement suffisant pourrait être apporté aux difficultés ci-dessus, en procédant, de préférence, à la répartition suivante :

Foyer de 1 personne )	
Foyer de 2 personnes )	1 poubelle 33 litres
Foyer de 3 personnes )	
Foyer de 4 personnes )	
Foyer de 5 personnes )	2 poubelles 33 litres
Foyer de 6 personnes )	
Foyer de 7 personnes )	
Foyer de 8 personnes )	3 poubelles 33 litres
Foyer de 9 personnes )	
Foyer de 10 personnes )	
Foyer de 11 personnes )	4 poubelles 33 litres
Foyer de 12 personnes )	

Le rapprochement des deux derniers tableaux ci-dessus permet de constater que, par cette dernière formule d'attribution, tous les foyers seraient à l'aise, même pour l'espace de service le plus long.

Nous vous serions très obligés de bien vouloir examiner notre suggestion d'attribution de 50 poubelles à titre d'essai, et si elle vous semble de nature à faciliter la décision de l'Administration Municipale, de nous faire connaître les noms et adresses des foyers où nous devons faire déposer lesdites poubelles.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur l'Adjoint, l'expression de nos sentiments très distingués et dévoués.

Le Directeur,



## COMMISSION DES SERVICES PUBLICS

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 4 OCTOBRE 1963

MM. les Membres de la Commission des Services Publics se sont réunis le 4 Octobre 1963, à 18 h 15, sous la présidence de M. G. HENNAUX, Adjoint au Maire, délégué aux Services Publics.

Etaient présents :

MM. BLANCHARD, COLICHE, DEAN, DEBECKER, DERIEPPE, HENNAUX, ROUSSEAUX et SIMOENS.

Assistaient en outre, à cette réunion, à titre consultatif :

MM. MAEGHT, Ingénieur en Chef des Services Techniques  
MORIN, Ingénieur Principal, Chef des Services Publics  
CHOULTZ, Ingénieur Subdivisionnaire des Services Publics  
MALLENGIER, Ingénieur Subdivisionnaire des Services Publics.



x

x

x

Le Président ouvre la séance en présentant, tant en son nom personnel qu'en celui de la Commission, ses vœux de bienvenue à M. COLICHE, nouveau membre.

M. COLICHE remercie vivement le Président, les Membres de la Commission et les assure de tout son dévouement.

Le Président demande ensuite à l'assemblée si le Procès-verbal de la dernière réunion ne donne lieu à observations.

M. DERIEPPE souhaiterait voir déplacer, et ce, le plus loin possible, les locaux actuellement occupés par la L.P.A. dans les Abattoirs, arguant que la présence d'animaux ramassés sur la voie publique et susceptibles d'être porteurs de maladie, n'est pas indiquée dans un tel endroit.

x

x

x

DISTRIBUTION D'EAU.Extension des Forages d'Houplin.

"Les travaux de creusement des Forages dans la région d'Houplin ont été adjugés, suivant l'adjudication en date du 23 Avril 1963, à la Société Auxiliaire des Distributions d'Eau (S.A.D.E.) Agence de Lille - 4, rue Gambetta à St-André.

Le Cahier des Charges de cette adjudication, approuvé par délibération du Conseil Municipal n° 62/6091 du 8 Novembre 1962, prévoit que chaque forage doit être terminé par un tube perforé de 600 m/m de diamètre.

Or, en raison de la nature des terrains traversés, le Service des Eaux s'est trouvé dans l'obligation de faire terminer les forages n° 9 et 10 par un tubage de 550 m/m non prévu au bordereau de prix annexé au Procès-Verbal de l'adjudication."



La substitution n'étant pas susceptible de nuire au rendement des forages en question, il est demandé d'approuver cette dérogation aux clauses du cahier des Charges et le règlement des fourniture et pose du mètre linéaire de tube perforé de 550 m/m au prix de 170 F.

Il est précisé que cette mesure se traduit par une économie de l'ordre de : 535 F.

Avis favorable. Dossier transmis à l'Administration Municipale.

x

x

x

A ce sujet, M. HENNAUX précise que les travaux de recherches en vue de l'exploitation du gîte aquifère de la région d'Houplin donne des résultats très satisfaisants.

Les débits obtenus aux cours des essais de pompages ont été de :

Forage N° 10	165 m <sup>3</sup> /h
Forage N° 9	175
Forage N° 8	245
Forage N° 7	252
Forage N° 6	230
Forage N° 5	255

Le Service précise que la construction des stations de pompage prévues au projet ne pourra se faire qu'après l'acquisition des terrains.

Le Président propose aux commissaires de se rendre sur place le 24 Octobre pour se rendre compte de l'état d'avancement des travaux.

x

x

x

#### STATION DE DEFERRISATION.

##### Contrat E.D.F.

Le Président informe la Commission de la mise en service de la Station de déferrisation établie pour le traitement des eaux des Forages Nord. Une visite en est prévue pour le 18 Octobre prochain.

Pour le fonctionnement de cette station, il est nécessaire de passer un contrat pour la fourniture en énergie électrique par Electricité de France, aux conditions habituelles qui prévoient une utilisation aux heures de pointe de la totalité de la puissance souscrite (65 Kw) compte tenu que nos installations, en nombre insuffisant, sont susceptibles de fonctionner 24 heures sur 24.

Il n'est fait aucune observation et la Commission émet un avis favorable à la signature du contrat.

Dossier transmis à l'Administration Municipale.

x

x

x



PROPRIÉTÉ PUBLIQUE.

Intervention du service par temps de verglas.

Le Service donne lecture du rapport préparé à cet effet et repris en annexe. Cette annexe tient compte des suggestions retenues par la Commission :

- I - L'utilisation du personnel affecté au Pavage et aux Jardins, initialement limitée aux opérations de cassage des glaces et à l'équipement des véhicules municipaux, est étendue à l'ensemble des opérations.
- II - Des dépôts de sel et de sable seront créés partout où cela sera possible.

Suggestions présentées par M. ROUSSEAU qui a attiré l'attention de la Commission sur la nécessité de faciliter au maximum la circulation des piétons.

La Commission retient la proposition émise par M. l'Ingénieur en Chef de demander aux services des Ponts et Chaussées de prendre en charge le sablage du boulevard Périphérique.

Au cours de la discussion, le service signale les inconvénients que présente la disparition progressive des petits dépôts secondaires. Il cite le cas des dépôts de la rue des Arts, de la rue Renan, rue des Bouchers de Perthes, du Quartier St-Sauveur ....

M. l'Ingénieur en Chef précise que le service du Pavage est dans une situation identique et qu'il serait nécessaire de créer des dépôts qui pourraient d'ailleurs être communs aux deux services. Ces dépôts permettraient une intervention rapide sur la voie publique.

La Commission, unanime, décide l'application du plan d'intervention et le Service de l'Urbanisme sera invité à rechercher de nouveaux dépôts.

x

x

x

FOURNITURE DE PIÈCES DE FONDERIE.

Marché de gré à gré.

Au cours des années 1963 - 1964, le Service des Eaux sera amené à demander aux Fonderies DEVETTE, à NERVILLE, l'exécution de certaines pièces de fonderie suivant des modèles fournis.

Les sommes à payer pour ces fournitures étant susceptibles de dépasser la maximum payable sur simples factures, il est demandé de passer, dès maintenant, le marché nécessaire.

La dépense évaluée approximativement à la somme de TRENTE MILLE FRANCS, sera prélevée sur les crédits inscrits aux Budgets de 1963 et 1964 pour le fonctionnement des services utilisateurs.

La Commission ayant donné un avis favorable à la passation de ce marché, une délibération sera présentée au prochain Conseil Municipal.

x

x

x

.../...



ACHAT DE VEHICULE.

Marché CITROEN.

La Commission donne un avis favorable à la passation d'un marché avec les Ets CABOUR, en vue de la fourniture :

- d'une camionnette 2 CV CITROEN pour le service Electrique et, sous réserve de l'obtention des crédits nécessaires demandés au B.S. 1963 par la Commission des Finances qui doit se réunir le 10 Octobre prochain ;
- d'une camionnette 2 CV CITROEN pour le service Electrique (2ème véhicule)
- d'une camionnette 1.500 kgs pour le service des Travaux en Régie
- d'une camionnette 1.500 kgs pour le service des Cantines,

ainsi qu'à l'achat de 17 engins à deux roues dont 7 en remplacement de vélosolux usagés.

M. ROUSSEAUX fait part à la Commission, de ses craintes de voir se généraliser l'attribution d'engin à deux roues à tout le personnel municipal et émet des réserves sur l'attribution de mobylettes à certains agents.

Le Service précise que son rôle consiste à acheter puis à entretenir les engins. L'attribution est de la compétence de M. le Secrétaire Général.

Dossier transmis à l'Administration Municipale.

x

x

x

QUESTIONS DIVERSES.

Le problème des abris de la C.G.I.T. est évoqué par M. ROUSSEAUX. Des précisions lui sont fournies par M. MAEGHT, en ce qui concerne la prochaine mise en place d'un abri-témoin au Mont de Terre sous le contrôle du service d'Architecture, chargé de l'opération.

M. ROUSSEAUX désire que des dispositions soient prises en vue de l'édification accélérée des abris aux principaux points de passage des transports en commun en songeant à l'approche de l'hiver.

M. ROUSSEAUX attire l'attention des commissaires sur la fréquence désorganisée des passages des véhicules de la C.G.I.T. rue de Geyter durant les heures de pointe. Il cite un cas précis et demande une intervention énergique auprès du syndicat pour remédier à cet état de chose préjudiciable au personnel ouvrier qui risque d'être en retard à son travail.

Dans ce domaine, le service pense que la Ville de Lille devrait effectuer elle-même des comptages sur les différentes lignes. En effet, chaque modification apportée aux horaires résulte des relevés faits par la C.G.I.T. qui se trouve ainsi jugé et partie.

M. COLICHE préconise une liaison par autobus entre le parking de la Foire Commerciale et le Centre Ville. Le Service précise que des contacts ont été pris dans ce sens avec la C.G.I.T. mais qu'ils n'ont pas encore abouti.

.../...



M. DEBECKER propose, à titre d'essai, la mise en service de l'ancienne ligne de tramway P (Bd Périphérique) qui pourrait être assurée par un autobus.

Il est signalé que la desserte du quartier des Bois Blancs dépourvu actuellement de lignes de transports, sera prévue pour le Printemps 1964.

M. DEAN prend la parole pour protester contre le tarif abusif des transports par certains taxis automobiles. Il cite le cas de voyageurs qui, ayant effectué un périple volontaire autour de la ville, avant d'arriver à destination, s'étaient vus demander :

1<sup>o</sup> - le prix de la course

2<sup>o</sup> - ce même prix - pour le retour à vide à la station - sur lequel avait été défalqué le montant de la prise en charge.

Cette manière de faire lui semble anormale étant donné que l'arrêté de M. le Préfet du Nord en date du 15 Mai 1961, prévoit le retour à la station par l'itinéraire le plus direct.

Il souhaiterait voir se généraliser la suppression de l'indemnité de retour.

M. HENAUX rappelle que tout voyageur doit réclamer un bulletin de voiture. Ce bulletin permet, par la suite, de relever la faute commise et l'article 185 du Code des Arrêtés Municipaux prévoit que tout contrevenant au règlement des taxis de la Ville de Lille, peut être traduit devant une Commission de Discipline. Toute infraction relevée doit lui être signalée en vue d'éventuelles sanctions.

SEANCE LEVEE à 19 h 50.



ANNEXE AU PROCES-VERBAL DE LA  
COMMISSION DES SERVICES PUBLICS DU 4 OCTOBRE 1963

INTERVENTION DU SERVICE DE LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE EN CAS  
DE CHUTES DE NEIGE OU DE FORMATION DE VERGLAS

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR PRINCIPAL, CHEF DES SERVICES PUBLICS

Le Journal Officiel, débats A.N., du 2 Mars 1963, précise page 2.335 que :

"le sablage est une opération destinée à assurer la sûreté et la commodité du passage dans les rues en période de verglas. Elle relève donc, en vertu des dispositions des articles 97 et 98 du code de l'Administration Communale, des pouvoirs de police du Maire, même quand elle s'applique aux routes nationales et aux chemins départementaux dans la traversée des agglomérations.

"La Jurisprudence ne considérant pas l'absence de sable, en cas d'un verglas généralisé, comme un défaut d'entretien normal de la voie, les travaux dont il s'agit sont entrepris par les municipalités sur leur initiative et avec le concours éventuel des Ponts et Chaussées.

"Les dépenses correspondantes sont à la charge des communes, mais dans la pratique, leur règlement fait souvent l'objet d'un accord avec le Service des Ponts et Chaussées."

x

x

x

En ce qui concerne la Ville de Lille, il est à noter que l'article 504 du Code des Arrêtés Municipaux règle presque entièrement la question puisqu'il prescrit que :

"les propriétaires des immeubles bordant la voie publique, et, à leur défaut, les locataires des terrains ou des rez-de-chaussée à front de la rue doivent, pendant la saison d'hiver :

1<sup>o</sup> - Faire balayer la neige sur les trottoirs desdites maisons, la jeter sur la voie publique au-delà des fils d'eau et en opérer le régèlement, de telle sorte qu'il ne se forme pas de monceaux qui puissent gêner la circulation des piétons, des voitures ou des chevaux ;

2<sup>o</sup> - Répandre des cendres, des scories de houille pulvérisée, de la sciure de bois ou de la paille, tant sur les trottoirs que sur le milieu de la chaussée, lorsque les dalles et les pavés deviennent glissants par l'effet du verglas ou de la neige durcie ;

3<sup>o</sup> - Faire casser les glaces des fils d'eau, des tuyaux de descente ainsi que les conduits pratiqués sous les trottoirs et placer ces glaces sur le revers de la chaussée, sans les amonceler.

"Tout écoulement d'eau dans les fils d'eau et sur la voie publique est formellement interdit en temps de gelée."

Cependant, la période de verglas que nous avons subie durant l'hiver 1962 - 63 a fait apparaître une carence totale de la police en ce qui concerne le respect des prescriptions imposées par notre code et le Service de la Propriété Publique a dû faire face à une situation particulièrement difficile, étant donné les conditions atmosphériques exceptionnelles : un verglas, se reformant pratiquement chaque nuit,



anéantissait tout l'effet du sablage effectué la veille. En trois semaines, il a été répandu plus de 1.250 tonnes de sable et 95 tonnes de sel.

L'expérience acquise durant cette période permet de faire quelques remarques préliminaires :

- le verglas se forme le plus généralement au cours de la soirée ou à l'aube soit en dehors des heures normales de travail ;
- chacun demande que l'itinéraire qu'il doit suivre pour se rendre à son travail ou à son domicile, soit sablé en priorité et au plus tard, avant qu'il ne parte.

Or, il a été constaté que :

- les hommes formant les équipes de sablage arrivent au travail avec des retards considérables puisque pour eux, les rues ne sont évidemment pas sablées et que bien souvent les moyens de transports ne circulent plus.
- le retard est aggravé par le fait que les véhicules destinés au sablage ne peuvent pas être chargés d'avance, la veille par exemple, car le sable toujours un peu humide, gèle en bloc et se répand mal sur la chaussée quand il ne bloque pas les trémies de sablage.
- 3 hommes ne sablent que 10 à 12 kilomètres de voie par jour en trois voyages emportant chaque fois 7 tonnes de sable par camion.
- les camions ne peuvent pas se rendre directement et rapidement à l'origine de leur itinéraire de sablage. Bien souvent, un premier camion sableur doit ouvrir la voie.

Dans de telles conditions, il paraît donc illusoire de penser que l'ensemble des rues de notre ville puisse être sablé en peu de temps lorsqu'il y a un fort verglas ou une importante chute de neige.

X

X

X

Il est difficile d'établir un plan d'intervention pour notre ville qui est située dans une région où les perturbations atmosphériques apportant neige et verglas, sont extrêmement variables en importance d'une année à l'autre, voire même d'une semaine à l'autre.

Il sera examiné deux sortes de situations :

- 1<sup>re</sup>/ La première et la plus fréquente, est celle de la faible chute de neige ou de la formation d'un léger verglas local dans le courant de la nuit. Cette situation gêne plus particulièrement la circulation durant les toutes premières heures de la matinée et elle disparaît avec le lever du soleil.

L'alerte est généralement donnée par la police ou par le personnel de la C.G.I.T. dont les véhicules ont beaucoup de peine à franchir les rampes d'accès des ponts.

Notre intervention dans ce cas, est extrêmement rapide. Elle est déclenchée par l'agent logé au dépôt de la rue de l'Arbrisseau et assure le sablage par deux véhicules équipés chacun d'une sableuse, d'un itinéraire spécial établi au début de chaque hiver en accord avec la C.G.I.T. Cet itinéraire comporte généralement les ponts, les abords de la cité Hospitalière et des portions difficiles des lignes de Transports en commun par autobus.

.../...



2°/ La seconde, beaucoup plus rare, se distingue par l'ampleur de la gêne apportée par une neige ou un verglas persistants. Notre intervention doit :

- en premier lieu, faciliter la circulation dans la ville ;
- en deuxième lieu, dégager les rues qui, dépourvues d'égouts, sont envahies par les glaces.

x

x

x

Dans cette dernière situation, il sera examiné :

- la circulation des piétons
- la circulation automobile
- le cassage des glaces.

#### I - CIRCULATION DES PIÉTONS :

Pour faciliter la circulation des piétons sur le trottoir, il s'avère nécessaire de s'assurer la collaboration de la population et au besoin, de demander une intervention efficace de la police en vue de veiller au respect des prescriptions qui sont imposées aux Lillois.

Ces prescriptions devraient d'ailleurs être complétées par le paragraphe suivant :

"... les opérations de déblaiement des trottoirs devront être commencées au plus tard dès la fin de la chute de neige ou de la formation de verglas si elle se produit avant 19 h, ou, dans le cas contraire, le lendemain matin dès 8 h. Elles ne devront pas être en retard sur celles que pourrait exécuter sur la chaussée, le Service Municipal ...."

L'ensemble de ces prescriptions est évidemment applicable à tous les bâtiments administratifs et le personnel municipal devra montrer l'exemple car étant donné le pourcentage d'absences chez les cantonniers pendant ces périodes critiques le service de la Propreté Publique ne pourra en aucune façon prendre en charge les trottoirs bordés de constructions municipales. Il en sera de même pour les H.L.M.

Le personnel de la Propreté Publique, renforcé d'ouvriers des services du Pavage et des Jardins, dans des proportions fixées par M. l'Ingénieur en Chef, assurera :

- le dégagement des trottoirs situés sur les ponts construits aux anciennes portes de la Ville ;
- le dégagement des passages cloutés permettant la traversée des chaussées.

Pour ce faire, des listes seront établies dans chacun des six secteurs de la Ville. Elles comporteront les différents points à traiter et l'itinéraire à suivre par chaque équipe composée de 2 hommes munis d'une pelle et d'une raclette. Chaque équipe disposera d'une voiturette pour transporter les produits nécessaires.

M. l'Ingénieur en Chef déclenche l'action. Chaque surveillant de la Propreté Publique contrôle l'opération dans le secteur qui lui est assigné.

#### REMARQUE :

Si une équipe découvre dans son secteur un trottoir non cendré présentant un réel danger pour la circulation des piétons, elle devra intervenir auprès du riverain responsable pour l'inviter à remplir ses obligations. Cette invitation devra se faire de la façon la plus courtoise en évitant ~~discussions~~ et palabres

.../...



inutiles. En cas de défaillance du riverain, l'équipe exécutera le minimum de travail pour éliminer le danger puis elle le signalera au Surveillant du secteur qui adressera un avertissement à l'intéressé.

## II - CIRCULATION DES VEHICULES :

Suivant la gravité de la situation le sablage des chaussées sera assuré par un nombre plus ou moins grand de véhicules. Compte tenu des disponibilités du parc automobile de la Société T.R.U. et du Garage Municipal, il serait possible de mettre en action :

1 <sup>re</sup> - Sablage ordinaire	:	4 sableuses T.R.U. et 2 véhicules municipaux
2 <sup>de</sup> - Sablage important	:	6 sableuses T.R.U. et 3 véhicules municipaux
3 <sup>de</sup> - Sablage très important	:	7 sableuses T.R.U. et 7 véhicules municipaux
4 <sup>de</sup> - Sablage exceptionnel	:	effectif au 3 <sup>de</sup> avec appel à l'entreprise privée : VAN PEER - DANSET - WAUTERS ...

M. l'Ingénieur en Chef déclenchera l'action et en fixera l'importance.

Les véhicules auront pour mission de permettre le déplacement des automobiles sur les grands axes urbains de circulation suivant des itinéraires de 1<sup>ère</sup> catégorie établis par le service de Circulation.

Puis, ils sableront de façon systématique les carrefours situés hors des grands axes de circulation et des itinéraires de 2<sup>ème</sup> catégorie.

La longueur des itinéraires proposés par le service compétent déterminera la durée de l'opération. La répartition des véhicules sera faite, puis revue au début de chaque hiver, par le Service de la Propreté Publique. Il sera établi des séries d'itinéraires correspondants aux différentes phases prévues, soit :

- 6 itinéraires pour le sablage ordinaire
- 9 " pour le sablage important
- 14 " pour le sablage très important
- 17 " pour le sablage exceptionnel.

Ces séries seront déposés au Bureau de M. l'Ingénieur en Chef.

Les exemplaires se rapportant aux véhicules T.R.U. seront confiés à cette Société et les exemplaires se rapportant aux véhicules municipaux, déposés au Garage Municipal.

En plus, du chauffeur, chaque camion municipal sera doté de 3 hommes fournis par les services techniques ( Pavage - Jardins).

## III - CASSAGE DES GLACES :

Cette opération suit obligatoirement toute période de gel assez prolongé.

Malgré l'interdiction de laisser écouler l'eau dans les fils d'eau et sur la voie publique, toutes les rues dépourvues d'égout, se trouvent envahies par la glace qui constitue de véritables banquises miniatures.

Leur dégagement est assuré par le personnel de la Propreté Publique renforcé de celui des services du Pavage et des Jardins, dans des proportions fixées par M. l'Ingénieur en Chef.

L'opération consiste à casser la glace à l'aide de pics puis à évacuer les morceaux par camions municipaux. De très nombreuses rues sont intéressées par ce travail qui se déroule généralement sans grosses complications.

.../...



A signaler qu'il serait souhaitable d'envisager de sanctionner certains propriétaires d'immeubles non raccordés au réseau d'égouts existant dans leur rue et qui créent, par leur écoulement d'eau, une nappe de glace extrêmement dangereuse parce qu'isolée.

x

x

x

Les ingrédients utilisés pour lutter contre la neige et le verglas sont le sable et le sel. Le sable est un matériau inerte d'une granulométrie et d'une dureté permettant un rôle abrasif. Répandu en couche épaisse sur la neige ou la glace, il constitue un bon anti-dérapant. Il est relativement bon marché.

Il présente quelques inconvénients :

- il demande beaucoup de manipulations
- son action est momentanée. Il faut resabler à chaque regel.
- après le dégel, sa présence sur la chaussée ou dans le réseau d'égouts, est gênante.

Le sel est le produit chimique le moins coûteux, provoquant la fonte de la glace ; son efficacité est effective jusqu'à  $-23^{\circ}$ . Il agit sur le verglas, la glace ou la neige en abaissant le point de fusion de l'eau. Cette action est fonction de la température ambiante et plus celle-ci est basse plus la quantité de sel à fournir est élevée : par exemple, un kilo de sel permet de faire fondre 50 kgs de glace à  $-1^{\circ}$  ; 14 kgs à  $-4^{\circ}$  ; 9 kgs à  $-7^{\circ}$  .....

Le sel est plus cher à l'achat que le sable mais il en faut moins et il laisse sur la surface de la route une pellicule de saumure qui conserve une propriété préventive dont l'efficacité peut se maintenir durant plusieurs jours (deux à quatre, suivant le trafic). Il ne semble pas que les craintes d'attaque de revêtement bitumeux des chaussées et des trottoirs soient justifiées.

Quand l'épaisseur de la couche de verglas ou de neige durcie, dépasse 2 cm, il est préférable d'utiliser un mélange de sel et de sable. Le sable joue le rôle d'abrasif et facilite la pénétration en profondeur de la saumure élaborée.

#### METHODES DE TRAVAIL :

##### I - Action des Cantonniers et des Surveillants :

Les cantonniers répandront du sel provenant des réserves constituées dans chaque dépôt de secteur et ce, suivant des itinéraires préétablis.

Ce travail s'effectuera par équipe de deux hommes munis de pelles et d'une berline contenant le sel.

Pour archaïque qu'elle puisse sembler, cette méthode est particulièrement efficace et présente une grande souplesse aussi bien pour les itinéraires que par la variation du dosage qu'elle permet.

Chaque équipe emportera environ 200 kgs de sel ce qui donnera une autonomie suffisante puisqu'il suffit d'une moyenne de 200 grammes de sel par m<sup>2</sup>.

D'autre part, des dépôts de sel et sable mélangés seront constitués en début d'hiver partout où cela sera possible. Les hommes, désignés à l'avance, se rendront directement à ces dépôts et pourront intervenir sans perte de temps.

Pendant la période de non utilisation le surveillant du secteur devra une fois par semaine faire une tournée d'inspection de ces dépôts provisoires et veiller à ce que ces derniers soient toujours prêts à être utilisés. Il appartiendra à ce même surveillant de demander, si nécessaire, leur réapprovisionnement au dépôt de la rue de l'Arbrisseau.

.../...



Chaque tournée d'inspection devra faire l'objet d'un compte-rendu adressé à M. l'Ingénieur Subdivisionnaire des Services Publics.

Lorsque la température diurne sera inférieure à -5°, une distribution de deux boissons chaudes, genre viandox, sera prévue aux ouvriers et les surveillants affectés aux travaux de sablage et de cassage des glaces.

### III - Action des véhicules :

Pour le sablage par véhicule muni d'une trémie, il sera utilisé un mélange de 30 % de sel et de 70 % de sable environ.

Le mélange se fera au moment du jet sur la chaussée par les trois hommes montés sur le véhicule (un homme jette du sel pendant que les 2 autres jettent du sable).

Les véhicules municipaux n'utiliseront que du sable et seront chargés aux magasins du pavage. Des chaînes seront montées sur toutes les roues des véhicules.

### RESERVES - UTILISATION :

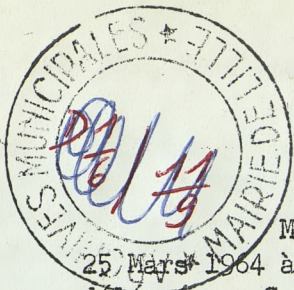
Les réserves en sel seront constituées en fin d'été :

- 40 tonnes - au dépôt à la Société T.R.U.
- 80 tonnes - au dépôt de la rue de l'Arbrisseau.

En ce qui concerne le sable, il sera fait appel aux stocks existant aux magasins du Pavage (en moyenne 1.000 à 1.500 tonnes) et en cas de besoin, aux dépôts des Etablissements VAN PEER ou DANSET, qui sont pratiquement inépuisables.

Pour permettre, dès 6 h 30 le matin, le démarrage des sableuses T.R.U., quarante tonnes de sable seront stockées dans les entrepôts de cette Société et formeront le premier chargement de la journée. Les chargements suivants seront effectués aux magasins du Pavage. A la fin de leur action, les sableuses repasseront aux magasins du pavage refaire un chargement destiné à reconstituer le stock T.R.U.





COMMISSION DES SERVICES PUBLICS

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 25 MARS 1964

MM. les Membres de la Commission des Services Publics se sont réunis le 25 Mars 1964 à 18 heures 15, sous la présidence de M. G. HENAU, Adjoint au Maire, délégué aux Services Publics.



Etaient présents :

MM. BLANCHARD, COLICHE, DEAN, HENAU et SIMOENS.

Excusés :

MM. DE BECKER, DERIEPPE, ROUSSEAU et VIRON.

Assistaient en outre à cette réunion, à titre consultatif :

MM. MAEGHT, Ingénieur en Chef des Services Techniques  
MORIN, Ingénieur Principal, Chef des Services Publics  
MALLENGIER, Ingénieur Subdivisionnaire des Services Publics  
CHOULTZ, Ingénieur Subdivisionnaire des Services Publics.

Secrétaire de Séance :

x

x

x

COLLECTE ET TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES.

64/01.- TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES :

M. HENAU informe les membres de la Commission qu'il a été saisi d'une proposition de la Société C.O.F.A.C. en vue de traiter les ordures ménagères pour en faire du terreau.

Il pense qu'il est très intéressant d'examiner cette question d'une façon générale afin que chaque commissaire soit mieux renseigné sur les différentes possibilités de traitement des ordures ménagères.

M. MAEGHT rappelle qu'il existe trois modes principaux de destruction des ordures ménagères :

- La décharge contrôlée
- La formation de compost par fermentation
- L'incinération.

Après exposé de la question (annexe I) le Président souligne l'intérêt que présentera l'examen des différentes techniques de traitement des ordures ménagères. Les membres de la Commission des Services Publics pourront ainsi discuter en pleine connaissance de cause le moment venu. Une délégation devrait visiter des installations en service.

M. MAEGHT estime nécessaire que la Ville ait une doctrine et que des instructions précises soient données quant à la fin du marché liant la Ville et la Société T.R.U.

M. HENAU rappelle que cette question a déjà été examinée par le Conseil d'Administration et que les directives sont bien nettes : La Collecte des ordures ménagères sera mise en adjudication et un cahier des charges sera proposé à cet effet.

.../...



M. MAEGHT demande alors que ce cahier des charges soit prêt pour le mois de Juin.

Pour en revenir au traitement des ordures ménagères par la Société C.O.F.A.C., M. le Président précise que de bonnes références ont été données par les Villes de TOULOUSE, NARBONNE, PERPIGNAN mais qu'il lui apparaît comme nécessaire qu'une enquête soit faite sur les débouchés possibles de la vente du terreau dans notre région.

M. MAEGHT propose de demander l'avis du Génie rural.

64/02.- SERVICE SPECIAL DES RESTAURANTS :

Le Syndicat Général du Nord des cafetiers Limonadiers Hôteliers et Restaurateurs a adressé une demande visant à organiser le dimanche un service de ramassage des résidus et reliefs des repas.

Le service donne lecture des résultats de l'enquête menée auprès des 62 restaurateurs du centre de la Ville :

19 sont d'accord pour un enlèvement le dimanche, même payant.

43 ne sont pas intéressés par cette collecte :

- soit parce qu'ils ont la possibilité de stocker leurs résidus du samedi soir au lundi matin,
- soit parce qu'ils rejettent le principe d'une collecte payante.

L'emploi d'une benne tasseuse assurant un service spécial est la seule solution susceptible d'être retenue actuellement.

Le coût de cette collecte reviendrait à 225 F par dimanche. La Commission estime que cette dépense n'incombe pas à la Ville.

La redevance hebdomadaire pour chaque restaurateur serait de :

6,90 F pour une poubelle de 110 L par dimanche.

5,00 F pour une poubelle de 80 L par dimanche.

La dépense est assez élevée car le nombre de restaurateurs est trop restreint.

La Commission estime ce service souhaitable du point de vue hygiène et demande que les résultats de l'étude soient communiqués au président du Syndicat des Restaurateurs en l'informant qu'un plus grand nombre de commerçants intéressés par cette collecte abaisserait sensiblement le prix de revient de l'opération.

64/03.- SERVICE SPECIAL D'ENLEVEMENT DES EMBALLAGES COMMERCIAUX :

Le problème de l'enlèvement des résidus commerciaux et plus particulièrement des cartons d'emballage se posant avec de plus en plus d'acuité dans notre Ville, une réunion, à laquelle assistaient les différents représentants des groupements des Unions Commerciales des rues de Lille, a eu lieu le 10 Mars dernier sous la présidence de M. l'Adjoint HENNAUX.

Il est donné lecture du compte-rendu de cette réunion.

En résumé : Les représentants des commerçants du centre sont d'accord sur le principe d'un essai payant de collecte des résidus commerciaux. Cet essai durera un mois environ et sera réservé uniquement aux commerçants du centre de la Ville. La collecte s'échelonnnera tous les jours de la semaine au rythme d'un passage hebdomadaire.

.../...



A l'issue de cette expérience, une nouvelle réunion aura lieu au cours de laquelle sera examinée dans quelle mesure cette collecte pourra être étendue aux autres quartiers.

Le service donne communication des prix appliqués à STRASBOURG où la collecte constitue un service spécial hebdomadaire : 6,90 F par poubelle de 90 litres (Redevance trimestrielle).

A PARIS où l'on collecte les cartons en même temps que les ordures ménagères : 64 F pour 100 litres par jour (Redevance mensuelle).

M. MAEGHT pense que la solution adoptée à PARIS est intéressante :

- Financièrement : 1 seul passage - 1 seule benne
- du point de vue circulation : 1 seul passage.

M. HENAUX précise qu'il a reçu de M. HUET, Vice Président de l'Union Commerciale de Lille l'accord des commerçants du Centre pour un essai de trois semaines. L'étude de l'horaire de cette collecte a été demandée au service de la Voie Publique.

M. DEAN intervient pour signaler que de nombreux commerçants du Centre n'habitent pas au-dessus de leur magasin et doivent néanmoins acquitter une taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

M. HENAUX pense que ce problème devra être vu lors de la mise en place définitive du service de collecte des résidus commerciaux. La décision sera alors du ressort des services du Contentieux.

x

x

x

#### Eaux - INFORMATION.

Le service des Eaux a pendant l'année 1963 distribué : 15.534.031 m<sup>3</sup>

provenant d'Emmerin	pour	5.613.280 m <sup>3</sup>
des Forages Nord	pour	4.331.339 m <sup>3</sup>
de la S.E.N.	pour	5.589.412 m <sup>3</sup> .

Cette consommation annuelle est en légère augmentation par rapport aux années précédentes :

1960	13.387.894 m <sup>3</sup>
1961	14.235.414 m <sup>3</sup>
1962	14.975.572 m <sup>3</sup>
1963	15.534.031 m <sup>3</sup>

De 1962 à 1963, la moyenne des consommations journalières est passée de : 41.037 m<sup>3</sup> à 42.583 m<sup>3</sup>.

Parallèlement, la pluviométrie s'est maintenue en déficit :

en 1959	chute de 415 m/m	déficit - 270 m/m
1960	668	- 17
1961	627	- 58
1962	432	- 253
1963	562	- 123

et l'important déficit de 1962 s'est répercuté sur les quantités d'eau dont le service a disposé en 1963 à EMMERIN :

.../...



<u>Année</u>	<u>Emmerin</u>	<u>Forages Nord</u>	<u>Eaux du Nord</u>	<u>TOTAL</u>
1960	4.753.070 m3	4.840.605 m3	3.794.219 m3	13.387.894 m3
1961	7.282.080 m3	4.957.995 m3	1.995.339 m3	14.235.414 m3
1962	9.010.150 m3	3.971.557 m3	1.993.865 m3	14.975.572 m3
1963	5.613.280 m3	4.331.339 m3	5.589.412 m3	15.534.031 m3

Tout donne à penser que le niveau des nappes ne remontera pas encore cette année et cette situation rend encore plus urgente la réalisation du projet d'Houplin où les forages d'essai ont donné des résultats satisfaisants.

Cela nécessite la mise à disposition du service, des terrains dont l'acquisition est confiée au service du Contentieux et des crédits suffisants pour lancer les adjudications.

Dans le cadre de la modernisation du réseau, le service a posé 4.196 mètres de nouvelles conduites, et la qualité de l'eau fournie a été améliorée par la mise en service de la station de Déferrisation.

En outre, la pression de distribution va être augmentée par la mise en service de la station de pompage de l'Arbrisseau. Cette station fonctionne depuis quelques jours avec une pression de 200 grammes supplémentaires mais il est nécessaire d'être prudent car la pression va accroître les fuites (1.745 en 1963) dans des proportions qu'il est pratiquement impossible à évaluer. Aussi, le service va-t-il procéder à une augmentation de la pression, très échelonnée dans le temps afin de permettre les réparations au fur et à mesure que les incidents se produiront.

Enfin, la délibération N° 63/6064 adoptée le 10 Juillet 1963 par le Conseil Municipal remporte beaucoup de succès. Elle donne en effet aux habitants des cours et cités la possibilité d'avoir l'eau courante dans des conditions intéressantes.

A ce jour, le service a reçu des demandes pour un montant de 30.000 F environ de travaux alors que le crédit demandé et alloué à cet effet au B.P. 64 est de 5.000 F.

La Commission estime que ces travaux doivent être exécutés sans retard et donne un avis favorable au service qui propose d'imputer les dépenses nécessaires sur les crédits d'extension du réseau en attendant l'examen du B.S. 64.

x

x

x

#### DISTRIBUTION D'EAU.

#### 64/04.- RESERVOIR DE L'ARBRISSEAU - CONTRAT E.D.F. POUR LA FOURNITURE D'ENERGIE ELECTRIQUE :

Poursuivant le programme prévu pour l'amélioration de la distribution d'eau potable, une station de pompage capable d'augmenter la pression dans le réseau de notre Ville a été construite au Réservoir de l'Arbrisseau.

Pour le fonctionnement de cette station, il est nécessaire de passer un contrat pour la fourniture en énergie électrique par Electricité de France, aux conditions habituelles qui prévoient une utilisation aux heures de pointe de la totalité de la puissance souscrite, compte tenu de ce que cette installation est susceptible de fonctionner 24 heures sur 24. La Commission donne un avis favorable à ce contrat et une délibération sera présentée au Conseil Municipal.

.../...



64/05.- HOUPLIN (Indemnités) :

La Commission donne un avis favorable au paiement des indemnités dues aux exploitants des parcelles sur lesquelles ont été effectués les forages d'essai du projet de Houplin.

Le montant de ces indemnités s'élève à 1.929 Francs.

Une délibération sera présentée au prochain Conseil Municipal.

64/06.- HOUPLIN, POSE D'UNE CONDUITE - ADJUDICATION :

La réalisation du projet d'Houplin nécessitera la pose d'une conduite sur une longueur de 5.700 mètres destinée à amener l'eau pompée vers l'usine élévatoire d'Emmerin.

La Commission donne un avis favorable à la mise en adjudication des travaux (fournitures et pose) d'un montant de un million de francs environ.

Un rapport sera transmis à l'Administration Municipale.

64/07.- FOURNITURE DE FONTES - ADJUDICATION :

La Commission donne un avis favorable à la mise en adjudication de la fourniture, durant une période de deux années à compter du 1er Septembre 1964, des pièces de canalisations en fonte nécessaires au fonctionnement du service des Eaux.

Dossier transmis à l'Administration Municipale.

64/08.- LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE - ABATTOIRS - H.L.M. :

Après avoir entendu l'exposé de la question (Annexe II) la Commission se déclare favorable à la facturation des eaux aux Abattoirs. D'autre part, il est suggéré de demander au service de l'architecture de prévoir la pose de robinets à pression ainsi que le quadrillage (par compteurs à démarquer) des installations de distribution intérieure.

M. DEAN pense que cette dernière solution serait très efficace.

En ce qui concerne les H.L.M., le service donne lecture d'une lettre du Directeur de l'Office Municipal adressée à M. HENLUX et dans laquelle l'Office fait connaître que l'installation de compteurs divisionnaires est prévue dans les futurs immeubles des groupes :

DESROUSSEAUX (150 logements)  
Fg d'ARRAS (120 logements)  
AMIRAL COURBET (40 logements).

Le Service informe la Commission que ce dernier groupe est actuellement habité mais que son occupation est encore trop récente pour que le service puisse en tirer des conclusions valables.

D'autre part, il signale que des compteurs à eau chaude ont été posés par la S.E.N. dans les logements H.L.M. départementaux du groupe Concorde.

A ce sujet, M. DEAN fait connaître qu'il n'est pas d'accord sur le comptage volumétrique de l'eau chaude. Un comptage en calories serait plus logique et ne pénaliserait pas les usagers qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté, sont parfois obligés de laisser couler leurs robinets un certain temps avant d'obtenir de l'eau chaude.

Il estime beaucoup plus rationnelle la production d'eau chaude individuelle. Toutefois, cette question n'est pas du ressort des "Services Publics".

.../...



64/09.- SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE POUR L'ALIMENTATION EN EAU DES COLLECTIVITES PUBLIQUES  
ET DE L'INDUSTRIE DE L'AGGLOMERATION LILLOISE :

Le service expose que les prélèvements dans la nappe du carbonifère sont approximativement les suivants :

- Industriels	110.000 m <sup>3</sup> /jour
- Roubaix Tourcoing Wattrelos	28.000 m <sup>3</sup> /jour
- S.E. N.	13.000 m <sup>3</sup> /jour
	<hr/>
	151.000 m <sup>3</sup> /jour

D'après des études géologiques qui ont été faites, il s'infiltrerait dans cette nappe, affleurant en BELGIQUE, 150.000 m<sup>3</sup> d'eau par jour. Comme les Belges prélèvent 50.000 m<sup>3</sup> et que les puisages recensés en France atteignent 151.000 m<sup>3</sup>/jour, on voit que la nappe s'épuise très rapidement.

En 1960, les industriels ont alerté le Préfet du Nord et lui ont fait part de leur inquiétude de voir la nappe aquifère se dérober continuellement sous leurs pompes.

La régie des eaux de Roubaix Tourcoing a alors conseillé à ces industriels de s'approvisionner à son réseau de distribution d'eau de Lys traitée qui est vendue à un prix très modique ; les industriels prétendent que la qualité de cette eau ne leur donne pas satisfaction.

La S.E.N. a proposé aux industriels de son secteur de distribution de leur fournir en eau potable l'appoint nécessaire pour obtenir l'équilibre des nappes ; les industriels trouvent les tarifs de la S.E.N. trop élevés pour permettre d'obtenir des prix de fabrication compétitifs à l'intérieur du Marché Commun.

L'Association des Utilisateurs d'Eau, constituée en 1960 par les industriels a alors demandé que soient fermées les stations de pompage des distributeurs d'eau qui puisent dans la nappe <sup>ou</sup> calcaire carbonifère ce qui permettrait une meilleure tenue de cette nappe. Les distributeurs iraient chercher ailleurs l'eau de remplacement.

Techniquement, cette substitution des points de prélèvement d'eau est valable. Deux adductions ont été étudiées ; l'une en provenance de la vallée de la Sensée ; l'autre, de la basse Vallée de l'Escaut. Ces nouveaux captages devraient pouvoir fournir 40.500 m<sup>3</sup>/jour à Roubaix-Tourcoing et 33.500 m<sup>3</sup>/jour à la S.E.N. en remplacement des forages qui seraient abandonnés, soit un total de 74.000 m<sup>3</sup>/jour. Il serait d'autre part intéressant de profiter de ces coûteuses adductions pour amener un débit supplémentaire en prévision des besoins futurs. C'est pourquoi le débit a été fixé à 100.000 m<sup>3</sup>/jour.

Que l'eau vienne de la basse vallée de l'Escaut ou de la Sensée, le coût des travaux serait de l'ordre de 40 à 50 millions de francs.

La solution préconisée pour financer un pareil investissement a été la constitution d'une société d'économie mixte à laquelle participeraient le Département du Nord, la Ville de Lille, les villes de Roubaix Tourcoing, la S.E.N. et l'Association des Utilisateurs d'Eau. Le capital serait réparti à raison de 51 % pour le Département et les Municipalités et de 49 % pour la S.E.N. et les Industriels.

La Ville de Lille a un intérêt majeur à se joindre à ce projet pour obtenir les quantités d'eau supplémentaire qui lui seront indispensables après 1970.

La Commission prend acte de cet exposé et estime que l'intérêt de la Ville est effectivement de faire partie de cette Société d'Economie Mixte.

x

x

x

.../...



TRANSPORTS.

64/10.- VENTE DE VIEUX VEHICULES :

La Commission donne un avis favorable pour la mise en vente au plus offrant, de véhicules du parc municipal qui ont été réformés par suite de vétusté.

64/11.- VENTE D'HUILES USAGÉES :

La Commission donne un avis favorable à la vente des huiles usagées recueillies à l'occasion des vidanges effectuées au garage municipal.

Ces huiles seront vendues à la S.R.R.H.U. de MOUVEAUX pour la somme de 10,40 F les 100 L. Cette société, spécialisée dans la récupération des huiles, nous applique le même tarif qu'à l'ensemble des garagistes et des stations-service de la région.

L'admission en recette sera de l'ordre de 300 F.

Une délibération sera présentée au prochain Conseil Municipal.

64/12.- ACHAT DE VEHICULES :

La Commission donne un avis favorable pour la passation d'un marché avec la Société Industrielle Automobile du Nord pour la fourniture de 2 conduites intérieures marque PEUGEOT, type 404, et avec les Etablissements CABOUR pour la fourniture de 4 fourgonnettes 2 CV et d'un fourgon tôle allongé de 1.500 kg.

Ces véhicules sont destinés à renouveler une partie de notre matériel de transports arrivé à limite d'utilisation et de doter les services municipaux de véhicules supplémentaires appropriés à leur besoin.

Rapport transmis au prochain Conseil Municipal.

x

x

x

SERVICES CONCEDES.

64/13.- PROCES-VERBAL DU SYNDICAT MIXTE :

Aucune observation n'a été formulée par les Commissaires au sujet des procès-verbaux du Syndicat Mixte qui leur ont été envoyés.

M. le Président rappelle que ces procès-verbaux leur sont envoyés pour information et observations éventuelles.

Il demande que celles-ci lui soient formulées sans attendre la réunion de la Commission des Services Publics.

x

x

x

.../...



64/14.- QUESTIONS DIVERSES :

1<sup>o</sup>) M. DEAN attire l'attention de la Commission sur les prix pratiqués par les chauffeurs de taxis sur le territoire de la Ville de Lille. Il demande avec M. BLANCHARD que le trajet retour du taxi vide à son point de départ ne soit plus incorporé au prix de la course.

M. HENAUX précise que les prix appliqués dans les taxis sont fixés par un arrêté préfectoral. Le retour à vide y est prévu. Aucune comparaison ne peut d'ailleurs être faite entre la situation des Taxis à PARIS et à LILLE.

2<sup>o</sup>) M. COLICHE attire l'attention du Président sur l'intérêt que présenterait un service municipal de taxi reliant le parking Javary au centre de la Ville. . . . .

Il est rappelé que cette question avait été examinée lors de la mise en service de ce parking. A cette époque, il avait été jugé prudent de surseoir à cette desserte qui paraissait trop déficitaire.

M. HENAUX signale que ce service incomberait à la C.G.I.T. et propose de reprendre contact avec cette compagnie pour réexaminer le problème maintenant que le parking commence à être connu des automobilistes.

SEANCE LEVEE à 20 h 20.

Vu, le Chef de Service,

Vu, le Président,

L. MORIN

G. HENAUX



## COMMISSION DES SERVICES PUBLICS

REUNION DU 25 MARS 1964

La Compagnie Française d'assainissement et de compostage a présenté à la Ville de Lille un projet tendant à traiter les ordures ménagères collectées sur notre territoire en vue de leur transformation en compost par fermentation accélérée.

Il faut rappeler que la destruction des ordures ménagères, des déchets de voirie et des marchés etc ... doit se faire de telle façon que les exigences de l'hygiène soient dûment remplies.

Dans de nombreux cas, les ordures sont évacuées en décharge. Le procédé dit de "décharge contrôlée" permet de supprimer les inconvénients de la mise en décharge simple. Le principe consiste à organiser le dépôt en couches peu épaisses (1,50 m environ) et à recouvrir chaque couche, aussitôt constituée, de matières inertes. Cette protection évite le dégagement des mauvaises odeurs et conserve à la masse une humidité favorisant la fermentation. Les rats ne trouvent plus d'aliments en surface et, s'ils veulent pénétrer dans les dépôts, le séjour leur est rendu impossible par une température de 40° à 70°, avec appauvrissement d'oxygène et émanation importante d'acide carbonique.

La décharge contrôlée est actuellement la méthode de destruction des ordures ménagères la plus économique. Malheureusement, lorsque les terrains propres à recevoir ces décharges s'éloignent par trop de l'agglomération, il faut adopter un autre procédé de destruction, par incinération ou par fermentation.

Les ordures ménagères constituent un combustible pauvre nécessitant l'emploi de foyers spéciaux de grandes dimensions ayant des pertes élevées. La destruction par le feu n'est pas totale, elle laisse un résidu de mâchefers assez important. Toutefois, ces résidus sont inertes et stérilisés par la combustion. Il est facile de s'en débarrasser.

L'incinération offre de grandes garanties du point de vue hygiène sous la seule réserve d'avoir un dispositif efficace évitant la production et la dispersion des fumées et poussières.

La fermentation en usine consiste à réaliser dans des silos, la même opération que dans la décharge contrôlée. Comme les ordures peuvent être aérées et arrosées à volonté, leur transformation est beaucoup plus rapide. Après tamisage, le terreau obtenu est vendu aux cultivateurs.

C'est ce système qui est à la base du procédé PRAT présenté par la C.O.F.A.C.

x

x

x

Cette société pense que la fermentation des ordures ménagères en usine doit répondre aux données suivantes :

- 1° - Tout triage manuel doit être proscrit
- 2° - La fermentation aérobie économique doit comporter un contact aussi large que possible des ordures avec l'air ambiant.
- 3° - La fermentation naturelle doit être accélérée en procurant des conditions optimales de travail aux nombreuses familles de bactéries contenues dans les ordures ménagères.

.../...



4° - Toutes les ordures, à l'exception des ferrailles doivent être incorporées au compost et traitées de manière à ôter toute nuisance aux éléments non fertilisants, tels que les débris de verre ou de corps durs divers.

Fondée sur ces considérations générales, la solution présentée par la C.O.F.A.C. est définie par la caractéristique suivante :

Les ordures ménagères sont mises en dépôt dans des cellules grillagées, sans triage, telles qu'elles proviennent de la collecte. Elles sont déversées directement par les benmes empruntant des voies de circulation surelevées spécialement aménagées.

Au moment de ce déversement, les ordures sont arrosées par un liquide activateur de fermentation. Cette dernière provoque une élévation de température que l'on limite à 65°. Dépoté après 5 jours de fermentation, le compost brut est alors transporté dans une trémie de conditionnement pour le transformer en compost utilisable en agriculture.

Dans ce conditionnement, tout triage manuel est exclu. Après élimination des ferrailles par triage magnétique et des cendres par tamisage, les éléments sont finement broyés en une seule opération.

Le produit obtenu sous forme de compost représente 80 % du poids des ordures ménagères traitées.

L'unité de traitement, d'une capacité de 30 à 40 tonnes/jour, comprend six cellules et un groupe de conditionnement. Elle est établie sur un terrain d'environ 8.000 m<sup>2</sup>, ce qui semble faible pour le stockage éventuel du produit élaboré car la vente du terreau est saisonnière et ne s'étale que sur 3 ou 4 mois par an.

La société préconise la construction de trois usines de traitement d'une capacité unitaire de 500 tonnes par semaine, ce qui donnerait une marge de sécurité de 15 % environ pour notre ville.

Chaque usine coûterait 1.858.000 francs (non compris le prix du terrain).

La Société COTAC consent à assurer l'exploitation des usines qu'elle construit sous sa seule responsabilité. Dans ce cas, elle accorde 30 % de ses bénéfices d'exploitation à la municipalité considérée, sans pour autant la faire participer au déficit éventuel d'exploitation.

Pour des usines d'une certaine importance, le concessionnaire exploitant s'engage à régler à la municipalité une redevance égale aux annuités du prêt de la Caisse des Dépôts.

A mon avis, cela appelle de très nettes réserves. En effet, une évaluation rapide permet d'établir le montant approximatif de cette annuité :

Usine	1.858.000 F	
Terrain à 2 F environ le m <sup>2</sup>	16.000 F	
	<u>1.874.000</u>	x 3 = 5.662.000 F
Subvention supposée de 20 %		1.124.000 F
Emprunt nécessaire à la Caisse des Dépôts		4.500.000 F
ce qui donne pour annuité (emprunt de quinze ans à 5,5 %)		448.315 F.

Avec un rendement de 80 %, les usines pourront produire 48.000 tonnes de terreau par an. Les seuls frais d'amortissements représentent donc un peu plus de 9 F la tonne.

.../...



Or, la Société T.R.U. donne actuellement du terreau gratuitement, l'acheteur ne paie que le transport, et la municipalité de CALAIS ne trouve pas preneur du terreau produit par son usine (construite en 1958) pour la somme de 4 F la tonne (prix moyen du traitement complet sans tenir compte de l'amortissement des frais d'établissement).

Ce qui tend à prouver non pas que le procédé présenté par la société COFAC soit sans valeur mais que notre région ne semble pas offrir d'importants débouchés sur le marché du compost et qu'il paraît difficile de partager l'optimisme du promoteur.

Pourtant dans sa proposition, la COFAC déclare que la demande en terreau est très supérieure à la production et qu'il n'existe aucune difficulté d'écoulement. La CHINE s'est même proposée pour acheter la totalité de la production française, ce qui permet à la COFAC de se présenter comme gestionnaire des installations qu'elle réalise.

x

x

x

Une circulaire parue au J.O. du 10 Juillet 1961 relative au traitement en usine des ordures ménagères appelait l'attention sur trois points :

1° - PERIMETRE D'ACTION D'UNE USINE DE TRAITEMENT :

La création d'une usine de traitement implique dans bien des cas l'institution préalable d'un district urbain ou d'un syndicat intercommunal.

Cette solution est à recommander à la fois pour des raisons techniques (lorsqu'il s'agit d'équipements nouveaux) et pour mieux répartir les frais généraux, sous réserve bien entendu qu'il n'en résulte pas une augmentation prohibitive des frais de transport.

Suivant l'importance relative des collectivités locales associées, on peut envisager :

- soit que la ville principale, lorsqu'elle est dotée d'un service technique, se charge de la responsabilité du fonctionnement de l'usine moyennant la perception de redevances versées par les communes de moindre importance en contrepartie du service ainsi rendu ;
- soit que l'ensemble soit géré par un service commun ;
- soit dans le cas d'une usine de fermentation, l'intervention d'une coopérative agricole, qui pourrait fournir les engins nécessaires à l'exécution du service public et aurait également pour mission de vendre le terreau produit.

2° - CHOIX DU CONSTRUCTEUR :

Les procédés à mettre en oeuvre étant souvent brevetés, il est en règle générale dérogé au principe de l'adjudication. Il est donc recommandé d'adopter la procédure du marché sur concours.

Il appartiendra donc aux collectivités intéressées d'établir un programme définissant aussi exactement que possible, les données du problème et les conditions à exiger à la fois pour l'admission des concurrents et pour la qualité des produits à obtenir. Il incombera en outre au constructeur de procéder à la surveillance du fonctionnement de l'exploitation et à la mise au point de l'appareillage aussi longtemps que les conditions spécifiées au programme d'établissement n'auront pas été remplies.



Les concurrents devront en particulier fournir des précisions chiffrées sur le montant des travaux de construction en faisant clairement apparaître la part de ceux dont ils pourraient revendiquer le monopole en vertu de brevets acquis ou d'engagements spéciaux et sur le coût des dépenses de fonctionnement, compte tenu des possibilités de vente des produits et sous-produits.

3<sup>e</sup> - OCTROI DE SUBVENTIONS PAR L'ETAT :

Ces opérations sont subventionnables par le Ministère de l'Intérieur dans les conditions fixées pour l'équipement urbain par la circulaire n° 331 du 30 Août 1957. L'aide de l'Etat pourra être, en règle générale, subordonnée à la signature d'une convention comportant l'obligation pour l'usine considérée de traiter les ordures ménagères en provenance de communes voisines, lorsque ces dernières ne se sont pas spécialement associées.

Il va de soi que le dossier qui sera soumis devra comporter des études sur les possibilités de vente des produits et sous-produits, chaleur et électricité pour les usines d'incinération, terreau pour les usines de fermentation, en évaluant les perspectives d'avenir des débouchés envisagés.

Dans le cas des usines de fermentation, les études devront être accomplies en liaison par exemple, avec les syndicats professionnels et les coopératives de production. En effet, la production de terreau d'ordures qui ne peut présenter qu'un faible pourcentage par rapport au total de matière organique dont peut disposer l'agriculture, semble cependant pouvoir être conseillée dans certaines régions, de manière que les produits de transformation, dont l'utilisation est saisonnière, puissent être commercialisés dans les conditions les plus satisfaisantes.

x

x

x

Le rappel assez bref de cette circulaire montre combien le problème est important et mérite un examen attentif.

A l'heure actuelle, les ordures collectées sur la Ville de Lille sont placées en décharges contrôlées par les soins de la société T.R.U. Cette opération revient à 7,50 F la tonne pour un éloignement annuel moyen de 10 kms.

Par lettre en date du 23 Novembre 1963, la société T.R.U. affirmait qu'elle pouvait assurer cette décharge pendant encore cinq ans environ en restant dans la limite de 10 à 15 kms pour l'éloignement moyen des terrains de décharge, et à 8 ou 10 ans dans la perspective d'une extension jusqu'à 20 kms.

Le prix de revient de la tonne traitée serait :

7,50 F	pour 10 kms
13,30 F	pour 15 kms
19,12 F	pour 20 kms, y compris le transport.

L'indication de ces prix permet de dire que l'abandon de la décharge contrôlée ne sera pas une source d'économie car le traitement de la tonne d'ordures revient à environ :

25 F par incinération  
13 à 15 F par fermentation,  
sans compter le transport du lieu de collecte à l'usine.

.../...



Actuellement, le marché liant la Ville à la société T.R.U. impose à cette dernière la recherche des terrains et l'accomplissement de toutes les formalités utiles à l'obtention des autorisations nécessaires à la création de décharges contrôlées.

Comme ce marché se termine le 31 Décembre 1965, le cahier des charges de la nouvelle adjudication imposera cette obligation au futur adjudicataire qui devra dans les 6 mois qui suivront sa soumission, justifier des terrains nécessaires.

Il ne fait malheureusement pas de doute que la ville soit amenée à plus ou moins brève échéance, à abandonner la décharge contrôlée par manque de terrains adéquats. Il est donc utile d'envisager dès maintenant cette hypothèse.

Dans ces conditions, il apparaît nécessaire d'adopter une doctrine lilloise sur cette importante question avant de s'engager avec un constructeur d'usine.

La Ville de Lille, qui ne pourra édifier les usines sur son propre territoire, devra composer avec certaines communes de la banlieue intéressées par la destruction des ordures ménagères.

Un syndicat intercommunal pourrait être constitué en vue d'établir par des études préalables le type d'installation présentant la solution la plus rationnelle, de mettre au concours la réalisation de cette installation et d'en étudier sa forme de gestion.

L'Ingénieur Principal,  
Chef des Services Publics,

L. MORIN



COMMISSION DES SERVICES PUBLICS

REUNION DU 25 MARS 1964

Au cours d'une enquête effectuée le 4 Novembre 1963 aux Abattoirs de la Ville, il a été constaté un gaspillage particulièrement important dans les échaudoirs réservés à l'abattage des chevaux et dans les cours correspondantes équipées de bornes-fontaines, ainsi qu'au poste de désinfection des véhicules.

Les relevés des consommations d'eau propres aux Abattoirs entre 1960 et 1962 indiquées ci-après, nous révèlent par leurs chiffres croissants, l'augmentation du gaspillage d'eau durant cette période :

<u>1960</u>	<u>1961</u>	<u>1962</u>
298.959 m <sup>3</sup>	324.530 m <sup>3</sup>	357.189 m <sup>3</sup>

Des mesures ont été recherchées en vue de la réduction de ce gaspillage. L'installation de compteurs divisionnaires a été envisagée mais demeure impossible à cause des travaux de modernisation et des conditions de vétusté de cet établissement.

Ces dernières empêchent une organisation rationnelle propre à limiter les pertes d'eau aux Abattoirs.

L'achèvement de la modernisation de cet établissement permettra grâce aux installations de postes d'eau et de robinets à pression soumis à un contrôle rigoureux, de réduire considérablement les pertes d'eau actuellement constatées.

Néanmoins, la seule solution qui pouvait éventuellement entraîner la réduction de ce gaspillage serait de faire payer les fournitures d'eau à cet établissement.

Cette facturation ne devrait pas se traduire par un jeu d'écriture entre les comptes financiers du service des Eaux et celui des Abattoirs, Halles et Marchés, sinon le but recherché n'en serait pas atteint.

Les abattoirs seraient considérés, en ce qui concerne les consommations d'eau, comme un abonné particulier du service des Eaux au même titre qu'un établissement administratif privé. Il serait ainsi soumis aux mêmes conditions de relevé, facturation et imposition que celles qui sont appliquées à un tel abonné.

Ce mode de facturation devrait aboutir à la réduction sensible du gaspillage d'eau recherché par le service municipal des Eaux.





COMMISSION DES SERVICES PUBLICS

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 10 SEPTEMBRE 1964

MM. les Membres de la Commission des Services Publics se sont réunis le 10 Septembre 1964 à 18 h 15, sous la présidence de M. G.HENAU, Adjoint au Maire, délégué aux Services Publics.

Etaient présents :

MM. COLICHE, DEAN, DE BECKER, HENAU.

Etaient excusés :

MM. DERIEPPE, ROUSSEAU, SIMOENS.

Assistaient en outre à cette réunion, à titre consultatif :

MM. MARGHT, Ingénieur en Chef des Services Techniques,  
MORIN, Ingénieur Principal, Chef des Services Publics,  
MALLENGIER, Ingénieur Subdivisionnaire des Services Publics.

X

X

X

64/15.- INDEMNITE POUR DOMMAGES.

La Commission est informée de la mise en service de la station de pompage du réservoir de l'Arbrisseau.

Le régime de marche actuel bien que réduit, donne satisfaction à l'ensemble des abonnés et le service des Eaux ne reçoit pratiquement plus de réclamations concernant la pression.

Cette station a pour but de maintenir la pression dans le réseau en accélérant l'écoulement de l'eau dans les conduites. Sa mise en service a eu une très forte influence sur les consommations des Lillois et contrairement aux années précédentes, il y avait de l'eau aux étages quand il faisait très chaud à Lille. Il ne faut donc pas s'étonner que par rapport à l'année dernière, la consommation journalière maximum ait augmenté de 20 % (60.000 m<sup>3</sup> au lieu de 50.000).

A la mise en route de la station, une vieille conduite de 600 m/m n'a pas résisté à la pression et a éclaté dans un champ situé à proximité des réservoirs.

La Commission donne un avis favorable au paiement de l'indemnité de 283,72 F réclamée par Mme Vve BRISBART qui exploite ce champ endommagé d'une part par l'écoulement de l'eau et d'autre part, par les travaux de réparation de la conduite.

Une délibération sera présentée au prochain Conseil Municipal.

.../...



64/16.- CONSTRUCTION DE RESERVOIRS SUPPLEMENTAIRES.

Le service donne lecture de la note préparée à cet effet (Annexe 1).

Il est précisé que cette construction de réservoirs était prévue au plan décennal (1960 - 1970) mais la capacité de ceux-ci n'était que de 5 à 6.000 m<sup>3</sup>, ce qui demande un réajustement car la station de l'Arbrisseau fait ressortir des consommations de pointes de 60.000 m<sup>3</sup>/jour et il s'avère de plus en plus souhaitable d'aligner la pression du réseau d'eau de notre ville sur celle des réseaux des communes voisines pour permettre les interconnexions.

Après discussion, la Commission donne un avis favorable à cette proposition et estime que sa réalisation doit rester dans le cadre du plan décennal en cours.

64/17.- ACHAT DE TUYAUX.

Nous avons reçu des services des Ponts et Chaussées une offre de cession d'un certain nombre de pièces et de canalisations de fonte constituant le reliquat des achats pour la reconstruction de FIVES-LILLE.

Le service propose le rachat de ces matériaux moyennant l'application d'un coefficient de vétusté de 30 % sur les tuyaux et de 60 % sur les pièces.

La Commission donne un avis favorable à cette opération dont le montant est de l'ordre de 5.000 F.

64/18.- COLLECTE DES ORDURES MENAGERES.

M. le Président demande aux commissaires s'ils ont bien reçu les documents (annexes 2 - 3 et 4) qui leur avaient été envoyés quelques jours auparavant afin de permettre un meilleur examen de cette importante question, qui, à la demande du Conseil d'Administration, devait être soulevée un an avant la fin du marché T.R.U.

Le service signale que ce projet de cahier des charges est conforme au cahier des charges type officiel et adapté aux exigences particulières propres à notre ville.

Il est précisé d'autre part, que l'article 24 de ce projet doit être complété de telle sorte que le matériel revienne automatiquement à la ville en fin de contrat.

En outre, étant donné la tendance actuelle de réaliser la collecte et le traitement des ordures ménagères dans un cadre plus vaste que celui d'une seule commune, il ne paraît pas prudent pour une ville de s'engager pour plusieurs années sans prévoir la possibilité pour elle de résilier le contrat unilatéralement à tous moments afin d'adhérer à un syndicat intercommunal si elle le désire. Une clause dans ce sens devrait être incluse.

Dans ces conditions, il semble que la ville aurait intérêt à proroger le contrat actuel d'une année ou deux et M. le Président fait part à la Commission d'une proposition de la Société T.R.U. de reconduire pour quelques années le marché actuel (avec résiliation possible sur simple préavis de six mois).



Durant ce laps de temps, cette importante question de la collecte et du traitement des ordures ménagères aurait pris corps et la ville pourrait alors décider en toute connaissance de cause.

C'est aussi l'avis de M. MAEGHT qui estime que la reconduction nous permettrait de "voir venir" et laisserait à la ville sa liberté de manoeuvre.

M. DEAN pense que les conditions de résiliation unilatérale dont il a été question précédemment risquent de rendre infructueuse l'adjudication et que, dans ce cas, la ville serait purement et simplement à la merci de la société T.R.U.

Le Président estime, lui aussi, qu'aucun adjudicataire ne s'engagera pour moins de 12 à 15 ans, et considérant, par ailleurs, que la prorogation règlera automatiquement la question des indemnités d'amortissement, il propose de proroger le marché qui lie la Ville à la T.R.U. par reconduction tacite d'année en année, sauf résiliation sur préavis de 6 mois, dès l'entrée en fonction du Syndicat Intercommunal de la Collecte et du Traitement des ordures ménagères.

La Commission, unanime, ratifie cette proposition et formule le vœu de voir reprendre, à cette occasion, l'étude de la collecte hermétique, condition première de la propreté publique.

#### 64/19.- COLLECTE DANS LES RESTAURANTS.

La Commission est informée des résultats des pourparlers relatifs à la collecte qui serait effectuée les dimanches et jours fériés dans les restaurants de la ville.

L'étude avait fait apparaître une redevance hebdomadaire variable suivant l'importance de l'établissement ;

6 F pour la 1ère catégorie

5 F pour la 2ème catégorie

3 F pour la 3ème catégorie,

redevance qui pourrait être payée directement à la Société T.R.U.

Malheureusement, de nombreux restaurateurs ont changé d'avis, ce qui empêche le service de démarrer sur les bases précédentes.

D'autre part, si la redevance était calculée sur un nombre très faible de restaurants, elle atteindrait un taux excessif.

Après discussion, la mise en route du service est proposée pour une période d'essai de trois mois, la ville prenant en charge le déficit estimé à 500 F par mois.

Il est probable que cette mise en route incitera tous les restaurateurs à bénéficier de ce service.

#### 64/20.- COLLECTE DES RESIDUS ET EMBALLAGES COMMERCIAUX.

En ce qui concerne cette collecte particulière, la principale pierre d'achoppement semble être l'horaire imposé.

.../...



En effet, pour des raisons de circulation dans la zone bleue, le service est prévu entre 6 h 30 et 8 h alors que les commerçants estiment qu'elle devrait avoir lieu entre 8 h et 9 h.

M. MAEGHT signale les inconvénients qui résulteraient d'un ramassage exécuté à une heure aussi tardive dans le centre de la ville.

Après discussion, la Commission est favorable à la mise en route d'un service de collecte des résidus et emballages commerciaux entre 6 h 30 et 8 h contre paiement d'une redevance de 8,70 F par mètre-cube. Ici, également, la ville pourrait prendre en charge le déficit qui risque de survenir pendant la période de démarrage et qui ne pourra être évalué qu'après le premier mois d'essai.

#### 64/21.- ACHAT DE VEHICULES.

La Commission donne un avis favorable pour la passation d'un marché avec les Ets CABOUR pour la fourniture d'un fourgon tôle CITROEN 1.500 kgs HY et d'un camion CITROEN Type U 23.

Ces véhicules sont destinés à renouveler une partie de notre matériel de transports parvenu à limite d'utilisation.

Marché transmis au prochain Conseil Municipal.

#### 64/22.- CONGRES DE VIENNE.

Le 8ème congrès international pour le nettoyage des villes s'est tenu à VIENNE du 13 au 18 Avril.

Le Président rappelle à MM. les Membres de la Commission qu'il leur a adressé le compte rendu de cette réunion et il s'informe des observations que ses conclusions ont pu soulever.

La Commission fait siennes les conclusions de ce compte rendu, en insistant sur la dernière qui concerne le traitement des ordures ménagères :

"Une délégation, composée d'autant d'économistes que d'ingénieurs, pourra, seule, après étude et visite des différents types de réalisations récentes, étayer des propositions valables".

La Commission souhaite vivement que ce moment ne tarde plus.

En effet, l'élimination des ordures ménagères pose, de jour en jour, un problème de plus en plus délicat qui menace de devenir insoluble.

Dans deux ou trois ans, la mise en décharge deviendra très onéreuse, si elle est encore possible - ce que nul ne peut garantir.

C'est 200.000 Tonnes d'ordures ménagères et de résidus urbains que l'agglomération lilloise évacue chaque année, la T.R.U., en charriant à elle seule les trois quarts.

La santé des populations exige que sans plus attendre, l'on se préoccupe du traitement de ces déchets.

.../...



64/23.- SYNDICAT MIXTE D'EXPLOITATION DES TRANSPORTS EN COMMUN.

M. l'Adjoint HENAUX informe MM. les Membres de la Commission que la Caisse des Dépôts et Consignations vient de consentir au Syndicat Mixte deux emprunts, l'un d'un montant de 2.089.500 F remboursable en 10 ans, au taux de 5 % et l'autre de 130.500 F remboursable en 20 ans, au taux de 5,25 %, en vue de poursuivre la modernisation et l'équipement du réseau.

Le financement des programmes, tels qu'ils ont été arrêtés, sera donc assuré normalement au cours de cette année.

La Commission prend acte de cette intéressante information.

SEANCE LEVEE à 19 h 45.



COMMISSION DES SERVICES PUBLICSDU 10 SEPTEMBRE 1964

Le service municipal des Eaux de la Ville de Lille dispose à l'heure actuelle :

- d'un réservoir situé à l'Arbrisseau, construit en 1868 - 1869 et composé de 2 compartiments d'une capacité globale de 12.000 m<sup>3</sup> avec trop plein à la cote + 49 et radier à la cote + 44.
- d'un réservoir situé à St-Maurice, construit en 1886, en équilibre avec celui de l'Arbrisseau, avec les mêmes côtes de trop plein et de radier et d'une capacité de 9.000 m<sup>3</sup>.

Enfin, pour desservir les maisons construites autour du réservoir de la Louvière, un château d'eau de 300 m<sup>3</sup> de capacité, avec trop plein à la cote + 72 reçoit, par de petits groupes électropompes l'eau puisée dans le réservoir de la Louvière.

La capacité totale des réservoirs de distribution est donc de 21.000 m<sup>3</sup>. C'était jusqu'aux environs de 1930, la consommation moyenne d'une journée (23.680 m<sup>3</sup> en 1930).

Depuis le début du siècle, les critères en matière de réservoirs ont évolué et à l'heure actuelle, il est recommandé de disposer d'une capacité de réservoir d'au minimum 50 % de la plus forte consommation journalière escomptée.

Cette année, une pointe journalière de 59.989 m<sup>3</sup> a été enregistrée le 15 Juin et les consommations supérieures à 55.000 m<sup>3</sup>/jour deviennent de plus en plus fréquentes. D'autre part, des consommations de pointe de 73.000 m<sup>3</sup>/jour sont prévues pour 1970.

Dans ces conditions, il semble nécessaire de disposer avant cette date d'un volume de stockage de 37.000 m<sup>3</sup> d'eau, ce qui amène à conclure à une augmentation de la capacité de nos réservoirs de l'ordre de 15 à 16.000 m<sup>3</sup>.

Le service propose donc la construction :

- d'un réservoir de 15.000 m<sup>3</sup> à l'Arbrisseau en équilibre avec les réservoirs actuels, c'est-à-dire :

trop plein à la cote	+ 49
radier à la cote	+ 44

La dépense serait de l'ordre de 2.500.000 F.

- de deux réservoirs l'un à l'Arbrisseau, l'autre à la Louvière, d'une capacité de 500 à 1.000 m<sup>3</sup> en cuve cylindrique ayant leur trop plein à la cote + 72, afin de régulariser la pression de distribution dans la Ville et l'aligner sur celle des communes environnantes.

La dépense serait de l'ordre de 600.000 F.



COLLECTE ET TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES

RAPPORT A LA COMMISSION DES SERVICES PUBLICS

Le marché qui lie la Ville de Lille à la Société T. R. U. et ses filiales vient à expiration le 31 décembre 1965.

Il importe donc d'examiner dès maintenant la situation créée par cette expiration et de prendre les décisions qui s'imposent pour que la collecte et l'évacuation des ordures ménagères de la Ville de Lille puisse continuer à être assurées normalement après le 31 décembre 1965.

Cette affaire est importante parce que le service intéresse l'ensemble des Lillois et représente une lourde charge pour la Ville.

En 1963, il a été versé à cette Société :

- T.R.U.	2.683.353,84
- S.A.C.R.U.	1.371.720,47
- S.A.R.U.	659.507,42

soit un total de : 4.714.581,73

X

X

X

Afin de maintenir le maximum de clarté cet exposé sera divisé en quatre chapitres :

- exposé de la situation actuelle
- liquidation du marché Ville de Lille - T.R.U.
- conclusion
- cahier des charges

X

X

X

.../...



## COLLECTE ET TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES

### EXPOSE DE LA SITUATION ACTUELLE

#### Rappel des principales étapes de l'évolution du marché liant la Ville à la Société T. R. U. et ses filiales

##### 1ère étape :

En 1943, un marché ayant pour objet : "l'enlèvement des ordures ménagères et des résidus urbains, ainsi que l'exécution de divers autres transports automobiles" est passé avec la société T.R.U.

##### 2ème étape :

En décembre 1948, le marché qui doit prendre fin le 31 décembre 1948, est prorogé jusqu'au 31 décembre 1950.

##### 3ème étape :

En janvier 1950, il fut décidé :

- de passer à la collecte journalière à l'aide de 21 bennes, modernes à tassement mécanique,
- d'ouvrir un délai de 3 ans pour assurer la substitution des bennes modernes aux véhicules anciens,
- de proroger jusqu'au 31 décembre 1965 la durée du marché.

##### 4ème étape :

En juillet 1950, la S.A.C.R.U. se voit confier le soin de recruter le personnel nécessaire à la collecte des ordures ménagères.

##### 5ème étape :

En janvier 1951, la S.A.C.R.U. est chargée de :

- la réception et de l'évacuation des produits du balayage
- l'arrosage-balayage des voies publiques et fils d'eau
- le curage systématique des cuvettes d'égouts.

Ces différentes étapes ont eu pour conséquence d'augmenter de façon appréciable le volume des tâches confiées à cette société et il faut préciser que ce service ne fait pas l'objet d'une concession mais d'une entreprise de travaux publics - Quinze avenants au marché initial règlent les rapports entre la ville et la T.R.U.

X

X

X

#### Importance des services exécutés par cette société à l'heure actuelle

Les services exécutés par cette société résultent pour la plus grande partie de l'application de l'article 1er du 7ème avenant (23 février 1951) :

.../...



"article 1. - 1° - A partir du moment où l'entreprise aura substitué son personnel à celui que l'Administration municipale avait préposé au service de la collecte des ordures ménagères, l'ensemble des opérations détaillées ci-après sera, dans les limites et conditions fixées par la présente convention, assuré au moyen du personnel et du matériel fourni par l'entreprise.

a/ à titre permanent. le chargement et l'évacuation des résidus urbains :

Ordures ménagères,  
Produits du nettoyage des Halles et Marchés,  
des Casernes,  
des Cimetières,  
des Jardins publics,  
du balayage des voies publiques,

b/ le cas échéant. l'enlèvement des neiges et glaces.

c/ occasionnellement. et dans la limite du matériel disponible de l'entreprise :

Chargement et transport de tous autres matériaux nécessaires aux services de la Ville.

Les transports seront effectués sous la responsabilité de l'entreprise :

- soit sur les terrains de décharge ou à l'usine d'incinération,
- " " tels emplacements désignés par l'Ingénieur Chef des Services Publics
- " " les chantiers et les dépôts désignés par les services intéressés par ces transports.

2° - Indépendamment des opérations de chargement et de transport énumérées ci-dessus, et sans attendre que l'entreprise ait substitué son personnel à celui que l'Administration municipale a préposé au service de la collecte, l'Administration municipale pourra confier à l'entrepreneur, pour leur totalité ou pour partie, l'un ou l'autre, ou l'ensemble des services désignés ci-après :

- a/ mise en dépôt provisoire des produits du balayage dans des récipients clos, de capacité appropriée, en des emplacements agréés par l'Administration municipale, et évacuation de ces produits au moyen d'un matériel automobile et dans des conditions offrant toute sécurité au point de vue de l'hygiène publique,
- b/ arrosage et balayage des voies publiques, balayage des fils d'eau et enlèvement des produits de ces opérations,
- c/ curage des cuvettes d'égouts par un procédé mécanique offrant les garanties nécessaires de rapidité et d'hygiène, tant pour le personnel que pour la population.

X

X

X

.../...



- A l'heure actuelle cette société met en oeuvre pour le compte de la Ville:

1°) SERVICES QUOTIDIENS REGULIERS :

	Nombre de véhicules :		chauffeurs:	releveurs
	utilisés	en réserve:	utilisés	
(1) Collecte des ordures ménagères y compris:	21	:	:	:
desserte hermétique des groupes H.L.M. & ser-	bennes	2	21	63
vice des containers	tasseuses	:	:	:
(2) Traitement des ordures ménagères	2	-	2	-
	bull-dozer	:	:	:
(3) Arrosage balayage	2	:	:	:
	arroseuses:	1	2	-
	balayeuses:	:	:	:
(4) balayage ramassage	2 balayeuses	3	2	-
	ramasseuses:	:	:	:
(5) curage des cuvettes d'égouts	2 aspira-	-	2	2
	teurs Vidan:	:	:	:
	geurs	:	:	:
(6) Enlèvement et évacuation des résidus du	3	:	:	:
carreau des Halles ainsi que des dépôts mu-	bennes ord.	-	3	9
cipaux	:	:	:	:
(7) Appropriation des marchés n/compris dis	1 camionnette	:	:	:
position des poubelles vidage et évacuation	1 benne-tasseuse -	:	3	5
des résidus	1 arroseuse:	:	:	:
(8) Enlèvement et évacuation des résidus des:	1 camionnette	1	1	1
cimetières (limités actuellement au cimetière	P.A.R.	:	:	:
de l'Est	:	:	:	:
(9) Nettoyement des urinoirs et W.C. publics:	3 camionet:	-	3	-
	tes 2 CV.	:	:	:
(10) Transport de décors du théâtre (pendant	1 véhicule	-	1	-
la saison théâtrale)	spécialement	:	:	:
	aménagé	:	:	:
	:	:	:	:
	:	:	:	:

2°) SERVICES QUOTIDIENS A LA DEMANDE :

(11) mise à disposition aux abords des deux cimetières, des casernes, hôpitaux, et dépôts municipaux de bennes amovibles, leur remplacement par des bacs vides, et l'évacuation des résidus ainsi recueillis

(12) mise à disposition des différents services municipaux de véhicules de transport et des matériels de travaux publics, pour l'exécution de tous travaux ou transports, avec ou sans main d'oeuvre de chargement, de déchargement ou de manipulation.

.../...



3°) SERVICES EXCEPTIONNELS :

(13) A toute heure, mise à disposition du service municipal de la Propreté Publique, de personnel et de véhicules de transport pour le dégagement de la Voie Publique des matériaux ou des matières salissantes ou dangereuses qui l'encombrent après un accident de la circulation

- l'enlèvement de cadavres d'animaux abandonnés sur la voie publique
- l'effacement d'inscriptions séditieuses etc...

(14) En période hivernale, mise à disposition du personnel et du matériel nécessaire au sablage des artères verglacées ou à l'enlèvement des neiges et glaces.

(15) A l'occasion de la Foire Internationale de Lille, aménagement et gestion des parcs automobiles permettant d'assurer le garage des voitures des Exposants et des visiteurs.

L'examen de cette énumération permet de constater que seuls les postes (1) (2) (6) (7) (8) (10) (13) et (14) sont en relation directe avec la collecte, l'évacuation et le traitement des ordures ménagères. Ils seront donc repris dans les dispositions du nouveau cahier des charges.

Les autres postes présentent un caractère plus ou moins indépendant et ne semblent pas devoir, à priori, être obligatoirement inclus dans l'entreprise. En effet :

- l'arrosage-balayage-ramassage mécanique (postes 3 et 4) pourrait être exécuté par des engins municipaux déposant les détritiques recueillis dans les dépôts de cantonnement du poste (6). Le service présentera un prochain rapport à ce sujet.

Les postes (5) (9) (10) (12) et (15) dépendent de divers services municipaux utilisateurs qui se doivent chacun d'examiner l'intérêt de la ville dans l'exécution de leur service particulier par des engins municipaux ou privés après appels à la concurrence.

X

X X

LIQUIDATION DU MARCHÉ LIANT LA VILLE A LA SOCIÉTÉ T.R.U. ET SES FILIALES

La liquidation du marché pose deux problèmes à propos :

- du personnel
- du matériel

1° - La société T.R.U. assure le service d'enlèvement dans de nombreuses communes suburbaines de Lille. Elle dispose à ce titre, d'un important personnel : environ 350 personnes.

La part que représente la Ville de Lille dans cet effectif s'élève à 160 personnes sans compter le personnel en réserve pour le remplacement résultant d'absence pour congés, maladie, accidents .....

.../...



La société T.R.U. prétend que le nouveau cahier des charges doit prévoir obligatoirement la reprise de ce personnel par le nouvel adjudicataire et à l'appui de sa demande, cette société a adressé les documents repris en annexe I et notamment la photocopie d'une lettre en date du 5 juin 1964 du Ministère du Travail (annexe II).

Bien que cette prétention ne soit pas nettement fondée, voir la lettre du 22 juillet 1964 de l'Inspecteur Divisionnaire de la 5ème Circonscription Direction départementale du Travail et de l'emploi du Nord, adressée à M. le Maire de Lille (annexe III), il semble souhaitable qu'un article du nouveau cahier des charges donne à la Ville de Lille la possibilité d'exiger du nouvel adjudicataire la reprise du personnel de la S.A.C.R.U. affecté à la collecte sur le territoire de la Ville de Lille depuis un certain laps de temps - à déterminer et qui ne pourrait être intégré dans les autres activités du groupe T.R.U.

2° - En ce qui concerne le matériel de collecte, l'article 35 du 6ème avenant stipule :

..."A l'expiration du marché les 23 bennes à tassement mécanique, devront être en bon état de fonctionnement, c'est-à-dire, en ordre de marche. La constatation de cet état sera faite par l'exécution d'un itinéraire de travail sans incident de matériel.

"Sous réserve de notifier son intention à la Sté T.R.U. au moins un an avant l'expiration du marché, la Ville pourra prendre possession à cette dernière date, des 23 bennes en question, à la condition de verser à la Sté T.R.U., dans les trois mois qui suivront cette prise de possession, une indemnité égale à trois annuités d'amortissement décomptées, d'une part sur la valeur d'achat du matériel dont il s'agit et, d'autre part, sur une durée d'amortissement de 18 années"...

L'administration municipale doit donc préciser ses intentions avant le 31 décembre 1964. Plusieurs possibilités s'offrent à la Ville.

1ère solution : La Ville reprend le matériel.

L'acquisition des 23 bennes qui s'est échelonnée entre 1950 et 1953, a coûté globalement : 112.025.355 AF.

Le montant de l'amortissement annuel, portant sur 18 annuités à un taux de 6,50 est de 10.758.845 AF.

L'indemnité à payer par la Ville dans les trois mois qui suivront la fin du marché (31.12.1965) sera de l'ordre de 350.000 F, avec les taxes.

.../...



I) Etat du matériel :

Il comprend 23 bennes de collecte dont la liste est reprise en annexe IV. Le kilométrage du moteur des bennes est le suivant :

benne	Km du moteur : en mai 1964	Km du moteur : prévu en fin 1965	benne	Km du moteur : en mai 1964	Km du moteur : prévu en fin 1965
60	95 000	115 000	71	73 000	93 000
61	77 000	97 000	72	63 000	83 000
62	74 000	94 000	73	65 000	85 000
63	77 000	97 000	74	71 000	91 000
64	68 000	98 000	75	71 000	91 000
65	77 000	97 000	76	93 000	113 000
66	87 000	107 000	77	83 000	103 000
67	89 000	109 000	78	54 000	74 000
68	97 000	117 000	79	46 000	66 000
69	14 000	34 000	81	4 000	24 000
70	63 000	83 000	82	82 000	102 000
			83	29 000	49 000

A la fin de 1965, les 23 bennes auront entre 12 et 16 ans. Elles auront parcouru chacune environ 200 000 Km.

La société TRU donne à ses chauffeurs une prime dès que le moteur a plus de 50 000 Km et la révision systématique des moteurs est opérée à 100 000 Km.

Quelques bennes ont été rééquipées au cours des dernières années de même que quelques cabines.

Les chassis des bennes sont des LATIL d'origine. Leur fabrication n'est plus poursuivie par le Constructeur. Des difficultés d'approvisionnement en pièces LATIL pourraient se présenter lors des réparations au cours des années à venir.

L'article 35 du 6ème avenant précise les conditions dans lesquelles seront repris les matériels : "les 23 bennes à tassement mécanique, devront être en bon état de fonctionnement c'est-à-dire, en ordre de marche. La constatation de cet état sera faite par l'exécution d'un itinéraire de travail, sans incident de matériel".

Les conditions de reprise sont donc très peu exigeantes vis à vis de la T.R.U. et il serait prudent de tenir compte de l'état usagé de ce matériel.

Si la Ville garde le matériel et paye à la T.R.U. l'indemnité, il lui en coûtera 35 millions d'AF et elle disposera d'un matériel qui parviendra très vite à sa limite d'utilisation et d'un entretien extrêmement onéreux.

2ème solution : La Ville abandonne le matériel à la T. R. U.

A première vue, cette solution paraît la plus raisonnable étant donné l'état d'usure du matériel. Toutefois, il semble que la nouvelle entreprise adjudicataire aura beaucoup de difficultés pour aligner 20 bennes de collecte neuves dès le 1er janvier 1966.

.../...



3° - Le matériel utilisé par la S.A.R.U. pour les opérations de balayage mécanique et d'arrosage des voies publiques comprend :

- 3 arroseuses-balayeuses
- 5 balayeuses-ramasseuses

Ces engins peuvent faire retour à la Ville dans des conditions semblables à celles du paragraphe précédent, c'est-à-dire que :

- la Ville doit faire connaître ses intentions avant le 31-12-1964
- la Ville devra verser environ 110 000 F d'indemnité si elle reprend le matériel.

Or, ces engins achetés en 1951 et 52 étaient les premiers sortis d'une fabrication réalisée par la société L.V. de COURBEVOIE et en fait, la Ville de Lille a servi de banc d'essais.

Ces balayeuses fonctionnent encore mais au prix d'importantes réparations modifications et modernisation. Elles doivent passer à l'atelier tous les jours.

Ce matériel est d'un modèle périmé et très usagé.

4° - Le matériel utilisé par la S.A.R.U. pour les opérations de curage des cuvettes du réseau d'égouts doit pouvoir revenir à la Ville. Cette question est du ressort du service de l'assainissement.

X

X

X

#### CONCLUSION :

Tout d'abord la Ville doit avant le 31 décembre de cette année, notifier son intention de reprendre le matériel qui pourrait lui revenir en propriété en fin de marché.

A priori, il ne semble pas que la Ville ait intérêt à faire cette opération car le matériel, qui est ancien, nécessiterait des frais d'entretien élevés, mais la décision pourrait être prise après une expertise.

D'autre part, si la ville reprenait le matériel de collecte, ce serait pour le mettre à la disposition de la nouvelle entreprise à charge pour elle de le remplacer au fur et à mesure de son usure ou dans un délai déterminé.

Cette solution présente toutefois le gros inconvénient d'imposer un matériel usé au nouvel entrepreneur et de lui permettre en conséquence de faire valoir à tous moments sa mauvaise qualité pour se dégager de certaines obligations ou justifier tout manquement dans son service.

Il est préférable de prévoir dès l'origine du matériel neuf fourni par l'entrepreneur, quitte à autoriser l'utilisation du matériel d'occasion pendant les premiers mois si l'on veut augmenter l'éventail de la concurrence.

Enfin, il ne paraît pas utile de demander la remise en pleine propriété du matériel en fin de contrat. Au bout de dix ans d'utilisation journalière, un véhicule automobile est pratiquement hors d'usage.

.../...



En ce qui concerne la reprise du personnel par le nouvel entrepreneur, le cahier des charges type prévoit dans son article 8 que les ouvriers sont à recruter par priorité parmi le personnel de l'entreprise précédente, mais la Ville peut très bien étendre le bénéfice de cette mesure aux autres catégories de personnel.

En définitive, l'Administration municipale doit décider si elle ouvre un concours pour la collecte des ordures ménagères sur le territoire de la Ville de Lille.

Le cahier des charges sera, en principe, du modèle joint à la présente note. Il est lui-même inspiré du cahier des charges type annexé au décret du 31 août 1959 (J.O. du 17 septembre 1959).

Toutefois, afin de laisser aux concurrents la plus grande liberté possible, il leur sera loisible de faire toute autre proposition qu'ils estimeront utile, en particulier en ce qui concerne le mode de rémunération.

Du point de vue rémunération, le cahier des charges type a prévu dans ses dispositions financières, trois formules :

1ère formule :

Elle comprend :

a) une prime fixe destinée à permettre à l'Entrepreneur de supporter les frais non proportionnels au travail exécuté.

Elle correspond aux primes d'amortissement et d'entretien

b) une prime de sortie :

Elle couvre les dépenses de mise en route des camions avec le personnel qui leur est affecté.

c) une prime kilométrique qui comprend les frais de consommation et de réparation cette prime laissant d'ailleurs à l'autorité municipale la possibilité de faire effectuer des services spéciaux.

Ce mode de rémunération a l'avantage de permettre à la Ville d'organiser à son gré la collecte puisque l'entrepreneur est rémunéré en fonction des services effectués.

Cette formule, comparable à celle en usage dans la présente convention T.R.U., a donné satisfaction dans son application, avec des réserves toutefois quant à la formule de variation employée par la T.R.U. pour l'entretien :  $1,8243 + 6,462 A + 7,336 F$  dans laquelle une part d'amortissement avait été indexée.

Le nouveau cahier des charges a prévu que "lorsque la Ville garantit inconditionnellement le paiement d'une partie de la redevance en vue de faciliter à l'entrepreneur l'acquisition du matériel", cette partie de la redevance n'est pas à indexer et est distincte de la prime forfaitaire.

.../...



Cette formule est la plus souple puisqu'elle peut s'adapter à des charges nouvelles. Les sommes payées correspondent aux sorties et aux kilomètres effectivement parcourus. Elle présente cependant l'inconvénient d'amener l'entrepreneur à rechercher le maximum de kilomètres, notamment pour la mise en décharge.

Préconisée par le nouveau cahier des charges type, cette solution permet d'adapter au mieux la rémunération de l'entrepreneur aux prestations qui lui sont demandées. Elle suppose en contre-partie que l'autorité municipale puisse régler et surveiller dans le détail, l'exécution du service.

2ème formule :

Elle comprend :

- a) une prime forfaitaire
- b) des primes supplémentaires en cas de prestations particulières
- c) une prime fonction du nombre de tonnes d'ordures collectées. Ce tonnage est déterminé par pesage de tous les chargements ou des déterminations statistiques valables et contrôlées.

3ème formule :

L'entrepreneur est rémunéré du service qu'il a exécuté par le versement chaque mois :

- a) d'une prime forfaitaire
- b) de primes supplémentaires (pour prestations diverses)

La deuxième et la troisième formule ont l'avantage de simplifier au maximum le mode de redevance. Ces modes de rémunération cernent de moins près la réalité que la 1ère formule. L'Administration municipale n'exerce que le Contrôle de la bonne exécution du travail et éventuellement du tonnage dans la 2ème formule.

Le cahier des charges type précise que les 2ème et 3ème formules n'ont été prévues que dans l'hypothèse où l'autorité municipale ne disposerait pas de moyens de contrôle et de surveillance de la collecte.



OUVERTURE D'UN CONCOURS POUR LA COLLECTE ET LA MISE EN DECHARGE CONTRÔLÉE

DES ORDURES MÉNAGÈRES DE LA VILLE DE LILLE

Programme général du concours

Article 1.-

Un concours est ouvert en vue d'assurer sur les voies publiques et privées, existantes ou à créer, la collecte, l'évacuation et la mise en décharge contrôlée des ordures ménagères et résidus urbains provenant de la Ville de Lille.

Article 2.-

Tout entrepreneur ayant l'intention de prendre part au concours faisant l'objet du présent programme devra en faire la demande par écrit à M. le Maire de Lille. Cette demande devra être accompagnée d'un dossier comprenant les pièces énumérées ci-après :

1º) Une déclaration indiquant son intention de prendre part au concours et faisant connaître les nom, prénoms, qualité de l'entrepreneur ou, pour les sociétés, des représentants de l'entreprise : Président du Conseil d'Administration et Directeur des Travaux ;

2º) Un extrait de casier judiciaire de l'entrepreneur ou, pour les sociétés, des représentants de l'entreprise : Président du Conseil d'Administration et Directeur des travaux ;

3º) la justification de la qualité française ;

4º) une liste de référence de travaux similaires et d'importance analogue à ceux mis en concours, ladite liste visée et certifiée par le ou les services sous les ordres desquels le candidat a exécuté ses fonctions..

Tout candidat n'ayant pas effectué un travail analogue dans une ville d'au moins 30.000 habitants sera éliminé d'office.

5º) un certificat justifiant de l'affiliation à une caisse de compensation pour allocations familiales, ayant moins d'un mois de date, avec une attestation précisant que les cotisations du soumissionnaire sont à jour ;

6º) un certificat d'affiliation à une caisse de Congés payés ayant moins d'un mois de date, avec une attestation précisant que les cotisations du soumissionnaire sont à jour ;

7º) un certificat délivré par la Caisse Primaire intéressée, attestant la régularité de la situation de l'entreprise en matière de Sécurité Sociale (assurances sociales, accidents du travail, cotisations ouvrières et patronales) ;

8º) un certificat délivré par la Caisse de Retraite des Cadres, constatant l'affiliation de l'entrepreneur à cet organisme ;

9º) l'engagement au cas où l'entreprise candidate serait déclarée adjudicataire, de se conformer, pour la rédaction du marché à intervenir, au cahier des charges et aux conditions du programme général du concours ;

10º) un exposé des moyens financiers dont il dispose, avec certificat de solvabilité délivré par une banque ou tout organisme financier parfaitement connu, attestant qu'il est en mesure d'acquiescer tout le matériel qu'il doit fournir à la ville et d'assurer le financement des frais de fonctionnement de l'entreprise jusqu'au paiement de la première allocation ;



11<sup>o</sup>) une notice, avec pièces justificatives à l'appui, et plans, indiquant l'emplacement ou l'importance des locaux dont il pourra disposer, destinés au garage des véhicules, ateliers de réparations, bureaux, entrepôts, annexes et installations pour le personnel, imposées par la législation du travail ;

12<sup>o</sup>) une notice avec pièces justificatives à l'appui et plans indiquant l'emplacement et l'importance des terrains dont il pourra disposer pour le traitement des ordures ménagères et résidus urbains tel qu'il est défini dans l'article 10 du cahier des charges ;

13<sup>o</sup>) la déclaration prévue par l'arrêté du 17 Juillet 1961 ;

14<sup>o</sup>) l'engagement d'être en mesure de commencer leur entreprise le 1<sup>er</sup> Janvier 1966. En cas de non exécution, le service serait exécuté en régie aux frais exclusifs de l'entrepreneur.

Indépendamment des pièces ci-dessus, rigoureusement exigées, l'Administration municipale se réserve le droit de prendre sur chaque candidat tous renseignements utiles pour compléter son information.

### Article 3.-

Les sociétés d'ouvriers français seront admises à concourir dans les conditions prévues par le décret du 4 Juin 1888, la loi du 29 Juillet 1896, modifiées par le décret du 5 Octobre 1920, etc ...

En plus des pièces énumérées à l'article 2, elles devront produire :

- a) la liste nominative de leurs membres ;
- b) l'acte de société ;
- c) l'engagement d'employer effectivement aux travaux, pendant toute leur durée, un nombre minimum de sociétaires qu'elles fixeront ;
- d) un acte en bonne et due forme désignant ses pouvoirs.

Pour les sociétés, les pouvoirs sont valablement délivrés aux signataires de la soumission.

### Article 4.-

Les dossiers complets concernant la demande de participation au concours devront parvenir à l'administration municipale par pli recommandé, dans le délai de trente jours.

Ils seront examinés par le jury du concours qui dressera la liste des candidats qu'il estimera devoir être admis à concourir.

L'administration n'aura pas à rendre compte aux concurrents des motifs qui auront fait prononcer l'admission ou le rejet des candidats.

### Article 5.-

Les entreprises agréées pour participer au concours seront immédiatement prévenues par lettre recommandée, avec accusé de réception ; cette dernière indiquera, en même temps la date à laquelle les concurrents devront faire parvenir sous pli recommandé leurs projets de propositions.

Les candidats admis à concourir pourront demander tous renseignements et précisions concernant l'objet de l'entreprise à M. l'Ingénieur en Chef des Services Techniques de la Ville.

### Article 6.-

Dès la clôture du concours, la commission étudiera les divers projets qui lui auront été adressés et les classera suivant les avantages qu'ils présenteront. Le Maire, sur proposition du jury, désignera l'adjudicataire. Un contrat sera établi avec cet entrepreneur comportant toutes les clauses et conditions du cahier des charges ci-joint, modifiées s'il y a lieu, suivant les termes de la pièce fournie par l'entrepreneur et prévue au 2<sup>o</sup> de l'article 12 de ce programme.

.../...



La décision ne deviendra définitive qu'après son approbation préfectorale.

L'administration municipale se réserve le droit, le cas échéant, de ne retenir aucun des projets présentés.

Article 7.- RENSEIGNEMENTS - GENERALITES.

a) le tonnage annuel d'ordures collectées à Lille est de l'ordre de 60.000 tonnes (chiffres fournis à titre purement indicatif et sur lesquels l'entrepreneur ne pourra se baser pour demander une révision de prix).

b) les ordures sont collectées quotidiennement suivant les prescriptions de l'article 6 du cahier des charges.

c) la collecte "dite sans poussière" par poubelles de 80 et 110 litres ou par containers de 500 et 1.000 litres qui existe dans certains quartiers de la ville doit être maintenue.

Article 8.- ORDURES (voir cahier des charges - art. 2).

Article 9.- HORAIRES ET ITINERAIRES DE COLLECTE. (voir cahier des charges - art. 6)

Les candidats devront indiquer d'une façon précise, dans leur étude, les horaires et itinéraires de collecte qu'ils proposent ainsi que le matériel qu'ils ont l'intention d'utiliser.

Article 10.- MATERIEL (voir article 11 du cahier des charges).

Toute latitude est laissée aux candidats quant aux types de bennes à tassement continu susceptible d'être transformée pour la collecte hermétique. Toutefois, ces bennes ne devront, en aucune façon, laisser à l'air libre les ordures collectées.

Le nombre désigné est laissé à l'appréciation des candidats et à toutes fins utiles, il est précisé qu'à l'heure actuelle il est utilisé :

- 21 bennes tasseuses pour la collecte des ordures ménagères dont une en collecte hermétique.
  - 2 Bull-dozer pour le traitement des ordures ménagères.
  - 3 bennes ordinaires pour l'évacuation des résidus du carreau des Halles et des dépôts municipaux.
  - 1 benne tasseuse pour l'évacuation des résidus des marchés.
  - 1 camionnette F.A.R. pour la collecte dans 2 rues étroites.
  - 14 bacs amovibles de multibennes,
- non compris les engins de réserve.

Toutes les caractéristiques propres à chacun des engins devront être nettement détaillées dans le projet qui comportera tous documents graphiques et photographiques et références d'emploi.

Les candidats devront fournir en annexe l'engagement des fabricants de leur livrer le matériel proposé dans un délai maximum de 6 mois, à compter de la notification de la date d'approbation du marché.

En attendant ce délai, ils seront autorisés à collecter les ordures avec un matériel semblable à celui actuellement en service.



Ils seront en outre informés que l'entreprise devra s'engager (au cas où en cours de contrat, elle serait dans l'obligation de faire des acquisitions de matériel pour quelque raison que ce soit et, notamment, en cas d'augmentation du nombre des engins en service etc ...) à soumettre à l'agrément préalable de l'administration municipale lesdites acquisitions. Au cas de remplacement pur et simple de matériel en service, aucune majoration des sommes payées par la ville ne pourra intervenir en faveur de l'entreprise.

Article 11.- PERSONNEL.

Les candidats devront fournir un état numérique par catégorie, de tout le personnel nécessaire au bon fonctionnement de l'entreprise y compris le personnel destiné au remplacement des agents malades ou en congé.

Article 12.- PIECES A REMETTRE PAR LE CANDIDAT.

Le dossier à remettre par le candidat comportera les pièces suivantes :

- 1<sup>o</sup>) un rapport d'ensemble très précis faisant apparaître, compte-tenu des prescriptions du programme, d'une part les conditions dans lesquelles le service sera effectué et, d'autre part, le montant des redevances annuelles :
  - a) pour la collecte, le transport et le déchargement des ordures ménagères ;
  - b) pour la mise en décharge contrôlée.
- 2<sup>o</sup>) une notice donnant les éléments de rémunération demandés aux articles 16 et 17 du cahier des charges ainsi que les modifications éventuelles à apporter aux autres articles par suite de la proposition faite par le candidat.
- 3<sup>o</sup>) tous documents graphiques ou photographiques et références d'emploi du matériel à utiliser en fournissant à l'appui les engagements des fabricants concernant les délais de fabrication.
- 4<sup>o</sup>) les candidats devront en outre fournir en annexe, au cas où ils ne pourraient mettre en service l'ensemble du matériel neuf au 1er Janvier 1966, la description et la marque du matériel qu'ils utiliseront provisoirement ; il est précisé que ce matériel devra être semblable et équivalent à celui actuellement en service.

Article 13.- VARIANTES.

Les candidats auront la faculté de présenter plusieurs projets ou des variantes de détail, avec leur incidence financière.



Ville de Lille  
Services Publics

COLLECTE, EVACUATION ET TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES

CAHIER DES CHARGES

Article 1.- OBJET DE L'ENTREPRISE.

L'entreprise régie par le présent cahier des charges a pour objet la collecte des ordures ménagères de la Ville de Lille, leur transport sur les lieux de traitement, leur déchargement et leur traitement.

La collecte est à exécuter sur toutes les voies publiques et privées ouvertes à la circulation ou qui seront ouvertes pendant la durée du contrat, accessibles en marche normale suivant les règles du code de la route aux camions automobiles desservant le quartier.

L'entreprise comprend :

- 1<sup>o</sup> - La fourniture des bennes de collecte et de tous leurs accessoires ;
- 2<sup>o</sup> - Leur exploitation et leur entretien ;
- 3<sup>o</sup> - La fourniture du personnel conducteur de ces véhicules ;
- 4<sup>o</sup> - La fourniture du personnel chargeur ;

Article 2.- DEFINITION DES ORDURES MENAGERES.

Sous réserve du règlement arrêté par l'autorité municipale, sont compris dans la dénomination d'ordures ménagères pour l'application du présent cahier des charges :

- a) Les détritrus de toute nature, comprenant notamment, ordures ménagères, cendres, mâche-fers de chauffage central, débris de verre ou de vaisselle, feuilles, balayures et résidus de toutes sortes déposés même indûment, aux heures de la collecte, dans des récipients individuels ou collectifs placés devant les immeubles ou à l'entrée des voies accessibles aux camions ;
- b) Les déchets provenant des établissements industriels et commerciaux, bureaux, administrations, cours et jardins privés, déposés dans des récipients dans les mêmes conditions que les ordures ménagères avec l'agrément de l'administration, dans la limite de 50 litres par jour ouvrable, et par logement ou établissement.
- c) Les crottins, fumiers, herbes provenant de la tonte des gazons, feuilles mortes, boues, et d'une façon générale, tous les produits provenant du nettoyage des voies publiques, voies privées, jardins publics, parcs, cimetières et de leurs dépendances, rassemblés en vue de leur évacuation.
- d) Les produits du nettoyage et détritrus des halles, foires, marchés, lieux de fêtes publiques, lieux d'attache des bêtes de somme ou de trait, rassemblés en vue de leur évacuation.
- e) Les résidus en provenance des écoles, casernes, hôpitaux, hospices, prisons et tous bâtiments publics, groupés sur des emplacements déterminés dans des récipients réglementaires.

.../...



f) Le cas échéant, tous objets abandonnés sur la voie publique, ainsi que les cadavres de petits animaux.

Cette énumération n'est pas limitative et des matières non dénommées pourront être assimilées par l'autorité municipale aux catégories spécifiées ci-dessus.

Ne sont pas compris dans la dénomination d'ordures ménagères pour l'application du présent cahier des charges :

- 1<sup>o</sup> - Les déblais, gravois, décombres et débris provenant des travaux publics et particuliers.
- 2<sup>o</sup> - Les cendres et mâchefers d'usines et, en général, tous les résidus provenant d'un commerce ou d'une industrie quelconque, ou des cours et jardins privés (sauf l'exception prévue au paragraphe b ci-dessus), les déchets anatomiques ou infectieux provenant des hôpitaux ou cliniques, ainsi que les déchets et issues d'abattoirs.
- 3<sup>o</sup> - Les objets visés par le paragraphe f ci-dessus qui par leurs dimensions, leur poids ou leur nature, ne pourraient être chargés dans les camions.

### Article 3.- OBLIGATIONS GENERALES DE L'ENTREPRENEUR.

Les récipients dans lesquels les ordures ménagères sont présentées à la collecte ne doivent pas dépasser 80 litres de capacité et sont définis par l'article 479 du code des arrêtés municipaux. Au cas où la ville adopterait la collecte hermétique, les récipients seront d'un modèle agréé par la ville et adapté aux véhicules proposés.

Les récipients seront sortis des immeubles et déposés près du bord du trottoir pour la collecte et rentrés après vidange par les habitants des immeubles.

L'entrepreneur ne pourra toutefois prétendre à indemnité en raison des préjudices résultant d'infractions aux articles du code des arrêtés municipaux, commises par les habitants, sauf en cas de carence manifeste de l'autorité municipale.

D'autre part, il est précisé que la ville pourra à tout moment modifier les termes de l'article 479 du code des arrêtés municipaux définissant les caractéristiques des récipients. La ville pourra également autoriser l'emploi de récipients de grande capacité (100 - 500 ou 1.000 litres) dans certains immeubles.

### Article 4.- OBLIGATIONS GENERALES DE L'ENTREPRENEUR.

Pour toutes les clauses auxquelles il n'est pas dérogé par les dispositions du présent cahier des charges, l'entrepreneur est soumis aux clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs de travaux communaux.

Pendant toute la durée du contrat, l'entrepreneur est seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes du personnel d'enlèvement et de l'usage du matériel. Il garantit la ville contre tout recours. Il contracte à ses frais toutes assurances utiles, notamment en ce qui concerne les locaux qui seraient mis à sa disposition par l'autorité municipale et le matériel qui serait acquis avec la garantie financière de la ville.

Il élit domicile dans la ville, où sont faites, par un agent de l'administration ou par simple lettre recommandée, toutes les notifications relatives à son contrat. L'entrepreneur est tenu d'être présent au domicile élu ou d'y être représenté par un délégué habilité à prendre toutes les mesures utiles et d'y disposer du téléphone.

.../...



Les ordres de service constituent une mise en demeure pour l'entrepreneur quant aux fournitures et travaux qui y sont ordonnés, même s'il n'en a pas donné, reçu ou accusé réception, dès lors qu'ils ont été inscrits sur un registre d'ordre dont l'entrepreneur pourra prendre connaissance tous les matins avant midi, dimanches exceptés, au bureau de la voirie urbaine (service du nettoyage).

L'entrepreneur est tenu de se prêter aux visites de contrôle de l'entretien du matériel et aux relevés de compteurs. Il donne à cet effet libre accès dans ses garages, ateliers et magasins, aux agents qualifiés de la ville.

L'administration municipale fera exercer tout contrôle qu'elle jugera utile.

L'entrepreneur devra se tenir en rapport avec les représentants de la ville et prendre les dispositions utiles pour faire cesser sans délai les anomalies que ceux-ci pourraient avoir à leur signaler, lors de l'exécution de la collecte.

Il lui est interdit de céder tout ou partie de son entreprise sans y être expressément autorisé par arrêté municipal. En cas de cession, il reste solidairement responsable avec le concessionnaire, tant envers l'administration qu'envers les tiers, du parfait accomplissement de toutes les clauses et conditions du contrat.

Toute cession ou sous-traité passé sans autorisation restera nul et de nul effet à l'égard de la ville.

Les locations d'immeubles et les conventions diverses passées par l'entrepreneur en vue de l'exécution du contrat doivent comporter une clause réservant expressément à l'autorité municipale le droit de se substituer à l'entrepreneur en cas de cessation anticipée de l'entreprise.

#### Article 5.- CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU SERVICE.

La collecte ordinaire et hermétique et le transport des ordures ménagères se feront par camions automobiles à bennes tasseuses.

Les véhicules seront en duraluminium et recevront, outre les plaques réglementaires, les inscriptions ci-après :

VILLE DE LILLE

Service du Nettoyement

N°

Les chargeurs d'immondices devront saisir les récipients avec précaution. Il les déverseront dans les bennes avec soin, de façon à éviter tout dégagement de poussière, en veillant à les débarasser entièrement de leur contenu. Pendant la manutention des récipients, les ordures qui auraient été déposées ou déversées sur la voie publique seront ramassées à la pelle et au balai et chargées à la pelle dans la benne.

Les récipients vides seront ensuite déposés, sur leur fond, contre le mur de l'immeuble ou de la propriété ; ils devront contenir le couvercle.

Toutes ces manipulations devront être effectuées sans bruit, et en évitant toute détérioration des récipients. La vitesse n'excèdera pas 3 km à l'heure.

En outre, dans les voies où les véhicules ne pourront circuler ou dans celles en construction, barrées accidentellement ou en réparation, l'entreprise sera tenue d'effectuer à bras d'homme, les transports des différents tas d'immondices et poubelles déposées dans ces rues, jusqu'au point de passage le plus proche des véhicules de collecte.

.../...



Dans les ruelles, chemins ou impasses dont la largeur ne permet pas le passage des véhicules de collecte, les habitants devront transporter leurs poubelles jusqu'à la voie publique parcourue par lesdits véhicules.

L'entrepreneur ne pourra jamais faire état du défaut d'entretien des voies publiques ou privées pour demander la réduction de ses obligations ou solliciter un paiement supplémentaire.

Article 6.- HORAIRES & ITINÉRAIRES DE L'ENLEVEMENT.

L'enlèvement des ordures ménagères aura lieu tous les jours sauf dimanches et jours fériés :

- de 7 h à 8 h dans le secteur dit "Zone Bleue"
- de 7 h à 14 h dans les autres parties de la Ville.

Un service restreint pourra être prescrit, sur décision de l'administration municipale, lorsque la suppression générale du service portera sur deux jours consécutifs.

L'entrepreneur devra produire et soumettre à l'approbation de l'autorité municipale un tableau indiquant les itinéraires à parcourir par chacun de ses véhicules, ainsi que les heures de passage indiquées pour chaque rue.

Après approbation, ce tableau ne pourra être modifié sans autorisation de l'Ingénieur en Chef des Services Techniques et sans que l'entrepreneur (au cas où il aurait apporté une modification des heures de passage supérieure à 10 minutes) ait averti le public intéressé quarante huit (48) heures au moins à l'avance, par voie d'affiches, à raison d'une affiche au minimum par rue touchée et avis inséré dans les principaux journaux de la Ville de Lille, lorsque la chose sera possible.

L'administration municipale se réserve le droit, sans que l'entrepreneur puisse élever aucune réclamation, ni demander aucune indemnité, de modifier, soit d'une façon permanente, soit d'une façon exceptionnelle, les itinéraires de collecte dans tout ou partie du territoire de Lille, sans que toutefois la durée moyenne de collecte puisse s'en trouver augmentée de plus de 30 %, à l'occasion des changements exceptionnels d'une durée inférieure à 2 jours, ou de plus de 20 % pour les modifications permanentes.

Sur la demande de l'administration, toute rue nouvelle publique ou privée devra être aussitôt desservie et l'entrepreneur devra faire connaître, dans les jours de la demande, l'itinéraire dans lequel elle est comprise, ainsi que les heures de passage.

Les voies publiques ou privées qui, par suite d'omission ou d'erreur, ne figureraient sur aucun itinéraire ne devront pas moins être desservies par l'entrepreneur qui sera tenu, même après l'approbation de ceux-ci, de compléter ses tableaux dès que le fait lui sera signalé.

L'entrepreneur devra prendre, à ses risques et périls, toutes mesures propres à assurer la régularité des heures de passage de ses véhicules ; en aucun cas, la plus grande différence entre l'heure effective de passage et celle indiquée au tableau ne pourra être supérieure à 10 minutes en cas d'avance, ni à 30 minutes en cas de retard. Cette dernière tolérance pourra être portée à une heure le lundi dans toute la ville. En cas de chute importante de neige, rendant très difficile la circulation des voitures, la tolérance pour le retard dans les itinéraires desservis normalement sera porté au maximum à 3 heures.



En vue d'assurer la régularité du passage, chaque machiniste devra être porteur d'une feuille correspondant au tableau approuvé et sur laquelle seront indiqués les trajets, aussi bien pour se rendre au garage ou au lieu de déchargement et vice-versa, que ceux de collecte proprement dite. Il devra produire cette feuille à tout agent municipal qualifié à cet effet, et sera responsable de l'observation exacte des indications portées sur la feuille.

L'entrepreneur devra en outre prendre toutes mesures nécessaires à l'enlèvement des ordures dans les rues barrées ou provisoirement inaccessibles, soit pour cause de travaux publics, soit par mesure de police, soit pour toute autre cause.

La collecte des immondices sera effectuée malgré les intempéries.

Tout véhicule accidenté ou mis hors d'état de fonctionnement pendant la collecte devra être remplacé sans délai par un véhicule de secours.

L'administration se réserve le droit de modifier les itinéraires, si l'hygiène publique ou la rapidité de la collecte le justifient, sans que l'entrepreneur puisse prétendre à indemnité.

L'entrepreneur en serait dès lors prévenu trois (3) jours avant l'application de la modification des itinéraires.

L'entrepreneur est tenu de se conformer ponctuellement aux parcours arrêtés définitivement, en vue d'assurer la concordance des services de balayage et la bonne marche de la collecte des immondices.

Il sera interdit au personnel de collecte de repousser à l'égout ou au ruisseau tout ou partie des immondices éventuellement tombées sur la voie publique. Ces immondices devront être balayées et chargées à la pelle dans la benne. Il sera également interdit au personnel de transvaser les récipients les uns dans les autres ou de les vider ailleurs que dans les bennes.

Les bennes seront chargées de façon que les immondices qui y seront déversées ne puissent se répandre sur la voie publique et ne viennent en aucun cas déborder des ouvertures de chargement. Pour les bennes ordinaires, on n'utilisera simultanément que le nombre d'ouvertures de chargement strictement indispensable et chacune d'elles sera soigneusement refermée dès qu'elle ne sera plus employée. Toutes les ouvertures de chargement devront être obturées entièrement dès la collecte terminée et pendant tous les trajets effectués hors collecte.

Article 7.- PRODUITS DE NETTOIEMENT DES VOIES PUBLIQUES, FOIRES, MARCHES, Etc ...

Les produits de nettoyage des voies publiques, foires ou marchés, publics ou privés, mis en tas par les cantonniers seront chargés à la pelle, par les soins de l'entreprise et l'emplacement des tas soigneusement balayé, de façon qu'il ne subsiste plus aucun détritrus sur le sol après cette opération. Il sera fait de même pour l'enlèvement de tout dépôt constaté sur la voie publique.

A ce mode d'enlèvement, sera substitué au fur et à mesure des possibilités, l'enlèvement par poubelles hermétiques de 110 L ou par containers. L'une des bennes devra être adaptée pour le vidage de ces récipients dès le 1er Janvier 1966.

L'enlèvement des détritrus des halles et marchés, publics ou privés, devra être opéré, même les dimanches et jours fériés, pour tous les marchés existants ou à ouvrir, deux heures au plus tard après la fin du marché.

.../...



L'entrepreneur ne pourra réclamer aucune indemnité en cas de modifications soit de l'emplacement, soit des heures de fermeture des halles et marchés.

Les produits de balayage des rues seront enlevés dans les mêmes conditions que les détritiques des halles et marchés, matin et soir, s'il est nécessaire.

Article 8.- PERSONNEL DE L'ENTREPRISE.

Les conducteurs et les chargeurs seront valides, âgés de plus de vingt ans, sauf accord de l'inspecteur du travail, soigneux, polis et de bonne conduite. Ils seront recrutés par priorité parmi le personnel de l'entreprise précédente qui se présenterait. Ils seront rémunérés et pourvus, par les soins de l'entrepreneur, de casquettes, vêtements de travail et de gants dans les conditions prévues aux conventions collectives et du type agréé par l'administration municipale.

Sur demande de l'administration municipale, la priorité dans le recrutement pourra être étendue :

- au personnel spécialisé pour l'entretien et la réparation des véhicules.
- au personnel d'encadrement.
- au personnel administratif,

qui seraient rendus disponibles par la diminution d'activité de l'entreprise précédente.

Tout ce personnel, y compris les conducteurs et chargeurs ainsi recrutés, garderait le bénéfice des avantages acquis, y compris ceux résultant de son ancienneté dans son ancienne entreprise.

Il leur sera formellement interdit de se livrer au chiffonnage, de solliciter et de recevoir des particuliers un pourboire quelconque et de s'arrêter en cours de service chez les débitants de boissons. L'autorité municipale aura le droit d'exiger le renvoi de tout ouvrier dont la conduite serait un obstacle au bon fonctionnement du service. Si ce renvoi donne lieu à un litige, la commune ne pourra, en aucun cas, être appelée en garantie par l'entrepreneur.

Il est rigoureusement interdit à l'adjudicataire d'affecter le personnel à un travail autre que celui concernant l'enlèvement des immondices et l'entretien du matériel, sauf autorisation expresse et écrite de l'Ingénieur chargé du service du nettoyage, après accord de l'administration municipale.

Article 9.- TRANSPORT AUX LIEUX DE DECHARGEMENT.

Les véhicules chargés seront dirigés sur les lieux de dépôt, de traitement ou d'embarquement des immondices. Le transport se fera par l'itinéraire, le plus court, sans aucun stationnement intermédiaire et sans transbordement.

Article 10.- EVACUATION AUX LIEUX DE DECHARGEMENT.

Les bennes sont à décharger aux lieux de traitement.

Ce traitement de tous les résidus urbains chargés et évacués par l'entreprise, sera assuré, par ses soins, conformément aux dispositions ci-après :

Compte tenu des prescriptions de la loi du 23 Janvier 1941, les résidus urbains seront traités par la méthode dite "de la décharge contrôlée" dans les conditions prévues par la circulaire ministérielle du 5 Juillet 1938.

.../...



A cet effet, l'entreprise, qui reconnaît avoir parfaite connaissance de cette technique, recherchera les terrains convenables et remplira toutes les formalités utiles pour l'obtention des autorisations nécessaires à la création des décharges contrôlées qu'elle devra établir.

L'entreprise fera son affaire des autorisations nécessaires au titre de la loi du 19 Décembre 1917, modifiée par celle du 20 Avril 1932 qui réglemente les Etablissements dangereux, insalubres et incommodes.

Article 10bis.-

Dans le cas de la mise en construction d'une usine de traitement, l'administration municipale avisera au moins six mois à l'avance, de la date à laquelle ladite usine sera mise en exploitation.

Passé ce délai de six mois et à partir du jour de la mise en service de l'usine, les subventions allouées à l'entreprise pour le traitement en décharge contrôlée lui seront supprimées sans qu'elle puisse prétendre à aucune indemnité.

Au cours de la période des essais auxquels procédera l'usine avant sa mise en service, il pourra être imposé à l'entreprise d'effectuer le transport, au lieu de ces essais, d'une partie quelconque des ordures ménagères. Ce transport se situera purement et simplement dans le cadre de l'évacuation générale des ordures ménagères et résidus urbains.

Article 11.- CONDITIONS IMPOSEES AU MATERIEL DE COLLECTE.

Les chassis seront mus par un moteur thermique ; ils seront munis de bandages pneumatiques souples. Le conducteur prendra place dans une cabine fermée.

La benne contenant les ordures aura un volume utile de 12 à 15 m<sup>3</sup> ; elle devra répondre aux exigences techniques de sécurité, d'hygiène et d'insonorité. Elle se déchargera en basculant par moteur, de telle sorte que les ordures glissent d'elles-mêmes hors de la benne, dans une fosse ou sur le sol, sans qu'il soit besoin d'aucune main-d'oeuvre.

Les bennes-tasseuses à collecte ordinaire devront pouvoir se transformer en bennes tasseuses à collecte hermétique, par transformation de la porte arrière.

L'entrepreneur sera tenu de faire procéder à cette transformation dans le délai de TROIS MOIS, à compter de la notification de la demande faite par l'administration municipale.

L'intérieur de la benne ne devra présenter aucun angle vif, ni aspérité quelconque susceptible de retenir les souillures. Le chargement s'effectuera au moyen d'un mécanisme assurant en outre la répartition et la compression des ordures à l'intérieur de la benne. La hauteur des rebords de l'orifice de chargement, mesurés au-dessus du sol, la voiture étant légère, ne dépassera pas .....(hauteur proposée).

Le moteur de la benne et le dispositif de tassement devront être silencieux ; il en sera tenu le plus grand compte pour le choix des bennes.

Le véhicule comportera un emplacement pour les gros objets ne pouvant pénétrer dans la benne et des supports pour le transport de deux pelles et de deux balais.

Des emplacements seront disposés sur le véhicule pour le transport de TROIS (3) hommes, en plus du conducteur.



Article 12.- RECEPTION DU MATERIEL.

L'entrepreneur devra adresser au Maire tous documents utiles sur les véhicules qu'il se propose d'utiliser, en même temps que sa soumission. En outre, s'il est bénéficiaire du contrat, il devra présenter au Maire ou à son délégué, le prototype du véhicule de collecte pour acceptation, après constatation de sa conformité au cahier des charges.

Nonobstant cette acceptation, l'entrepreneur restera entièrement responsable du bon fonctionnement de son matériel. Pour le début du service, l'entrepreneur est autorisé à utiliser, après agrément de l'Administration, du matériel usagé semblable à celui actuellement en service, qui devra être remplacé par le matériel neuf, au fur et à mesure de sa livraison et au plus tard le ..... et, en tous cas, dans le délai de SIX mois à compter de la notification de l'approbation du marché.

Article 13.- ACCESSOIRES.

Chaque véhicule devra être pourvu, en plus des accessoires réglementaires, d'une lampe placée dans la cabine du camion, à la hauteur des yeux du conducteur, s'allumant par simple pression sur l'un ou l'autre des boutons placés à l'arrière du véhicule, ou tout autre dispositif, agréé par l'administration municipale, permettant au personnel de donner discrètement (sans parole et sans bruit) le signal du départ.

Article 14.- ENTRETIEN, REPARATIONS & MATIERES DE CONSOMMATION.

L'entrepreneur devra maintenir les véhicules en parfait état de fonctionnement et assurer, à cet effet, toutes les opérations d'entretien, de réparation et de remise en état nécessaires, pour quelque cause que ce soit. Les bennes devront être lavées chaque soir après la collecte, tant intérieurement qu'extérieurement. La peinture devra être renouvelée au moins une fois par an.

L'entrepreneur devra munir les véhicules de toutes les matières de consommation nécessaires à leur fonctionnement et maintenir dans ses magasins une réserve suffisante de matériel, accessoires et matières fongibles pour faire face immédiatement à tous les besoins.

Chaque fois que l'administration municipale le jugera utile, le matériel d'enlèvement fera l'objet d'une inspection par les représentants de la ville.

L'entrepreneur sera tenu de faire les réparations dont cette visite aura montré la nécessité. En cas d'inexécution dans le délai d'un mois au maximum, l'administration municipale aura le droit de faire exécuter elle-même les réparations. La dépense ainsi occasionnée sera retenue sur le montant de la redevance de l'entrepreneur.

Article 15.- REMISAGE DES VEHICULES.

Le garage, les ateliers, entrepôts, bureaux, magasins, annexes et installations spéciales réservées au personnel en vertu de la législation du travail, seront établis aux frais de l'entreprise, dans les immeubles lui appartenant, ou loués aux fins ci-dessus et agréés par la ville.

Les agents de l'administration auront libre accès dans ces locaux pour exercer leur contrôle.

Tous les frais afférents au remisage des véhicules seront à la charge de l'entrepreneur, y compris l'assurance des véhicules contre les risques d'incendie.

.../...



Article 16.- REMUNERATION DE L'ENTREPRENEUR.

L'entrepreneur est rémunéré du service qu'il a exécuté par le versement, chaque mois d'une somme comprenant :

- a) une prime fixe P destinée à permettre à l'entrepreneur de supporter les frais non proportionnels au travail exécuté ;
- b) des primes de sortie S représentant la dépense entraînée par la mise en route d'un camion avec son conducteur et son équipe de trois chargeurs.

Le nombre de ces primes de sorties sera le total des sorties de camions effectuées conformément au programme fixé par l'autorité municipale, que ces camions aient desservi un ou plusieurs itinéraires au cours de la journée. Toutefois, lorsque le programme ou les services spéciaux commandés prévoieront une durée de travail supérieure à huit heures et inférieure à dix heures pour une sortie, il sera compté pour cette sortie un huitième de prime par heure ou fraction d'heure supplémentaire. Si la durée prévue excède dix heures, cette sortie donnera lieu au paiement de deux primes.

Pour le service des dimanches et jours fériés ou chomés, cette prime de sortie S sera allouée dans les mêmes conditions que ci-dessus mais avec des durées de travail réduites de moitié.

Il est précisé que cette prime n'est pas attribuée pour la sortie d'un véhicule de réserve destiné à remplacer un véhicule en panne en cours de service et pour lequel la prime de sortie a déjà été comptée.

Il est de même pour l'exécution d'un service effectué au moyen d'un véhicule conduit par un conducteur et son équipe ayant déjà assuré, ce même jour, un autre service, quelqu'ait été le véhicule utilisé, dès l'instant que ce premier service a comporté l'attribution d'une prime de sortie.

- c) des primes kilométriques K représentant la dépense d'entretien, de réparation et de consommation correspondant en moyenne au parcours d'un kilomètre par camion de collecte.

Le nombre de ces primes kilométriques sera calculé de garage à garage, suivant le tracé des itinéraires approuvés par l'autorité municipale et des parcours nécessaires pour l'exécution des services commandés par elle, sans que ce nombre puisse être supérieur à celui résultant des relevés de compteurs.

Dans cette évaluation l'éloignement des terrains de décharge sera fixé forfaitairement à 10 kilomètres pour la première période quinquennale et à 15 kilomètres pour la suivante.

- d) des primes de traitement T représentant la dépense entraînée par l'ensemble des opérations de traitement effectuées par l'entrepreneur sans considération de l'éloignement des terrains de décharge, ni de l'importance du volume des matières traitées et dont le nombre sera égal au nombre de jours de service complet du mois.

Les candidats devront donner des prix suivant le matériel et le mois de collecte :

a) valeur de la prime fixe :  $P =$

b) valeur de la prime de sortie :

S1 pour la collecte par bennes ordinaires =

.../...



S2 pour la collecte par bennes tasseuses =

S3 " bennes hermétiques =

etc ...

c) valeur de la prime kilométrique :

K1 pour les bennes ordinaires

K2 pour les bennes tasseuses

K3 pour les bennes hermétiques

etc ...

d) valeur de la prime de traitement : T =

Les prix ainsi donnés correspondront à la situation économique dix jours avant la date de remise des dossiers.

# Article 17.- VARIATION DANS LES PRIX.

Les prix pourront être révisés mensuellement par application de formule de la forme :

$$P = P_o \left( 0,15 + m \frac{S (1 + Ch)}{S_o (1 + Ch_o)} + n \frac{A}{A_o} + r \frac{G}{G_o} + t \frac{C}{C_o} \right)$$

dans laquelle les coefficients m, n, r et t sont à fixer par les candidats suivant les différentes primes.

P représente la prime pour le mois considéré.

S le salaire horaire du ripeur, prix à l'embauche, fixé par la convention collective nationale des entreprises de nettoyage et d'enlèvement et de traitement des ordures ménagères.

Ch, A - G et C des index représentant les charges sociales, le prix de l'acier, du gas-oil et du pneumatique et publiés dans le "Moniteur des Travaux Publics".

Les valeurs initiales données par les candidats seront celles de la situation économique dix jours avant la date limite fixée pour la réception des dossiers à la Mairie de Lille.

La rémunération variera en plus ou en moins, pour chaque mois, en fonction des index au dernier jour du mois précédent, rappel étant fait s'il y a lieu pour les variations qui auraient un effet rétroactif.

Les candidats préciseront que la rémunération proposée tient compte des impôts ou droits proportionnels au paiement en vigueur à la date du (dix jours avant la date limite fixée pour la réception des dossiers à la Mairie de Lille). Ils donneront leur pourcentage :

Taxe de prestation de service	... p. 100
Taxe locale	... p. 100
etc ...	...
TOTAL	... p. 100

La différence en plus ou en moins des charges ci-dessus supportées par l'entrepreneur au titre du présent contrat du fait de la variation du taux de ces taxes ou de la création de nouveaux impôts, droits ou taxes, à l'exception de ceux

.../...



qui lui seraient imposés spécialement en qualité d'entrepreneur de service public ou qui frapperaient sa fortune propre ou ses bénéfices, lui sera remboursée ou retenue sur état dûment justifié, avec une majoration de  $\frac{100}{100-N}$  (N étant le nouveau taux).

Seront également remboursés à l'entrepreneur dans les mêmes conditions et avec la même majoration, les impôts, droits ou taxes non proportionnels aux paiements à lui faits au titre du contrat.

Article 18.- REVISION DU CONTRAT.

La rémunération de l'entrepreneur et les taux de variation pourront être révisés si les paiements mensuels s'écartent de plus de 50 % en plus ou en moins du résultat qui serait obtenu par application du prix en vigueur au moment de la signature du contrat pour l'exécution du même service, et également à la demande de l'une ou de l'autre des parties si le jeu des formules de variations verrait à être faussé par des circonstances imprévisibles.

Si un accord amiable ne peut être réalisé sur les modalités de la révision, le maire fixera par arrêté les nouveaux prix et index, après délibération du conseil municipal prise après avis d'une commission de trois experts, désignés, un par le président du tribunal administratif, un par le maire, un par l'entrepreneur. Si une des parties n'accepte pas les conclusions des experts, le litige est soumis à la juridiction compétente.

Article 19.- FINANCEMENT.

Les véhicules à fournir par l'entrepreneur seront acquis et payés par lui.

Article 20.- CAUTIONNEMENT.

Le montant du cautionnement est fixé à 2 pour cent de la redevance annuelle. L'entrepreneur peut fournir au lieu et place du cautionnement une caution personnelle et solidaire choisie parmi les établissements agréés par l'administration supérieure, conformément aux dispositions du décret du 12 Décembre 1936.

Le cautionnement ne peut être restitué en fin de marché qu'autant que l'entrepreneur a pleinement exécuté toutes les obligations imposées par le présent contrat, et notamment acquitté, s'il y a lieu, les droits complémentaires d'enregistrement.

En aucun cas, la caution personnelle et solidaire ne peut être admise à intervenir dans l'exécution et le règlement du contrat, ni dans les litiges qui pourraient s'élever entre la ville et son entrepreneur.

Article 21.- NANTISSEMENT.

Dans le cas de nantissement du contrat, il est précisé que le comptable chargé du paiement est le Trésorier Principal de la Ville de Lille et que le fonctionnaire qualifié pour donner les renseignements est l'Ingénieur en Chef des Services Techniques de la Ville de Lille.

Article 22.- DUREE DU CONTRAT.

La durée du contrat est fixée à        ans. Elle commencera à courir le 1er Janvier 1966 sous réserve s'il y a lieu, de la notification préalable de l'approbation de l'administration.

.../...



Article 23.- CLAUSES RESOLUTOIRES.

En cas de décès de l'entrepreneur, le contrat est résilié de plein droit, sauf à l'Autorité Municipale à accepter, s'il y a lieu, les offres qui seraient faites par les héritiers pour la continuation de l'entreprise.

Le contrat est également résilié de plein droit :

1<sup>o</sup> - En cas de faillite de l'entrepreneur, sauf à l'Autorité Municipale à accepter, s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites par les créanciers pour la continuation de l'entreprise ;

2<sup>o</sup> - En cas de liquidation judiciaire, si l'entrepreneur n'est pas autorisé par le tribunal à continuer l'exploitation de son industrie.

En outre, dans le cas où l'Autorité Municipale jugerait que la sécurité et la salubrité publiques se trouveraient compromises, soit par abandon du service, soit par une extrême négligence dans la manière dont il est exécuté, le maire impartit un délai de vingt quatre heures (24 h) à l'entrepreneur, soit pour reprendre le service, soit pour mettre fin à tous les abus ou manquements qui lui ont été signalés. A l'expiration de ce délai, si ses prescriptions ne sont pas respectées, le maire prend un arrêté ordonnant la mise en régie immédiate.

La ville a alors le droit, sans aucune formalité, d'entrer immédiatement en possession de tout le matériel, des locaux indispensables à l'exécution du service et des approvisionnements de l'entrepreneur, jusqu'à ce qu'elle ait été en mesure de prendre une décision définitive à ce sujet.

Article 24.- CESSATION DE L'ENTREPRISE.

En cas de cessation de l'entreprise, pour tout autre motif que l'expiration du terme fixé à l'article 22 ci-dessus, la ville prendra, si elle le juge nécessaire, immédiatement possession de l'ensemble du matériel roulant, du petit matériel et des accessoires visés à l'article 5, 11 et 13, à charge par elle de verser à l'entrepreneur, à titre d'amortissement, et à défaut d'accord amiable, pour chacune des années restant à courir jusqu'à l'expiration du contrat, une somme égale au quotient par le nombre d'années stipulé pour la durée du contrat, du prix d'achat de l'ensemble du matériel repris (matériel roulant, petit matériel et accessoires, éventuellement postes et installations de charge). Cette somme sera payable par quart au premier jour de chacun des trimestres suivants.

Toutefois, sur ces sommes, ainsi que sur le cautionnement, l'administration aura le droit de retenir les sommes nécessaires tant pour remettre, s'il y a lieu, le matériel en état de fonctionner correctement jusqu'à la fin du contrat, dans des conditions d'utilisation et d'entretien normales, que pour se couvrir des frais ou dommages, à elle occasionnés par cette cessation anticipée de l'entreprise. En conséquence, aucune somme ne serait versée à l'entrepreneur si le devis des travaux de remise en état était supérieur à la valeur non amortie calculée comme il vient d'être dit.

La reprise de possession par la ville sera faite dans des conditions identiques à celles stipulées au paragraphe ci-après. Les experts qui seront désignés à cette occasion évalueront également l'importance des sommes à retenir par l'administration, ainsi qu'il est prévu au paragraphe précédent.

Le matériel roulant qui serait remis à la ville dans les conditions ci-dessus, devrait être en ordre de marche. La constatation de cet état serait faite par l'exécution, au moment de la remise de chaque véhicule, d'un itinéraire comportant

.../...



le travail auquel l'entrepreneur est réellement astreint. Le parcours total, qui sera d'environ 50 kms, devrait être effectué par chaque véhicule, par ses propres moyens et sans aucun incident.

Au cas où certains véhicules auraient besoin, pour satisfaire aux conditions ci-dessus, d'une réparation, même partielle, le coût, à défaut d'accord amiable, en sera évalué à dire d'expert ; il sera désigné dans un délai de trois mois, un expert par la ville, un expert par l'entrepreneur, et le troisième d'accord entre les deux premiers, à défaut par le président de tribunal administratif ; les frais d'expertise seront partagés par moitié entre les parties.

Article 25.- EMPLOI DE VEHICULES POUR LE COMPTE DE TIERS.

L'entrepreneur n'est pas autorisé à utiliser les véhicules de collecte à des transports pour le compte de tiers, si ce n'est pour l'enlèvement des déchets industriels rentrant dans la catégorie définie par l'article 2 et sous réserve de l'autorisation de l'autorité municipale. Dans ce cas, l'entrepreneur doit ristourner à la ville une fraction de la recette exceptionnelle correspondante, égale à 10 %.

Article 26.- INTERDICTION DE VENTE.

Il est formellement interdit au concessionnaire de vendre des immondices en dehors du terrain de dépôt.

Article 27.- PROPRIETE DES MATIERES ENLEVEES.

Les immondices visées par le présent cahier des charges seront la propriété de l'entreprise, à l'exception toutefois des objets précieux (matières d'or ou d'argent, bijoux, titre de valeur immobilière, etc ...) qui devront être présentés le jour même de leur découverte au Commissariat de Police.

L'entrepreneur tirera tel parti qu'il jugera convenable des immondices et des ordures ménagères.

Si l'entrepreneur désire faire subir un traitement quelconque aux immondices, les installations prévues à ces fins devront satisfaire aux prescriptions réglementaires et à la législation en vigueur.

Article 28.- PENALITES.

Toute infraction au présent cahier des charges donnera lieu à l'application d'une pénalité dont le montant sera évalué proportionnellement au taux brut de l'heure de travail entrant dans la formule de variation de prix, à l'époque de l'infraction.

Les pénalités que l'adjudicataire aura encourues seront déduites du plus prochain règlement à lui effectuer, ou au besoin de son cautionnement. L'entrepreneur aura un délai de cinq jours pour formuler ses observations.

Pénalités par infraction.

- |  |           |
|--|-----------|
| - véhicule non fourni ou non remplacé dans le délai de 2 heures à la suite d'une panne | 10 heures |
| - véhicule en mauvais état d'entretien ou défaut de propreté d'un véhicule             | 4 heures  |
| - Véhicule répandant des ordures sur la voie publique                                  | 4 heures  |

.../...



- Ouvrier non fourni pour le chargement	4 heures
- Transbordement de véhicule à véhicule	4 heures
- Emploi d'un véhicule non réglementaire	4 heures
- Inexécution d'un ordre de service, par jour	4 heures
- Véhicule en stationnement irrégulier sur la voie publique	2 heures
- Ouvertures de chargement non fermées en dehors de la collecte ou irrégulièrement ouvertes pendant la collecte	2 heures
- Modification de l'itinéraire d'un véhicule	2 heures
- Récipient détérioré par le personnel de l'adjudicataire	2 heures
- Retard dans le commencement ou la fin de la collecte par véhicule et pour chaque quart d'heure	2 heures
- Défaut de pelle ou de balai	$\frac{1}{2}$ heure
- Récipient non vidé	$\frac{1}{2}$ heure
- Mauvais nettoyage d'un emplacement de dépôt de récipients ou d'un tas de détritrus, ou rejet de détritrus à l'égout	$\frac{1}{2}$ heure
- Récipient non remis en place après déversement ou jeté sur le sol sans précaution	$\frac{1}{2}$ heure
- Transvasement de récipient à récipient	$\frac{1}{2}$ heure

L'application de ces pénalités ne saurait libérer l'entrepreneur de la réparation des dommages qui auraient résulté de l'infraction commise.

Article 29.- EXECUTION D'OFFICE.

Indépendamment des retenues ci-dessus, l'administration pourra procéder immédiatement au remplacement ou à la fourniture d'office des hommes, matériel et fourniture non livrés, ainsi qu'aux travaux non effectués, le tout aux frais, risques et périls de l'entrepreneur.

Article 30.- MATERIEL DE RESERVE.

L'entrepreneur est tenu, sans supplément de prix, de posséder et de tenir constamment en réserve, dans ses garages, un nombre de véhicules de collecte en ordre de marche, dans les proportions de 1/6 des véhicules affectés au service.

L'entrepreneur devra constamment posséder en magasin une réserve de matières fongibles de manière à faire face à tous les besoins.

Article 31.- INTERDICTION DE MANIPULER DES IMMONDICES SUR LA VOIE PUBLIQUE.

Il est expressément défendu à l'entrepreneur d'opérer aucune manipulation des ordures sur la voie publique, de vider le contenu des boîtes sur le sol, d'opérer ou de laisser opérer un triage ou un chiffonnage, soit dans les boîtes, soit dans les tas, soit dans les véhicules, soit d'opérer ou de laisser opérer sur la voie publique un transbordement d'un véhicule dans un autre, sauf en cas d'absolue nécessité.

Article 32.- AMELIORATION DES SERVICES.

L'entrepreneur ne pourra se refuser, sur demande de l'administration municipale, à apporter, soit à ses méthodes d'exploitation, soit à son matériel et à



ses installations, les modifications consacrées par l'expérience et susceptibles, soit d'apporter une amélioration au point de vue de l'hygiène, de la salubrité ou de la propreté, soit de procurer une économie d'au moins 10 % sur l'ensemble des dépenses.

L'efficacité des améliorations demandées, les augmentations ou diminutions de prix qui pourraient en résulter seront réglées d'un commun accord, entre l'entrepreneur et l'administration et, à défaut d'accord, à dire d'expert.

Au cas où l'entrepreneur se refuserait ou opposerait un mauvais vouloir manifeste, soit à réaliser les améliorations en question, soit même à entrer en pourparlers ou à poursuivre les pourparlers, soit à conclure l'accord, l'administration aura le droit de résilier, après mise en demeure faite par simple ordre de service, sans que l'entrepreneur puisse de ce fait réclamer aucune indemnité.

Article 33.- FRAIS DU MARCHE.

Les frais de timbre, d'enregistrement, d'expédition et tous autres auxquels donnera lieu la conclusion du marché, sont à la charge de l'entrepreneur.



AUTRE FORMULE DE L'ARTICLE 16.

L'entrepreneur est rémunéré du service qu'il a exécuté par le versement chaque mois de primes forfaitaires.

Les candidats devront donner des prix forfaitaires :

- a) pour la collecte ordinaire
- b) pour la collecte hermétique.

1er cas - pour la collecte ordinaire.

- une prime forfaitaire P1 pour la collecte, le transport et le déchargement des ordures ménagères ;
- une prime forfaitaire T1 pour la mise en décharge contrôlée de celles-ci.

2ème cas - pour la collecte hermétique.

- une prime forfaitaire P2 pour la collecte, le transport et le déchargement des ordures ménagères ;
- une prime forfaitaire T2 pour la mise en décharge contrôlée de celles-ci,

étant entendu que le nombre de bennes de 12/14 m<sup>3</sup> en service serait de 21 au minimum.

Si la ville passait à la collecte hermétique, les redevances seraient dès lors augmentées du produit du nombre X de bennes équipées pour la collecte hermétique par le quotient de la différence des prix forfaitaires P2 ou P1 et T2 ou T1 par le nombre de bennes en service.

Exemple : pour le prix P1, le versement serait augmenté de :

$$X \frac{(P2 - P1)}{n}$$

n - étant le nombre de bennes en service.

pour le prix T1 le versement serait augmenté de :

$$X \frac{(T2 - T1)}{n}$$

n - étant le nombre de bennes en service.





COMMISSION DES SERVICES PUBLICS

C.A. 6/794

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 18 NOVEMBRE 1964

MM. les Membres de la Commission des Services Publics se sont réunis le 18 Novembre 1964 à 18 h 15, sous la présidence de M. G. HENNAUX, Adjoint au Maire, délégué aux Services Publics.

Etaient présents :

MM. COLICHE, DEAN, DE BECKER, DERIEPPE, HENNAUX.

Etaient excusés :

MM. SIMOENS, VIRON.

Assistaient en outre à cette réunion, à titre consultatif :

MM. MAEGHT, Ingénieur en Chef des Services Techniques,  
MORIN, Ingénieur Principal, Chef des Services Publics,  
MALLENGIER, Ingénieur Subdivisionnaire des Services Publics.

X

X

X

64/24.- VENTE DE VIEUX METAUX, VEHICULES, MATERIELS DIVERS.

La Commission, après avoir entendu et pris connaissance du rapport établi par le service à la suite de l'appel d'offres, du 18 Novembre 1964, pour la vente de vieux métaux, matériels divers et véhicules réformés, émet un avis favorable à la cession aux prix offerts et à l'admission en recette correspondante, de l'ordre de 40.000 F.

Rapport transmis à l'Administration Municipale.

64/25.- PROROGATION DU MARCHE VILLE DE LILLE - T.R.U.

M. le Président informe les Commissaires que le Conseil d'Administration a retenu les propositions faites lors de la dernière réunion de la Commission des Services Publics de proroger par reconduction tacite d'année en année la Convention T.R.U. avec résiliation possible moyennant un préavis de six mois.

Par ailleurs, il pense qu'il est nécessaire de présenter à cette occasion la codification des textes liant la Société T.R.U. à la Ville afin d'éviter toute observation de la Cour des Comptes.

Une délibération sera soumise au Conseil Municipal.

64/26.- RAMASSAGE DES BETES ERRANTES - CONVENTION L.P.A.

Le ramassage des animaux errants a fait l'objet d'une Convention passée, le 4 Février 1964, avec la Ligue Protectrice des Animaux, pour un essai d'un an.

En huit mois, 424 chiens et 139 chats ont été capturés.

Sur ce nombre 410 ont été sacrifiés, 153 rendus à leur propriétaire.

.../...



M. le Président propose de renouveler ce marché étant donné les résultats satisfaisants obtenus.

M. DERIEPPE signale que la Commission des Abattoirs et la Commission du Contentieux ont eu à se préoccuper du transfert éventuel du refuge de la rue du Guet.

A ce sujet, M. HENAUX précise qu'il convient de distinguer l'aspect "ramassage des animaux errants" problème de Propreté Publique, objet de la convention passée avec la L.P.A. de l'aspect "refuge et fourrière" problème intéressant les Commissions des services de l'Architecture et des Abattoirs.

Il ajoute que la suppression du refuge de la L.P.A. mettrait fin automatiquement à la convention actuelle et la situation serait alors réexaminée.

64/26.- TRANSPORTS AUTOMOBILES - ADJUDICATION POUR LA FOURNITURE DE CARBURANTS -  
CAHIER DES CHARGES.

Le contrat passé pour la fourniture de carburants nécessaires aux véhicules municipaux arrivera à expiration le 31 Mars prochain.

Le projet de cahier des charges dressé par le service pour la mise en adjudication de cette fourniture pendant les années 1965 - 1966, est adopté par la Commission.

Dossier transmis à l'Administration Municipale.

64/27.- TRANSPORTS PAR BENNES BASCULANTES - MARCHE DE GRE A GRE.

Afin de parfaire les moyens de transport mis à la disposition des différents Services Municipaux, notamment en ce qui concerne les transports par bennes basculantes, le service a, comme d'habitude, fait appel à diverses entreprises en vue de la passation d'un marché pour les années 1965 et 1966.

Sur onze entreprises consultées, deux ont répondu ce matin.

Sur le tarif de la Fédération Nationale des Transports Routiers, M. SCURBECQ consent un rabaix de 16 %, et Mme Vve WAUTERS, un rabais de 10,25 %. Cette dernière entreprise est titulaire du marché actuel alors que M. SCURBECQ est inconnu des Services Municipaux.

M. DERIEPPE signale qu'il possède de bons renseignements sur la Maison SCURBECQ.

Il semblerait cependant que cette entreprise n'ait pas le nombre de camions suffisants pour faire face aux demandes des services. Dans ces conditions, la Commission charge le service de s'assurer du nombre et du type de véhicules pouvant être mis chaque jour à la disposition de la Ville de Lille par M. SCURBECQ. En cas d'insuffisance, le marché serait passé avec Mme Vve WAUTERS.

64/28.- COLLECTE DANS LES RESTAURANTS.

Le service rend compte à MM. les Membres de la Commission de la mise en route le 15 Novembre de la collecte des résidus des restaurants, les dimanches et jours fériés. Il s'agit d'une période d'essai de trois mois.

19 restaurateurs de la zone bleue ont tenu à bénéficier de ce service.

La Société T.R.U. chargée de ce service nous tiendra au courant des difficultés éventuelles ainsi que des nouvelles adhésions qu'elle serait amenée à recevoir.



Un compte rendu détaillé sera présenté à la prochaine réunion de la Commission des Services Publics.

M. le Président précise en outre que la collecte des emballages et résidus commerciaux débutera vraisemblablement au début du mois de Décembre.

64/29.- QUESTIONS DIVERSES.

M. DERIEPPE expose les difficultés qu'éprouvent les directeurs d'école à se débarrasser des feuilles mortes dans les cours de récréation.

Le service répond que l'enlèvement des feuilles mortes à l'intérieur des bâtiments communaux n'est pas de son ressort, mais qu'il peut étudier ce problème.

x

x

x

M. DE BECKER rappelle la malpropreté des dépôts des Jardins, notamment ceux situés Square Henri Ghesquière et du Maréchal Birdwood, qui sont transformés par les riverains en véritables dépôts d'ordures. Il demande si la suppression de ces dépôts est envisagée.

M. MAEGHT en prend note pour le Service des Jardins.

SEANCE LEVEE à 19 h 15.



COMMISSION DES SERVICES PUBLICS

C.A. 6/816

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 8 JANVIER 1965



MM. les Membres de la Commission des Services Publics se sont réunis le 8 Janvier 1965 à 18 h 15, sous la présidence de M. G. HENAU, Adjoint au Maire, délégué aux Services Publics.

Etaient présents :

MM. BLANCHARD, COLICHE, HENAU.

Etaient excusés :

MM. DERIEPPE, ROUSSEAU

Assistaient en outre à cette réunion, à titre consultatif :

MM. MAEGHT, Ingénieur en Chef des Services Techniques,  
MORIN, Ingénieur Principal, Chef des Services Publics,  
MALLENGIER, Ingénieur Subdivisionnaire des Services Publics.

x

x

x

65/1.- VENTE DE VEHICULES REFORMES - VIEUX METAUX - MATERIELS DIVERS.

Le produit de la vente, suite à l'appel d'offres du 18 Novembre 1964, a donné les résultats suivants :

- Véhicules et engins réformés	7.620,65 F
- Pneus usagés	942,60 F
- Huiles de graissage	105,60 F
- Cuivre du Service de l'Eclairage Public	3.080,60 F
- Matériel Electrique - Station Abélard	21.235,00 F

La Commission donne un avis favorable à l'admission en recette correspondante.

Pour ce qui concerne les vieux métaux, le service informe les Membres de la Commission que la Maison CIBIE, adjudicataire de ce lot, a procédé jusqu'à ce jour, à l'enlèvement de 141,220 Tonnes de fontes et ferrailles. Il reste encore 10 Tonnes environ à retirer au Jardin des Plantes.

En raison du dégel, le Service des Jardins a demandé de surseoir provisoirement à cet enlèvement car le passage des camions de 10 Tonnes et de la grue risquerait présentement, d'endommager les allées du Jardin des Plantes.

La Commission donne un avis favorable à l'admission en recette partielle de la vente de ces fontes et ferrailles, soit 22.030,32 F.

65/2.- MARCHE LIANT LA SOCIETE T.R.U. A LA VILLE - CONDITIONS DE PROROGATION - CODIFICATION DES TEXTES.

Le service donne lecture du projet de délibération puis des articles 57 et 58 du XVI<sup>e</sup> avenant précisant les conditions de prorogation.

Le Service du Contentieux a été consulté. Il " estime que les dispositions prévues au pénultième alinéa de cette délibération, sont particulièrement heureuses en ce qu'elles remédient à une situation qui était absurde".

.../...



"La refonte de la convention initiale et de ses multiples avenants, qui formaient un ensemble touffu où subsistaient maintes dispositions désuètes et dont la consultation était devenue un véritable travail d'exégèse, entraîne, telle qu'elle est faite, une grande estime. Le nouvel avenant est, en effet, aussi différent des précédents documents qu'un jardin à la Française l'est d'un maquis, car nous nous trouverons dorénavant devant un contrat clair, ordonné et facile à consulter ..."

Le Président précise en outre que la possibilité pour la Ville de résilier chaque semestre dès Juillet 1966 répond largement aux décisions arrêtées par le Conseil d'Administration.

La Commission donne un avis favorable.

Dossier transmis au Conseil Municipal.

65/3.- INCENDIE D'UN ENGIN MECANIQUE DE BALAYAGE - ADMISSION EN RECETTE.

Le service expose qu'à la suite de circonstances encore mal définies, une balayeuse-ramasseuse a pris feu spontanément au cours de son service et a été entièrement détruite.

Cet engin de la Société T.R.U. devait devenir propriété de la Ville en fin de contrat. Il était assuré pour son prix d'acquisition (52.774 F) et défalcation faite de divers accessoires encore récupérables, qui seront utilisés pour l'entretien des autres engins du parc, la Compagnie d'assurances couvre ce sinistre par un versement de 47.290 F.

Or, l'engin détruit a donné lieu au premier versement d'amortissement en Août 1953, ce qui revient à dire, qu'à la date du 1er Janvier 1965, il restait à verser, au titre de l'amortissement :

180 - 137 = 43 mensualités, soit 43/12e d'annuités.

Le montant d'une annuité est donné par la formule de l'article 30-XXI du 8ème avenant, il est de 3.400,8822 F, compte tenu de la majoration de 0,25 % intervenue le 1er Juillet 1955 lorsque le taux de la T.P.S. a été porté de 8,25 % à 8,50 %.

Le montant des 43/12e d'annuités (soit le reliquat de l'amortissement) est donc de :

$$\frac{3.400,88 \times 43}{12} = 12.186,49 \text{ F}$$

Il serait versé à l'Administration Municipale le reliquat de la somme reçue en couverture de l'assurance de cet engin, soit :

$$47.290 \text{ F} - 12.186,49 \text{ F} = 35.103,51 \text{ F}$$

La Commission est favorable à l'admission en recette de cette somme.

65/4.- RECONSTRUCTION DES REVETEMENTS DE CHAUSSEES SUR LES TRANCHEES EFFECTUEES POUR LE COMPTE DU SERVICE DES EAUX EN 1965.

Le Service des Eaux, en accord avec celui de la Voie Publique, a estimé souhaitable que l'entreprise adjudicataire des travaux du Service des Eaux, soit chargée d'effectuer la réfection définitive des revêtements sur les tranchées qu'elle ouvre en voie publique pour la pose des conduites.



Un projet de marché de gré à gré a donc été établi pour 1965 à titre d'essai. Il doit permettre au service de faire reconstruire les revêtements de chaussées d'une façon définitive à des conditions de prix jugées acceptables par les services de la Voie Publique.

Le montant de la dépense peut être estimé à 90.000 F et serait à prélever sur les crédits du service de la Voie Publique.

La Commission donne un avis favorable.

Dossier transmis à l'Administration Municipale.

65/5.- SERVICE SPECIAL D'ENLEVEMENT DES RESIDUS DES RESTAURANTS.

Depuis le 15 Novembre 1964, un service spécial d'enlèvement des résidus des restaurants, est organisé le dimanche matin, à titre d'essai, pour une période de trois mois.

Sur 60 restaurants contactés dans le centre de la Ville, 20 établissements ont demandé à bénéficier de ce service.

La collecte est assurée à partir de 8 heures du matin. Elle est terminée vers 10 heures.

La période d'essai devrait prendre fin le 14 Février prochain.

MM. les Membres de la Commission sont d'avis de proroger cette expérience.

65/6.- SERVICE SPECIAL D'ENLEVEMENT DES RESIDUS COMMERCIAUX.

Depuis le 17 Décembre 1964, un service spécial d'enlèvement des résidus industriels et commerciaux est organisé à titre d'essai, pour une période de 3 mois.

627 commerçants ou industriels ont été contactés,  
354 ont répondu qu'ils étaient susceptibles d'être intéressés par ce service,

26 ont, jusqu'à présent, donné leur adhésion à cette collecte pratiquée entre 7 et 8 heures du matin.

La participation financière forfaitaire de chaque commerçant ou industriel est fixée à 8,70 F pour un enlèvement de 1 m<sup>3</sup> de résidus au maximum.

MM. les Membres de la Commission sont d'avis de maintenir ce service.

Au sujet des infractions concernant la Propreté Publique, le service donne lecture du relevé des Procès-Verbaux dressés en 1964 par les services de Police :

- Abandon de poubelles sur la voie publique	251
- Dépôts de cageots et cartons	163
- Défaut de nettoyage des trottoirs	84
- Défaut de nettoyage des fils d'eau	53
- Dépôts d'immondices sur la voie publique	79
- Battage de tapis	19
TOTAL	<u>649</u>



65/7.- QUESTIONS DIVERSES.

Les abondantes chutes de neige des 25 et 26 Décembre 1964 (18 cm d'épaisseur) ont amené les services municipaux à mettre en place le dispositif de lutte contre le verglas. Les 2 tableaux ci-dessous montre l'importance des moyens mis en oeuvre.

Véhicules sablage des rues :

Dates	Neige	Nombre de sableuses		Kms de rues sablés		Quantités utilisées	
		T.R.U.	Ville	T.R.U.	Ville	Sable et Sel	
Vendredi 25 Décembre 1964	13 cm						
Samedi 26	"	4		55		37,5 T	
Dimanche 27	"	2		29		17 T	
Lundi 28	"	4	4	40	30	60	
Mardi 29	"	5	5	85	85	135	
Mercredi 30	"	5	5	70	70	111	
Jeudi 31	"	1		20		6	
				299	185	366,5 T	

Les véhicules de sablage effectuèrent au total 82 sorties.

Pendant cette même période, 60 tonnes de sel furent également utilisées.

Les véhicules municipaux chargés du sablage et du réapprovisionnement en sel et sable des dépôts, ont parcouru en tout : 902 kms.

Personnel d'intervention :

Dates	TOTAL	Personnel d'intervention					Cassage des glaces	
		P.P.	Pavage	Jardins	Assainissement	Circulation	Nombre de véhicules Entreprise	Ville
	268	80	50	120	8	10		
Samedi 26 Décembre	6	6						
Dimanche 27	6	6						
Lundi 28	113	67	10	36				
Mardi 29	128	65	28	35			3	
Mercredi 30	137	70	24	36	7		6	1
Jeudi 31	204	68	43	73	14	6	2	6
Vendredi 1 Janvier	6	6						
Samedi 2	232	63	40	110	12	7	2	8

Les chiffres soulignés représentent l'effectif théoriquement disponible.



En ce qui concerne le personnel municipal, le service devait disposer de 268 hommes. L'obligation faite au personnel municipal de solder les congés annuels avant le 31 Décembre d'une part, le ralentissement obligatoire des travaux chez les paveurs et jardiniers d'autre part, ont eu pour conséquence, de priver le service du personnel nécessaire à une exécution spectaculaire du plan.

La plus grande partie de notre intervention eut lieu dans les rues dépourvues d'aqueduc où l'épaisseur de la glace augmentait de façon critique par suite du rejet des eaux ménagères dans les fils d'eau :

Rue des Vieux Murs  
Place aux Oignons  
rue au Pétrinck  
rue des Trois Mollettes  
rue Doudin  
rue J.J.Rousseau  
rue Masurel  
rue Alphonse Colas  
rue des Archives  
rue de l'Entrepôt

Déneigement et dégagement des carrefours :

Léon Jouhaux  
Marx Dormoy  
Quartier Bois Blancs  
La Bassée  
Turenne  
Quartier Vauban  
Stations  
Nationale  
Vauban  
J. Febvrier  
Bapaume  
Condé  
Artois  
Quartier du Vieux Lille  
Quai du Wault

De plus, chaque jour, le personnel a effectué des jets de sel, aux passages cloutés, carrefours, bouches d'égouts, bouches d'incendie etc ...

Il est à noter enfin, que sur les chaussées, l'épaisseur de neige était insuffisante pour mettre en action les bull-dozers et autres engins de même type, que le service avait recensés dans les entreprises lilloises.

Cette épaisseur était toutefois trop forte pour permettre une action rapide du sel et du sable qui furent répandus par les véhicules de sablage.

x

x

x

Il est tombé 18 cm de neige sur les 3.200.000 m<sup>2</sup> de chaussées et trottoirs de Lille, soit 576.000 m<sup>3</sup> de neige fraîche.

Pour enlever cette quantité, dès la première journée, il aurait fallu disposer de 2.800 camions, effectuant 10 voyages chacun, et le personnel correspondant, soit un effectif de 8.400 hommes environ.

.../...



En l'état actuel des choses, l'effectif maximum mis à la disposition du service de la Propreté Publique, en cas de verglas est de 268 ouvriers pour 240 kms de rues. Il faudrait donc que chaque ouvrier dégage à lui seul, environ un kilomètre de rue, pour que tout soit terminé en une journée - c'est évidemment impensable.

M. MAEGHT précise que des dispositions complémentaires concernant le personnel sont instaurées à compter du 9 Janvier 1965 à la demande de M. le Secrétaire Général. Elles visent à établir une permanence de la moitié de l'effectif le samedi toute la journée, l'autre moitié venant travailler le lundi.

Il n'est cependant pas prévu de piquet d'astreinte pour les dimanches et les jours fériés.

Les moyens matériels mis en oeuvre dans l'avenir seront encore renforcés, 24 camions par jour pourront être utilisés pour le sablage et le cassage des glaces.

Pour les travaux d'intervention, la Ville sera divisée en 10 secteurs avec dans chacun d'eux, un camion et une vingtaine d'hommes.

M. HENAU signale enfin que M. le Maire est d'accord pour l'acquisition d'un chasse-neige à condition que techniquement, cet engin puisse servir.

A ce propos, le service signale qu'il ne sera pas possible dans la Ville d'utiliser le chasse neige ordinaire qui rejette la neige sur les côtés. Cette solution n'est valable qu'en montagne ou en rase campagne.

Il faut choisir les chasse-neige avec turbine de chargement vers l'arrière, ce qui implique un va et vient de camions pour évacuer la neige.

Un tel matériel monté sur tracteur, déblaie à la vitesse de 0,500 km à l'heure une couche de neige non glacée d'une épaisseur de 15 cm minimum à 80 cm maximum.

La Société T.R.U. possède d'ailleurs une turbine de ce genre qui n'a pratiquement jamais servi car les conditions de fonctionnement sont rarement remplies : couche de neige d'épaisseur suffisante non tassée et non glacée.

A Lille, l'intense circulation a rapidement pour effet de tasser et de glacer la neige.

SEANCE LEVEE à 19 h 15.